THE LIBRARY THE DEVERSITY OF MADAGE LE MONDE diplomatique Prix: 6 F Algérie : 6,00 DA Maroc : 6,00 dir. Canada : 1,50 \$c. Roy.-Uni : 50 p. Espagne: 70 pes. Suisse: 3 F.S.

LA JUSTICE

🗷 N° 286 - 25° année 🖿

présente à ses lecteurs meilleurs væux pour 1979

Diplomatie et propagande

Publication mensuelle des Italians, 75427 Paris Cedax 89

Par CLAUDE JULIEN

D ANS un monde nu les communications de masse jouent un rôle si important, il est bien naturel qu'elles cient trouvé leur place dons la ponoplie da diplomote. Il est mains sotisfaisant de constatar qu'elles obscurcissent parfois le fond du problème au liau de l'éclairer, le dénaturent ou le relèguent nu deraier plan. Tel fut le cos avec le spectaculaire visite de M. Sodate à Jérusalem, qui a suscité un espoir excessif en éclipsent provisoirement des abstacles qui n'aut pas tardé à réapparoître. Tel est encora la cas avec les prisonniers du Polisario, dont le capture pois la libération leissent des des prisonniers du Polisario, dont le capture pois la libération leissent dans l'ombre les données essentielles d'an dossier mal connu du grand poblic (1).

L'efficacité des techniques de relations publiques obéit à des règles. Lorsque, sous la dictature de Batista, les révolutioenoires, dant lo propagande officiella disoit qu'ils étaient à bont de souffle, s'emporèrent, en plein jour, en plein centre de Lu Havane, du célèbre caureur nutamobile Fongia, le retantissement de cette action d'éclat fut considérable. Il en fut encore necru lorsque, au bout de quelques jours seulement, les révolutionneires aubains libénorsque, au pour de quesques jours seutement, en revolutionne les controlles de ser rèrent l'angio, qui ne tarissait pos d'éloges sur la porfaite controlsie de ses gardiens et sur la générosité de leur programme politique. Ce lointain précé-dent mantre bien que l'efficacité dans l'opinion publique dépend de l'oction d'éclat elle-même — enlevement et libération — nlors qu'une détention

M AlS la dénonciation d'une prise d'atages relève paur une part, elle enssi, de la technique des relations publiques. Paris n'n guère convainen que son attitude à l'égard des Français détenus puis libérés par le Polisario était dictée par une morale supérieure et un souci hymonitoire. L'extrême discretion observée dans des cos analogues, le grand retard avec lequel un négo-ciateur fut soisi du dossier, les péripéties du retour, etc., démentent l'im-pression que l'un voulnt crèer, Ainsi, taute l'effoire n'e pas pa dissimaler les véritables motivations de l'intervention française dans la crise du Sahara occidental, intervention ontérieure é l'enlèveraent de Français en Mauritanie.

Una fois de plus, lo palitique française en Afrique s'inspire de considérations qui pamissent beaucoup trop étroites pour répondre convenablement eux intérêrs à la fois des Africains et des Français.

Le premier principa de cette politique fut formulé un printemps dernier à propos de la fourniture d'une eide logistique en Zoîre. Il s'agistait alurs d'assurer « la sécurité, l'Indépendance et la stabilité » des États. Le même l'aviation ficaçaise, le régime de Novakche't sút été bouveoup plus rudement ébrenle par les coaps du Polisario. Mais cette stratégie comporte, et paur la France et pour l'Afrique, un inconvénient mojeur : c'est en théoria seulement qu'ello écorte tonte distinction entre régimes conservateurs et progressistes, et un jour viendra où sera menneñ un Etat dont Paris n'osera pas ou ne vandra pos protèger la « stabilité ». Alors éclatera na grand jaur le choix dont an voudrait faire croire qu'il n'a pas été fait,

E second principa n'a pas été et ne sero pas farmulé. Il concerae les intérêts éconumiques de la Franca en Afrique. Aucun ridean de furaée ae sourait le dissimular, et nacune rhétorique ne pent canvaincre que les interven-tions d'una nation industrialisée sont désintéressées, qu'elles répondent exclu-sivement à des considérations tonchant le respect des régimes en place et des

La préférence marquée à l'égard de cortains régimes n'a cessé de détériorer les relations de la France avec des poys nfricains appelés à un grand avenir. Elle privilégie les intérés économiques immédiats nu détriment de calculs à plus lengue portée. Elle discrédite les principes dont un entend porer des actions qui ne leur doivent rien. Elle écarte la France de la mission

(1) Voir le Monde diplomatique d'août et décembre 1974, août 1975, février 1976, juin et août 1977.

LES ÉQUIVOQUES DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE

Un carrefour de cynisme et d'espérances

N juln 1971 au congrès d'Epinay, M. François Mitterrand et les couventionnels avaient soutenu un amendement visant à éliminer des statuta l'appartenance du nouveau parti à l'Internationale socialiste (I). parti à l'Internationale socialiste (1).

27 novembre 1979 : dans l'immense salle des conférences de l'Organisation internationale du fravail à Genève, s'ouvre le XIII congrès de l'Internationale socialiste. Le président de la séance solennelle d'ouverture s'appelle François Mitterrand. Son discours programmateur sur s le socialisme démocratique dans le monde d'aujourd'hui s ouvre trois jours de travaux et de débats qui devaient bouleverser l'organisation et ouvrir le chemin de sa repaissance.

L'Internationale socialiste représente

L'Internationale socialiste représente aujourd'hui une puissance considérable : elle regroupe trente-trois partis membres qui, ensemble, comptent plus de hult millions de militants : le seul S.P.D. allemand reunit plus d'un million de membres. Près de cent million de memores. Pres de cent millions de personnes vivent — en Occident — sous un gouvernement socialiste. Et ai l'on compte les citoyens d'autres pays où des socialistes, sans être majoritaires, participent d'une façon décisive à la direction de l'Etat, ca chiffre dépasse 300 millions. ce chiffre depasse 300 millions.

Fall surprement : l'Internationale, qui abrite quelques-uns des hommes politiques les plus cyniques de ce siècle (M. Helmut Schmidt, d'Allemagne, ou M. Daniel Obduber, du Costa-Rica) reste aux yeux des peuples une institution morale, une autorité de foi Illusion, mensonge? Non. L'Inter-nationale charrie la raison d'Etat comme elle charrie la morale de juscomme elle charrie la morale de jus-tice (2). Elle est, de ce fait, une organisation ambigué, équivoque. D'une part, une sorte de club privé où se rencontrent les chefs et ministres de gouvernements socialistes; d'autre part, le lieu où se eroisent les espé-rances, où a'investissent les rêves de militers de militants. Mais surtout elle est un incommarble instrument potenest un incomparable instrument poten-tiel pour la lutte de classe, la Intte anti-impérialiste.

Il existe aujourd'hui un imaginaire socialiste, un « imaginaire de convo-cation » (Regis Debray) (3). Cet imaginaire s'incarne dans l'Interna-tionale socialiste. Ou, plus précisément,

eulvie en matière de développement, evec une franchise que seuls peuvent se

permettre les documents qui ne sont pas

destinés au grand public. Au risque par-

fois, pour cet arganisme finencier repré-

sentant essentialiement les intérêts de

- Les gouvernaments (asiatiques) ne

peuvent plus se permettre de freiner le

potentiel de production de leur économie

en pourvoyant eux besoins de le minorité

de privilégiés. La pauvreté don être réduite et cele doit se taire en four-

nissant dee emplois productits aux masses

qui ont falm. . En effet, les . structures hiérarchiques = ont un = effet négatil sur

vues les plus optimistes, le situation ell-

mentaire dans le région (asiatique) n'est

par beaucoup plus mauvelse qu'il y a dix ans. (_) En général, l'impact de

le - révolution verte - sur l'emploi e pro-

beblement été très modeste dans le plu-

part des endroits. » » Les tentatives (des gouvernements asiatiques) pour déve-

loppe: des systèmes de crédit viables

pour les petits payeans n'ent pas beau-

coup reussi. . . il y a peu de preuves

que l'utilisation des tracteurs ait eu

beaucoup d'effet sur le rendement des

constatations auasi-révolutionnaires.

Par JEAN ZIEGLER *

les espérances immenses qu'évellient chez les peuples dominés du tiersmonde les progrès des partis socialistes en Europe se reportent sur l'Internationale. Cinq partis arabes (le F.L.N. algàrien, le Néo-Destour tunisien, l'Union socialiste d'Egypte, le Baas syrien, l'Union populaire des forces progressistes du Marco), quaire partis africains, six mouvements latino-américains, se rapprochent aujourd'hui américains, se rapprochent aujourd'hui de l'Internationale. Celle-ci (résolution

de Madrid dn 17 octobre 1977) appuie la Intte du peuple sahraoui. En sep-tembre, M. Olof Palme a conduit une mission d'information et de solidarité de l'Internationale en Afrique australe, à travers les cinq Etats de la « ligne

de front s.

M. Mario Soares, M. Bernt Carlson et des délégués des partis français, italien, suisse, vont partir prochaînement au Mexique, au Costa-Rica, au Venezuela et en République Dominicaine, afin de resserrer les liens de l'Internationale avec les mouvements socialistes d'Amérique latine.

Face à l'eurocommunisme

I INTERNATIONALE charrie avec elle un certain nombre de problèmes anciens. Ils restent dangereux, parfnis paralysants. Il y a d'abord un problème d'organisation : l'appareil de l'Internationale est faible. Exemple : le nouveau — et efficace — secrétaire général. M. Bernt Carlson (ancien secrétaire international du parti suédois), siège dans des locaux exigus à Londres, enfouré de deux secrétaires à plein temps et de deux collaborateurs à temps partiel. Le seul parti socialiste à temps partiel. Le seul parti socialiste italien — pourrant de peu de pous dans les affaires de son rays — occine à Rome un somptueux immeuble de cinq étages. Il compte, dans son seul siège central, plus de deux cent cinquante fonctionnaires à plein temps.

Le XIII congrès a pris des résolu-tions : le nouveau président. M Willy Brandt — qui met une fin heureuse à l'ère Pittermann (ancien président et ancien vice-chancelier d'Autriche) — exige une reforme et un renforce-ment du secrétariat, qui devrait en plus être soustrait à la tutelle du parti prins erre soustrait à la friedle du pardi travailliste britannique et déménager son siège à Genève; mais, une année après le congrès, aucune de ces déci-sions n'est réalisée, les fonds, curieusement, manquent. Problème difficile : du temps de la

présidence Vandervelde et Jusqu'à la deuxième guerre mondiale, l'Internationale était en mesure d'imposer les résolutions de ses congrès aux partis membres récalcitrants. Contre la raison d'Etat — parinis — la morale de la justice triomphait. Léon Blum avait des sueurs froides lorsqu'il devait des sueurs iroides lorsqu'il devait expliquer sa politique espagnole à l'Internationale, (4). Autre exemple : en 1904 l'Internationale (congrès de Bruxelles et d'Amsterdam) impose pratiquement — à Guesde et à Jaurès — la réunification du parti frances (5). cals (5).

çais (5).

L'actuel déséquilibre qui s'accentue depuis 1945, entre l'appareil administratif et financier déficient de l'Internationale et la puissance des appareils de certains partis membres (notam-

Député socialiste de Genève an Conseil national suisse, professeur de sociologie à l'université et à: l'Institut d'études du dévaloppement de Genève.

ment allemand, italien. autrichien) limite le pouvoir d'intervention et de contrôle de l'Internationale dans l'application de ses résolutions.

Deuxième problème : un fossé sépare les partis membres qui pratiquent une politique d'union des gauches et ceux qui, tels les partis allemand, scandinave, autrichien, restent farouchement opposés à toute collaboration avec un parti communiste quel qu'il

Juin 1972 commun en France. Que!ques semaines après, l'Internationale se réunit à Vienne. M. François Mitterrand et le parti français restent isolés.

Mal 1975: M. François Mitterrand réunit à Latche les dirigeants des partis socialistes du sud de l'Europe: MM. Mario Soares, Felipe Gonzalez, Beno Craxi, les dirigeants du PASOK grec et du PS. beige. La positina du PS. français et de son premier secretaire est la suivante : « Il s'agu de suntir comment décelonner durs vos taire est la sulvante : a Il s'agut de savoir comment développer dans nos pays l'union des masses autour et uvec les partis politiques représentant les forces populaires. Ce qui pose le problème de l'alliance, de l'union, de la cohésion entre P.S. et P.C. Il s'agit pour nous tous d'un choix socialiste, Vollà l'aspect particulier, nouveau, moderne de nos préoccupotions > (8).

(Lire la suite page 2.)

(1) Claude Estiar, la Plume au poing, préface de François Mitterrand, Rd. Stock, Peris. 1977, page 304. L'amendement n'a pas réuni 10 % de suffrages. (2) Colette Audry : les Mittants et leur morsie, Ed. Flammarion, Paris, 1976. Colette Audry analyse le conflit permanent, à l'intérieur du mouvement socialiste, entre la morale de l'efficacité et la morale de la justice.

(3) Régis Debray, les Rendez-vous manqués. Ed. du Seuil, Paris, 1975, page 38. (4) Jean Lacouture : Léon Blum, Ed. du Seuil, Paris, 1977. (5) Michel Butaille, Jaurès, préface de François Mitterrand, Ed. Pygmalion, Paris, 1977. (6) Claude Eatler, la Plume au poing. op. cit., page 306.

Air Algérie vous transporte au carrefour des nouveaux échanges.



Nous your affrans comme cele près de 25 pays et de 50 escales. Pas pour l'exptisme, ni pour l'aventure. Pour y aller conclure vos marchés. A partir de Londres, Paris, Franciort, Bruxelles, Prague Genève ou Moscou. Vite. Confortablement. Au rythme de vos affaires. AIR ALGERIE

(Lire la suite page 11.)

(1) < Rural Asia : Challenge and Opportunity >, dont sont tirees les cita-

«Révolution verte» et besoins alimentaires

LES ÉCHECS D'UNE POLITIQUE ANTISUBVERSIVE EN ASIE

T L y e une dizalne d'années, l'Asle non communiste vivelt dans le rêve de la - révolution verte -. C'était l'époque de l'engegement militaire eméricein eu Vietnem, de l'arrivée eu pouvoir des militaires et du massacre de centaines de militers de « communistes » en Indonésie. Il g'agisseit elars, pour les stratèges et les experts des organiemes internationaux comme la Banque mondiale puie la Banque esiatique de dévelappement (BAD), de fairs l'éconamie d'une • révolution rouge • menaçante,

Dans ce numéro :

La répression du terrorisme et le droit

(Page 3.)

Vers un nouvel ordre régional au Proche-Orient (Pages 6 à 8.)

Le Soudan, grenier du monde arabe ?

(Pages 10 et 11.)

Par PATRICE DE BEER

grace à une injection massive de meté-riel et de nouvelles techniques. Il felleit laire feire à l'agriculture un bond en avant efin de satielaire les besoins alimentaires de la populetion et d'assurer une stabilité éconemique et ecciale indispensable au meintlen de l'ardre étabil. H a'agissait eussi, pour l'agro-business occidental, de trouver un nou-veu merché pour ses produits, et de nouveaux foumisseurs de mattères premières pour ses usines.

La technique suppléait la politique: l'irrigation, les engrals et les semences mirecles mises au point au centre de Loe Banos, aux Philippines - qui servit aussi à des expérimentatione moins pacifiques pour la guerre du Vietnam devaient permettre de feire échec eu communisme. Riz miracle IR-28 contre tusii AK-47 i Le batellie pareissalt trop inégale entre la progrès et la prospèrité promie par les savants et le guerre de libération, le sang, les larmes et l'idéologie dont se réclamaient les maqui-

Le temps semble venu de dresser le premier bilan, orés de trois ens après l'effondrement de la politique américaine dens toute l'indochine. En effet, la Banque asietique de développement a rédigé, en 1977, son deuxième rapport agricole décennal — pour la période 1965-1975 (1) — qui est en fait une

Vers un approfondissement théorique et politique

L'EUROCOMMUNISME ET LA CRISE DE LA GAUCHE

ES interpretations multiples, parfois contradictoires, de la détérioration des relations à l'intérieur de la gauche en France réac-tualisent un débat ancien relatif à la tualisent un débat ancien relatif a la nature des liens qu'entrettent le P.C.F. avec le mouvement communisté international. On volt ainst refleurir les formules expressives — ceil, main, or... de Moscou — qui ont lougtemps tenu lieu de raisonnement pour rendre compte de la nature de ces liens. A ces exhumations — en forme d'interroga-tions — qui invitent à réfléchir sur le passé en longue période s'ajoute une question tout à fait actuelle : quelle est la validité de la voie eurocommu-niste? Ou encore, la rupture provi-soire ou définitive de l'union de la gauche ne remet-elle pas en cause la notion même d'eurocommunisme et ne réinstalle-t-elle pas le P.C.F. dans l'orbite soviétique? Ce qui, accessoi-rement, pourrait administrer la preuve qu'il n'en est jamais véritablement

Pour répondre à ces questions, il convient de repenser l'eurocommunisconvent de repenser l'entotamment me dans son processus historique et son devenir politique. Et. dans ce contexte, replacer l'évolution du P.C.F., mise en cause par sa politique, à l'intérieur de la gauche.

Flou difficile à saisir, parfois contesté d'une façon ponctuelle par ses propres protagonistes, selon les aléas de leur politique intérieure et de leurs relations inter-partis, hypothétique pour de nombreux spécialistes et teurs, l'eurocommunisme existe

Certes, le concept en soi pose pro-blème, mais ce qu'il couvre comme processus et ce qu'il contient comme caractéristiques semblent s'insérer dans l'histoire du communisme ouest-euro-péen des dernières vingt années. Hantant le monde politique de l'Est et de l'Ouest (pour des raisons bien différentes), exacerbant les spécula-tions intellectuelles (les colloques et les ouvrages qui lui sont consacrés l'attestent), entrainant des réponses ambigues et partielles de la part de ambiguës et partielles de la part de ses principaux artisans, l'eurocommu-nisme apparaît pour certains comme une mode, une boutade, un bluff, pour d'autres comme un sujet de contesta-tion et de mise en cause permanente, pour d'autres encore comme l'espoir, la seule alternative possible à la crise économique et politique du monde capitaliste.

S'agit-Il d'une nouvelle organisation, ou simplement d'un état d'esprit? S'agit-Il d'un communisme substan-tiellement nouveau ou bien d'une socio-démocratisation de certains P.C. succombant au révisionnisme? Ne s'agit-il enfin que d'une tactique, opportuniste, parlementaire, sous la-quelle se cacherait la vraie nature, éternelle, stalinienne des P.C.? Une étude sérieuse de l'évolution des P.C. de l'Europe capitaliste telle qu'elle ressort de l'analyse de leurs

qu'elle ressort de l'anayse de leurs documents internes (travaux des congrès et sessions des comités cen-traux) et externes (documents et interventions aux conférences interna-tionales et européennes et déclarations établies à l'issue de rencontres bi et multivistrales) permet de formuler multilatérales) permet de formuler une définition provisoire de l'euro-communisme compris comme phénomène international

L'eurocommunisme signifie bien une L'eurocommunisme signine men une nouvelle variante du mouvement com-muniste, exprimée à travers une ten-dance à l'inorganicité; se situant en rupture avec une série de concepts léninistes et avec l'héritage de l'Interlennistes et avec l'infriage de l'inter-nationale communiste en ce qui concerne les relations inter-partis; dégageant, enfin, une stratégie gra-duelle de conquéte du pouvoir et de passage vers une société socialiste caractérisée par le pluralisme politique

et idéologique.
Si on décrypte, l'une après l'autre, les caractéristiques que contient cette définition, et si ou les situe dans l'évolution du P.C.F. depuis le XXII congrès, on se rend compte qu'elles ne sont pas remises en cause par la politique récente de celui-ci à l'intérieur de la gauche.

Ce congrès stabilise l'évolution euro-

La tendance à l'inorganicité

MAIS à part cet aspect, certes de taille, les caractéristiques de la définition de l'eurocommunisme prodéfinition de l'eurocommunisme pro-posée ci-dessous résistent à la secousse qu'a subié la gauche en France. Le cheminement eurocommuniste engagé par certains partis dès 1958 (le P.C. italien notamment), par d'autres à partir de 1968 et surtout de 1973 (comme le P.C. espagnol), par le P.C.F. enfin depuis 1976 n'est pas arrêté. enfin depuis 1976 n'est pas arrêté.
L'eurocommunisme ne se présente pas comme un modèle, ayant une vocation universalisante. Ce refus de se présenter comme une vole à suivre est constant dans le discours eurocommuniste qui met l'accent sur les voies nationales. Il implique, d'abord et surtout, le droit de chacun à forger son propre programme politique et à avoir sa propre vision des alliances. Ce n'est qu'à partir de la prise en compte des différences et des diversités, soulignées et accentuées, qu'est entreprise la recherche du commun et de la convergence. Par LILLY MARCOU *

communiste du P.C.F. dont les pre-mices historiques remontent aux évé-nements de 1968 — révolte étudiante en France et invasion de la Tchécoslovaquie — et qu'exprime pour la première fois le Manifeste de Cham-

primere to be primere to the pigny (décembre 1968).

Certes, les positions défendues par le P.C.F. ces derniers mois — d'une façon plutôt implicite qu'explicite — à l'égard de son allié d'hier ou de demain, si elles us remettent pas en cause le présentation par en cause le présentation de la consenie de la company de la consenie de la co cause la voie eurocommuniste, reposent en tout cas le problème de l'hégémonie dans l'alliance ou, plus précisement, le point de vue du P.C.F. sur ce pro-

Les documents des P.C. espagnol, français et Italien divergent et restent d'une façon générale encore vagues sur ce point. sur ce point.

Or, seule une réflexion théorique sur l'hégémonie à l'intérieur de l'alliance pourra expliquer le pourquoi du comportement du P.C.F. ces derniers temps. Il s'agit, en fait, de la problématique liée au principe léniniste selon lequel le parti communiste est le parti de la classe ouvrière, « son avant-carde » princuit est le sant défanteur.

garde », puisqu'il est le seul détenteur d'une méthode scientifique, le marxis-me (1). Les thèses eurocommunistes n'ont pas encore formulé une position définitive sur ce principe, bien qu'un processus de réflexion semble sengager surtout dans les P.C. italien et

D'où le refus d'apparaître comme un nouveau pôle du monde communiste, comme une nouvelle régionalisation, et par conséquent de créer un nouveau centre. Ce refus de toute organicité, même dans le sens du polycentrisme toglistiten, exprime la caractéristique principale et irréversible de l'eurocommunisme. D'où le refus opposé par les partis eurocommunistes à toute structure — fût-elle sporadique comme les conférences — qui pourrait, de quelque façon que ce soit, porter atteinte à leur autonomie. D'où la recherche de formes nouvelles

D'où la recherche de formes nouvelles de contact et de solidarité, épisodiques et pragmatiques, hors de tout rituel et de tout formalisme. Des ruptures (abandon du concept

de dictature du prolétariat) et les mutations conceptuelles (substitution de la notion d'internationalisme prolé-tarien par celle de solidarité interna-

* Fondation nationale des sciences

tionale) s'inscrivent dans une stratégie de changement qui prend en compte les erreurs du passè et ce qu'ont de négatif les expériences socialistes existantes. Cette évolution de certains P.C. occidentaux, à laquelle le P.C.F. depuis le XXII° congrès est partie prenante, n'est, elle non plus, pas remise en cause par la rupture de l'alliance à l'intérieur de la gauche en France.

Louis Althusser a certes raison lorsqu'il marque la distinction entre le sens théorique et le sens politique qu'on accorde à un concept donné. Si, sur le plan théorique, il est inconcevable de supprimer un concept par une décision politique parce qu'il « fait corps avec un ensemble d'autres concepts », la décision politique en soi, prise comme un « acte symbolique », marque le tournant du P.C.F. « ouvrant la note à un autre socialisme (que cel d'autres en IRSS) » (2). tionale) s'inscrivent dans une stratégle

celui qui règne en U.R.S.S.) » (2). De même, le fait que le concept de parti unique a depuis bien longtemps disparu du discours communiste ouest-européen marque encore davantage ce phénomène de rupture avec les expé-riences concrètes de socialisme ailleurs dans le monde.

noie à un autre socialisme (que

La mntation s'observe an niveau des crites » légués par l'Internationale. Le concept d'internationalisme prolétarien, tel qu'il fut défini par le sixième congrès de l'Internationale en 1923, codifiait et figeait les relations inter-partis à l'intérieur du mouvement communiste, en fonction d'un attachement et d'une allégeance inconditionnels à l'Union soviétique. Ce principe, qui au fil de l'histoire se révèla plusieurs fols néfaste pour les positions uationales des P.C., est complètement exclu — et sûrement d'une façon irréversible — de la démarche eurocommuniste. D'où le refus systèmatique de cautionner ce que les pays socialistes comportent de contraire à leur progre projet de société; d'où le refus de continuer d'assimiler antisoviétisme et anticommunisme; d'où leurs critiques pouctuelles sur une La mutation s'observe an niveau de leurs critiques pouctuelles sur une série de faits concrets qui se passent en U.R.S.S., notamment sur l'absence

La démarche eurocommuniste signi-fie que chaque P.C. forge son propre programme de conquête du pouvoir, choisit es propre tactique d'alliance, dresse son propre projet de société socialiste. La cohésiou d'ensemble, le dénominateur commun sont constitués par la volonté de réconcilier le socia-lisme avec la démocratie, et surtout avec les libertés conquises par les masses populaires, libertés auparavant qualifiées de « bourgeoises et for-melles », maiuten aut considérées comme tondamentales. comme fondamentales.

Enfin et surtout, il s'agit d'une voie nouvelle d'édification du socialisme, voie différente de celles qui ont été suivies par les autres pays. « L'histoire n ses lois universelles, mnis elle ne se répète pas. Il ne s'agit pour aucun peuple de mettre ses pas dans ceux d'un autre et in question n'est pas de recommencer la révolution d'Octobre 2 (3), précise avec nettaté Francis Cohen lors de la conférence rrancis collen dis de la collen de internationale organisée par la revue Problèmes de la paix et du socialisme de Prague (l'unique vestige du mouvement communiste organisé) à l'occasion du soixantième anniversaire de la revolution d'Octobre.

L'ensemble de caractéristiques qui contribuent à définir l'eurocommunisme ne peuvent pas être remises en cause par les aléas des alliances contractées par les P.C. dans leur contexte national.

Mais la nature et le contenu des alliances — provisoires ou durables, de type frontiste ou d'union nationale ainsi que le sens qu'on donne à l'hégé-monie à l'intérieur de l'alliance devront être davantage repensés aussi hien au niveau théorique que politique. Il a'agit d'un des points faibles de l'eurocommunisme, par le bials duquel sa crédibilité peut être remise en cause. Cependant cet aspect du pro-blème n'est que l'une des composantes de la démarche eurocommuniste.

C'est pour cela qu'on ne peut pas gommer d'un trait l'eurocommunisme gommer d'un trait l'eurocommunisme en le considérant soit comme un épi-phénomèue, soit comme une tactique éphémère, uniquement parce que l'« union de la gauche » se porte mal en France, ou parce que le « compromis historique » rencontre des problèmes en Italie. L'eurocommunisme est event tout un processus historique est avant tout un processus historique qui s'insère dans une stratégie de Si la cause de la crise à l'interleur

de la gauche française est actuelle-ment difficile à saisir dans ses motivations complexes, cette crise ne gomme en aucun cas une évolution qui la dépasse par son étendue et sa profondeur. On peut attendre que cette crise, en même temps qu'elle révêle un retard, sera l'occasion d'un appro-fondissement théorique qui aboutira à une politique d'alliance efficace et

(1) Cf. Pernando Claodin. l'Eurocommunisme, François Maspero, Paris, 1977, 151 pages, et le compts tendu de Daniei Singer, le Monde diplomatique, novembre 1977.

(2) Louis Althusser, Vingt-deuxième congrès, François Maspero, Paris, 1977, pages 32-33.

(3) Cf. la Nouvelle revue internationale, septembre 1977.

ÉQUIVOQUES DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE

(Suite de la memière page.)

Au demit de 1970, les delegues de l'Internationale se réunissent à Else-neur (Danemark). Le conflit est à sou comble : un violent incident oppose M. Helmut Schmidt à M. François

Aujourd'hul le conflit est en voie de résorption. La politique conséquente, rigidement unitaire, courageuse du

La question du tiers-monde

C HAQUE jour, douze mille personnes meurent de faim sur notre planète. Le monde où nous vivons u'est qu'un immense Auschwitz. Pour les trois quarts des bommes, chaque nuit qui passe, chaque jour, ne sont qu'un interminable martyre. Le monde des Etats est un monde de froide cruauté, de calcule de force (Jes Etats socie. de calculs de torce (123 12401). listes n'y faisant pas exception). calculs de force (les Etats socia-

Les vieux marxistes allemands (Hor-kheimer, Marcuse, Bloch) l'ont dit, inlassablement : l'instauration du socialisme commence par une rupture epistémologique. C'est par la destruction de la vielle parole humaniste, bourgeoise, génératrice de tontes les indifférences, de toutes les làchetés, de tous les meurtres qui se commettent en toute légalité, que commence la fin du règne du capital. Edgar Morin : a La morale antérieure au fascisme d'où est issu, justement, le fascisme est naturellement la morale humante bousseigne elle cut électifie. humaniste bourgeoise, celle qui glorifie l'homme abstrait et couvre de suence

même les socialistes allemands.

Un conflit nouveau, plus dangereux, plus chargé de menaces que tous les précédents, divise aujourd'hui l'Internationale: il s'agit du combat à mener contre la dominatiou impérialiste des pays d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie par les États capitalistes du g centre h. listes du a centre ».

le meurtre quotidien de l'homme concret » (7). Deux camps s'affrontent au sein Deux camps s'affrontent au sein même de l'organisation : le premier est celui des social-démocraties allemande et angio-saxonne, dont le but est la redistribution du revenu natioual selon des paramètres d'équité, la construction d'un Etat social et d'une Europe anticommuniste s'appuyant sur l'Amérique. Elles ne mettent en question ni le mode de production capitaliste, ni la propriété monopolistique des moyens de production, ni la rente fonclère, ui aucune des structures de base de la société inégalitaire bourgeoise.

Face aux peuples dominés du tiers-monde, la position du S.P.D. et du parti travailliste est simple : c'est l'augmentation du produit national brut, l'action « bénéfique » des sociétés multinationales, des empires bancaires et, pourquol pas, de certains régimes musclés d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique qui assureront à ces peuples

Tel Rédaction : 246-72-23

Tèlex : Le Mobde 650-572 Paris

de la unit une lente et progressive évolution vers le blen-être. Pour cela, il faut, en accord avec l'allié nord-américain, combattre les mouvements américain, combattre les mouvements révolutionnaires, « communistes » et « anarchistes » du tiers-monde. Une institution financée par les syndicats allemands justement s'y emploie : l'Institut latino-américain de recherche sociale (ILDIS), dont le siège était au Chili jusqu'en 1964 et maintenant à Quito, en Equateur (8). L'argent du S.P.D. allemand domine

anjourd'hui encore l'Internationale. La Friedrich Ebert-Stiftung (9) est sa première source de financement — les partis socialistes portugais et espagnol en savent quelque chose. La Fondation Friedrich-Ebert dispose d'un énorme budget, dant le chiffre réel est un secret jalousement gardé. Plus de trois cents personnes travaillent dans son cents personnes travaillent dans son seul « département international ». Elle a des succursales dans un grand nombre de pays, surtout en Amérique latine (10). Sa direction est entre les mains des personnalités les plus réactionnaires du S.P.D., parmi lesquelles M. Walther Hesselbach, président de la Bank fuer Gemeinwirtschaft (le principal institut financier de la S.P.D. et du mouvement syndical), qui dirige son conseil de surveillance. A ses côtés siègent le président de l'IG-Metail (le syndicat le plus puissant), M. Eugen Loderer, le ministre de la défense, M. Georg Leber, le président du Deutsche Gewerkschafts-Bund (Confédération des syndicats allemands), M. H.O. Vetter. MM. Loderer et Vetter sont intimement liés aux mands), M. H.O. Vetter. MM. Loderer et Vetter sont intimement liës aux dirigeants américains et participent, à la demande de M. David Rockefeller, à la Commission trilatérale, où ils rencontrent depuis des années MM. Carter, Vance et Brzezinski. Derrière MM. Vetter, Loderer, Hesselbach, il y a M. Heimut Schmidt, chanceller de la plus puissante nation d'Europe, fidèle allié du pouvoir américain. La Commission trilatérale élabore la stratégie à long terme de l'agression tégie à long terme de l'agression capitaliste impérialiste contre les peu-ples de la périphérie.

Le deuxième camp est conduit par e parti français. Au récent congrès le Nantes, ses dirigeants ont évoque e empire germano-américain ». Devant les representants du FRELIMO (Mozamblque), du M.P.L.A. (Angola), de la SWAPO (Namitie), de l'A.N.C. (Airique du Sud) et de Carlos Altamirano (secrétaire général du P.S. chilien). M. François Mitterrand a promis le soutien sans réserve du parti — et éventuellement du gouvernement de demain — aux mouvements de libé-ration que combat justement l'ILDIS...

M. François Mitterrand : « Faut-il, lorsqu'on défend la liberté et qu'on lorsqu'on détend la liberté et qu'on avance hardiment, faut-il regarder où l'on met les pieds ou faut-il avoir le regard haut sans s'occuper de tout cela, et dire partout la vérité que l'on ressent? — Je dis bien que nous avons le devoir d'intervenir auprès de la conscience universelle, et, le cas échéant, auprès de la politique universelle quand nous parvient l'écho des fusillades d'Iran, d'Indonésie... La liste est si longue! Nous aiderons les mouvements révolutionnaires d'indépendance partout où cela sera pos-sible » (11).

Pour les socialismes français, scandinave, belge, suisse, la tâche du mouvement socialiste est l'unification graduelle de toutes les forces progressistes d'un pays (plus tard, du monde); l'abolition de la propriété monopolistique des moyens de production; la transformation des rapports de travail; la décentralisation des de travail : la décentralisation des appareils de production et de décision : en bref, la création de toutes les conditions objectives nécessaires pour que puissent naître, dans la liberté, la complémentarité des communautés

autogérées d'hommes et de femmes responsables de leur destin. La tache du mouvement socialiste est enfin de faire disparaitre du monde la faim et

Mais l'Internationale socialiste ne se résume pas à cette simple opposition entre projets divergents. Les choses sout plus compliquées : le S.P.D. est aujourd'hui un parti profondément divisé. A Hambourg, 15 novembre 1977, la gauche et la droite du congrès du S.P.D. s'affrontent durement, sur le Berufverbot, la question uuclèaire, la lutte coutre le « terrorisme ». M. Ehrnke dit : « C'est un miracle que cette coalition d'idées aussi diverses et souvent contradictoires puisse se maintenir » (12). Mais l'Internationale socialiste ne se

Aile gauche et raison d'Etat

En 1976, une sorte de « répartition tacité des compétences » s'est effectuée au sein du S.P.D. : l'aile droite mee an sem du S.P.D.: Faile droite garde le pouvoir en Allemagne (gouvernement, parti, syndicat) et l'alle gauche s'occupe de l'Internationale (13). C'est ainsi que M. Willy Brandt (président du S.P.D.) devint président de l'Internationale. Derrière M. Brandt, il y a M. Horst Ehmke. Homme fascinant, originaire de Dentrière. M. Horst Ehmke. Homme fascinant, originaire de Dantzig, M. Ehmke arrive en Allemagne de l'Ouest après la guerre. Il devient professeur de droit à l'université de Fribourg-eu-Brisgau, rénove les « Reuter Kreise » (sortes de clubs de réflexion portant le nom du premier maire de Berlin-Ouest), qui renouvellent la pensée socialiste allemande, ouvrant ainsi la voie aux mouvements étudiants de 1968 et aux l'usos des années 70 l'activités de 1968 et aux l'usos des années 70 l'activités de 1968 et aux l'usos des années 70 l'activités de l'activités voie aux mouvements étudiants de 1968 et aux Jusos des années 70. Il est ministre conseiller auprès de M. Brandt, son chef de cabinet (titre officiel : Kanzleramis-Minister). Après la démission de M. Brandt, il devient le chef de l'alle gauche au sein du groupe socialiste du Bundestag et son porte-parole de politique étrangère. Ini et sas une tral M. Kanten Voie. porte-parole de politique étrangère.
Lui et ses amis (tel M. Karsten Voigt, ancien président des Jusos, aujour-d'hui député de Franciort) subissent alors tout le poids de l'hostilité de M. Schmidt. Le rayonnement international de M. Brandt, le cerveau politique de M. Ehmke, le discret appui de M. Egon Bahr (secrétaire géneral du S.P.D., ancieu ministre et negociateur de M. Brandt), font que la nonvelle équipe allemande placée à la tête de l'Internationale éveille, chez les progressistes de tous les partis membres des espoirs certains. Espoirs déçus ? Non. Mais la raison d'Etat allemande (ou plus précisément gerdeçus? Non. Mais la raison d'Etat allemande (ou plus précisément ger-mano-américaine) semble peser lourde-ment sur l'actuel président de l'Inter-nationale (et comme maigré lui). Les conférences régionales décidées par le XIII congrès à Genève et destinées à porter la parole socialiste dans les régions d'outre-mer sont annulées. La conférence de Dakar n'autra pas lieu conférence de Dakar n'aura pas lieu. Celle de Mexico (ou Caracas) est reportée sine die. L'admission des partis frères arabes est bloquée. En

matière de politique proche-orientale, M. Yitzhak Rabin, vice-président de l'Internationale, fait la loi Deux misslons Kreisky au Proche-Orient n'en-gendrent aucune au it e concrète. L'Internationale est toujours absente du conflit palestino-israélien. Aujourd'hui Il existe, à l'intérieur de Aujourd'hui il existe, à l'intérieur de l'Internationale, un équilibre fragile entre l'aile pro-impérialiste et l'aile anti-impérialiste. M. Willy Brandt, grâce à son prestige personnel, tente d'arbitrer.

JEAN ZIEGLER.

(7) Cf. Edgar Morin. Autocritique, Ed. du Seuil, coll. « Points », Paris, 1975, (1) CI. Eagar Morin. Autocritique, Ed. du Seuil, coil. « Points », Paris, 1975, page 266.

(8) C'est le gouvernement Frey, sous le pression de l'aile gauche de la démocratie chrétienne, qui a mis l'ILDIS à la porte du Chili.

(9) Ebert. dirigeant socialiste de la République de Weimar, indonna l'écracement du muvement spartaitiste et du mouvement des Consells allemands étoufrant dans le sang la révolution ouvrière de l'immédiat après-guerre (1919-1924) Les finances de la Fondation opèrent à partir de plusieurs bases, et notamment de la Suisse.

(10) Cf. l'exemple de l'ILDIS.

(11) Texte du discoura dans le Monde du 21 juin 1977.

(12) Horst Ehmke, cité par Gérard Sandoz dans le Nouvel Observateur du 28 buvembre 1977.

(13) Cf. Der Spiegel, nº 50, 1976.

COMMANDEZ DIRECTEMENT TOUS VOS LIVRES FRANCAIS

LIBRAIRIE DELAMAIN 155, rue Saint-Honoré.

75001 PARIS. Sur simple demande, envoi grotuit de notre buitetin « les Livres du mois ».

Foodstegr: Mubert BEUVE-MERY Directeur de la publication : Jacques PAUVET Rédacteor eo chef : Claude JULIEN Rédactrice en chef adjointe : Micheline PAUNET

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Prix de l'abonnement annuel (en francs) VOIE NORMALE France, DOM. TOM, Centrafrique, Congo, Côte-d'Ivoire, Dahomey, Gabon, Mauritanie, République malgeche, Mail Niger, Sénégal, Tchad, Haute-Voita, Camerous Toxo, Guinée, Tunisie, Poste militaire, Poste navale, Andorre, Monaco

PAR AVION (abonnement et textes): DOM. Camerono. Centralrique. Om, Camerouc, Centrarrique, Cóngo, Côte-d'Ivoire, Dahomey, Gabou, Guinée, Mali, Mauri-tanie, Niger, Sénégal, Tchad, Togo, Haute-Volte, Territoire françois des Afais et des Istas 186 TOM issuf T.F.A.L), République malgache, Etat comorien malgache, Etat comorien Libye, Egypte, Arabie Sacudite. (Cheque postal : Paris nº 4207-23)

Redaction et administration, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09

Tèl. Abonnements ; 830-63-03

Adresse télégraphique : Jourmonde, Paris

LA CONVENTION EUROPÉENNE POUR LA RÉPRESSION DU TERRORISME

Recul du droit et « vestiges d'inculture »

La lutte contre le terrorisme en Europe a ndressé un niticle, que seus publiens ci- pecté, considère un contraire que certaines occidentale continue de susciter du groves contre, dans lequel il conteste l'orgament, clauses de cette convention constituent un

inquiétudes que certains estiment tout à fait souvent utilisé, selon lequel la convention net recul du drait, netermment en ouvrant injustifiées. M. Heribert Golsong, directeur des ponrait porter utiente ou droit d'esile. Un la porte à des « délits qualifiés per le droits de l'homme ou Conseil de l'Eampe, nous autre juriste, dont l'anonymet doit être res-

preuve. Le soupconne sera pre-sumé coupable. Même s'il est soupconné de complicité dans une tentative d'avoir une opinion... Absurde? Mals cela ressort de l'analyse concordante de l'arti-cle 6 et de l'article 2 alinéa 3. Présumé coupable... Ce détour par l'hypothèse d'une dictature sollicitant une extradition nous ramène au point de départ : le danger est réel qu'une lutte aussi empressée et nerveuse contre le terrorisme fasse il des principes pocidentaux qui défi-

I. était une fois, en Occident, d'archaiques figures de crimes, non meins aberrantes pour le droit pénal que la « question » pour la procédure. On crut, pendant le dix-neuvième siècle, les avoir pour toujours expulsées de la docirine, la loi positive en conservant encore qoelques formes résiduelles, comme dans des bocaux. On les retronve à propos de l'incendie, ou du sacrilège (porter la main sur la personne du prêtre à l'occasion d'une cérémonie religieuse, déclenchant ainsi des résultats criminels non voulus, non prévisibles), on de l'enlèvement, on de l'e exposition » d'emfants.

Carrara les stigmatisa dans son

carrara les stigmatisa dans son programme tout illuminé, encore, par les Lumières (1). Mezger les dissèqua dans son traité, à l'époque plus sombre des croix gammées et de l'après-guerre (2). Car elles étaient réapparues et s'étaient muitipliées dans la nuit et le brouillard. La paix et les miracles économiques semblèrent les avoir exorcisées. Mais voilà qu'elles reprennent force et menacent de s'étendre à nouveau sur le monde civilisé. Radotage d'un vieux juriste alchimiste, histoire d'un fou racontée par un idiot, allégorie, faux conté de Noël? C'est malheureusement un rèclt moderne rigoureusement viral, voire scientifique, bien que raccourci, portant sur certains raccourci, portant sur certains types pénaux que les théoriciens allemands appellent des « délits qualifiés par le résultat ».

prévu et voulu un fait — on bien l'avoir voulu et en eveir prévu ses plus graves conséquences sans toutefois les avoir voulues mais en persistant cependant dans le vouloir d'un tel fatt. De son côté, la négligence — qui produit des « quasi-délits » — consiste à ne pas souhaiter l'effet ultérieur d'un acte, et à ne l'avoir même pes prévu blen qu'il fût possible de le prévoir et qu'ou dût l'evoir prévu conformément « au devoir moral qui incombe à tout homme d'être diligent dans la prévision des conséquences de ses propres actes » (Carrera, Opuscule « Culpa »). En outre, il existe aussi des situations anormales dans lesquelles on ne trouve pas une action exclusivement malkieuse (un dol), ou exclusivement négligente on tout à fait fortuite. Par exemple, lorsque le résultat le plus grave a pour cause un cas fortuit, bien que cette cause ait été précédée d'une position illicite de l'auteur d'un premier crime ou délit qui déc le uche objectivement me d'un premier crime ou délit qui décleuche objectivement une situation où le cas intervient. Le lien de causalité est alors subjectivement rompu: l'auteur u'a ni prévu ni voulo le résultat final, il ne pouvait pas le prévoir et u'avait même pas le devoir raisonnable de le prégoir.

Si cependant la loi lui inflige une pelue correspondant su résultat, c'est qu'on « qualifie le délit par le résultat », sans que celui-ci soit, à son tour, qualifié par la culpabilité. Il s'agit de la plus grave des atteintes d'un premier crime ou délit qui

En saine doctrine, le crime en principe absolu du droit suppose toujours la cuipabilité, c'est-à-dire qu'il faut a voir cuipa.

« Opinions » et « activités » politiques

Des Que des figures pénales de cet prûre apparaissent dans la législation d'un pays, ou à plus forte raison dans des traités internationaux, c'est que, dans tes internationaux, c'est que, dans tout le domaine juridique des infractions visées, foisonnent des étieintes à l'exigence de culpabilité. La définition doctrinale do « délit » n'est alors plus « l'action typiquement antifuridique et coupable » (Mezger). En somme, les « délits qualifiés par le résultat » constituent des cas pù s'est produit une rupture cas pit s'est produit une rupture totale du lien de causalité : le resultat punissable n'était aucubilité ettribuable à leur auteur. chie strionane a feur anteur. Elle fait totalement défaut, et dans la conscience et dans la volonte, et dans la prévision que l'auteur faisait, pouvait faire, devait faire, des ultimes effets de sa première action délictueuse.

Punir pour un fait qui n'était pas en rapport avec la culpabi-lité (31? Barbare, dissit Carrara, au dix-neuvième siècle; intolè-rable, écrivalt Mezger au vingtième. Et cependant en trouve de ces

a vestiges d'inculture » (4) dans les initiatives concernant la lutte internationale contre le terrorisme. Telle n'est peut-être pas l'intention de leurs auteurs, mais les résultats se moquent parfois

les résultats se moquent parfois des intentions...
On peut supposer que les régimes politiques engagés dans cette lutte sont analogues, comme cela semble étre le cas pour la convention européenne pour la répression du terrorisme. Et si, un beau jour, un des pays signataires de la convendes pays signataires de la conven-tion devenait une dictature. cesserait-on d'être engage à son égard ? Certes non. Mais, dira-t-on, des précan-tions contre une telle extrémité

ont été prises dans l'article 5 de la convention. Cet article autorise, en effet, les Etats à ne pas accorder l'extradition a'ils ont « des raisons sérieuses de croire » qu'elle est demandée aux fins de poursuivre ou de punir une personne pour, entre autres, des considérations d' « opinions politiques », on encore a'ils ont de sérieuses raisons de croire que e la situation de la personne risque d'être aggravée » par les mêmes considérations d'opinions

politiques. L'honneur des démocraties serait-il alors sauvé ? Les choses doivent être vues de plus près : a) L'article 5 ne sauvegarde que les ephions politiques. Or l'opinion est le sentiment de celui qui ppine et délibère, le

(1) « nuns les principes cardinaux, écrivait Carrara. les lois criminelles sont absolues. » « Le détit n'est pas une entité de fait mais une entité juridique. » « Le cas ne sera jamais imputable s'il n'y a pas (...) négligence (culps) ou malice (dolus). » « Et il doit en êtra ainst pour une raison ontologique et absolue. Toute entité est modifiée par les changements de ses conditions intérieures et na peut pas l'être par des accidents

sentiment qu'il se forme des choses, le jugement en bien ou en mal qu'il porte, une croyance probable, une doctrine politique. Le texte ne concerne nullement les activités politiques qui, courantes et tout à fait licites dans une démocratie designant rantes et tout à fait licites dans une démocratie, devienment punissables sous une dictature. L'article 6 ne fonctionne donc pas si l'antradition est demandée en raison d'activités politiques, courantes en démocratie mais honnies par une dictature.

b) Parier ici d'optaions et d'activités politiques, c'est exclure formellement les atteutats eterroristes ». Mais, pour toute dictature par les auteurs politiques des les eterroristes ».

dictature, un parti politique clandestin qui e'oppose à elle est intrinsèquement voué au « terro-risme ». Selon l'article 2, alinéa 1, de la convention, tout Etat contractant (en l'espèce, une dictature) peut ne pas consi-dérer comme infraction politique ou connexe ou inspirée par des mobiles politiques (ou, plus cisi-rement, il peut considérer comme terroriste) a tout acte de violence qui n'est pas visé à l'article premier et qui est dirigé contre (_) la liberté des personnes ». Vio-lences contre la liberté? Mais, pour toute dictature avoir des ppinions politiques qui lui sont contraires, les manifester, agir en conséquence, a toujours été faire vielence à la c tiberte ». Et une violence e grave a De telle sorte que l'article 3 permet d'evance, aux éventuelles dicta-tures, l'extension indéfinie de la nation de « terrorisme ».

netion de « terrorisme ».

c) Les Etats qui auraient des raisons sérieuses de croire que l'extradition d'une personne leur est demandée en raison de ses opinions politiques ne sont pes obligés par l'article 5 à la refuser. obligés par l'article 5 à la refuser.

Non. Cet article leur permet simplement de ne pas extrader. Un stat peut avoir de fort sérieuses raisons de croire qu'une dictature veut écrouer ou tuer quelqu'un pour ses optnions politiques, et la convention ne lui interdit peu de convention ne lui interdit peu de convention peut son hon et

et la convention ne lui interdit pas de consentir, selon son bon et beau plaisir, à l'extradition.

d) Pour l'autoriser à ne pas extrader, l'article 5 ne demande pas seulement à l'Etat sollicité d'avoir des « raisons », mais des « raisons sérieuses ». A croire qu'il y aurait parfois des raisons peo sérieuses dans la tête des Etats. Mais contredisant un autre membre du Consell de l'Europe, euquel il infligerait ainsi l'offense de le considérer comme une dictature, l'Etat requie d'extrader rendra-t-E publiques ses sérieuses raisons de refuser l'extradition? Au grand jamais. Le caractère sérieux des jamais... Le caractère sérieux des

régissant les ces douteux; et, pour le droit pénal à venir, il constitue un principe et un but, dont la réatisation pratique est impérieusement exigée par la conscienas culturelle de notre i em p.s. e Peut-être la ligne la plus dangereuse de l'égarement contemporain dans le domains de la pure culpobilité est l'évolution des deits justifiés par le résultat. » (E. Mezger, Traité de droit pénal, deurisme oartie A, section 3 s. 34 IL.)

(3) Et pourquel ne pas pumir malement le cas tortuit et la force majeura, pourquel pas le gruit through association ». la responsabilité collective que connarent des clans et tribus d'estrefois ?

(4) Belling, Unschuld, 1910. page 13; dans Mezger, op. ctt.

(5) La conventies e été rédigée en français et en anglais, les deux textes laisant également joi » (6) Article 55 de la Constitution de la République française.

(7) Mes Cahisrs, t. IX, pages 310 et 362.

raisons du refus devra être établi au cours du procès d'extradition, en accord avec les règles des eutres conventions d'extradition. Et la démonstration qu'il existe des raisons « sérieuses » de refuser l'extradition devra être faite par qui? Par le procureur? Ose-t-on l'imaginer? C'est au pauvre « opinant politique » qu'il appartiendra de prouver qu'il y a des raisons de croire que. — éh oui! — et que ces raisons sont blen « sérieuses ». Ainsi on renversa nécessairement la charge de la

Le mouton à cinq pattes

D ASSONS maintenant à l'arti
L cie qui a plus particulièrement trait à la substance do
droit pénal, l'article 13. L'Etat
requis « se réserce le droit de
requis « se réserce le droit de
repuser l'extradition » parce
qu'il considère l'infraction (e terroriste », colon les définitions de
l'article premier) « comme une
infraction politique, comme une
infraction conners à une infraction politique ou comme une
infraction inspirée par des mobiles politique ». Enfin, diration politique ». Enfin, diration politique ». Enfin, diration » en portant surtout attention » en portant s de l'Etat est à l'abri, ses tribunaux conservent leur compétence; bref il y e tout lieu d'être
rassuré. Cette lourde prose sur
les infractions politiques sur
les infractions politiques politiques définis selon les lois
internes, etc., redore le biason
des principes démocratiques.

Il n'en est pas ainsi.
Car, avec ses allures libérales,
cet article 13 est, en fait, ceni
qui porte le plus gravement
atteinte aux principes de droit :
il impose des conditions externes
aux lois pénales internes. L'Etat,
qui se réserve le droit de refuser

aux lois penales internes. L'istat, qui se réserve le droît de refuser l'extradition et donc d'appliquer ses propres lois pénales est assujetti (« engagé », dit la convention) à « prendre dûment en consideration, lors de l'évaluation du caractère de l'infraction du caractère de l'infracculière gravité ». On peut certes excuser les cacophonies et la syntaxe de cette prose conventionnelle (5). Mais on ne peut certes pas se dissimuler que,

maintenant aux actes politiquement motivés.

Serait-ce tout? Aucunement.
Les paragraphes a), b) et c) de
l'article 13, alinéa 1, précisent
quelques-unes de ces formes superfétatoires qui feront de chaque
déit politique un véritable monstre polycéphale ou... un mouton
à cinq pattes. Le paragraphe a),
par exemple, oblige à juger avec
une particulière sévérité l'infraction qui « a eréé un danger
collectif pour la vie, l'infraction qui « a eréé un danger
collectif pour la vie, l'infracsonnes ». Créer un danger n'est
pas avoir attenté à la vie, à l'intègrité on à la liberté des personnes. Et encore faudrait-fi,
dans ce cas, punir la complicité
dans une tentative de créer un
tel danger... Vpyons donc l Si cela dans une tentative de créer un tel danger... Vpyons donc l'Si cela n'ouvre pas la possibilité de créer des « délits qualifiés par le résul-tat ».... C'est bien ce para-graphe aj qui recèle hui-même un réel danger collectif pour la vie, l'intégrité et la liberté des per-sonnes.

Le bout des temps civilisés ?

L'E paragraphe b) de l'article 5, personnes étrangères aux mo-pour sa part, philge l'Etat, qui blles du dellit entraient dans la pour sa part, philge l'Etat, qui réserve sa juridiction, à considérer le caractère de particulière gravité d'une infraction lorsqu'elle « a atteint des personnes étrangères aux mobiles qui font inspiré ». Très blen : il faut protéger les innocents, les anonymes, étrangers aux mobiles qui inspirent les crimes politiques. Ce t t e formulation semble viser les otages dont les terroristes qui s'en emparent entendent faire un instrument de chantage, mais elle va plus loin. Au nom de mobiles politiques, quelqu'm commet une infraction et, au cours de la longue chaîne et, at cours de la longue chaîne des effets de l'action, des per-sonnes tout à fait autres que celles qui étaient visées devien-nent victimes. Objectivement, une des conséquences du crime initial les a atteintes. Elles étaient étrangères aux e mo-biles et pouvaient bien l'être à l'intention de l'auteur du crime politique. Mais, pourra-t-on observer, l'auteur devait-il prévoir de tels effets expessis? Un devoir tout spécial lui incombait de prendre le soin tout parti-culier de les épargner.

La lettre du texte cité ne le La lettre du texte cité ne le dit pas Bien que le mal causé à ces personnes ait été, semble-t-il, étranger aux mobiles, il suffit que l'infraction ait porté a atteinte » à ces personnes : c'est le résultat seul qui est considéré, et l'intention, ao regard du résultat, n'est pas prise

Le problème est encore plus grave lorsqu'il s'agit de complices, on de recéleurs s'il y a lien de les considérer comme complices. Osera-t-on dire que les effets les plus graves qui ont atteint des

subjectivité de tels « compliees » ? Qu'à cela ne tienne i Leurs actes devrunt être évalués et punis conformement au résultat le plus grave, sans qu'il soit ques-tion d'invoquer leur culpabilité effective à cet égard.

Bref, on ouvre le « type penal » à des catégories possibles de « deuts qualifiés par le résultat ». On pourrait continuer l'analyse des tentatives de ce genre qui ont cours sous prétexte de l'utile contre le terrorisme. Mais il suffit. On crée politique. ment un devoir arbitraire qui exige un soin particulier de ceux qui commettent certains actes (fantes, délits ou crimes). De par cette obligation externe, sans lien nécessaire evec la sans uch hecessaire evec la conscience ou la volonté du sujet, on lui impute des résultats néfastes. Il voulait quelque mai, on ic rend responsable d'autres maux, de tout le Mai — et on

mant, de tout le Mai — et on le condamne en conséquence.
Cela n'est pas dans la tradition de l'Occident. Ni Beccaria au dix-huitième siècle, ni Grotius an dix-esplième, ni même le roi Alphonse X le Sage, empereur d'Occident, au treisième, ne l'admettaient Pour eux tous, à chacun selon sa culpabilité. L'enfer de Dante a des cercles. « Le mai même obett à des lois » éarl-vait Barrès à Charmes en 1912. Et, peu aoparavant : « Le proverbe, d'après Maurras, dit : Qui

Et, peu aoparavant : « Le pro-verbe, d'après Mourres, dit : Qui s'éloigne d'Avignon, s'éloigne de la raison » (7).

Tout cela ressemble à un conte du bout de l'année, à un conte do Jour de l'an. Ne fant-il pas plotôt craindre que ce soit un chapitre supplémentaire de la triste et véritable histoire du bout des temps civilisés?

—Le glas du droit d'asile ?—

Par HERIBERT GOLSONG *

L'OCCASION d'une affaire récente, de nembreuses critiques A ent étà portées contre la conventien européenne pour le répression du terrorisme, ouverte à la signeture des États membres du Conseil de l'Europe le 27 janvier 1977.

Je voudrais me rétérer à celle qui me semble le plus grave et la plus mei fondée : la convention européenne sonnerait . le glas du droit d'asila . La passion et les préjugés peuvent expliquer une certaine confusion et des conclusions haitves. Meie II est temps, à présent, d'apporter des clarifications et des précisions.

Il est en particulier nécessaire de rappeler deux idées essen-

- L'asile territoriel : c'est la fait pour un État de permettre à un étranger de rester sur son territoire elors qu'il y a des relsons sérieuses de croire que le refoulement de cette personne sa rece, de sa religion, de sa nationatité de ses opinions poli-

— Le champ d'application géographique de la conventien suropéenne : seule les Etats membres du Conseil de l'Europe peuvent devenir parties à cette convention

Le almple sapprochement da ces deux idées fait apperaître le caractère excessif, sinon déplecé, de certains arguments qui empruntent des exemples eu passé ou en dehere des Etats membres ectuels du Conseil de l'Europe pour faire apparaître les aspects « redoutables » de catte conventien. Non, le Frence n'aurait pas été obligée de livrer une personne au geuvernement du génàrel Franço el ne sere pas ebligée de le faire à l'égerd du régime chillen. Lorsqu'elte deviandra partie à la conventien européenne, elle sera elimplement emenée à répendre favorablement à des demandes d'extradition présentées par l'un de ses partenaires du Consell da l'Europe, organisation qui regroupe des Etats démocratiques. Tous ent signé la convention européenne des droits de l'hemme et, à l'exception des derniers membres, le Portugal et l'Espagne, its l'ent retifiée. Cette convention, on le sett, impose sux parties contractantes des obligellons da droil International étendues et précises dens le demeine des droits de l'homme et des libertés lendamentales. Le respect de ces engagements est placé sous le contrôle de deux erganes indépendents, le Commission européenne des droits de l'homme et la Coer auropéenna des droits de l'homme. Et leur action de contrôle peut être daclenchée non seulament par des geuvernements meis aussi, en ce qui concerne le plupart des Etats contractants, per des

Entre Etats démocratiques

C'EST là une dennée fondamentale que l'on semble avoir publiée, dans un pays où, il y e encore peu da lamps, Pn reprochait au gouvarnement da ne pes ae-décider à ratifier la convention européenne des droits da l'homme.

Ce n'est donc pas utiliser un subterfuge que d'effirmer qu'entre les Etats membres du Conseil de l'Europe l'asile territoriel ne devrail pas trouver d'epplication praliqua il est en lout cas normal qua l'on soll parti de ce principe, sana lequel l'organisation n'eureit plus da sens comment des Etats qui, aux termas mêmes du statut du Consail de l'Europe, spnt - inébranleblament attechés de laurs peuples et qui sont à l'origine des principes de liberté Individuelle, de liberté politique et de prééminence du droit, sur lesquels se tonde toute démocratia vérilable », et qui se sont angagés à reconnaître - le principa de la prééminence du droit el le principe an vertu duquel toute personna plecée seus (leur) juridiction deit jeuir des droits de l'homme et des libertés fendamentales », pourraient-ils telérer que l'un d'entre eux persécute une personna gour, per exemple, ses coinlens pelitiques ?

Mala, dire-t-on, il n'est pas impossible qu'un règime dictatorial se mette en pisce, mémo dans un Etat membre ou Consell de l'Europe, comme cele s'est produit dans un passé récent. L'exempla de le Grèce soumisc au régime des colenels e montré qu'un tel Etet no peut pes continuar à appartenir à l'erganisation. Par elliaurs, et surtout, le conventien pour la répressien du terrorisma elle-mame prévoit que, dans une tella situation, t'Etat requie d'accorder l'extradition peut refuser d'extrader la personne demandée. Cetts rège est susceptible de jouer nen seulement dans les circonstances exceptionnelles où un Etel membre du Conseil de l'Europe eurait perdu tout carectére démocratique mais aussi dans les cas d'espèce, lersque l'Etat requis e des doutes sur les véritables inténtiens de l'Etat requérant, sur les paranties qui seroni eccordées à le parsonne. Dana un tel cas de refus d'extradition, la convention suropéenne foumit à l'Etal requis una possibilità juridique qui n'existalt pes nécesseirement en vertu des accords d'extradition applicables : celle de déférer l'auteur de l'infraction devant ses propres juridictions compétentes eux fine da jugement. Ains), l'euteur d'un acte da terrorisma pour lequel l'extradition ne serait pes eccordée pourra cependent atre poursulvi el jugà, c'est-à-dire que les Etats ne serom plus mis devent le cheix d'extrader ou de libèrer une cersonne eyant

La convention auropéenne pour le répression du terrorisme est destinée à s'appliquer uniquement entre Etats démocratiques et, en ca sens, elle se situe dans le prolongement direct de la convention européenne des droits de l'homme. Le rejeter, inviter les Etats à ne pas le ratifier sous prétexte qu'elle mettrail en danger le droit d'eslie, e'est finelement nicr à ces Etats leur caractère démocratique. Quiconque est libre d'evoir sur ce peint une opinion, meie il faut bien en percevoir laute le portée

· Directeur des droits de l'homme su Conseil de l'Europe.

«ULRIKE», un film de Nadja et Florence

A RRETEE en juin 1972, entermée durant deux selliciteint le complicité du pays : « La possibilité du pays : » La possibilité du pays : « La possibilité du pays : » La possibilité du pays : « La possibilité du pays : » La possibilité du p Cologne-Ossendort, puis transférée en 1975 à Siammheim, Ulrike Meinhei, qui avait rejoint le « banda à Baader » dés 1970, sera trouvée morte, le dimenche 9 mai 1976, pendue à un barreau de sa celtula.

Sulcide ? Exécution déguisée ? Toutes les questions tormulées à propos des morts de Baeder, Enselln et Raspe dans la même prison, se posaient défa. Deux lemmes cinéastes sont parties enquêter à Francfort au landemain da la disparition d'Ulrike. Le film qu'elles en rapportent remonts l'itinéraire politique de le RAF, rappelle les grèves de la faim, « offensives » contre les conditions de détention, mais insiste surtout aur les abus de pouvoir commis par le gouvernement allemend. Elles montrent comment la délation est érigée an vertu civique en reproduisant des émissions télévisées où d'almables présentateurs

décisive da la collaboration da le pepuletion .; des primes sont effertes, des portraits géants des personnes recherchées sont exhibés à lianc de fourgon à travers les villes, le police va même lusqu'à confectionner une poupée-robot ayant les traits physiques d'une = terroriste = traquée, et habiliée des mêmes vêtements, qu'elle promène dans les quartiers de travailleure immigrés (en lançant des appels en turo et serbocroata) supposés plus nécessiteux et donc plus sensibles, aux compensations économi offertes aux délateurs.

« La pouvoir, déclare dans le film Daniel Cohn-Bendit, a tenté d'accréditer l'idée que l'extreme gauche n'appartenait pas au genre humain - : dans ce but, il a répandu des intormations alarmistes selon lesquelles la RAF alleit lancer des requettes contre des stades durant

des matches de toetball, empoisonner l'eau enfants en otages. « On a fait croire, dit la cinéaste Volker Schlönderff au cours d'un entreden, que six persennes pouvalent terroriser nte millions d'Aliemanda.

En enquêtant sur la mort d'Ulrike, les cinéastes déclarent evoir perçu dans le discours da l'extrême gauche le « même renfermement » que dans des discours officiels. Leur film apporte des matérieux originaux qui sans doute favoriseront une réflexion glebale eur ce qu'il est convenu d'appeier ? « affaire allemanda ».

POUR DES PROJECTIONS-DEBATS : Ulrike, réal. Nadja et Fiorence, 1977, Vidéo 1/2 pouce, noir et blanc, 45 min. — Diffusion : Mon GG, 20, rue d'Alambert, 75014 Paris. Tél. :

de ses consistons interiestes es in peut pas l'être par des accidents externes. > (Francesco Carrara Programme du cours de droit cri-minel, préface et sections IP et †111, note 1.)

mmet, prelace et sectudes surs culpa-note 1. 2) « Pas de petre surs culpa-bilité Ce postulat constitue une partie intégrante de la conscience juridico-pénale de notre temps. C'est, en premter Heu, seulement un programme; pour le droit en vigueur. Il signifie un principe juridique recomm de laçon géné-rale qui n'a pas toujours été mis en pratique; pour l'interprétation du droit positil, c'est un principe

UN LIVRE DE JOSEPH COMBLIN

Pouvoir militaire et sécurité nationale en Amérique latine

EPUIS le début du dix-neuvième siècle, c'est-à-dire dès l'émancipation des anciennes colonies espagnoles, l'Amérique latine a été la terre d'élection des tyrans galonnés. Mais la routine des pronunciamientos ne doit pas cacher l'essentiel. Naguère, comme dans les aventures de Tintin, le général Taploca rempiaçait le général Alcazar, dans une sorte de ballet où le ridicule l'emportait frèquemment sur le tragique. Aujourd'uni, les nonveaux centurions qui ont pris le pouvoir dans de nombreux pays entendent le garder au nom d'une doctrine : celle de la «sécurité nationale». Le livre du Père Joseph Comblin, le Pouvoir militaire en Amérique latine (1), démonte les ronages de cette « idéologie » esquissée et mise en œuvre dans les années 60 par une poignée d'officiers brésiliens. De par son sujet, cet ouvrage est l'un des plus importants qui aient été publiés ces dernières années sur l'amérique latine.

Joseph Comblin ne croit pas que les militaires brésiliens, chillens ou argentins au pouvoir soient des butors ou des dupes. Il éclaire leurs plans, ou du moins le plan de cette minorité d'entre eux qui l'a emporté: car c'est, entre autres, l'intérêt de cet ouvrage de démontrer que, dans la plupart des cas, il y a eu deux coups d'Etat : celui qui a renversé les civils, et celui qui a ensuite permis aux tenants de la « sécurité nationale » de s'imposer au sein de l'armée.

« Sécurité nationale », qu'est-ce à dire ? Pour parvenir à son noyau dur, il faut d'abord débarrasser le concept des oripeaux « géopolitiques » et « organicistes » (2) dont l'ant affubié, comme pour faire plus sérieux, ceux qui l'ont pris pour axe de leur réflexion. Cela fait, il reste deux ou trois axiomes qui fondent une doctrine d'une effrayante simplicité.

Première affirmation : la nation est la réalité centrale de la vie sociale. Elle agit par l'Etat, s'exprime par l'Etat. Plus que son incarnation, l'Etat est son essence même. L'Etat est aussi le défenseur de la nation. Car la nation est menacée. De l'extérieur, d'abord. De l'intérieur, ensuite, en raison de la nature particulière du monde contemporain.

Un deuxième axiome est que la planète est aujourd'hui partagée en deux camps irréconciliables : l'Occident chrétien et l'Orient communiste. L'histoire, la géographie, la culture : tout démontre que l'Amérique latine, dans son ensemble, fait naturellement partie de l'Occident. Il importe, en conséquence, d'organiser la « sécurité nationale » de chacun des Etats du sons-continent en fonction de cette donnée. En tenant compte, bien entendu, du fait que l'Occident a un leader naturel : les Etats-Unis, auxquels échoient donc des responsabilités — mais aussi des prérogatives — particulières.

Le corollaire de tout cela est qu'une guerre « permanente », e totale », ravage aujourd'hni la planète. L'agresseur est l' e impérialisme soviétique », plus souvent nommé le « mouvement communiste international » ou encore le « M.C.I. ». Il s'agit d'une guerre « froide », non déclarée, d'allure e révolutionnaire » : l'ennami, au lieu de lancer à l'attaque ses avions et ses tanks, utilise l'arme de la e subversion » — ce cancer qui ronge les forces vives des nations. Celles-ci doivent réagir par tous les moyens afin de protéger leur sécurité menacée.

Ainsi se justifie la prise du pouvoir par les militaires. A la différence des politiciens, corrompus et incapables, ils ont su, eux, comprendre la vrale nature du danger. En outre, qui mieux que les forces armées saurait mettre la nation à l'heure de la mobilisation générale et permanente contre le « M.C.I. »?

Guerre aux opposants

CETTE succession d'affirmations peut paraître simplette ; ses conséquences n'en sont que plus redoutables. La guerre étant une situation extrême, il fant s'y préparer avec des moyens extrêmes. D'où la mise en place d'un « système » renforçant considérablement le pouvoir de l'exécutif — représenté par un général-président désigné à ce poste per ses compagnons d'armes. Ce cher suprème est, le plus sonvent, assisté per un conseil national de sécurité, où siègent les plus influents de ses collègues, et aidé par une police politique qu'il contrôle directement. En l'absence d'un Parlement — dissons lors du coup d'Etat — un conseil d'Etat, ou tel autre organe désigné, exerce : « fonction législatios ». Les partis pollitiques, symboles des divisions de la nation, sont suspendus ou interdits. Des magistrats à la botte exercent la « fonction fudiciaire ».

Les violations des droits de l'homme, si souvent dénoncées à propos des pays sud-américains, s'expliquent ainsi aisément : lorsque la critique n'est plus considérée comme l'expression normale d'une divergence, mais comme un acte visant à saper les bases de la sécurité du pays, l'opposant n'est plus un simple adversaire politique, mais un véritable ennemi. Il convient de le mettre hors d'état de nuire, y compris par les moyens les plus extrêmes — torture, emprisonnement, assassinat, exil. Ceux-ci justifient la fin : la survie de la nation.

Par JEAN-PIERRE CLERC

Le Père Comblin a recherché les origines de cette doctrine. Aux sources philosophiques, il a trouvé Hobbes — le pessimiste auteur du Leviathan. convaincu que, pour étancher leur soif éperdue de sécurité, les citoyens doivent s'en remettre à un État tout-puissant. Aux origines politico-militaires, il y a le genéral allemand Liidendorf : cet « anti-Clausezits » pour qui — en un vingtième siècle où les conflits peuvent être totaux — la guerre devient la donnée centrale, et la politique sa simple pourspite par d'autres movens.

Le Père Comblin volt dans la « sécurité nationale » une théorisation de pratiques modernes. Américaines d'une part, avec le vote, en 1947, du National Security Act, qui a crée, ontre le Conseil national de sécurité et la C.I.A., une mystique — dont le maccarthysme devait être l'expression la plus grinçante. L'un des cinq chapitres de l'ouvrage est consacré à ce pèlerinage aux sources américaines. Il montre comment la doctrine a émigré au sud : par l'intégration progressive des forces armées de tout le



continent; par l'aide militaire et les ventes d'armements de Washington; et par les programmes de formation d'officiers latino-américains dans les collèges de guerre des Etats-Unis et de la zone du canal de Panama. Théorisation de pratiques françaises, d'autre part : et l'auteur se réfère longuement aux écrits sur « la guerre contre-répolationnaire » des colonels Trinquier et Château-Jobert, et aussi du général Beaufre — après leurs expériences vietnamiennes puis algériennes.

L'auteur étudie, d'autre part, les traits nationaux de cette idéologie quasi continentale. La esécurité uationale» ne s'incarne pas de la même façon au Brésil, qui a été son berreau, et en Argentine, où un nationalisme rémanent lui interdit de s'épanouir pleinement; au Chilí, où le modèle est porté à son paroxysme, et au Pérou ou en Equateur, où les impératifs de sécurité ont été longtemps mis en parallèle avec ceux du développement éconamique et de la promotion sociale des masses; en Uruguay, où les militaires se cachent derrière le paravent d'un président civil, et en Bolivie, où la «sécurité nationale» demeure mâtinée d'un populisme hérité d'époques antérieures.

Une converture idéologique

L'el dernier chapitre, intitulé « la paix et la politique », pose plusieurs questions de fond. Où aboutit, se demande l'auteur, cette recherche effrénée de la « sécurité nationale » ? Il répond : à l'insécurité absolne. En accroissant indéfiniment ses moyens de protection, défensifs et offensifs, un Etat est, en effet, conduit à menacer ses volsins ou adversaires potentiels de façon de plus en plus intolérable. Ce livre qui dénonce maints aspects néfastes de l'action des Etats-Unis en Amérique latine s'auvre sur une

cltation du général Eisenhower : « Le fondement d'un ordre stable est la sécurité relative — et danc l'insécurité relative de ses membres. »

A l'intérieur, la répression se révèle rapidement insuffisante pour assurer la protection de l'Etat. Celui-ci doit danc passer à l'action préventive — détectant non seulement ses ennemis cachés, mais aussi ses adversaires virtuels, les indifférents, et enfin les tièdes. Sa logique le conduit donc à faire, peu à peu, un vide effrayant autour de lui.

un vide effrayant autour de lui.

Joseph Combin se demande si e toute cette armature couceptuelle n n'est pas e une simple couverture idéologique et pseudoscientifique servant à cacher un système de domination et
d'exploitation des travailleurs par des bourgeoisies habiles et
capables de se servir des forces armées pour leurs intérêts prités...
Peut-être y u-t-îl toujours [chez les militaires] une part d'illusion,
polontaire ou non, à côté de la polonté de tromper et d'explouter.
Toujours est-û que, de fait, les objectifs nationaux coïncident de
mantère surprenant avec ceux de la bourgeoisie n. La « sécurité
nationale » vise en effet à assurer la survie de la nation. Mais
la nation, qu'est-ce à dire?

La nation, qu'est-ce à dire?

Ce n'est pas seulement un territoire à défendre contre les armées étrangères. C'est « un certain nombre d'attributs considérés comme essentiels à su survie : des croyances, une religion, des institutions... ». La nation est donc, aussi, une certaine manière d'être, un certain mode de vie. Or, en Amérique latine, il y a au moins deux modes de vie bien différents : celui des privilègies, et celui des laissés-pour-compte. La conviction s'impose danc que la « sécurité nationale » exprime ce désir des classes bourgeoises de ne pas être contraintes de changer d'existence par la pression populaire. Le « communisme » est l'ennemi principal. Mais on le craint moins, tout compte fait, sous son avatar international — dent ou est protégé par le « parapluie » américain — que sous sa manifestation uationale (3).

L'auteur s'interdit d'examiner les systèmes de « sécurité nationale » en fonction d'une analyse politique partisane. Il les soumet à un examen de passage intellectuel, s'attachant à débusquer les erreurs, les contre-vérités, les sophismes, les mensonges, les « fumisteries » qui émaillent les raisonnements des théoriclens.

Prètre, il juge, enfin, le système à l'aune du christianisme e N u'y a pas d'autre moyen de produire du christianisme que de le pratiquer », conclut sévèrement ce jésulte belge, qui travaille aujourd'hui au Chili, à l'adresse des croisés bottés de l'Occident. Explicitant ce point de vue à l'occasiau d'un entretien que nous eumes récemment avec lui à Paris, li déclarait : « La sécurité nationale est toislement incompatible avec le christianisme, car elle part d'une conception radicalement pessimiste de l'homme, considéré comme e un loup pour l'homme ». Elle ne juit aucune confignée à ses capacités de rédemption. Cela supprime toute l'expérience chrétienne, et tout ce qui se fait pour incorner cette expérience chrétienne, et tout ce qui se fait pour incorner cette expérience dans l'histoire. Comme chez Maurras, le christianisme n'existe plus que comme signe d'identité nationale — en ce qu'il s'oppose au communisme athée. » Après ce livre, il sera, eu tout cas, moins facile aux tenants galannès de la e sécurité nationale » de proclamer que Dieu est de leur côté.

(1) Ed. Jean-Pierra Delarge, Paria, 1977, 229 pages, 50 P. Le numéro d'acût-septembre 1977 de la revue Critique a consacré, de son côté, plus de cent pages aux « Enarchies múltiures » d'Amérique intine avec, netamment, des articles de Philippe Meyer, Hubert Lafont et Alain Joza, Editions de Minuit, 9, rue Bernard-Palissy, 75006 Paris, 28 P. (2) La « géopolitique » est l'étude des facteurs géographiques qui l'accept de la consecret de la conse

(2) La « géopolitique » est l'étude des facteurs géographiques qui influencent la vie des États. avec la préoccupation d'en tirer des orientations pour une politique. Le premier des géopoliticlens a été l'allemand Prédérie Raixel (1844-1941), qui a développé la théoris de l' « espace vital », trouvée chez H.G. von Treistache. Mais le terme de « géopolitique » a été inventé par le Suédois Rudois Kjellen, auteur, d'autre part, de la théoris « arganiciste » — selon laquelle l'Esta est un réritable erganisme, un être vivant, qui naît, grandit et meurt.

(3) Etant entendu que l'on disqualifie, sous le vecable de « communists », quiconque manifeste des golnions réformistes. Les libéraux eux-mêmes sent souveut appelés, par la droite, en Amérique intiue, les « toutes utiles » — lutéralement « les diois utiles » ; sous-entendg ; su communisme international.

■ L'Association des journalistes spécialistes de l'Amérique latine et des Caraïbes (A.J.A.I.C.) vient d'être créée à Paris. Elle a pour but de promouvoir la connaissance de l'Amérique latine et des Caraîbes en France, ainsi que de faciliter la circulation de l'information relative à cette région du monde. Le comite directeur de l'A.J.A.I.C. est ainsi constitué : président, Edouard Bailby (l'Express) ; vice-présidents, Jean-Pierre Clerc (le Monde) et José Fort (l'Humanité) ; secrétaire général, Jean Rey ; secrétaire général adjaint, Bernard Cassen (le Monde diplomatique). La prochaîne assemblée générale de l'A.J.A.I.C. aura lieu le samedi 4 fêvrier 1978, à 14 h 30, à l'Institut des hautes études d'Amérique latine, 28, rue Saint-Guillaume, Paris-T.

«L'acteur et le système» -

L'art d'évacuer les rapports de classes

Office un aavrage qui interpelle deux dimensions décisives de la socielogie contemporaine et qui est, à ce titre, particulièrement stimulant (1). Il refuse d'une part les approches déterministes, que celles-ci se réciament de la tradition feuctiennaliste en termes de fonctions, statuts et rôlee; qu'elles relèvent d'une approche culturaliste en termes de socialisation des valeurs et des attitudes; au enfin qu'elles s'inscrivent dans la tradition marriste. Il condamne, d'autre part, une tendance générale à théoriser—même si cette théorisation se dissimule souvent sous les apparences de recherches emplriques— en l'absence d'une connaissance concrète suffisante de la résulté concrète. Plus généralement, Michel Croxier et Erhard Friedberg opposent au caractère rétrospectif et déductif dominant dans les recherches actaelles une démarche hypothético-inductive e qui se sert de l'expérience vécue des participants pour proposer et vérifier des hypothèses de plus en plus générales sur les caractéristiques de l'ensemble » (p. 394).

S'appuyant sur les recherches empiriques menées depuis plusieurs années dans le cadre du Centre de sociologie des organisations, rejetant tout modèle de rationalité a priori. Ils placent au centre de leur approche le concept de « stratégie ». « Il n'y a donc plus, à la limite, de comportement irrationnel. C'est l'utilité même du concept de stratégie que de s'appliquer indifféremment aux comportements en apparence les plus rationnels et à ceux qui semblent tout à fait erratiques. Derrière les humeurs et les réactions affectives qui commandent ce comportement au jour le jaur, il est en effet possible à l'analyste de découvrir des régularités, qui n'ont de sens que par rapport à une stratégie. Celle-ci n'est donc rien d'autre que le foudement inféré « ex post a des régularités de comportement chastvées

empiriquement. Il s'ensuit qu'une telle « stratègie » n'est nullement synonyme de volonté, pas plus qu'elle n'est nécessairement consciente » (p. 48).

Mais us risque-t-au pas alors de centrer exchsivement l'analyse sur l'acteur un détriment du système dans lequel il agit, et de tomber dans le volontarisme en voulant échapper un déterminisme? Les uuteurs répondent à cette ebjection en complétant l'analyse des stratégies d'une approche systémique. La première est indactive et fondée sur un modèle de négociation et de calcul;

Par JACQUES CAPDEVIELLE *

la seconde est dédactive et renvele à une logique de finalité et de cohérence. Contradictoires, ces deux approches n'en sont pas moiss, pour les auteurs, indissociables, leur rencontre se réalisant dans le concept de « Jeu » :

« An lieu de nous centrer sur une série de concepts bien délimités, structure, rôle, personne, qui ne nous permettent pas d'appréhender les phénamènes que nous jugeans essentiels et qui sont des phénomènes de relations, de négociations, de pouvoir et d'interdépendance, nous nous centrons sur les mécanismes d'intégration de ces phénomènes eux-mêmes (...). Le jeu est l'instrument que les hommes ont élabore pour régler leur coopération. C'est l'instrument essentiel de l'action organisée. Le jeu concilie la liberté et la contrainte. » (p. 37)

* Attaché de recharches à la Fondation nationale des sciences politiques.

I CI apparait la dimension nettement « Instrumentaliste » et « intégratrice » de cetto démarche, en même temps que son point falble : le concept de pouvoir. En limitant le pouvoir à une relation entre acteurs, en refusant de le considérer comme un attribut, en privilégiant exagérément la « zone d'incertitude », d' « imprévisibilité » que chaque acteur contrôle face à ses partenaires, les deux anteurs traitent des modalités d'exercice du pouvoir (en même, plus soeveut d'ailleurs, des phénemènes de délégatien du pouvoir) et nou de pouvoir lui-même, de ses fondements, de sa source, contrairement à ce qu'ils laissent supposer. Chaque acteur disposant toujeurs d'une certaine marge de négociatien, d'un certain contrôle d'incertitude, il dispose donc toujeurs d'une certaine part de pouvoir. Le pouveir, dans cette construction, est donc partout et de ce fait... unile part. Michel Crozier et Ehrard Friedberg sont ainsi conduits à nier les rapports de chasse, mais sussi à minimiser leurs formes phénaménales, ainsi par exemple dans le rôle marginal qu'ils attribuent un marché comme facteur de contrainte.

En fait, an passant directement (quelles que soient les médiations prises en compte : coetraintes extérieures de l'environnement) de l'étude du fenctionnement des organisations à l'étude du fouctiennement de la société, les unteurs tombent dans la travers qu'ils sont ponrtant les premiers à démonter, la généralisation dans une théorix macro-sociologique de résultats relevant de la micro-sociologique de résultats relevant de la micro-sociologique de résultats relevant de la compréhension théorationnel au niveau de la compréhension théorationnel au niveau de la compréhension théoratique d'un mede de production donné, il est évident qu'on ne saurait en déduire l'existence des classes comme dounée empiriquement repérable cans une société dounée à un moment donné, mais en ne peut pas davantage en l'aire l'économie. En évacuant les rapports de classes dans leur définition du poevoir, Michel Orosier et Ehrard Friedberg limitent la portée que pourrait avoir le cencept de stratégie dans une analyse concrète des classes sociales aujourd'hui, dans une étude de la crise et du devenir de l'actuel e bloc an pouvoir ».

(1) Michel Cruzier et Erhard Priedberg. l'Acteur et le système, éditions du Seuil, Paris, 1977, 488 pages.



Nº 4

ÉNERGIE ET CROISSANCE

Prix du numéro : 15 F. Su vente dans les kiceques ou au 13, bd Scint-Mortin, 75003 PARIS. Tél. : 887-76-42.

Edité par la S.A.R.L. le Monde. Gérants : Jacques Farret, directeur de la publication. Jacques Sarvagest.

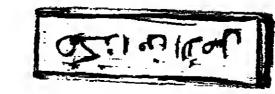


Imprimerie du e Monde » r. des Italiens PARIS-II°



Reproduction interdite de tous articles, sauf decord avec l'administration.

Commission paritaire des journaire



Le référendum organisé par le général Pinochet le 4 janvier a provoqué des dissensions au sein de la junte elle-même, en même temps qu'il suscitait de divers côtés des hostilités nattement marquées. C'est ainsi que le « contrôleur général » de la République a publiquement contesté la validité constitutionnelle de cette initiative. Unanimes, les évêques chiliers out estime qu'il convenzit d'annuler ou, su moins, d'ajourner le consultation populaire. Au nom de la démocratie-chrétienne, l'ex-président Eduardo Frei a rejeté le référendum « dans sa forme et dans sa substance ». Conçu comme une tentative de donner une légitimité à la junte, l'appel aux urnes a marque avec un certain éclat les faiblesses de la dictature. Ce sentiment est renforcé par une décision de la Cour suprême qui, réunie le 19 décembre en séance plénière mais en l'absence de son président, evait annulé par dix voix contre daux un décret-loi du mois de mai retirant la nationalité chilienne à un syndicaliste chilien, M. Hum-

OII.A déjà cinquante mois que j'écrivais mon premier article d'exilé pour étaler le détresse d'un Chilien devant le spectacle de l'Etat historique détruit par les militaires, de la nation abandonnée par une classe qui se disait « supérieure » tout en abdiquant ses valeurs au profit de l'étranger (1).

Guatre ans plus tard, blen que chacun sache que l' « on n'a pas de
patrie ni de foyer définitif sur la
terre » (2), il faut blen étayer le
drame d'être chilien. Comme l'écrivent les évêques dans leur « lettre aux
Chiliens du dehors », « l'extl vous a
finalement permis de connaître
d'autres hommes, d'autres idées,
d'avoir d'autres expériences. (...) Peu
après la Nativité, la famille de Jésus
connut aussi la souffrance de l'exil.
La fuite en Egypte de Joseph, de
Marie et de l'enfant ressemblait assez
à l'exil de beaucoup d'entre vous, et
elle fut accompagnée des mêmes
augoisses, déchirements et privations
que vous connaîsses. Nous voulons
dire que nous sommes avec vous » (3).

Le Chili sous la botte, c'est encore le Chili au pilori. Le régime des mili-taires n'est pas seulement brutal : il s'ébat entre la honte et le ridicule, a Ils ne sont pas, eux, ma patrie, je le dis à qui poudra m'our dans ces contrees > (4).

Le penchant eu ridicule e voulu que les « experts » proposés aux relations publiques de la junte aient, voilà quelques mois, passé contrat evec Gallup pour substituer aux élections un sondage d'opinion. « Etes-pous satisfait du seus de l'enforté par tions un sondage d'opinion. « Etes-pous satisfait du sens de l'autorité que manifeste le président Pinochet? » Telle était la question-clé. Réponses très satisfaisantes, on peut s'en douter. Jusqu'au moment où, trop empressé ou enthousiaste, quelque technocrate américain, laissant une marge involontaire à l'humour noir du peuple meurtri, formula ainsi la question fatale : « Le général Pinochet est-il très intelligent — ou d'une intelligence simplement courante? » Et vint la réponse écrasante : d'une intellila réponse écrasante : d'une intelli-gence simplement courante. Fin de

(1) Le Monde diplomatique, novembre 1973. (2) Lettre des évêques aux Chilisns du dehors, à l'occasion de Noël 1971, dans El Mercurio, de Santiago, du 17 décembre 1977.

(3) Id.; les caractères en romain cor-réspondent à des membres de phrases soulignés dans l'original (4) Pablo Neruda, Chant général, XIII, 8. (5) Le Monde, 24 décembre 1977.

(6) Max Weber, The Theory of Social and Economic Organisation, Edited by Talcott Parsons, Oxford University Press, New-York, pages 333-341.

(7) Id., pages 328 et 341-358. (8) Id., pages 358-392. (8) Id., pages 358-392.

(9) Pensées, no 239 : « On a justifié la force, afin que le juste et le fort fussent ensemble et qus la pair fût, qui est le souverain blen. » No 288 : « La force sans la justice est tyrannique. » Note sul Machiavelli sulla politica e sullo stato unoderno : « Rest = société politique + société civile. d'où l'hégémonie culrassée de coercition » (Opera di Antonio Gramsci, Quaderni del Carcere, 4, Giulio Einaudi édit., Turin. 1966, page 132).

page 132).

(10) Voir Peter H. Smith, Political Legitimacy in Spanish America, dans l'ouvrage collectif New Approaches to Latin American History, publié sous la direction de B. Graham and P.H. Smith, University of Texas Press, Austin et Londres, 1974, pages 238-255. (11) Vnir Henry Klesinger, A World Restored, traduct. française : Les Chemins de la paix, chap. I.

Restored, traduct. Française: Les Chemins de la paix, chap. I.

(12) Voir, par exemple, le discours de l'ambassadeur de la iunte aux Nations unies expliquant son vote hostile à la résolution qui la condamne (quatrevingt-dix-huft voix pour, douse contre), et El Mercurio du 17 décembre 1977; voir aussi l'éditorial de ce journal le 9 décembre : e Le double standard des Nations unies e.

(13) Le Chili a été condamné, depuis 1973, par toutes les instances mentionnées et par d'autres encore, notamment les deux dernières Assemblées de l'Organisation des Etats américains (O.E.A.) et cinq résolutions de l'Assemblée gânérale des Nations unies, la dernière an date étant le plus grave par son contenu, par sa portée et par les applications de vote, y compris celle des Etats-Unis, l'un des co-auteurs de la résolution, dont l'intervention va plus loin que le texte voté.

~~~~~<u>~~~~~</u> Le Monde des Philatélistes L'OPPIGIEL DE LA PHILATELIE

Spécimen sur simple demonde 11 bis, bd Haussmann, 75009 PARIS.

l'opération Gallup, du marketing poli-tique, des « élections » par sondage.

roperation trainin, du markeaus positique, des « élections » par sondage.

Alors, le 21 décembre dernier, après
le plus récent camouflet reçu par la
junte aux Nations unies, Pinochet
annonce la décision solennelle de sonder les intentions du pauvre marché
politique chilien par le moyen d'un
« référendum ». La dete du 4 janvier
1978 a été choisie pour ce nouvean
recensement, à la Hérode, des immocents voués au massagre. Telle est la
proclamation sur laquelle le peuple
chilien était invité à se prononcer par
oui ou par non:
« Face à l'agression internationale
dont le gouvernement de notre patrie
est victime, j'appuis le président
Pinochet dans sa déjense de la dignité
du Chili et je résifirme la légitimité
de la République pour mener souverainement le cours de l'institutionnalisation du pays » (5).

sation du pays » (5),

sation du pays » (5).

C'est essentiellement en raison de cette « agression internationale » que, plus de quatre ans eprès leur métait, Pinochet et ses complices cherchent encore, désespérément, la légitimité perdue. Pendant que se poursuit notre longue traversée du désert, les militaires et l'engeance sociale qui, dans l'ombre, les guide fouinent en pure perte, sans pouvoir trouver cet objet d'autrui. Pourtant, il existe en théorie plusieurs formes de légitimité, et Max Weber en avait identifié trois, qui, aujourd'hui encore, constituent des critères de base,

D'abord, l'autorité « légalement » exercée (6), dont le type le plus pur, s'appuyant sur un corps bureaueratique administratif, consiste en une « compétence » dans la sphère des lois généralement commes et s'exprime par une hiérarchie clairement délimitée, rationnellement définie. Bret, un Etat de droit. Mais la junte a démantelé l'apperell bureaucratique chillen sous prétexte d'épurations idéologiques et de libéralisation économique. Elle n'a pas été capable de définir les limites du pouvoir dans un pays où les dispositions de rang constitutionnel s'écheloment, ou plutôt s'enchevêtrent, à cinq différents emstitutionnel s'échelonnent, on plu-tôt s'enchevêtrent, à cinq différents niveaux d' s imperium »:

a) La Constitution de 1925, tronée comme une écumoire aux formes vagues et incertaines; nul ne peut dire quelles normes de cette Consti-

tution sont encore en vigueur et lesquelles ne le sont plus.

b) Les décrets-lois signés lors de la première étape de promulgations sauvages des règles concernant les Par ARMANDO URIBE

droits et devoirs des citoyens, entamant les préceptes constitutionnels, souvent de façon implicite et tacite. c) Les décrete-lois qui, selon une décissation de fin 1974, se référent de manière explicite à la Constitution de 1925 en y introduisant des réformes.

de 1925 en y introduisant des réformes.

d) Les actes constitutionnels, qui créent par exemple un Conseil d'État fantoche on proclament des droits personnels vite éliminés par décretslois; tel fut le cas pour le droit à la protection légale et judiciaire, qui ne convenait évidemment pas aux besoins de l'arbitraire, comme on le vit à propos d'une station de radio démourate-chrétienne, fermée par la force, et d'un ancien ministre de M. Frei, expulsé du pays par la force.

e) La « Déclaration de principes » de la junte, au lendemain de la prise du pouvoir, et d'autres fils naturels de la dictature, comme la « Déclaration de l'objectif national », ou l'éloquence normative à laquelle se livre parfois le chef de la junte, par exemple en annonçant le référendum du 4 janvier.

du 4 janvier.

Mais ce serait se donner beaucoup trop de peine que de vouloir analyser sérieusement l'embroufilamini légal et constitutionnel de la junte : ils ont tué Allende, président légal et constitutionnel de la République, et evec lui mourut la légitimité « légale » et l'autorité administrative « compétente » au Chill. On peut donc abréger toute référence à la légitimité traditionnelle qui se fonde dans « la croyance étable en la sainteté des traditions immémoriales et dans la légitimité du statut de ceux qui exercent l'autorité en accord avec ces traditions » (7). traditions » (7).

traditions » (7).

En second lieu, militaires et civils « juntistes » font appel aux traditions étatiques fondées dans les années 1830 par Diego Portales, à l'autorité impersonnelle arbitrant le pouvoir d'une bourgeoisie nationale alors naissante, au nationalisme en expansion de la république portalienne du dix-neuvième siècle. Ils arrivent parfois à se rattacher, de façon déguisée, à l'antien régime de la belle époque coloniale, avant l'indépendance. Mais rien de tout cela ne résiste à l'examen. Leur prétention à une fidélité nationale et traditionnelle est infirmée par leur politique de « compradore » à nale et traditionnelle est infirmée par leur politique de « compradore » à l'égard des sociétés multinationales (le Chili est désormais associé par contrat avec LT.T., en dépit des ingérances de cet Etat souverain privé, et ini a payé des compensations financières indues, comme d'allieurs aux sociétés Ana-conda et Kennecott, contre qui le Parlement chilien avait unanimement statué en 1971 en nationalisant le cuivre) et surtout par le nombre et la qualité des agents de la C.I.A. aujourd'hul au pouvoir à Santiago. Etre agent des Etais-Unis n'était pas, autrefois, an Chili, un titre suffisant autrefois, an Chili, un titre suffisant pour prétendre à l'exercice de hautes fonctions.

Le troisième type de légitimité concerne l'autorité charismatique (8). faut-il citer Weber quand on parle de Pinochet? Ce dernier est l'anti-charisme à un degré rare et, toutes choses égales, ses trois compagnons de la junte ne sont pas mieux partagés.

simultanées. La concurrence de divers indices de légitimation provoque parfois une situation d'ambiguité qui, dans des époques de transition, a l'avantage de l'incertain. L'hypothèse d'une légitimation par l'ambiguité vient d'être présentée dans un mé-

moire à l'univensité de Paris-I. Le secret et le mystère arrivent parfois à faire office éphémère de moyens de légitimation des nouveaux pou-

voirs. Malheureusement, le régime de la junte n'a rien de clandestin, il est sans équivoque, le Chili est public et notoire.

Reste la légitimité par un système international (11). Il existe actuelle-ment des systèmes et une communauté

#### L'argument du double standard

DES sociologues et historiens contemporains ont élaboré d'autres arguments qui permetiraient que la violence d'Eiat, la coercition, la dictature soient légitimées par le biais idéologique, fondant ainsi l'Etat; bials ideologique, fondant ainsi l'Esat; c'est la « force fustifiée » de Pascal, l' « hégémonte cuirassée de coercition » selon Gramsci (9). Ces nouvelles notions de légitimité sont peut-être plus discutables que celles de Weber. Mais la science politique, aujourd'hui, a eutant de conceptions de la légitimité que le politicien possède de justifications au jour le jour.

Ainsi, au cours de la dernière de-cennie, des Américains ont développé, pour l'Amérique latine, le concept valable, selon eux, depuis les caudillos modernisants et positivistes de la fin du dix-neuvième siècle jusqu'aux régimes militaro-technocratiques de du dix-neuvième siècle jusqu'aux régimes militaro-technocratiques de nos jours, d'une légitimité par « l'ordre et le progrès » (Martin C. Needler), par l'efficacité ou affectivenss (Seymour Martin Lipset), et par l'achievement - expertise (Peter Smith) (10). Le régime de Pinochet serait-il technocratiquement progressiste, efficace, expert et accompli? Avec les « Chicago-boys » de Milton Friedman incrustés dans son apparell économique, il a bien cherché une efficacité de technocrates accomplis. Mais les résultats montrent à quel point cette politique est régressive. Leur « économie sociale de marché » n'arrête ni l'inflation ni les spasmes des taux d'intérêt, elle accroit le chômage, installe la famine, désagrège le capital d'Etat, suce des crédits à court terme et à un coût énorme tout en effrayant les investisseurs. La santé, l'éducation, la Sécurité sociale sont en peau de chagrin, le produit national brut et le revenu par tête diminuent, et de même le nombre de l'étes chillennes. national brut et le revenu par tête diminuent, et de même le nombre de têtes chiliennes : un million d'émigrés et d'exilés selon le cardinal de Santiago (déclaration du la mai 1977) L'Eglise catholique, grande institution légitimatrice en Amérique latine, leur en fait grief. Du point de vue de la rationalité économique et sociale, le Chili a rétrograde de plusieurs décennies. Décidément, son « efficacité » ne saurait légitimer la junte. légitimer la junte.

On sait bien que l'autorité se légi-time à travers plusieurs procédures

organisée des nations, une opinion publique mondiale, informée et souvent agissante, et des groupes, laiques ou religieux, qui, au nom de la conscience et de l'histoire, suivent les activités des gouvernements. Les rapports ou déclarations d'Amnesty International, du Conseil mondial des Eglises, des commissions ou associations internationales de juristes, d'antres organismes non gouvernementaux reconnus par les Nations unies, et suriout les résolutions de l'ONU ellemême et des systèmes régionaux qui s'y ratischent, autant d'instruments de délégitimation ou d'illégitimation privilégiés.

C'est du moins ce que considèrent

C'est du moins ce que considèrent les gouvernements ainsi atteints. Parmi les règimes condamnés par les Nations unies pour violation de ses principes figurent, notamment, l'Afrique du Sud et le Chili, tandis que blen d'autres violateurs des droits de l'homme et des peuples sont épargnés. Pourquoi ce double standard, pourquoi le Chili, se demandent les galonnés de la junte comme les civils du Mercurio (12) ? Ils n'y comprennent goutte — homnétement. Pourquoi pas l'Ouganda ou l'U.R.S.S., Bokassa on Fidel ?

Pourquoi ? Parce que le Chili était une démocratie. L'Etat chilien était parmi les plus vieux d'Occident. Le peuple chilien connaissait, evait expérimenté et exercé les droits humains dans leur version laique et chrétienne. Ces droits de l'homme étaient, en Chili, culturellement « internationalisés ».

Le Chili ne peut être jugé à l'aune de l'Ouganda, du Cambodge ou de la Chine; au Chili, il n'y a pas eu de tsars, comme dans l'histoire de l'Union soviétique; le Chili n'est même pas une réplique de l'Argentine, du Brésil, du Paraguay ou du Guatemala. Sous l'égide des militaires, le Chili, qui ne produit pas de bananes, e'est transformé en « Banana Republic ». Une République? Pinochet est allé jusqu'à dire que, ni de son vivant

ni sous son successeur, le régime ne changerait. Regem habemus! changerait. Regem habemus!

Un eutre mémoire de 1977 à l'université de Paris-I e raisonnablement conclu que là cause des droits de l'homme ne connaît d'essor international que dans les cas cù les valeurs historiques, culturelles et traditionnelles dans le pays mis en cause correspondent aux principes qu'on lui demande de respecter. Ce qui n'est évidemment pas le cas de l'empire centrafricain ou d'autres empires centraux.

La junte se proclame occidentale et chrétienne. Ces traditions politiques, le Chili, effectivement, les a. La junte, pas. Du point de vue formel, pratiquement tous les membres des Nations unles se sont engagés à respecter les conventions internationales concernant les droits de l'homme, les droits politiques et sociaux, les droits et devoirs économiques des Etats. Mais, an fond, les pays sont, en première instance, comparés à eux-mêmes plutôt qu'à des normes internationales. Et, par rapport à lui-même, le Chili tenu sous la botte manque gravement à ce qu'il a été, à ce que, sans plus, il est.

a été, à ce que, sans plus, il est.

Les traditions chrétiennes de a Afrikaners de souche protestante, des Chiliens « occidentaux et catholiques », requièrent d'eux un soin tout particulier dans le maniement de certains principes. D'où les condamnations du Chili de la junte (13). Elles sont en faveur du Chili et des Chiliens. La junte crie au danger international. Pinochet, son régime, ses serviteurs, leurs actes sont la source du véritable danger international, extrêmement grave en ce moment, euquel le Chili est exposé.

Parce qu'ils ont eu la bonté de ne pas nous tuer tous simplement de nous exiler, ils semblent croire que, reconnaissant leur magnanimité, nous devrions nous taire et attendre le bon plaisir des dieux et des mattres. Las, nous sommes ingrats et, comme des morts en sursis, nous écrivons leur épitaphe ; Homo nullo numero...

#### L'image de la dictature en France

A NCIEN ambassadeur du Chili en France (1966-1970), puis principal conseiller diplomatique de la junte entre 1973 et 1976, M. Enrique Bernstein a publié à Santiego un article dans lequel il antilyse l'attitude de la France à l'égard de la dictature chillenne (1). Dans un précédent article, il evait expliqué qu'il avait été invité par le gouvernement français à faire une visite au cours de laquelle il e au, explique-t-il, des entratiens avec des • leaders de la majorité politique qui eppule le gouvernement » français. Il cite MM. Poher, président du Sénel; André Colin, président de le commission sénetoriale des attaires étrangères; Couve de Murville, Michel Debré, Jean Lecannet; Jean de Lipkowski, ancien secrétaire d'Etet aux effaires étrangères. « Tous, croit-il devoir préciser, sont clairement entimarxistes » et ont « montré une connaissance claire et

« Je résume leur pensée sur le présent et sur l'avenir de notre pays. J'écris « leur « pensée, parce qu'elle fut unanime.

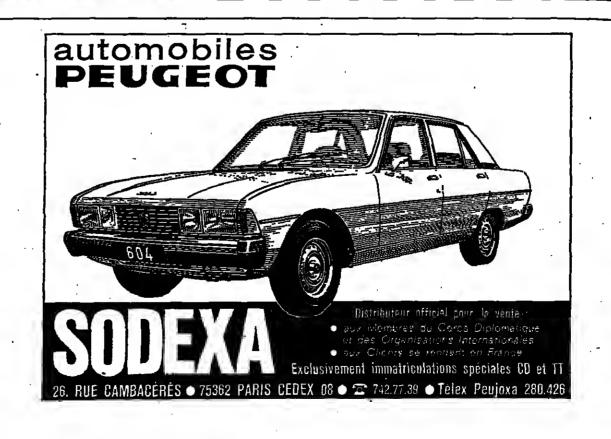
« (...) ils reconnaissent le rôle très particulier que nous evons eu en Amérique comme gardiens jaloux d'une démocratie effective et de droit. Mais, en même temps, lie sont conscients que le régime de l'unité populaire nous conduisit eu désastre économique, moral et social. En l'absence d'une issue politique; et devent l'imminence d'une guerre civile, il ne restalt d'autre solution que l'intervention des forces armées. Ils savent qu'elle eut un eppul immense des citoyens. Ils comprennent eussi que, après ce qui e'est produit, il n'est pas facile de rétablir la démocratie traditionnelle. Ils pensent que le Chili est libre de choisir le modèle de gouvernement qui lui convient le mieux et, blen entendu, qu'il appartiendra eu peuple de cholsir ce gouvernement. Sur cette base, lis reconneissent qu'il est possible et désirable de maintantr de bonnes relations d'amitié et de coopération avec des régimes constitutionnels différente du système traditionnel qu'ils préconleent pour la France. .

Un peu plue Join M. Bernstein ajoute :

« les sont eincèrement préoccupée du respect des droits de l'homme. Les dénoncietions de le torture, des disparitions, des détentions erbitraires dans des camps de concentration les impressionnent de manière spéciale parce qu'elles leur rappellent l'occupation nazie. Ils sont conscients que beaucoup de nouvelles diffusées à l'étranger sont fausses ou exagérées. >

Il est évident que la situation aerait plus simple si de telles nouvelles n'avalent pas été diffusées...

(1) Henrique Bernstein, « Nuestra imagen en Francia », dans Ereille, Sen-go-du-Chill, 21 décembre 1977.





. . . . . .

# VERS UN NOUVEL ORDRE

### Réticences arabes et perspectives de règlement séparé

Après l'euphorie du mois de décembre, c'est de nouveau l'is cartitude au Proche-Orient. Le « plan de paix » de M. Begin, pehlie ou lendemoin de sa rencontre à Ismailia avec le president Sadate, a rappelé que les dirigeants israéliens, quelle que soit leur appartenance politique, ne pouvaient envisager en Cisjordauie et à Gaza des concessions qui laissent la moindre chance oux représentants de la résistance polestinienne de prendre un jour en main la destinée d'un éventuel Etat polestinien. Mayennont un allégement da régime d'occupation militaire actuel, l'auto proposée aux habitants de la Cisjordanie, pour une durée indéfinie, devrait laisser le temps faire son office pour ruinur le crédit des partisans du l'O.L.P., rendus responsables du maintien du la présence israélienne sur ce territoire. Comme si dix années d'occupresence aradinenne sur ce territoire. Comme si aix années d'occupation a'avaient pos contribué au reaforcement de l'infinence de l'O.L.P. chez les Palestiniens; comme si le propre de toute occopotion étrangère n'étoit pos d'engendrer sans cesse de nouveaux espoirs de résistance et de libération.

# Un député israélien

#### **D**OUff la première tota dapuis les pourparlare d'armistice de 1949 à Rhodes, l'Egypte et leraël s'assolent à le mame table et, dens une atmosphare sereine, discutent d'une paix rècile au Proche-Orient. Meie la rancontre en Egypte des deux chefs d'Etet, qui n'était que le partie visible d'un loeberg da marqué la fin de l'acte i, ecène t de l'étonnant spectacle inauguré au Proche-Orient par l'initiativa du président Sadate. Les discussions da Mena House ont mis fin é l'euphorie et ouvert un marchandage serré eutour d'une mission Impossible : mettre un terma à la guarre qui, pendent trente ans, a opposé lerael aux Etats arabes.

La guerre le plus longua de notre époque e'est terminée sans confrontation finale, same valinqueurs ni veincus. La guarre menée par les Arabes contre Israēl n'étalt pas dirigée contre un gouvernement ou contre une politique. Elle d'un Etat juif au Proche-Orient. Il n'est pas facila, même dans les circonstances les plue fevorables, da mettre un terma à un conflit eussi émotionnel et aussi durable. Male les circonstances sont loin d'être les plus favorables et sont, en outre, aggrevées par deux obsta-

Tout d'abord, la président Sadate axiga un règlement global eu nom de toue les autres Etats da le confrontation et au nom des Palestiniens. Cependant, au moins la Syrie et l'O.L.P. refusent d'enviseger avec lui un marchandage - le paix en àchange de territoires et elles ont renforcé laurs attaques verbales contre Israel — et contre l'Egypte, — accroissant ainsi les soupcone d'Ieraël et sa crainte d'un retrait qui eureit pour effet de réduire la disannemia vengaura.

Ensulta se pose, bian sûr, la problème da la rive occidentale et des Palestiniens. Le premier ministre Begin e remporté les récentes électione grace à un programme qui exclut formellement une « domination étrangère » sur toute partie d'Eretz-Israël, y compris la Judée et la Samarie. M. Begin n'emploie lemais le terme « Palestiniens » (elnon pour parier des « Arabes pelestiniens » et li e réaffirmà la droit des Juits à e'Installer n'importe où sur la rive occidentale Cele étant, con projet d'accorder l'eutonomie à le rive occidentale et à Gaza, dans le cedre d'une sou-verainatà non définie et an les maintenant aous la contrôla militaire isreallen, représente, certes, une concession magnenime par rapport é ses vues doctrinaires entérieures, maia il reste insuf-fisant par repport à ce que Sadata

#### Un commun besoin de paix

considère comma une exigence minimum.

ET cependant, maigré ces divergences entre deux positions inconditionnelles, on peut trouver blen des reisons d'être optimiste en ee fondent sur toute une série de facteurs. Et d'abord la nécessité objective, à le fole pour Israel et pour l'Egypta, de mettre un tarme eux menaces de guerre. L'engagement important de l'Egypte dana le conflit Judéo-arabe était surtout le résultat de la politique de Nasser, lequelle reposait deux pillers de « non-sagesse » : le penarabisme soue hégémonte égyptienne et l'hostilité à l'Occident M. Sadete eyant détruit ces deux principes, toute justification s'écroule d'une guerre longue et coûteusa contre laraêl, Les problèmes intérieurs de l'Egypte rédulsent à peu de chose les elogans da guerre traditionnels. Simple détail significatif à cet égerd : le nombre des pauvres et des sans-abri en Egypte est supérieur à celui des réfugiés palestiniens qui recoivent l'elda de l'ONU et dont is sort est devenu une affaire

Internationale. L'Egypte ne veut pas — et peut-être ne le peut-elle pas — treiter avec israël sur une base bilatérale. Cependunt, et les concessions laraétiennes eur le rive occidentale sont substantielles et raisonnebles, et si le • Front du refus » continue à dire - non - à le patr. M. Sadate peut être tenté d'offrir un règiement global à la Jordanie, à la Syrie et aux Palestiniens, leur falsant comprendre que c'est • à prendre ou à laisser -. La responsabilité da l'échec noombera elore è ceux qui refusent la

### Après trente ans de guerre un optimisme justifié

Par AMNON RUBINSTEIN \*

paix et non à l'Egypte, ce qui pourra inciter M. Sedete à accepter un arrangement séparà evec Israel, le paix evec les eutres parties restant an euspens dans l'attente de leur acceptation. Ou bien la Jordania peut teire elenne

(avec l'appul tacita de l'Arable Sacu-dite) le esnience du président égyptien voulant qua . Tripoli a annulà Rabat ... moyennant quoi le décielon de considé-rer l'O.L.P. comme l'unique représen-tent des Palestiniens est nullu et non avenue. Si la Jordania adopte ce point de vue et prend part aux négociations de paix, les deux eutres parties concer-nées, le Syrie el l'O.L.P., auront perdu leur capacité d'infléchir le cours des événementa et d'empêcher un règlement

Ces deux possibilités dépendent, en somme, des concessions israéllennes eur Gaza et aur la rive occidentale. L'idée d'una « division fonctionnelle » dans ces règione - c'est-à-dire autonomie plus présance militaire d'Israēl - présente bien des inconvénients et ne peut qua rencontrer de vigourauses objections de la pert des Palestiniana et des Arabes, Mala sa force réside dana sa faiblesse : il s'agit d'un concept vague el souple. L'importance de ses deux composantes Israéllen) peut être modulée au cours des négociations. Selon les dirioeants du Likoud, le fait qu'il n'exige aucune annexion légale des territoires par lareel est un avantaga eupplamentaira. La présence militaire israélienne compenseralt einsi les principales rectifications des frontières que presque tous les lareéllena considèrent comme ebso-

lument indispensables à feur défense, et outre, si cette division fonctionnelle et l'autonomia palestinienne sont considérées par les deux parties non comme un accord définitif mais comma une mesure provisoire ausceptible d'être, périodiquament, réexaminée et renégociée, la formula deviendre moins inacceptable aux Egyptiens. En d'autres termes, l'idée de l'autonomie peut et doit être consi-dérée comme un passage menant à la seute solution viable à long terme : deux netions indépendentes dans la Palestine originelle, expriment toutes deux le besoin d'autodétermination des juits et

#### Régime de transition pour les Palestiniens?

IL existe des précédents internationaux à ce genre d'accord provisoire, en certaines régions où aucun Etat n'exerce una pielna et entière souveraineté. Paut-être l'exemple qui se rapproche le plus da la conception de M. Begin à propos des régions palestiniennes autonomes est-il la régime qu'e connu la Sarre antre 1947 et 1957, date de son retour à l'Allemagne occidentale. Sous ce régime, la Sarre jouissait de l'auto-

\* Député du Mouvement démocratique pour le changement (Dash) membre de la commission des affaires étrangères et de la sécurité de la Knèsset.

nomie politique, elle avait un Parlement élu et son propre premier ministre Wohannes Hoffman). La Sarre était liée à la France dans une union diploma-tique et économique et elle àtait soumias su contrôls militaire français. En vertu d'une convention franco-sarroise signée en 1950, ses mines furent concédées pour cinquante ans à la Crance. L'Allemagne de l'Ouest s'étant affirmés comme un partenaire pacifiqua et démocratique de l'Europe unle, et les appréhensions an France d'un renouveeu du militarieme germanique e'étant atténuées la Sarre put être rendue é l'Allemagne et elle devint, le 1º janviar 1957, le disdèma Land da le Républiqua fédérale. Un scénario analogue peut être envisagé pour la rive occidentale et la bande de

Les précèdents internationaux na son utiles que e'll existe des dirigaants désiconstructif. Tout indique que MM. Begin at Sedate sont également décidés à esisir l'occasion unique de mettre fin à la guerre indiscutablement, tous deux ont plainement conscience de leur rôle historique et de l'appui de l'opinion publique de leurs pays respectifs. La clairvoyance et le courage du président Sadata et la souplesse matte M. Begin ont déjà créé une réalité nouvelle au Proche-Orient. Le speciacle de cette nouvelle réalité, qui epperait chaque un effet dynamiqua sur l'évolution politique. Les manifestations publiques d'amitià entre Israel et l'Egypte modifient l'état d'esprit dens les deux peqples. Pour les Israellens, l'Idée d'une paix véritable a brusquement cessé d'appartanir au domaine du rêve. Les Egyptiens, quant à aux, découvrent des

aspects inconnue d'Israel : ses traum smes encore vivaces, es crainte de la guerre, sa passion pour la palx. Les mentalités nationales ont évolué dens les deux pays d'une manière probablement sans précédent, du moins à l'époque où le telévision n'existait pas. Un retout à la guerre entre Israel et l'Egypte les àvénements spectaculaires du Proche-Orient engendrent leur propre dynamique, mais ile créent eussi des effets irréversibles. Après une ruineuse guerra de trente ans, il y e place, en dépit des oppositions et des réserves, pour un optimisme justifié.

REGIL

#### Une alliance informelle entre l'Egypte Israël et l'Iran?

Avant même que le visite du président Carler é Téhéran attire l'atten-tion sur l'entrée en scène de l'Iran dans les efforts de paix eu Proche-Orient, la magazine amàricain Tima faisait état (numaro daté du 2 janvier) de certaines spéculations qui avaient cours é ce propos en Egypte à la fin du mola de décembre : Au Caire, des Egyptiens spéculelent, la semaine dernière, sur l'éventualité d'une ellience informelle entre l'Egypte, Israèl et l'Iran qui unirait trois pays eux assises écono complémentaires : main-d'œuvre [égyptienne], technologie occidentale [/sreë/] et richesse pétrollère [Iran]. Pour le première fois, l'Egypte aurait des alliés non arabes dans la région. La fondement d'une lelle association serait une opposition commune à l'extension de l'influence des Soviétiques ou des forces de gaucha au Proche-Orient - ce qui reflète la conviction de Sadete que, pour lui, le réel danger est représenté par l'Union soviétique et non par Israel. .

### **Un intellectuel** égyptien

ERTES, le voyage de M. Sadate à Jérusalem a été une surprise renversante, mais c'est aussi l'aboutissement logique de toute une évolution au Proche-Orient. Depuis longtemps déjà, pour les parties arabes en mesure d'orienter le cours du conflit, la recherche de la paix était moins déterminée par les revendes. conflit, la recherche de la paix était moins déterminée par les revendications nationales arabes que par des considérations de classe, par la volonté de sauvegarder la structure des rapports inter-arabes échafaudés à partir de la nouvelle richesse pétrolière, par la stabilisation d'intérêts énormes menacés tout autant par la perpétuation de la non-paix que par une paix aux conditions israéliennes.

Depuis dėjà longtemps, la satisfac-Depuis dejà longtemps, la satisfaction des revendications palestiniennes
n'est plus pour les négociateurs arabes
le fond même du réglement. C'est là
une hypothèse que la guerre civile
libanaise a ampiement vérifiée. La
coslition de la résistance palestinienne
avec la gauche au Liban a été perçue
par les régimes arabes comme un
élément de subversion, menaçant la
structure du monda arabe bian plus
qu'Israël ne peut le faire. Dès lors, il
ne s'agissait plus de satisfaire ces
revendications, mais plutôt de circonvenir le danger qu'elles représentalent. revendications, mais plutôt de circon-venir le danger qu'elles représentalent. Désormais, le réglement du conten-tieux avec Israël se posait en termes de persuasion bien plus que de dissua-sion : « Accordez aux Palestiniens suffisamment pour empêcher qu'ils ne deviennent un élément de subversion contre nous ; nous vous garantirons en contrepartie qu'ils ne soient plus un élément de subversion contre vous. »

Face à l'intransigeance du Likoud, M. Sadate s'est senti obligé de franchir le seuil que ses pairs arabes n'osaient aborder. Dans une logique du réglement où ce sont les positions de force, et non pas les drotts violés, qui déterminent la conduite des protagonistes, l'Egypte occupe une place toute spéciale: ella est le plus vuinérable des interlocateurs arabes, vu l'effondrement accéléré de ses infrastructures; mais aussi, si l'Egypte à elle seule ne peut pas faire la pair, sans elle les autres États arabes ne peuvent pas lancer une guerre. En prenant pas lancer une guerre. En prenant ouvertement et directement contact avec l' « ennemi sioniste », M. Sadate, apparemment, coinçait tout le monde :

- Les Etats-Unis, qui, soucieux de ne pas subir les retombées d'un piéti-nement de plus en plus avident dans la préparation de la conférence de

### La sécurité par le développement des liens économiques?

Par MOHAMED SID-AHMED \*

Genéve, avalent cherché à multiplier les engagements mutuels et étaient allés jusqu'à réintroduire l'U.R.S.S. dans le circuit de la négociation (par dans le circuit de la négociation (par le biais d'une déclaration conjointe), après que M. Kissinger eut tout fait pour l'exclure. Or voici que M. Sadate, en engageant avec Israël un dialogue direct, libérait du même coup toutes les autres parties de leurs engagements antérieurs. Il ne pouvait plus être question d'une délégation arabe unifiée à Genève. L'administration Carter, toutefois, n'avait d'autre choix que de lui emboîter le pas (elle avait toujours préconisé la nécessité de négociations directes), quitte à s'évertuer après coup à récupérer les parties arabes récalcitrantes;

récalcitrantes;

— Les Etats conservateurs arabes:

o'était leur intimer que leur manque
de générosité envers l'Egypte l'avait
conduite à un réalignement que quelle
que soit leur répugnance, ils ne pouvalent qu'avaliser. Après tout, c'est
grâce aux sacrifices de l'Egypte, à son
sang abondamment versé au cours des
batailles « victorieuses » d'Octobre,
que le quadruplement de leurs revenus
du pétrole avait été possible:

- Les régimes arabes militants: c'était leur lancer le défi que leur hostilité ne pouvait être qu'inconséquente; ils pouvaient bien protester avec véhémence, proférer des accusations de trahison et de capitulation, — pouvaient-ils sans l'Egypte arrêter à l'égard d'Israël une politique plus

#### Entreprises de récupération

E peuple égyptien a grosso modo suive san président, non seulement parce que, en vue de produire cette impression, les appareils bureaucratiques officiels ont été totalement mobilisés, parce qu'aucun véritable débat public n'a été toléré et que l'on a privé les oppositions de tout moyen d'expression, mais aussi à cause d'une propagande insidieuse, menée de longue date, qui faisait valoir les frustrations légitimes des Egyptiens envers la tions légitimes des Egyptiens envers la prodigalité arrogante des nouveaux riches arabes : an lieu de chercher dans une politique de servilité à leur

égard les raisons profondes du mécon-tentement populaire, cette propagande présentait la volonté de résistance arabe comme un mai dont l'Egypte seule devait subir le fardeau. Dans un certain sens, il s'est agi d'une réaction qu'on pourrait comparer aux troubles de janvier 1977. Dans les deux cas, il a été quession d'une révolte contre une situation économique insupers une situation économique insuppor-table. En janvier 1977, la révoite éclatait contre le président. Cette fois-ci, ce dernier, en présentant son voyage à Jérusalem comme une promesse de paix et de prospérité, résupérait la révolte à son compte.

Or, en se rendant à Jérusalem, M. Sadate offrait à Israel l'essentiel de ce que l'Etat hébreu exigeait de l'Egypte : la preuve tangible qu'une normalisation future des relations, voire l'admission, fût-elle implicite, par voire l'admission. fût-elle implicite, par l'Egypte, « du drott historique des fuis à la terre de Palestène », étaient déjà choses acquises. Cela était encore corroboré par l'abandon de l'O.L.P. en tant qu'unique représentant légitime du peuple palestinien. Cet abandon est gros de signification. non pas tellement parce que c'est une violation des résolutions du « sommet à arabe de Rabat, ou encore de résolutions, dont certaines très récentes, de l'Assemblée générale de l'ONU, mais surtout parce que l'O.L.P. cristallise toujours la résistance arabe à l'oppression sioniste en Palestine: — et cette fois, l'O.L.P. étant déconsidérée et acculée à la dislocation, même s'il fallait abandonner quelques enclaves aux Palestinlens, il deviendra plus facile au gouvernement égyptien de récupérer la résistance arabe à son profit.

L'offre sans contrepartie de M. Sadate présentait tout de même un
inconvénient sérieux. Le seul atout de
négociation qui lui restait, c'était que
son propre territoire occupé, le Sinal,
devienne un instrument de marchandage pour Israël. En effet, Israël
aurait tout avantage à ne céder du
territoire à l'Egypte que dans la mesure où un repli l'aiderait à mieux
manipuler les parties arabes qui lui
résisteraient toujours, à les induire à
suivre la voie inaugurée par M. Sadate. suivre la voie inaugurée par M. Sadate.

\* Journaliste égyptien, auteur de Quand les cortons se seront bus (Editions Belfond, Paris, 1976).

Or le jour où l'Egypte aura recouvré l'ensemble de ses territoires occupés, Israël aura perdn cet instrument. Contradiction inhérente qui fait que la satisfaction d'une des deux parties ne peut que désavantager l'antre.

Pourtant line solution, que tant M. Sadate que M. Begin pourraient présenter comme totalement satisfairsante, n'est pas exclue Le Sipai ne présenter comme totalement satisfai-sante, n'est pas exclue. Le Sinai ne constitue pas pour M. Begin une partie d'« Éretz Israëi ». La sécurité d'Israël, la garantie qu'aucune autre guerre avec l'Egypte ne pourra avoir lieu (quela que soient les changements qui y interviennent), peuvent être assurées, une fois l'évacuation décidée, par des moyens autrement plus efficaces que la seule interposition da zones démi-

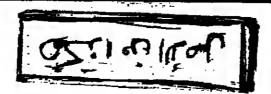
#### Déplacement des contradictions

la seule interposition da zones démi-

L'EGYPTE en ce moment souffre d'une situation économique quasi désespérée. Il lui serait difficile de parer eux atteintes à sa souveraineté qu'impliquerait une éventuelle invasion économique venant de l'extérieur. C'est plutôt elle qui se débat, par l'entremise de sa politique d'« ouverture », en vue d'attirer des investisseurs qui demeurent encore très réticents. Or Israël pourrait très bien se porter garant de gros investissements en Egypte, ayant recours eux capitaux juifs, aux milieux d'affaires internationaux qui ont toujours soutenu Israël et ont longtemps été boyoctées par les pays arabes. Déjà diverses propositions ont été faites, concernant l'exploitation en commun

RECTIFICATIF. - Plusieurs lecreurs — dont certains ont omis de mentionner leur adresse, — ainsi que l'ambassade d'Israël, nous prient da préciser qu'il n'existe, sur les portes de la Knesset, aucune carte d'Israël « ollant du Nil à l'Euphrate », contrairement à ce qu'écrivait Marie-Christine Aulas dans con critic des la little de la contrairement à ce qu'écrivait Marie-Christine Aulas dans son article du mois dernier « Une victoire de l'Egypte égyptien-

[Nous avons reproduit dans notre au-méro de Juin 1977 (page 21) le document officiel qui illustre la politique des actorités israéliennes pour ce qui concerne les frootières de l'Etat.]



# RÉGIONAL AU PROCHE-ORIE

L'Egypte s'étant détachée du monde erabe è la suite de la politique d'« ouverture » du président Sadate et de son voyage à Jérusalem, l'État d'Ieraël se trouve paartaat délivré, dans les circoastunces présentes, de la principale menoce milituire dirigée contre son existence. Si la président apprisen et ses affiés occidentaux n'arrivent pas à coavaincre rapidement les outres Etats taux n'arrivent pas a coavaintre rapiacment les outres trats arabes directement intéresses à un règeraont global du coaffit de se rendre aux coaditions de paix israéfiennes, un règlement sépará entre Jérusalem et Le Cairo devra intervenir pour souver le régime de M. Sadate en échange d'avantages économiques substantiels

Jusqu'à présent, l'aide financière à l'Egypte — priacipalement d'origine socialience — était savamment dosée paur lui permettre tout juste de maintenir à flot ane économie ruinée par la gaerre et aû les investissements étrangers n'arrivent pae. Fidèle alliée de l'Amérique, l'Arabie Saeudite ne réserve cependant pae ses losgesses financières à la seule Egypte : elle doît servir de relais à la pénétration des capitoux pétroliers dans d'autres pays isla-miques d'Afrique et d'Orient, comme e o Soudaa, par exemple, eù les projets de développement ogricole sont censés ouvrir de larges perspectives as monde araba (vols pages 10 et 1) l'orticle

Lors de son récent voyage, le président Carter ne s'est pos contenté de rencontrer le roi Hussein de Jordanie à Téhéran. Il a cossi consacré une bonne part de ses enfretiens avec la chah aux perspectives de règlement du conflit israélo-arabe. Non seulement il a couvert le souveraja iraciea d'éloges « personaels », mais il a aussi marqué à cette occasion sa volonté d'associer plus étroitement cet autre partesaire privilègié aux efforts de stabi-lisation de la région. L'Iran n'est pas ne pays arabe, mais « il n'existe oucun povs qui solt plus proche de nous en ce qui conceme la programmation de notre sécurité militaire mutuelle », a précisé

M. Carter. La participation de Téhéran à la mise en place du nouvel ordre économique régional permettreit da même coup de gommer la dimension proprement arabe du conflit.

Devant de telles perspectives, les Etats orabes « modérés a en da nouvean « front du refus » apparaissent d'autant plus désunis qu'ils sont tous angagés dans le même choix de développerment, qu'ils disposent au non de revenus pétroliers. La marge de manacture des actuels dirigeauts de l'O.L.P. n'en apparaît que plus réduite. L'intransigeance da refus palestinien, réaffirmée par le comité exécutif de l'Organisation oprès la conférence d'Ismoilia, est-elle désormais la meilleure carte pour l'avenir du peuple palestinies?

Les trois apinions ci-dessous et l'article de Selim Turquié sur les relations syro-palestiniennes (page 8), tradaiseat la nouvelle complexité du problème que la diplometie américaine e'emploie maietenant à résoudre à partir des sureuchères Israélo-égyptiennes.

du pétrole du Sinaï et de la mer Rouge, ou periode du Sinai et de la mer Rouge, l'aménagement de terres au Sinai et leur bonification, la désalinisation de l'eau de mer par l'entremise de cen-trales nucléaires. Des projets bien plus ambitieux, recouvrant l'ensemble de l'Egypte, pourraient être envisagés.

M. Sadate serait en mesure de dire qu'il a obtenu non seulement l'évacuation des territoires, mais aussi une impressionnante collection de projets mpressionnante collection de projets audacieux, donnant finalement plein essor à sa politique d'« ouverture » et garantissant, avec l'avènement de la paix, une ère de prospérité. Cet acquis

cix o de m lia evec to proceed

ens. quelle to 'to

isager un Carring moindre carrier

de prend-

lestimen, Minimum

e actuel. Lauranne

dur une dung inde

pour ruines in de ent de l'in-

le propre sa trate 8285 Tutt. 3 - 38-

re informalla I Europe

of Marine

pour l'Egypte sera présenté comme un modèle pour l'ensemble du monde

arabe. En fait, ce décollage de la politique eth isit, de decouage de la politique d' « ouverture » ne sera envisagé que dans la mesure où il se produira en passant par Israël. Pour les investisseurs auxquels Israël fera appel, il e'agira moins de renflouer l'économie égyptienne que d'assurer la sécurité de l'Etat hébreu. Ce dernier, étant la partie garante, exigera en conirepartie un droit de regard. L'économie égyp-tienne devra être organiquement liée à l'économie israélienne, tant et si bien que, jamais plus, il ne pourrait àtre question de guerre. En fait, il ne s'agira pas seulement de la sécurité d'iarasi, mais aussi de le mise en condition de l'économie égyptienne afin de résoudre les problèmes de l'économie israélienne. La contradic-tion nationale entre l'Egypte et Israél n'aura pas été éliminée; elle eura tont simplement été déplacée pour venir exacerber encore davantage les contra-dictions sociales eu sein même de la dictions sociales eu sein même de la société égyptienne, même si cette exacerbation des conflits sociaux devait être pour un temps camouflée par

l'euphorie d'une soudaine réanimation de l'économie qui, en définitive, ne pourrait qu'accentuer ancore davantage les clivages et disparités sociaux et économiques. L'Egypte ne sera pas la seule à en pâtir. Des réalignements au Proche-Orient, faisant fi des aspirations légitimes de toutes les parties concernées, peuvent éventuellement déboucher sur un règlement, mais n'immunisent pas la région contre de nouveaux facteurs de déstabilisation, prenant des expressions inédites.

MOHAMED SID-AHMED.

### Un Palestinien de Cisjordanie

### Scepticisme nuancé d'espoir sur la rive occidentale du Jourdain

Par BACHIR BARGHOUTI \*

A rive occidentale du Jourdein (Clajordanie) est eu premier plan des speculations sur l'avenir de l'O.L.P. et sur les perspectives de paix au Proche-Orient, Cer, après tout, la position prise per les Palestiniens vivant en territoire occupé sera déterminanta, tant pour les projets d'autodèterminetion que pour l'ep-probetion par les Palestiniens d'un quelconque règlement politique.

Ce falt est cleirement compris par toutes les parties en ceuse qui se disputent la rive occidentale et le bande de Gaza. Le gouvernement Israéllen e essayé, par toue les moyens, de créen une base sociele susceptible de légibrer se presence sur la rive occidentele : mals en valn. Les résultats des élections municipeles d'avril 1976 ont prouvé l'influence considérable de l'O.L.P. Pour sa part, le gouvernement jordanien, dont les anciens heute fonctionnaires de le rive occidentale cherchent très ectivement à obtenir le soutien, n'ont pas réussi, par des moyens financiers, économiques ou administratife, à enlever la vedette à l'O.L.P.

Meis, per une fronte du eort, le succès de l'O.L.P. fut, en mame temps, la cause de nombreux ennuis pour certaine élémente de cette organisation. Se flant è l'Arabie Saoudite, l'elle droite de l'O.L.P. pensalt que la constitution d'un Etat destinien sur la rive occidentale et dane le bande de Gaza était imminente. Elle essaya donc de contenir le geuche sur la rive occidentale tout en entreprenant de feire des evances eux éléments conser-(nommé par israel), et d'entretenir une atmosphère de doute et de suspicion parmi les éléments bourgeois des conseils municipaux. Elle encouragea aussi les élé-

ments religieux à se réorgeniser. Ces activités finirent par entraîner la désintégration du Front national palestinien que l'O.L.P. considérals comme un poste evancé eu eeln des territoires occu-pes. A l'heure ectuetle, lee conséquences de cette politique sont plus eensibles

qu'elles ne l'ont jamais été. Les nouvelles initiatives prises par le président égyption, en contraste evec le politique officielle de l'O.L.P., ont déclanché un processue de différenciation accrue entre les classes ecclales de le rive occidentale. Tous les éléments conserches de M. Sadate, elors que les éléments de geuche continuèrent à soutenir le politique de l'O.L.P.

En d'eutres termes, le processus de différenciation visait à partager en deux groupes ce que l'on considérait comme le camp nationaliste. L'un de ces groupes conçoit le retrait leraéllen comme un prétude à l'indépendence politique ; l'eutre cherche seulement à se débarrasser de l'occupation israélienne et ee montre favorable à une réintégration eu sein de la Jordanie. La conférence de la paix au Calre et le visite en Israel du président Sadate oni encouragé le accond graupe à manifester publiquement con opposition à le politique de l'O.L.P. Il bénéficie des encouragements des autorités israéliennes. Il serait cependant erroné d'en conclure qu'il exerce une grande influence. Jusqu'à présent, ses représentants ettendent l'issue

Censure au Maroc Comme dos lecteurs le savent, le Monde diplometique est interdit ac Maroc depuis le mois de janvier 1977. Cette mesure relève de la souveraineté marocaine et ne peat qu'illustrer l'usage qui en est fait. Mais plasieurs citoyens français résidant an Maroc sous signalent que les services de la donane marocaine retiennent les exemplaires de ce journal que leur famille leur eavels chaque mois sous eaveloppe. Cet abus est latolérable con pas parce qu'il génerait « le Monde diplomatique », mais parce qu'il viole la liberté de correspondance de ressortissents français. tissants français.

de la conférence du Caire. Si ette détiouche eur de vrais progrès, on peut s'attendre qu'ils se montreront enclins à soutenir la politique de l'O.L.P., notamment dans des villes importantes comme Neplouse, Hebron et Gaza.

Mais II ne faut pas non plus minimiser l'influence de ces éléments que l'on désigne habituellement eous le nom de a chefs traditionnels -. Certaines personnatités politiques, notamment parmi les maires, ont tendance à négliger leur importance en prenent argument des résultats des élections municipales au cours desquelles ces mêmes chefs traditionnels n'avalent pes réusel à obtenir le soutien populaire. Ce raisonnement néglige le fait qu'ils exercent une grande influence dans les campagnes, où le majorité des payeans n'ont pas participé aux élections

Toutefols, le Mouvement national sur la rive occidentale qui fait partie de I'O.L.P. est encore le plus fort et le plus Important. Récemment, vingt maires sur vingt-cinq, de concert avec des représentants des syndicats, des parsonnalités religiouses et d'autres institutions, ont eloné un communiqué par lequel ils exprimaient leur désaccord sur la visite de M. Sadeta en Israel et leur appui à la politique de l'O,L.P. De plus, la rue est encore contrôlée par les étudiants et eutres jeunes fevorables à l'O.L.P.

< Nous voulons manger nos raisins...>

M AIS on ne saurait négliger l'impect des nouveaux développements dans recherche d'un règlement du conflit du Proche - Orient. Dans les territoires occupés, l'opinion des Patestiniens peut se résumer dans cette remarque que nous faisait un simple paysan : - Nous voulons manger nos raisins, nous ne voulons pas evoir à nous quereller evec des gardiens »; en d'autres termes, ce qu'lis souhaitent, c'est d'être libérés de l'occupation, peu Importe comment: Mais, en même temps, lis mettent en doute la sincérité et l'efficacité de le méthode cholsie per le président Sadata, notamment parce qu'elle dépend un peu trop des bons offices du gouvernement américain. En génèrel, les Palestinlene se mélient beaucoup de la politique amèricaine eu Proche-Orient. Ces soupçons e'expriment presque quotidiennement dans le presse erabe de la rive occidentale ou dane les déclarations de maires importants, en particulier ceux de Ramellah, Naciousa et Tuikarem.

Les Palestiniens des territoires occupés ne se leissent pas fasciner par les mots

et les promesses. Vivent sous l'occupation depuie plus de dix ans mainlenant, Ils estiment être les misux placés pour Juger des intentions du gouvernement ismétien. Tout eu long des négociations à appliquer sa politique consistant à installer de nouvelles colonies, à confisquer des terres, à appliquer des lois d'exception discrétionnaires, à dénier eux Palestiniana le droit à l'autodétermination. à prendre des dispositions économiques eppauvrissant la rive occidentale et à contraindre un nombre croissent de jeunes à émigrer. En 1976, environ vingt mille travallieurs qualifiés, médecins, ingénieurs

quant à la capacité et à le créditifité des efforts de M. Sadate pour ebtenir le restitution des territoires occupée en ituin 1967.

Dans l'attente d'une initiative de l'O.L.P.

C EPENDANT, le maintien de l'occupa-tion est leur préoccupation principaie : eussi apportent-ils résolument leur soutien à un règlement pacifique qui leur assureralt un Etat Indépendant é l'intérieur des frontières de 1967 et qui

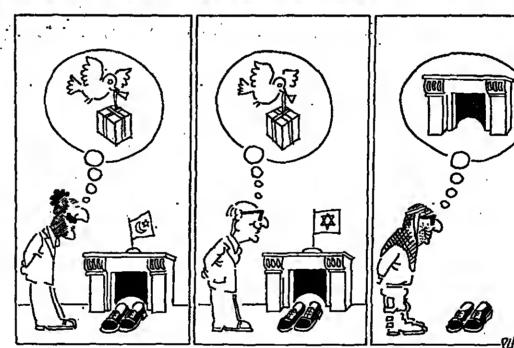
fournirait une solution équitable au pro-tième des réfuglés de 1948. Pour les habitants de la rive occidentale, l'accep-tation d'une telle formute de règlement répond à des nécessités concrètes. Pour eux, ce serait un soulagement et un galn. Quoiqu'ils ne solent pas fascinés par le « méthode Sadate », lis ettendent de CO.L.P. qu'elle leur offre un plen réaliste qui leur permettrait de recouvrer leur etatut nationel.

SI I'O.L.P. y faililt, Il n'est pas déraisonnable d'envisager une modification de l'équilibre des forces sur le rive occidentale en faveur des éléments conservateurs. Un peuple de petits propriétaires terriens vivant en permanence sous le menace de l'expropriation et de l'anéentiesement politique et économique peut-il, en effet, se satisfaire du refus pur et elimple de le méthode Sadate? D'autre part, le contérence de Tripoll, en dépit de certains effets positifs, n'e pas offert une sciution de rechange bien convain-

En somme, l'unanimité est à peu près complète, parmi les personnaités natio-nalistes influentes, sur le nécessité de changer l'équilibre des forces en faveur des Arabes, et cala comme condition préalable à un règlement pacifique et équitable.

Le prestige et l'influence de l'O.L.P. dépendent finalement, en grande partie, de son eptitude à offrir une solution de rechange concrète à ce que proposent ses edversaires. Les habitants de la rive occidentale sont plus pragmatiques que leurs compatriotes de l'étranger, ile ont en propre des soucis terre à terre assez différents des idéaux largement répandus à l'étranger.

(1) 1 downers = 0,0019 ha.



et autres, sont partis travallier dans les

pays voisins. Les espérances éveltées per la violte du président égyptien en leraél se sont estempées quand les Palestiniens ont constaté que cela ne changealt rien aux pratiques des eutorités Israéliennes. Dans le région de Nebl-Saleh, où réside l'euteur de ces fignes, 450 dourams (1) ont été confisqués le jour même où le président Sadets était reçu à Jàrusalem. Ce sont de tela procédés, malheureusement fréquents, qui forcément détermi-nent le manière de penser des habitants de la rive occidentale. Et, dans ces

conditions, leurs doutes e'eggravent \* Journalists pelestinien de Cisjordanie.

#### <PARATROOPERS>

Un film de Yehuda Judd Ne'eman

TL axiste des films antimilitaristes bien plus violents, bien mieux construits. L'intérêt de Paratropers cependant est de mettre en question, de l'intérieur, la réputation quasi mythique de Tsahal, l'armée isreèllenne.

Depuis trante ans, les guerres du Proche-Orient ainsi que des opérations spectaculaires comme l'intervention à Entebbé ont contribué dans lee médias occidentaux à dessiner l'image d'une armée cane peur et sans reproches. Le cinéma américain y e largement aidé, dans des films passionnément etonistes comme Rosebud (1974), d'Otto Preminger (1) ou Viotoire à Entetibé (1976), de Marvin Chomaky.

Peretroopers dénonce, quant à lui, le climat qui règne dans les camps d'entraînement des jeunes volontaires parechutistes. Le réalisateur, Yehude Judd Ne'eman, membre du Shelli, e lui-même servi dans le corps des parachutistes durant le guerre de six jours en 1967. L'œuvre de flotion lui oftre l'occasion de décrire le vie quotidienne dans un campement où les nouvelles recrues recoivent leur première instruction. Soue prétexte qu' « Israel e encore des guerres à gegner », les officiers exigent de leurs hommes des efforts absurdes, humiliants et inhumains. Lee mythes de le traternisation avec lee officiers ou de le motivation eloniste des eoidets, entre eutres, s'ellondrent. L'armée qui nous est présentée se plie eux rites militaires de le plupart des armées du monde : gradés distants et indiscutables, priorité de le discipline, valorisation des qualités physiques, corvées, punitions... Le tout baignant dans une vuigarità troupière pătrie de mechieme et de sexisme.

Qu'un soidat se montre, dans ce milleo, plus freglie que les autres et les brimades des officiers, les douteuses plaisenteries sexuelles de ses camaredes ou les « passages à tabao » qu'il devra eupporter le mettront dans un tel état psychologique qu'aux premières menœuvres il se tuera en suivant les ordres suicidaires de son eupérieor. Dès lors, l'armée tera jouer le solidarité; on mentira à le famille sur les sirconstances de cette mort et on effectuere une enquête pour mieux laver l'olticler de toute responsabilité. Envers les hommes qui rechignent devant ces procédés, on redoublers le discipline, les marches forcées, l'effort aveugle.

(I) Voir « Regards sur la racisme », dans le Monde diplomatique de juin 1975. POUR DES PROJECTIONS-DEBATS

Paratroopers, résil.: Yehude Judd Ne'e'man, 1977. couleur, scope, 90 min.

Diffusion: ERE-Films, 93, avenue du Général-Leclerc, 75014 Paris, Tél.;

540-80-30 et 540-80-38.

### Le Monde réalise chaque semaine **UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE**

RÉSERVÉE AUX LECTEURS RÉSIDANT A L'ÉTRANGER

Numéro spécimen

sur demande

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS, Cedex 09

### A la lumière de la guerre civile au Liban

### L'ALLIANCE CONFLICTUELLE ENTRE LA SYRIE ET LES PALESTINIENS

INTERVENTION militaire syrienne en faveur de la droite libanaise, au cours de l'été 1976, avait dressé les Palestiniens contre le régime de Damas. Aujourd'hui, l'Organisation de la Palestine (OLP.) compte la Syrie parmi ses plus fermes soutiens face aux initiatives égyptoisraéllennes. Plusieurs facteurs avaient déjà contribué à pousser le président Assad à infléchir sa politique dans un sens favorable à l'OLP. avant que le chef du gouvernement égyptien prenne la decision de se rendre à Jérusaiem : l'attitude agressive de la droite libanaise et son alliance avec Israél au Sud-Lihan; les conséquences de la victoire électorale du Likoud qui compilquait les perspectives d'un règlement de paix négocié, et aussi le discret chantage financier exercé par l'Arabie Saoudite.

Mais ce nouvean retournement

exercé par l'Arable Saoudite.

Mais ce nonvean retournement d'alliance de la part de Damas s'est trouvé limité par les méfiances accumulées de part et d'autre et par la volonté syrienne de tenir la balance égale entre les protagonistes du conflit libanais. Les Syriens ont réussi à mettre fin aux hostilités au Liban, ce qui leur a valu une certaine popularité parmi les chrétiens et surtout parmi les musulmans, mais le « gel » de la situation a entraîné la paralysie de leur politique. Ils n'ont pu résoudre les problèmes fondamentaux q n i avaient conduit à la guerre civile, ni atteindre les objectifs qu'ils s'étaient firés en intervenant militairement.

Ansi, la plupart de leurs tentatives

Ainsi, la plupart de leurs tentatives visant à faire passer les Palestiniens sous leur coupe ont-elles été battues en brèche. Leurs efforts pour imposer la Salka pro-syrienne à la direction de l'O.L.P. se sont heurtés à l'habileté

manœuvrière de M. Arafat et de ses amis et à des pressions extérieures, notamment saoudiennes (1). Dès lors, le régime syrien s'est employé à disconscrire l'implantation palestinienne au Liban, où l'OLP, et ses alliés locaux avaient été conduits à se substituer dans une large mesure à l'Etat. C'est de ce rôle que l'armée syrienne, sitôt Beyrouth investie, a voulu dessaisir la centrale palestinienne. Elle interdit le déplacement de ses forces armées hors des camps de réfugiés, exigea et obtint la fermeture des bureaux palestiniens installés dans les quarders populaires, demanda le regroupement et le ramassage des armes lourdes et insista pour l'application des accords du Caire de 1969 régissant la présence de la résistance au Liban, particulièrement dans le Sud.

rement dans le Sud.

Dans un premier temps, l'opération se solds par un demi-succès, l'O.L.P. cédant du terrain mais conservant la majeure partie de son artillerie et de ses arsenaux. Ensuite, tout au long de l'année 1977, le régime syrien devait moduler ses exigences selon les rebondissements politiques et la pression militaire exercée au Sud-Liban par Israël et la droite chrétienne. Ce mouvement de balancier ne l'a pas empêché, toutefois. de pour-

Par SELIM TURQUIÉ

suivre ses efforts visant à diviser le mouvement palestinien à son profit. mouvement palestinien à son profit.

Par exemple, utilisant les liens privilégiés du F.D.L.P. (2) avec l'Union soviétique, la Syrie a maintenu de bonnes relations avec ce mouvement et tenté de joner cette carte contre les autres formations de la résistance. Plus significative est la scission qu'elle a provoquée au sein du F.P.L.P.-C.G. (3) et qui a conduit à l'affrontement entre les deux alles de cette formation, l'une lui étant favorable et l'antre hostile. Saisissant l'occasion de ces combats, la Force arabe de dissuasion (FAD), composée en grande majorité de tronpes syriennes, a procédé le 10 février à l'encerclement des camps palestiniens de Beyrouth.

Le principal prétexte d'intervention

camps palestiniens de Beyrouth.

Le principal prétexte d'intervention a cependant été fourni par les tentatives répétées de rétabilir la Salka dans les positions qu'elle occupait et dont elle avait été violemment expulsée au moment où les troupes du président Assad franchissaient la frontière libanaise. Des formations palestiniennes, notamment celles appartenant au Front du refus, se sont opposées sans relâche à cette reintégration.

Opération de division de la gauche

P LUS d'un an après l'occupation du l'Alban. le régime de Damas n'avait donc pas réussi à éliminer un seul des mouvements palestiniens qui lui étaient onvertement hostiles. Sa tentative pour séparer l'GLP, de ses alliés locaux, groupés au seln du

chite. Plus généralement, les repré-sentants d'un ordre que la guerre avait brutalement aboli éprouvaient quelque peine à jouer leur rôle, alors que ne se dessinait aucune solution à la crise interne libanaise.

La Syrie n'a pes été plus heureuse dans ses rapports avec la droite chrétienne, qui s'était d'abord placée ostensiblement sous sa protection. Une fois le danger de la défaite écarté,

fois le danger de la défaite écarté, sa méfiance ancestrale a resurgi à l'égard de ce voisin entreprenant, bien que les troupes syriennes alent su faire preuve, en « pays chrétien », d'une mansuétude qu'elles n'accordaient pas au camp adverse.

L'occupation o'est faite ici plus légère, de vastes régions échappant même complètement au contrôle des hommes de Damas. La droite a pu poursuivre l'entraînement de ses combattants, allant jusqu'à organiser des parades à la sortie de chaque nouveile promotion. Alors que les acerochages militaires entre Syriens et Palestiniens étalent monnaie courante, un seul affrontement sangiant, dans Palestiniens étaient monnaie courante, un seul affrontement sangiant, dans la région de Bécharré, a opposé la FAD aux combattants de la droite. Longtemps, la censure s'est exercée de façon beaucoup plus souple pour les journaux conservateurs, et la station émetrice d'Amchit, située en zone chrétienne, n'a pas cessé de fonctionner. La droite a continué de prélever des impôts et la construction de l'aéroport de Hamat, dans la région de Batroun, a été tranquillement achevée.

achevée.

Dans ces conditions, la droite lihanaise a pu relancer la guerre civile
sur le seul terrain encore incontrolé,
le Sud-Lihan, concrétisant, à cette
occasion, son alliance avec Israël. Le
Sud continuait, en effet, d'abriter les
camps d'entraînement de la résistance
palestinienne et du Mouvement national liberait

nal libanais. Le 15 février, trois mois après l'entrèe des troupes étrangères à Beyrouth, les milices chrétiennes, soutenues par l'artillerie israélienne, lancérent une offensive qui allalt leur permettre de contrôler, en quelques jours, la quasi-totalité de la région frontalière. S'ils avaient réussi à consolider leurs positions, les combattants phalangistes auraient « résolu s le problème de la lutte armée palestinienne en privant les fedayin du dernier front dont ils disposaient pour attaquer Israël. Par la même occasion, en introduisant directement l'Etat stoniste dans le jeu d'alliances, ils montraient à Damas qu'il lui fallalt désormais tenir compte d'un contrepoids à son autorité.

poids à son autorité.

C'était plus que ne pouvait accepter la Syrie, certes déterminée à contrôler les Palestiniens mais peu désireuse de laisser la droite jouer les forcestampons et prendre une trop large autonomie. D'où le prudent retournement d'alliance opéré par le régime du président Assad. Dès le mois d'avril, il permet à des forces palestiniennes de transiter par le territoire syrien pour aller renforcer les positions du Sud. Mieux, il ordonne à la Salka de participer à l'offensive qui se soldera par le reflux des troupes de droite et le rétablissement de la situation antérieure. Dès lors la guerre du Sud, marquée par un engagement croissant des forces israèliennes, ne va pratiquement plus connaître de répit.

Le 9 août, M. Begin fait monter

Le 9 août, M. Begin fait monter les enchéres en reconnaissant publi-quement que son pays apporte une aide directe à la droite et en procla-mant la détermination d'Israël à mant la détermination d'Israël à a protèger » la communanté chré-tienne du Liban. L'attitude de Damas se durcit alors à l'égard du « pays chrétien » : l'occupation e'y fait plus massive, le contrôle plus sévère, la censure plus tatillonne. Ces rebondis-sements poussent insensiblement la Syrie à se 'prévaloir de sa nouvelle politique pour tenter de gagner la confiance des Palestiniens et les amener à accepter plus volontiers son autorité. Mais ceux-ci, malgré une apparente amélioration de leurs son autorie. Mais ceux-ci, maigre ume apparente amélioration de leurs relations avec Damas, sont demeurés réservés à l'égard d'um régime qui avait fait donner son artillerle contre eux et qui, depuis, encerclait de ses blindés les camps de réfugiés,

### -«La Syrie, le rêve et la rupture»—

Un livre de Claude Palazzoli

MARQUEE dans les années 50 et 60 par « le radicalisme et la violence. l'Instabilité et les déchirements », le Syrie est-elle devanue depuis 1970 un Etat « assagl », qui réhabilite la libre entreprise, « filire » evec les monarchies arabes et met su pes les fedayin palestiniens ? Après le rêve, serait-ce donc le rupture ? (1).

Ancien professeur eux universités de Beyrouth et de Dames, Cleude Palezzoli seit edmirablement dépeindre l'ambiance dans lequelle e baloné une Syrie en pleine ébuilition, exprimer le tiuidité de son paysage politique. Puisant se documentation à d'excellentes sources, l'euteur recense méthodiquement tous les facieurs qui pesent sur le vie politique syrienne : cliveges régionaux, ethniques, religieux, socio-économiques ; oppositions villes-campegnes, nomedes-sédentaires. Il fournit de préclauses Indications sur la ganèse et l'orientation idéologique de l'armée el du parti Baas, les effinités entre ces deux inetitutions, il met en reliei les constantes (Interventionnisme des militaires) et les verlantes (alternances dic-laiura-démocratie, conservatisme-progressisme) du Jeu politique ; il expose les conséquences positives des premiers coups d'Elat militaires « qui ont préperé es conditione d'un transfert du pouvoir à d'eutres forces, plus Il analyse eussi les causes de l'union evec l'Egypte, pule de le sécession, et souligne le contreste entre les mérites de le politique économique du régime de Saleh Jedid (1996-1970) et le caractère «evanturiste» de se diplomatie.

Le lecteur ne s'alterdera sans doute pas é certains détaile contestables concernant, par exemple, l'ordre de succession de Abd er Razzaq el Dandechi el de Sabri el Assell à le tête de le Ligue d'action nationaliste, le lien de parenté entre Antoun et Abdeliah Seedé, leaders du P.P.S., ou l'évaluation des effectite du Baes en 1958. Mele on jugera tout de même un peu hâtif le jugement selon lequal - les Frères musulmens ne sont Jemais parvenus en Egypte et en Syrie à taire de leur association un mouvement politique à recines populaires étendues. .. Ce qui conduit l'auteur à ne consacrer que dix-huit lignes é ce mouvement intégrisie ectuellement en plein essor.

On regrettera eusci que certains aspects de l'évolution de la politique syrienne soient un peu escamotés : é peine le phénomène de le formation récente - pour le première foie dans l'histoire de le Syrie moderne - d'un appareil d'Etet centralisé et amniprésent est-il efficuré. On comprend dès lors l'étonnement de l'euteur : « Commant concevoir qu'en ausai peu d'années l'impétueuse Syrie ell é ce point changé, vieilli ? » L'intervention syrienne eu Liben, en 1976, est présentée comme une « feute » du président Assad, qui eerait tombé dans un - plège -, sans que l'auteur tienne grand compte du « grand dessein nationel poursulvi par Damas depuis 1970 pour ressembler sous eon égide les membres épars de la Grande Syrie hietorique (Liban, Palestine et Jordanie).

Le régime de Halez el Assad n'a sens doute pas abandonné le rêve uniteire. Mais les hommes d'Etar ont succédé aux cheis révolutionneires...

(1) Claude Palazzoli, le Rêve et la Rupture, Editions Le Sycomore, 72, rue du Château-d'Eau, 75010 Paris. 1977. 293 pages, 47 F.

Mouvement national libanais, n'a pas eu davantage de succès. Par contre, la Syrie est parvenue à semer des germes de division à l'intérieur de ce dernier, en amenant le Parti socialiste progressiste (P.S.P.), dirigé par M. Walid Joumblatt, à se joindre au Front national pro-syrien créé le 12 septembre. Opération qui est été impossible sans l'assassinat, le 16 mars, de Kamal Joumblatt, dont l'hostilité à l'intervention de Damas au Liban ne s'était jamais démenté. C'est d'ailleurs sous prétexte de mettre un terme aux représailles déclenchées contre les chrétiens de la région, à la suite de cette disparition que cinq mille hommes de la FAD avalent investi le Chouf, fief du principal dirigeant de la ganche libanaise. Le terrain occupé, il faillut bien six mois pour contraindre le fils de Kamal Joumblatt à souscrire à un accord qu'il ne pouvait accepter qu'à contrecœur. Une tactique similiaire a été suivie à l'égard d'une autre organissation appartenant au Mouvement national le Parti norulaire social Mouvement national libanais, n'a pas suivie à l'égard d'une autre organi-sation appartenant au Mouvement national, le Parti populaire social (P.P.S.), implanté dans le Koura, région qui avatt été investié durant la guerre civile par la droité. En en reprenant le contrôle et en permet-tant le retour des habitants qui avalent fui par crainte des repré-sailles, l'armée syrienne se dounait de puissants moyens de pression pour se rallier le P.P.S. Une scission officielle du Mouvement national libanais, qui aurait représenté le seul succès du Mouvement national libanais, qui aurait représenté le seul succès important de la Syrie dans la vie politique libanaise et qui aurait provoqué l'isolement du parti communiste, de l'O.A.C.L. (4), des Mourabitoun (5) et du Baas pro-irakien, n's finalement été empêchée que par l'annonce du voyage du président Sadate à Jérusalem.

Au Liban, le régime de Damas ne

Au Liban, le régime de Damas ne s'est pas borné à diviser le Mouve-ment national. Il a aussi cherché à neutraliser des personnalités dont l'hostilité était manifeste. Après avoir été victime de trois tentatives d'assas-sinat. M. Raymond Eddé a été contraint à l'exil. Les émissaires du président Assad ont été chargés de la tâche difficile de remettre en selle les directions politiques musulmanes traditionnelles que la guerre avait plus ou moins rejetées à l'écart. A Tripolt, dans le nord du pays, où les Tripoli, dans le nord du pays, où les troupes syriennes se comportent en armée d'occupation et contraignent la gauche à la clandestinité, l'entente n'a été cordiale ni avec M. Rachid Karamé, dirigeant local important et ancien premier ministre, ni avec M. Farouk Mokadem, son jeune rival. Dans le Sud, chaque fois que les relations s'amélioralent avec l'imam Moussa Sadr, chef spirituel et politique des musulmans chiites, elles se dégradalent avec M. Kamel El Assaad, dirigeant féodal également

#### Face aux initiatives égyptiennes

L INITIATIVE du président Sadate est venue bouleverser les données du problème. L'occupation du Liban par l'armée syrienne n'avait été possible que grâce au consensus activates de la consensus de la consensus activates de la consensus de la ble que grace au consensus arabe réalisé lors du « sommet » de Ryad, le 16 octobre 1976. Placée sous l'égide le 16 octobre 1976. Placée sons l'égide de l'Arabie Saoudite, cette conférence avait, été marquée par la réconciliation du Caire et de Damas, dont la querelle ouverte datait de la signature par l'Egypte, le 2 septembre 1975, du deuxième accord de dégagement des forces dans le Sinal. En décidant de se rendre à Jérusalem, le président Sadate rompait, pour la seconde fois. it pour la fragile solidarité arabe restaurée non sans mai un au plus tôt.

Les conditions de la présence syrienne au Liban s'en sont trouvées modifiées. En particulier, la nécessité de resserrer les liens avec l'O.L.P. et le Mouvement national libanais est enue impérative. Le projet syrien de provoquer une rupture du Mouve-ment national a été mis en veilleuse. Des contacts officiels ont même été pris, pour la première fois, avec ce mouvement en vue d'organiser une grande manifestation populaire à Beyrouth-Ouest — la première depuis l'intervention militaire de Damas —

contre l'initiative égyptienne.

Mais les mécanismes de l'alliance conflictuelle n'ont pas été détruits pour autant. Ainsi, au lendemain de l'annonce du voyage à Jérusalem, Damas a. une fois de plus, demandé à l'O.L.P. de retirer ses troupes du Sud-Liban pour enlever à Israël tout prétexte à la poursuite d'une offensive militaire déjà largement engagée. Conscients de leur relative position de force, les Palestiniens ont cependant refusé de se plier à cette condition. Ne faisant plus de ce retrait un présiable, la Syrie s'est alors décidée à déclencher une campagne commune d'opposition à la politique du président egyptien.

Dans la méfiance réciprogne. contre l'initiative égyptienne.

Dans la méfiance réciproque.

l'alliance entre l'OLP, et la Syrie a cté ainsi queique peu resiaurée. Jusqu'à quand? Elle a des chances de durer tant que les deux parties testeront exclues d'un réglement de paix. Pour M. Arafat, comme pour M. Assad, la solution négociée reste la seule perspective de solution du conflit du Proche-Orient. Ils sont, l'un et l'antre, engagés dans une stratégie qui ne diffère pas, quant au fond, de celle de M. Sadate. Mais ce dernier, en prenant de l'avance sur eux, en faisant cavalier seul et en reconnaissant pratiquement l'Etat d'Israél sans contrepartie, les a placés dans une dergonauxe morties ette. d'Israël sans contrepartie, les a placés dans une dangereuse position d'isolement et a fait surgir le spectre d'un règlement séparé. Le front qu'ils ont alors été amenés à constituer à Tripoli avec les Etats et les mouvements hostiles à un règlement négocie s'explique par des nécessités tactiques.

Mals ce rapprochement est loin de correspondre à une modification profonde de stratégie. Car ni pour la Syrie ni pour l'O.L.P. il ne peut être question de se ranger de façon durable dans le camp du Front de refus arabe. D'un autre côté, is ne peuvent se joindre à la prérociation. peuvent se joindre à la négociation — au risque de provoquer une profonde crise avec les pays réunis à Tripoli et, probablement, un éclatement fatal de la centrale palestinienne — que s'ils obtiennent l'assu-rance de substantielles concessions israéliennes concernant la Cisjordanie et le Golan. C'est, en définitive, cette situation d'attente inconfortable qui favorise le rapprochement actuel de l'O.L.P. et de la Syrie.

l'OLP, et de la Syrie.

L'initiative du président Sadate pourrait aussi avoir pour conséquence de mettre une sin brutale à l'impasse libanaise. L'alliance fragile entre l'OLP, et la Syrie se consoliderait si des propositions acceptables, visant à inclure l'une et l'autre dans un règlement de paix, étaient avancées. Par contre, elle volerait en éclats—entrainant la sin sangiante du gel » de la situation libanaise — si des perspectives étaient onvertes au seul M. Arafat on au seul M. Assad. Car, en réalité, il y a un peu plus d'un an, la guerre civile et les multiples l'ut tes d'influence qui l'ont accompagnée n'ont pas connu leur terme final : elles ont simplement été interrompues. La relance de la négociation israélo-arabe remet donc en danger le Liban et les populations qu'il abrite. qu'il abrite.

(1) Le projet ne semble pas tout à fait abandonné, comme l'indiquerait cette déclaration réceate de M. Zohair Mohsen, chef de la Salka : « Nous sommes compenus que M. Arque pourrait rester à la tôte de l'O.L.P. dès lors qu'il o accepté de se soumettre à la polonté de la grande majorité de la résistance. » (Le Monde du 3 décembre 1977.)

(2) Front démocratique pour la libération de la Palestine, dirigé par M. Nayel Hawatmeb.

(3) Le Front populaire pour la libération de la Palestine - Commandement général est une formation appartegant au Front du refus. La scissico favorable à la Syrie a été conduite par M. Ahmed Jebril lui-même, chef du F.P.L.G.-C.G. La majorità est cependant restée indés aux positions antérieures de l'organisation.

(4) L'Organisation d'action communiste eu Liban dérend des positions très pro-ches de celles du parti communiste dont elle set partiellement issue. (5) Les Mourahitoun constituent une organisation d'obédience nassérienne dirigée par M. Brahim Rolellat. En dépli de multiples tentatives, la Syria n'a pas réusal à se les railler.

ARMORIAI GRAVEUR\_ MAROQUINIER 27 bis, BO RASPAIL 26, AV. VICTOR-HUGO PALAIS DES CONGRES, PTE MAILLOT . PARIS

#### ÉTUDES POLÉMOLOGIQUES Nº 22 - OCTOBRE 1976 - JANVJER 1977

Président-Fondateur : Gaston BOUTEOUL Secrétaire Général : Roos CARRERE

● Guston BOUTHOUL et Rané CARRÈRE: La violence mondiale de 1968 à 1976 (de la paix à la guerre et de la guerre à la paix). Louis GERMAIN: L'Amérique latine et les situations belligènes lavec séquence prospective 1977-2007).

> Un projet de recherche 1978-1979 et de livre de l'I.F.P.:

#### LE CHAMP DE LA GUERRE ET DE LA PAIX

(des arigines da l'hamanité à 1978, avec notamment quatre mille guerres et révolutions, d'Alexandre le Grand à Mac Tse-toung, analysées avec

Le numéro (120 pages) ; 15 f français (frais d'expédition compris). Envoyé sur demande (avec mandat ou chèque de 15 f français) adressé à ; INSTITUT FRANÇAIS DE POLEMOLOGIE Hôtel national des Invalides 129, rue de Grenelle, 75007 PARIS



# Politique et littérature

### LA POÉSIE **PALESTINIENNE** ENTRE LA BLESSURE ET LE RÊVE DE LA TERRE

Par TAHAR BEN JELLOUN

« Je suis venu d'une famille d'argile et du verset « Amen » sur les apaules du passé sur les apunes au passe favais un rêve, une mère favais un sac d'étolles je suis venu de n'importe où des promesses d'une femme blessée ja suis sorti de la déchirura d'un tissu » (...) (1). Cela n'enlève rien à sa qualité et à sa force. Elle a suivi de près l'évolution politique. Ainsi, des poèmes des annèes 60 où le Palestinien cherche à faire entendre sa voix, on est arrivé aujourd'hui à des poèmes qui témoignent de la détermination d'un peuple a recouvrer sa terre et son identité. Poésie pour l'existence, essentielle dans la mémoire du peuple, exigeante, elle dérange. Sa portée est réalle, d'où la subversion redoutée, notamment par les autorités d'occupation. Rares les institutions politiques et militaires qui n'ont pas essaye d'étoufier la voix du poète. Un grand poète palestinien, très populaire, Hummayad, fut assassiné en 1950 par l'occupant en Galilée. Il était aimé parce qu'il parlait pour ceux qui n'avaient pas droit à la parole. Sa poésie était contagieuse. Les chants de Hummayad continuèrent de circuler dans les camps, sous les tentes. Ce

ELUI qui parle est un soldat, un combattant des sables, ne sous la tente, dans un camp de réfugiés, avec une identité vacillante, une identité à reconquerir, un nom à porter et à défendre. C'est un enfant de la blessure et du rêve. Un rêve fou : une patrie, une terre et l'olivier. Le soldat est aussi un poète. C'est la voix de Mahmoud Darwich, poète de la résistance palestinienne.

La poésie palestinienne est coutemporaine du temps brutal et de l'histoire faisifiée. Le peuple palestinien, expulsé de sa terre, disséminé entre les tentes noires et le désespoir, a tôt élevé la voix Pas uniquement pour clamer des

voix. Pas uniquement pour clamer des discours, mais aussi pour dire le quo-tidien de la mémoire entassée dans les camps, dire le rêve urgent, celui d'exister.

Aucun peuple n'a vécu sans poésie. Aucun peuple n'a vecu sans poesie. Le peuple palestinien, peut-être plus que tout autre peuple, a mêlé la poésie à la lutte pour la survie, au combat militaire, à la résistance. C'est ce qui explique que la poésie palestinienne est d'abord un outil de combat qui se soucie peu des modes littéraires.

de Hummayad continuerent de circu-ler dans les camps, sous les tentes. Ce n'était pas la première fois qu'une voix était étouffée. Le poète manocain Abdellatif Laabi rappelle dans son anthologie (2) le texte d'un jeune Palestinien anonyme qui fut pendu un matin de 1936 : Laisse le prisonnier terminer ses lamentations
Ne crois pas que c'est la peur
qui me fait venir les larmes
je pleure sur ma pairie
et sur les enfants que f'ai laissés à la maison
Qui les nourrirà après moi
alors que mes deux frères
arant moi avant moi ont été pendus...»

Dans Chroniqua de la douleur palesdant à la poétesse Fadwa Tougan tinienne, Mahmoud Darwich, reponauteur de Je ne pleurerai pas, lui dit:

d Nous n'étions pas, avant Juin, des nouveau-nés c'est pourquoi notre passion ne s'est pas émiettée entre les chaînes voici vingt ans, o ma sœur que nous n'écrivons pas des poèmes mais que nous combattons.»

(1) La Plainte du soldat éloquent, poème paru dans Afrique-Asie, nº 99, tra-duit de l'arabe par T.B.J.

(2) Abdellatif Laßbi, la Poésis pales-tinienne de combat, éd. P.J. Oswald, Paris/Atlantes, Casablanca, 1970. (3) Rached Hessins, mort accidental-lement l'hiver dernier à New-York, est un poète qui a appartenu à plusieurs courants de la poèsie palestinienne. Il était très lu et aimà. Après sa mort, Mahmoud Darwich écrivit un long poème à sa mémoirs. Il dit de lui : Depuis vingt ans A fette sa chair à l'oiseau, aux poissons A la fette dans toutes les directions. était un champ de mais et de n'aimait pas l'école aimait la prose et la poésie

Il était facile comme l'eau simple comme le diner du pauvre... » (4) Le tirage des recuells de Darwich passe généralement dix mile exemPour Samih Al Qassim, poète des territoires occupés, la poésie n'est pas seulement un combat, c'est aussi le souffle de la vie : « La poésie pour mor veut dire : je suis vivunt, f'eriste. » Exister. Exister en dehors des légendes lassantes semées par les ancêtres, être de la terre, être la terre même, c'est cela la quête de l'identité. Samih Al Qassim, né en 1939 à Zarqah, rive orientale du Jourdain, n'a pas quitté la terre de ses ancêtres. Il a refusé l'exil, at il a fait de ce refus une résistance et un symbole. Il dit : « La mère symbolise les Arabes qui sont restés à l'intérieur du pays. » Son premier recuell — en vers rimés — a paru en 1958. Son titre : Corège du soleil. Mais c'est avec la défaite de soleil. Mais c'est avec la défaite de juin 1967 que la poésie palestinienne a jailli comme l'urgence d'une nou-velle naissance. « Le 5 juin 67, je suis né de nouveau », dit Samih Al Qassim. Il écrit :

du mois de fuin dernier nous avons retourné à la mort ses values diplomatiques

le cinq du mois de juin dernier nous avons démunt le vent occidental de toutes les décorations entachées du sang des enjants et de la honte (des décombres (...) mais pour que tout le monde

ce que j'ai dit je le répète le 5 juin dernier nous sommes revenus au monde »

Avec cette génération de poètes palestiniens, nous sommes loin du courant pessimiste et lyrique de la poésie arabe en général. Il y a là pius qu'un appel à la résistance; il y a la naissance d'un homme arabe nouveau, l'homme du refus qui martèle les mots dans la violence de l'histoire, l'histoire d'une révolution.

La réalité des camps et de l'exclusion, le vécu de la blessure et de la brutalité, imposent au poète palestinien la rupture avec la rhétorique classique et le refus de la lamentation. C'est une poésie qui se démarque d'un passé récent ou lointain, empreint de nostalgie; elle ne fait pes de concessions; elle dit la chute des masques et « la trahison des frères ». La rupture ne signifie pas l'abandon du patrimoine populaire. Au contraire, un poète comme Al Qassim a su revaloriser et intégrer ce patrimoine menacé de disparition dans cette nouvelle vision. C'est ce que fit, avec la même exigence, Tawfiq Az Zayad, qui fut aussi est resté en Galilée, Il n'a pas quitté sa terre. Il a voulu ètre, avec son peuple,

quitte sa terre. Il a voulu être, avec son peuple, « gardiens de l'ombre des orangers et des oliviers Il diff, dans Jétreins vos mains, s'adressant à ceux qui tentent de le déloger:

« Nous semons les idées comme la Levure dans la pâte nos nerfs sont de glace mais nos cœurs expulsent le feu si nous avons soif nous presserons lles pierres nous mangerons de la terra

si nous avons faim MAIS NOUS NE PARTIRONS PAS

[un présent Ici est notre avenir... »

Fadwa Touqan est née à Naplouse où elle resta après l'occupation de 1967. Témoin de la défaite et objet de l'humiliation quotidienne, elle dit la blessure évidente et insiste sur la haine qu'on a déposée dans sou curps :

« O ma haine terrifiante . ils ont tué l'amour en moi ils ont transformé le sang [de mes vetnes en glycérine et goudron. »

Mme Hersleb Vogt out offert un

Le directeur du bureau d'infor-

A l'occasion de l'anniversaire du

mation des Communautés européennes et Mme François Fontaine ont donné

une réception 1: 19 décembre.

cocktail la 14 décembre

On reprocha à un certain moment à Mahmoud Darwich d'avoir quitté les territoires occupés. (Il part l' pour un an à Moscou puis revint s'installer à Beyrouth, où il dirige aujourd'hui la revue Chou'une Falas-

INSCIII
le numéro de ma carte est cinquante mille
j'ai huit enjants
et le neuvième... viendra après l'été
te mettras-tu en colère?

te mettras-tu en colère?
Inscris
je suis arabe
je travaille avec mes camarades de peine
dans une carrière
j'as huit enjants
je leur arrache du roc
le pain les habits et les cahiers
et je ne viens pas mendier à ta porte
et je ne me plie pas
devant les dalles de ton seuil
te mettras-tu en colère?

et faime par-dessus tout l'huile d'olive et le thym

ct fusine par-accesses and traine a case of a constitution advesse:
je suis d'un village perdu... oublié
aux rues sans nomm
et tous ses hommes... au champ comme à la carrière
aiment le communisme
te mettrus-tu en colère? » (...)

Dans ce poème, clair et direct, se reconnaîtrait tout homme à l'identité confisquée, humilié par une autorité occupante. Poème-tract, militant, il fut nécessaire au moment où l'entité palestinienne ne s'était pas encore imposée au monde. Mahmoud Darwich considère que ce poème est aujour-d'hui dépassé, dans sa forme comme dans son contenu. Quand le public le lui réclame lors d'un récital, il refuse de le dire et se met en colère, car c'est politiquement que ce cri est dépassé. Continuer à le clamer serait ne pas tenir compte de l'évolution de la résistance et da ses acquis.

Les derniers textes de Mahmoud Darwich déconcertent ceux qui s'attendent à trouver une poésie de résis-

dent à trouver une poésie de résis-tance classique, avec des slogans et des morceaux de bravoure, Mahmoud Darwich, devenu en quelque sorte l' « ambassadeur du rêve palestinien »,

a su éviter le piège de l'événementiel et du circonstanciel. Non seulement il a contribué à donner à la poésie palestinienne de nouvelles dimensions, mais il a participé, au même titre que le poète syrien Adonis, à la révolution de la poésie arabe d'aujourd'hui. Riche et difficile, complexe et très élaborée, la poésie de Darwich dépasse de loin le cadre d'une poésie de résistance et s'impose à l'avant-garde de l'écriture arabe.

tenia, qu'édite la centre de recherches de l'OLP.) Tout à fait à ses débuts, Darwich avait écrit un poème Carte d'identité, devenu l'un des poèmes les plus célébres de la poésie palesti-

On ne peut pas en dire autant de la poésie de Moine Bessissou, connu pour son art du récital. Il sait parler aux foules. Il a vécu la guerre civile du Liban et a été témoin de la chute de Tell-El-Zaatar. Cette présence sur les lieux de la tragédie l'a incité à écrire quotidiennement des poèmes dans le sourant du réalisme symbo-lique.

#### Les camps et les massacres

LA jeune génération, celle qui s'affirme en ce moment, ne tranche pas beaucoup sur le groupe Qassim-Touqan-Darwich. Elle n'a pas plus d'audace dans le processus de refus et de rupture avec la poésie arabe classique. Disons que ces voix nouvelles ont tendance à politiser encore plus leurs écrits.

Khaled Abou Khaled, né en 1944 en Cisjordante, travaille avec minutle la structure du poème. Sa démarche voudrait répondre à ses convictions marxistes. Ayant vécu et étudié au Caire, on sent encore dans sa poésie

l'héritage des deux poètes égyptiens qui ont marqué la génération des années 60, Abd Assabour et Ahmed Higazy.

Higazy.

Voix paysanne, Khaled Abou Khaled ne s'écarte pas des thèmes constants de la poésie palestinienne : la terre, le retour. La terre chantée avec lyrisme. Un chant à plusieurs voix, une façon de dire la complexité d'un vécu en suspens. Cette parole est aussi celle de la simplicité et de la sérénité, celle de la lucidité qui nomme les choses, comme dans ret extrait d'Un choses, comme dans cet extrait d'Un poyageur :

« Vers toi, ja suis emporté par l'oiseau de la nostalgie qui s'empare d'un petit ruisseau et d'une branche d'olivier où reposer ses ailes

derrière une saison de verdure...

(\_) Ces temps cruels,

entendront-us un jour la voix d'un sage unnonçant l'approche de notre Jérusalem? »

Auteur de cinq recueils, Khaled Abou Khaled vient de publier Ne me connaît que l'olivier, poème sur la guerre civile du Liban, où il était parmi les combattants.

Ahmed Dhahbour est, sans conteste, la révélation de ces dernières années. Certains le considèrent comme le nouvean Darwich Après le massacre da 1970 à Amman, il publia Karbala, un des plus beaux textes de cette nouveile génération des camps et des massacres (Jordanie, Liban).

D'origine très pauvre, ce garçon nu et pur a introduit dans la poésie palestinienne la réalité du camp. Sobre at d'une lucidité amère, Dhah-

bour s'efface derrière ce qu'il écrit. Il ne veut pas bouleverser l'écriture, mais-dire, dans le langage des reclus sous les tentes, ce que l'époque fait subir à sa famille, à son peuple. Dans ce qu'il dit, il y a pudeur et vérité. Il désigne avec l'exigence de l'enfant ce qu'il ne peut supropter. Sans démadesigne avec l'exigence de l'enfant ce qu'il ne peut supporter. Sans déma-gogie Sans rhétorique. Il est là où il pense qu'il doit être : parmi les plus déshérités, parmi ceux qui luttent. Tout en étant très proche de Darwich, il se réclame plutôt des grands poètes ciassiques comme Al Mutannabi et Al Maari. Le Palmier d'Amman est un de ses poèmes sur le massacre de 1970 :

a Ils sont partis...
ils m'oni laissé sur le trone du palmier
f'ai alors grandi à travers ses branches
f'ai grandi avec elles
et, à témoin, ja prenais le vent qui caressait mes blessures:
des casques des soldats, une patrie tombait en loques
des fenétres du palais me parviennent les aboiements
un toit tombe sur la tête d'un enjant
le cri d'une mère affligée
elle célèbre l'entrée des Rois au village tranquelle elle célèbre l'entrée des Rois au village tranquille (...) Abandonne à mes rêves brisés, je poussais dans la sève du palmier je suis devenu son parjum et son jruit...

Et st un jour ûs veulent me brûler, jeu je deviendrui et je prends le vent à témoin... »

D'autres poètes méritent d'être connus, notamment May Saegh, qui n'a certes pas la force de Fadwa Touqan, mais qui est une des voix les plus pertineutes. Il faut aussi citer Mourid Al Barghothi, Sakhr. Yahia Al Badaoui, etc. (3).

Abou Assadaq — la cinquantaine — tient une place à part. C'est un conteur. Un homme du peuple qui préfère raconter et parler plutôt qu'ecrire. Il s'empare de l'événement et la raconte avec sensibilité et humour. Four ini, un poème est une rencontre, rencontre evec la réalité qui se soulève dans le feu, dans le chant, dans la danse. Il célèbre le poème de la terre fêlée face à la poème de la terre fèlée face à la foule qui ne se laisse plus bercer par le nottalgique de Oum Kalsoum ou alors la démagogle et l'opportunisme d'un poète comme le Libanais Nizar Qabani, connu pour chanter le corps

de la femme, mais qui a remplacé dans ses textes la femme par la Palestine.

Le public du monde arabe reste très attentif à la poésie palestinienne. Lors du dernier passage de Mahmoud Darwich (4) au Festival de Carthage (avec Adonis et Qabani), le théâtre de plein air était archi-comble : plus de circ mille avoitient de la complet de la completation de l de cinq mille auditeurs.

Concluant son anthologie, A. Laābi écrivait en 1970 : « Ainsi, faisant fi des frontières créées par l'occupant, par-dessus les rives et les rampes, les rafales des combattants en nême temps que les poèmes de Darwich, Al Qassim, Az Zayad et de tous les poètes palestiniens se répondent nuit et jour en un dialogue hautement poétique et révolutionnaire. » Parlant des enfants de 1948, Al Qassim dit :

révant d'un drupeau O mes frères éparpillés et à mon poème malheureux nous avons encore à poursuivre il reste encore une ligne avant de boucler l'histoire. »

· Les poèmes de Darwich, Al Cassim, Touque ont été traduits par A. Laabi. Les 15 de Dhahbour et d'Abou Khaled l'ont été par Fayez Maiss.

#### DES AMBASSADES CARNET

 M. Said Abdallah Salman, ambassadeur des Emirats arabes, a offert une réception le 1e décembre à l'occasion de la fête nationale.

 L'Association des amitiés franco albanaises a organisé une journée de l'amitié franço-albanaise le 3 décembre à la salle Wagram, en présence de M. Dhimiter Lamani, ambassadeur de République populaire socialiste d'Albanie en France.

A l'occasion de la visite de M. Jorge Diaz Serrano, directeur gé-néral des pétroles mexicains, l'ambassadeur du Mexique et Mme Flores de la Pena ont donné une réception la 6 décembre dans les salons de l'am-

M. Appagny Tance, ambassadeur de Côte-d'Ivoire en France, a offert une réception le 7 décembre à l'occasion du dix-septième anniversaire de la proclamation de l'indépendance. Le chargé d'affaires du Kénya et Mme Simani out donné une réception le 12 décembre à l'occasion de

leur arrivée à Paris. ● A l'occasion de son départ. M. André Guillabert, ambassadeur du Séné-

gal, a offert une réception le 13 décembre. • Pour fêter leur retour à Paris, l'ambassadeur de Norvège et

rol Birendra Bir Rikram Shah Dev, l'ambassadeur du Népal et Mma T.N. Uprality ont offert une réception le 23 décembre.

Nécrologie On annonce le décès de M. Devid Bruce, ancien ambassadeur des Etats-Unis à Paris, survenu à Washington



#### MISSION DIPLOMATIQUE

Mission première de Citroën: mettre à votre disposition, à travers sa gamme 1978, allant de la LN à la CX Prestige, la voiture la plus adaptėe à vos goûts.

La nouvelle LN 3 CV, comme l'éternelle 2 CV, les nombreuses GS, comme les CX les plus récentes, toutes correspondeut à un besoin precis de conduire.

Le département des Relations Internationales de Citroen Champ de Mars se pent pret à vous fournir tout renseignement qu'il vous plairait d'obtenir.

FILIALE DE S.A.CITROEN 6-10, rue de la Cavalerie, 75015 Paris, Telex:TT CTTRO 204.833 F. Tel: 567.55.62 +

CITROENA .... TOTAL

**CITROEN** 

### GRACE AUX PÉTRODOLLARS ET A LA TECHNOLOGIE

# Le Soudan peut-il devenir le grenier

A UJOURD'HUI I'un des vingt-cinq pays les plus pauvres du monde, le Soudan, s'apprête à devenir, avant la fin du siècle, le grenier du Proche-Orient et du monde arabe. Le contraste entre son avenir brillant et ses difficultés actuelles dessine la tolle de fond de toute la vie économique et politique du navs. politique dn pays.

Avec ses 2 milions et demi de kilomètres carrés, superficie comparable à celle de l'Europe occidentale, le Soudan est le plus grand pays d'Afrique. Depuis la plus haute antiquité il jette un pont entre les deux mondes du continent, noir au sud, arabe au nord. Le rôle de trait d'union per mengre d'oileurs aus d'estraine. ne manque d'ailleurs pas d'entraîner de nombreuses difficultés : depuis l'indépendance, en 1956, le Soudan a connu tous les soubresauts de la violence politique, du coup d'Etat à la guerre civile.

La guerre civile entre les provinces du Sud, noires, animistes et chrétiennes, et le pouvoir central, arabe et musul-man, déclenchée à la veille de l'indé-pendance, n'a pris fin qu'en 1972 : le Sud, écrasé, obtient néanmoins, par les accords d'àddis-Abeba, la plus large antonomie administrative.

Le général Nemeiry a dû subir, Le general Nemeiry a dii sidir, depnis ceiui qui le porta au pouvoir en 1989, uns quinzaine de coups d'Etat dont l'un an moins n'a dû qu'à l'intervention étrangère l'échec sangiant où il s'est achevé. En juillet 1971, une insurrection d'officiers libéraux et communistes écarte pendant quelques jours le général Nemeiry des affaires. jours le général Nemeiry des affaires. Recouvrant le pouvoir par un contrecoup d'Etat appuyé par l'Egypte et la Libye, le général installe sa dictature par une répression féroce, où le particommuniste soudanais, l'un des plus importants et des mieux urganisés du continent, disparaît. En juillet 1976 une tentative de coup d'Etat, organisée par l'opposition musulmane intégriste, se solde par un millier de morts; elle entraîne la formation d'une sorte de Sainte Alliance entre les régimes de Khartoun, du Caire et de Ryad, scellée par l'exécution d'Abdel Khalek Mahjoub, secrétaire général du P.C.

Jointe à l'extrême pauvreté d'un

Jointe à l'extrême pauvreté d'un pays qui dolt encore importer la quart de ses ressources alimentaires, cette instabilité permanente à longtemps détourné l'attention des immenses possibilités agricoles du Soudan La conjonction de doux événements va les mettre en lumière. D'une part, la conférence mondiele de l'elimentation conférence mondiale de l'alimentation, réunle à Rome en novembre 1974, souligne, pour la première fois sur le plan international, que le Soudan est l'un des trois grands producteurs

● L'EXPLOITATION DE LA FOR-CE DE TRAVAIL AU SOUDAN : l'université de Vincennes vient de pu-bler sous ce titre une analyse détaillée des rapports de production au Soudan reprenant les passages essentiels d'une thèse présentée par Bernard Founou-Tchuigoua. (Publications du département d'économie politique de l'univer-sité de Vincennes, 12, route de la Tou-relle, 75571 Paris Cedex 12. — 62 pages, 10 F.1.

COLLOQUE - La section soudanaise de la Chambre de commerce franco-arabe (138, bd Haussmann, 75008 Paris) organise à Khartoum, du 31 janvier au 2 février prochains, un colloque destiné à faire connaître aux industriels français les possibilités du marché soudanais.

potentiels de denrées agricoles. D'autre part, vers la même époque, les pays arabes producteurs de pétrole, formés pour la plupart de régions arides ou semi-désertiques, prennent conscience de leur dépendance alimentaire à l'égard de l'Occident et décident de lancer un vaste programme de développement agricole de la région, visant à terme l'autosuffisance dn monde arabe.

En raison de ses potentialités et de ses difficultés à les exploiter, le Soudan est choisi comme premier terrain d'application de ce plan financé par le Fonds arabe de développement économique et social (FADES); établi an Kowelt, ce fonds, créé par la <sup>7</sup>/<sub>2</sub> fue arabe en 1971, est alimenté par le surplus pétroller, c'est-à-dire l'excédent de la blancation. surplus petroller, c'est-à-dire l'excédent de la balance des palements courants des pays qui y cotisent. Les ministres des finances de la Ligue arabe, réunis à Dakar en avril, 1976, mettent sur pied l'organisme qui sera plus particulièrement charge de géner les investissements agricoles: l'Arab Aid for Agricultural Investment and Development (A.A.A.I.D.), qui n'a véritablement commencé à functionner qu'au débot de cette année à propos du Soudan. Le Soudan est loin encore d'avoir mis en valeur l'ensemble de ses terres cultivables. Bien qu'un tiers environ de son territoire soit désertique, c'est un pays à vocation essentiellement cultivables. Bien qu'un tiers environ de son territoire soit désertique, c'est un pays à vocation essentiellement agricole, arrosé par le Nil, qui le traverse de part en part, et présentant une vaste gamme de climats et de sols, depuis le Bahara, au nord, à la forêt équatoriale, au sud. D'ores et déjà, l'agriculture, qui contribue pour 40 % au P.N.B. et représente 98 % des exportations, constitue la principale activité. Dans un pays on le taux de la population rursle est parmi les plus forts au monde, elle emploie 30 % de la population active. Grâce au Nil, dont les deux grandes branches confinent à Khartoum, le problème de l'eau, crucial en zone tropicale, est résolu par l'irrigation. Une sèrie d'accords ègypto-soudanais régissent le partage des eaux du Nil entre les deux pays et assurent au Soudan des quantités largement suffisantes pour arroser secultures actuelles et à venir. Pourtant, sur les 840 000 kilomètres carrés de terres fértiles recensées par les grandes de l'eau confirme de l'eau confirme de l'eau les confirmes de l'eau de l'eau les surprits de la confirme de l'eau les confirmes de l'eau les confirmes de les confirmes de les confirmes de les confi de terres fertiles recensées par les experts de la conférence de Rome le long des fleuves, seuls 72 000 kilomètres carrés, soit environ 8,5 %, sont effectivement exploités.

#### Grands travaux et main-d'œuvre

DEUX projets prioritaires doivent bientôt réaliser la lisison par route asphaltée de Khartonm à Kadougii (950 kilomètres) et à Port-Soudan, via Onad-Medani (1150 kilomètres). La priorité accordée à cette liaison entre la capitale et Port-Soudan, en cours de construction avec l'aide de six cents coopérants chinois, répond au moins autant à des impératifs stratégiques cul'écongulement en contrait en c qu'économiques : opérant en effet un vaste détour par le sud, la route, après avoir sulvi le cours du NII Bleu, longe une bonne partle de la frontière éthiopienne jusqu'à la mer Rouge. Prenant en considération le handicap des moyens de communication, les plans établis par le FADES prévoient plans établis par le PAIDES prévolent que 20 % des crédits du programme de développement seront affectés aux travaux publics d'infrastructure rou-tière. En dehors des pays arabes, des crédits accordés par la C.E.E., l'Italie, le Japon et la Banque mondiale

Par CHRISTOPHE BATSCH

Cette mise en valeur a pris, dans la riche plaine de Gezireh, située entre les deux branches du Nil, an sud de Khartoum, un tour particulièrement original pouvant servir de modèle au développement d'autres régions. La plaine de Gezireh, la «plus grande ferme du monde», est entièrement consacrée à la culture du coton. Depuis sa mise en valeur vers 1925, à l'initiative du Sirdar, une organisation triangulaire a a o cie le gouvernement soudanais, auquel incombent les travaux d'infrastructure et d'entretien, le Gezira Board, organisme chargé de la rotation des cultures et de l'amélioration de la production, et les quatre vingt-seize mille métayers qui quatre vingt-seize mille métayers qui s'engagent à cultiver leur lopin d'une dizaine d'hectares sous le contrôle des conseillers du Board. Les profits sont répartis entre les trois associés : 44 % répartis entre les trois associés : 44 % au fermier. 40 % au gouvernement, 10 % an Gezira Board. Le reste est partagé entre les autorités locales et diverses mutuelles d'entraide sociale. Aujourd'hui le Gezira fournit 75 % du coton soudanais et le marché du chef-lieu, Ouad - Medani, est d'une abondance gargantuesque. L'efficacité du système permet d'envisager de l'étendre à d'autres terres aussi riches le jour où elles seront exploitées. Un certain nombre de handicaps doivent cependant être au rm on t és avant d'atteindre cet objectif.

Le premier obstacle structurel auquel Le premier obstacle structurel auquel se heurte le gouvernement soudanais réside dans l'insuffisance chronique, encore aggravée par la guerre
civile, des moyens de transport. Les régiuns riches et fertiles se trouvent à une distance de 800 à 2000 kilomètres de l'unique port du pays, PortBoudan, sur la mer Rouge, dont l'arrière-pays ne se compose que de 
terres pauvres et improductives. Cet 
éloignement et la faiblesse de l'infrastructure rontière constituent un des 
principaux goulets d'étranglement de 
l'économie; la question revêt une telle 
importance aux yeux de Khartoun importance aux yeux de Khartoun qu'elle a motivé le renvoi des experts soviétiques dont les plans ne tensient pas suffissimment compte des besoins du Soudan dans le domaine des lisisms terrestres. Ancun programme de développement agricole ne peut être conçu sans un programme complémen-taire de construction routière.

doivent permetire, outre l'extension du réseau routier, la construction de nouveaux aéroports à Khartoum et dans les provinces du Sud.

Le deuxième obstacle au développement de ses possibilités agricoles, un alogan le résume : « Le Soudan manque de bras ». Déjà les dix-sept milions d'habitants dont sort à brit aero. lions d'habitants, dont sept à huit cent fisent pas : chaque récolte attire une importante migration saisonnière en provenance des pays voisins. Près d'un million de Tchadiens seraient installés déjà dans le sud du pays (1). Malgré un effort de formation considérable qui à vu sextupler les effectifs de l'enscignement primaire depuis l'indé-pendance, la main-d'œuvre qualifiée demeure peu abondante : la plupart des techniciens s'exilent ou sont absorbes par une bureaucratie d'Etat listhorique. Il sembleralit qu'une solution muses:

ètre elaborée avec l'aide de l'Egypte, a qui son excédent de population pose un problème inverse : ses fellais à la science agricole multi-seculaire s'expascience agricole multi-seculaire s'expairient comme manœuvres ou domestiquos; près d'un milion de cadres
techniques et d'intellectuels travaillent
à l'étranger, privant le pays de 25 %
de sa population laborieuse. A cela
s'oppose la nature particulière des liens
soudano-égyptiens, d'ordre historique
et affectif an moins autant qu'économique et politique. D'une manière
significative, lorsou'en 1974 la rumeur
se répandit, propagée par des opposents au général Nemeirs, de la venue
de fellahs égyptiens dans la province
du Haut-Nil, de violentes émeutes
éclatèrent parmi les populations locales.
Le Soudan entretient avec l'Egypte des eclaterent parmi les populations locales. Le Souden entrettent avec l'Egypte des rapports de frère cadet vis-à-vis d'un sinè dont il subtrait la tutelle avec méfiance et jaleusie. Sans remonter an royaume de Nubie, vassal des pharsons, la mémoire reste vive de la colunisation anglo-égyptienne et de la lotte m'entrappit contre elle le Maddi.

lotte qu'entreprit contre elle le Mahdi. L'irrédentisme égyptien, demeuré vivace, la réapparition ao Caire du Ward, qui a toujours inscrit à son programme l'unité territoriale de la valiée du Nil, ne penvent qu'inquiéter les Soudanais. La présence de duuze mille soldats égyptiens au Soudan, en vertu d'un pacte de défense commune, trop manifestement liée an maintien du régime Nemeiry, ne réalise pas l'unanimité parmi la population. Leader de l'apposition musulmane et modérée, M. Sadek El Mahdi fait d'ailleurs de leur retrait l'une des conditions préalables à toute « réconciliotion nationale » (2). Les deux gouterne par les péannaises par vernements sont liés neanmoins par un accord d'« intégration » politique et éconumique dunt la plus récente mani-festation fut, en octobre 1977, la première réunion commune des Parlepremière reunion commune des Faris-ments soudanais et égyptien, au Caire, en présance des deux chefs d'Etat. Malgré les discours très unionistes prononcés à cette occasion, les diri-geants jugérent bon de rappeler qu'aucune nnité politique n'était actuellement envisagée entre les deux

La complémentarité évidente de ces pays ne se tradult donc aujourd'hui que par une alliance des régimes, que par une amante des regimes, tandis qu'une part importante de la classe politique et de la population soudanaise demeure réticente. Les liens existent pourtant, et il est hors de doute que leur renforcement, dans le doute que leur remorrement. dans le respect de la souveraineté mutuelle, ne pourrait qu'être profitable aux deux penples. Pent-être le décollage éconumique du Soudan, s'il se réalise conformément aux prévisions, permettra-t-il l'effacement progressif d'un « complexe du contra de la conforme du cadet » qui s'oppose encore au développement conjoint.

#### Doubler la production des cultures actuelles

S ELON le plan établi par les ex-perts du FADES pour les huit à vingt-cinq ans à venir, le Soudan, d'importateur de produits alimentalà vingt-cinq ans à venir, le soudan, d'importateur de produits alimentaires, se transformerait en principal fournisseur de ces denrées aux pays arabes voisins. Cet objectif serait atteint, selom les prévisions, en doublant la production de la plupart des cultures déjà existantes : blé, sorgho, coton, olèagineux, fruits et légumes, lait, viandes et poissons. La production de sucre de canne raffiné, qui couvre aujourd'hui 40 % des besoins du pays, serait multipliée par quatre en huit ans. dégageant ainsi un excédent exportable d'environ un million de tonnes. Enfin, avec l'aide de technicieus chinois, la riziculture doit s'implanter dans les plaines du Sud, décuplant la modeste récolte actuelle. L'effort se porterait dans trois directions : le développement des surfaces cultivées; l'amélioration de la productivité par l'utilisation plus systèmatique des engrais chimiques; la mécanisation de l'agri-culture. culture

culture.

Ce dernier point ne va pas sans faire peser de graves menaces sur l'écosystème. Comme beaucoup de pays africains, le Soudan est victime d'un phénomène de désertification. Un développement trop rapide, mis en œuvre inconsidérément, pourreit entraîner des conséquences imprévisibles et dramatiques pour les sois et les hommes (3). Dans les régions arrosées par l'eau de pluie, le cycle d'utilisation des sois (jusqu'au debut du siècle, une trentaine d'années) laissait la végétation naturelle se renouveler et protégrait ainst la terre nouveler et protégeait ains! la terre arable. Son raccourcissement, s'il était accéléré brutalement et sans précautions, favoriserait la progression du désert. Face à ce danger, le gouvernement soodanais a mis sur pied, avec l'aide de la F.A.O., un éventail de mesures qui réclament une participation active de la population. Son

succès dépend aussi de la capacité du gouvernement à trouver dans l'aide étrangère les 15 millions de duilars indispensables à son financement.

Parmi la soixantaine de projets retenus par les plans du FADES, trois réalisations constituent par leur ampleur le véritable moteur du déveimprement : l'assainissement des régions marécageuses qui bordent le Nil et ses affluents ; le percement du canal de Jonglej : la construction du complexe sucrier de Kenana, troisième du monde pour l'importance de sa production. L'aménagement des de sa production. L'aménagement des berges du Nil concerne d'abord la rive droite de la Rahad, en voie d'achèvement; elle permettra d'ouvrir environ 1300 kilomètres carrès à la culture d'ici cinq ans, et 3500 kilomè-tres carrès dans une vingtaine d'an-nées, à la fin du projet. Destinée à la production du coton et de l'ara-chide, cette réalisation — d'un coôt chide, cette réalisation — d'un coût total de 240 millions de dollars —

(1) Cf. dans le Monde du 3 lanvier 1976 l'article de J.-P. Peroncel-Hugoz : « Le Soudan : vingt ans d'indépen-dance. Devenir l'Eden... ». dance. Devenir l'Eden... s.

(2) Déciaration au Monde, 13 août 1977.

(3) Dn article de la revue Sudanom publiée à Khartoum en octobre 1977, sous le titre significatif « Corbeille de pain ou boi de poussière ? s signale que, dans la province de Eahr-El-Chazal, le rendement à l'hectare, détà faible, a dans la province de Bahr-El-Chazal. le rendement à l'hectare, déjà fable, a chuté de moitié en cinq ans, à la suite d'une exploitation trop intensive des sois. A supposer que la mécanisation permette de tenir les paris ambiticux du plan. elle devra s'accompagner d'un effort constant de revitalisation des terres si on veut éviter de transformer en désert les régions mêmes qu'ou prétend ouvrir à la culture. Les questions de succès du plan et du respect des sois soul lière et dépendent de la capacité du gouvernament à imposer son autorité sur des intérêts privés, surtout soucleux de prolits immédiets. A cet égard, le choix de l'agriculture mécanisée, pourtant moins génératrice d'emplois, peut susciter l'inquiétude.

### POUR SORTIR DE LA DÉPENDANCE

### L'intégration économique des pays arabes est-elle possible?

INTEGRATION économique des paya arabes est-elle possible ? De la réponse à cette question souvent posée dépend non seulement la possibilité de donner un contenu effectif à une volonté qui s'est plusieurs fois brisée sur des écueils politiques, mais auxil celle de fonder un type de développement écupamique qui ne représent ses le dependance des pays arabes à l'égard des puis-sances capitalistes mondiales. Or l'expérience des faits n'offre guère de réponses satisfaisantes : nun que les tentatives alent manqué, mais parce qu'elles n'ent guère changé le cours des choses et que, pour l'essentiel, la dépen-dance ne cesse de s'accroître. On arrive donc à une situation paradoxale. D'un côté, il existe de nombreux facteurs jouant en faveur de l'intégration : une population nombreuse et partiellement qualifiée, des ressources de base et énergétiques très importantes, des terres arables non cultivées, des disponibilités finan-cières et une culture commune. En revanche, toutes les tentatives d'union économique se sont traduites par un accroissement limité des échanges interrégionaux et la constance de echanges interregionaux et la constance de leur structure, c'est-à-dire l'absence d'incita-tion réalle au développement économique. Le principal mérite d'abdelhamid Brahimi (1) est d'interpréter cetts contradiction à tra-vers une démonstration parfois longue mais toujours pertinente. Pour l'auteur de Dimen-sions et Perspectives do monde grabe, l'êchec de l'intérpréten est l'à à pressure de l'entre de l'intérpréten est l'à à pressure de l'entre de l'intérpréten est l'à à pressure de l'intérpréten est l'à à pressure l'entre de l'intérpréten est l'à à pressure l'entre de l'intérpréten est l'absence de l'intérpréten est l'absence de l'entre de l'absence de l'entre de l'entr de l'intégration est llé à une pseudo-concen tion de l'intégration emprentée aux pays développés, celle qui consiste à la rédnire à l'intercommunication des marchés existants. Or c'est à une intégration reposant sur la construction d'unités de production commu-nes et dons sur la planification d'un certain nombre d'activités fondamentales qu'il faut recourir si l'on entend changer véritablement le enurs des choese.

J USQU'A nos jours, les principales tentatives d'intégration, que ce soit au Machrek ou au Maghreb, unt pris la forme d'accords douaniers on d'ententes commerciales. C'est, en 1957, la convention de l'Union économique des pays arabes garantissant la liberté de circu-

lation des produits, des personnes et des capi-tans, puis le Marché commun arabe (1962), les initiatives maghrébines (1964), etc. Or, quelques nuntes après la mise en place de telles expériences, on a nu constater soit la stagnation des échanges (cas du Maghreb), soit leur accroissement rapide mais sous forme d'extrapolation plutôt que de restructuration. Les raisons en sont assez faciles à comprend'extrapountes sont auser faciles à compren-dre : la dépendance des pays arabes à l'égard de l'extérieur est si forte que les échanges intra-régionaux ne penvent se développer que sur quelques productions relativement secon-daires. En outre, lorsque ces mêmes pays se sont efforcés de sortir de cette dépendance, le sont devenus concurrents pour des productions essentielles blen plus qu'ils n'ont cherché à construire un espace économique intégré profitable à tous. Enfin, dans certains cas et

douanières, et encore s'agissait-li d'avantages relativement limités qui n'ont rien changé à leurs problèmes structurels (Egypte).

REFUSANT de ramener l'intégration au modèle de marchés s'élargissant les mus aux autres, à Erahimi s'ellorce de définir les foudements de ce que pourrait être una nouvelle intégration. Les objectifs d'abord ; se soustraire à une dépendance coûtsuse en s'intégrant les uns aux sotres ; agencer ainsi un noovel ordre économique mondial qui leur soft plus Isvorable. Le niveau ensuite : ue pas viser des l'abord une intégration géné-ralisée, mais plutôt la constitution de quatre sous-régions relativament cobérentes : Maghreb, Mauritanie, Libre; — Syrie, Jordanie, Libra, Irak; — Egypte, Sondan, Somalie; — Arabie Saoudite, Koweit, Yéman et les Etats du Golfe.

Par XAVIER GREFFE \*

notamment an Maghreb, certaines clauses inter-diagnt la circulation de produits fabriqués par des entreprises extérieures sur le territoire magnébin ont freiné considérablement la développement des échanges.

La mise en contact des espaces économiques nationaux n'a donc pas conduit aux résultats attendus, et le mérite d'A. Brahimi est d'avoir montré la source de cette erreux en même temps qu'il en mesurait les effets. L'erreur était de croire que « la théorie statique des stait de croire que « la intorie statique des unions dounières » sécrétées par un ensemble de conceptions qui, historiquement, ont tou-jours été du côté des intérêts en place, pouvait servix de guide à des pays en voie de déve-loppement. Dès lors, tout en se flant pour le reste à une volonté politique moins évidents qu'elle ne le paraît à première vue, sinou au Moubrab, les nave arabés n'ont fuit oue nave Maghreb, les pays arabes n'ont fait que par-tager leur propre faiblesse et accrolise leur cattavanton. Seuls les plus forts d'entre eux out pu en tires quelques profits, es que lais-sait justement prévoir la théorie des unions

Les mécanismes enfin : jouer sur l'importance commune des secteurs publies pour modeler les stractures économiques ; sinsi pourrait-oo mettre en place des industries communantaires (pétrochimie, automobile) susceptibles d'échap-per à la dépendance, et à ce sujet, A Brahimi fait remarçour à juste titre que l'utilisation du critère de substitution d'importation risque d'avoir des effets exectement contraires. A pourrait-ou également produite le matériel pourraiteur place et inciter à un nouveau développement de l'activité agricole. de combreuses terres restant encore non cultivées, Les industries de remodelsge précéderont les monseries de remoderate precederont les véritables marchés de l'intégration et per-metiront ainsi de réaliser les écolomies d'échelles indispensables aux activités en question, de crèer de nombreux effets externes, d'organiser de manière plus astisfaisante le marché de l'emploi et de renforcer le pouvoir

\* Professeur à l'université Paris-Nord, direc-teur de l'U.E.E. de sciences économiques et de Bestien.

négociation vis-à-vis de l'extérieur, Mais de negociation vis-s-vis de l'exterior.

c'est là une œuvre de longue haleine que les
disponibilités financières potentielles des pays disponibilités financières potentielles des pays arabes facilitent moins qu'on ue le croît ; pour A. Brahimi, les pétrodollars sont recyclés dans les économies développées plus qu'ils ne servent à mobiliser des facteurs disponibles et hemployés an sein de l'espace économique arabe. Aussi semble-t-fil s'appuyer beaucoup plus sur le secteur publie et les instituts de coopération mis en place à ce jour (P.A.D.E.S., G.P.A.E.F., U.S.A.S., etc.) O.P.A.E.P., U.S.A.S., etc.)

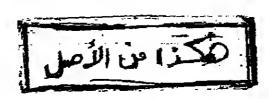
Telle est la thèse, soutenue dans on livre d'une rigueur rare et que la documentation d'une rigueur fare et que la documentation statistique vient en permanence appayer de manière judiciense. C'est dire l'intérêt de l'onvrage. Si A. Brabimi a proposé une thèse cobérente, peut-on penser que cette dernière a des chances de se résilser s'il u'existe pas une volouté politique commune sans aucune ambiguité? Et cette volouté commune aura-t-elle Jamais la chance d'exister tant que nombre de pays en voie de dévaluter tant que nombre t-elle jameis la cuance d'exister tent que nombre de pays en voie de développement construiront leur stratégie à l'image des pays aujourd'hui développés, c'est-à-dire en précipitant les réflexes de type nationaliste et exclusies beaucoup plus qu'en en diminuant la portée ? onp pius qu'en en quanquant la porte .

Il y a là une sorte de cercle vicieux qui marque un certain nombre de bourgeoisies au pouvoir, comme l'a montré Samir Amin dans une de ses dernières interventions à la CNUCED (2).

A. Brahimi ne va-t-il pas se retrouver alors devant le dilemme qu'il avait si bien dénoncé au début de son unvrage : l'échec des unions économiques tenait en grande partie à ce que l'on s'en remettait à une union politique qui n'existeit pas vraiment. Il est vrei aussi que l'auteur à mis an jour les risques de cette incapacité : réaliser une pseudo-intégration au seul profit de l'impérialisme dominant.

(1) A. Brahimi, Dimensions et perspectives du monde grube, Bdit. Economics, Paris, 1977.

(2) Cf. c Développement autocentré, eutonomic collective et ordre économique international myean : quelques réflexions ». CNUCED.



as the last

## monde arabe?

est financée conjointement par le FADES., la Banque mondiale, l'Arabie Saoudite at les Etats-Unis. Par ailleurs, 850 kilomètres carrés de terres arables seront récupères sur les marécages qui bordent le Nil Blanc dans son cours supérleur. Ce gain proviendra de la réalisation du canal de Jonglet, dont le projet est à l'étude depuis 1904. Destiné à drainer une partie des eaux du Nil Blanc dans cette zone où la moitié du cubage est perdue par évaporation, le canal, long de 280 km, déversère chaque année dans le Nil 4 milliar ds de mètres cubes supplémentaires, dont une grande partie viendra alimenter les réserves de l'Egypte derrière le haut barrage d'Assouan. Son achèvement, prévu pour 1980, constitue un bon exemple de « joint venture » : financé par la FADES, et un consortium de banques françaises, il dolt être réalisé par la Société des grands travaux de Marseille qui a signé ce contrat de 26 millions de dollars en juillet 1976, après que l'Egypte et la Boudan eurent conctu en 1975 l'accord de répartition des charges et du cubage. L'appel à la technologie occidentale, dont le coût est fixé par ceux-là mêmes qui la fournissent, ne permet donc pas aux pays concernés de contrôler la circulation des capitaux dont ils devront pourtant assumer le remboursement. taux dont ils devront pourtant assu-mer le remboursement.

mer le remboursement.

La sucrerie de Kenana, située au sud de la Guezireh et destinée à produire 350 000 tonnes de sucre raffiné dès 1980, « rêve qui devient réalité » selon les propres termes du président Nemeiry, présente un autre exemple caractéristique de « joint venture » : une soupla association entre le gouvernement soudanais, les capitaux arabes et la technologie occidentale par où se perpétuent les effets de la dépendance. Une compagnie au capital de 100 millions de dollars a été constituée, la s Kenana Sugar Company », tuée, la s Kenana Sugar Company », dont le Soudan détient 40 % des actions, le Kowelt 23 %, l'Arabie Sacudite 17 % et la société anglaise Lonhro, qui assure la direction d'en-semble du projet, 5,5 %; des établis-sement financiers privés koweftiens, sondonais et invonsier methologes soudanais et japonais y participent également (4). Des crédits extérieurs sy joindront pour la réalisation des travaux. C'est ainsi que la société française Technip, chargée de la construction de la raffinerie au cont de 120 millions de dollars, a fait appel de 120 millions de dollars, a fait appel pour son financement à un consortium franco-japonais mené par le Crédit lyonnais et Nissho-Iwal, et pour les études techniques à la société amé-ricaine Arkel. Par le blais des com-mandes de matériel à l'industrie française et du règlement des ser-vices de la société d'ingénierie, ces crédits reviennent pour l'essentiel à leur pays d'origine. Ainsi s'élabore un circuit financier particulièrement

avantageux pour le préteur tandis qu'il alourdit un peu l'endettement du Soudan.

Toutes les réalisations techniques ont de même été attribuées par adjudication internationale : des Britanniques construiront les canaux d'irrigation et les stations de pompage, des Autrichiens fourniront les pompes et Nissho-Iwal les chaudières

et les générateurs. Seuls les bâtiments annexes seront conflés à des firmes locales : ils représentant moins de 5 % du coût global des constructions. Ainsi, même à l'occasion de grands travaux mobilisant ses capitaux, la domination multinationale ne laisse guère au pays de la périphèrie la chance de constituer un secteur financier national.

#### Endettement et dépendance

L'en effet l'obstacle majeur que dott affronter le Soudan. Déjà l'endettement a atteint un point limite, plus d'un milliard de dollars en 1976, dont le remboursement absorbe la tiers des ressources d'exportation. Les réserves en devises dépassent rarement l'équivalent d'un mois d'importations, et la relance des paiements connaît un déficit croissant depuis 1974.

Dans ces conditions critiques, le programme de développement établi par le FADES, qui représente un investissement de l'ordre de 6,5 milliards da dollars en dix ans, constitue

un pari audacieux sur l'evenir. Ei ambitieux d'ailleurs que le FADES, a jugé bon de le fractionner et d'établir une distinction entre le programme global et un « plan d'investissement prioritaire » étalé sur huit ans. Ce plan permettrait la mise sur pied de echrante des cent projets initialement conçus; son coût s'ailve à 2,2 milliards de dollars, soit un peu plus du tiers du plan global. Il prévoit de consacrer 30 % de ces ressources aux travanx d'infrastructure : transport, barrages, centrales électriques, envices de maintanance; 80 % seront destinés eu secteur productif, dont un dixième à l'agro-industrie.

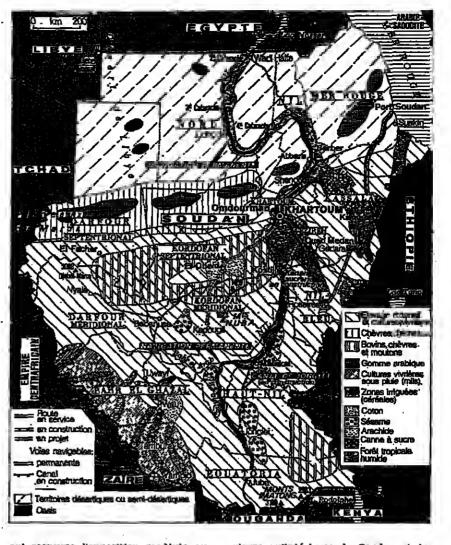
PLAN D'INVESTISSEMENT PRIORITAIRE EN HUIT ANS

| SECTEUR PRODUCTIF                                        | da dollars       | En pourcentage      |
|----------------------------------------------------------|------------------|---------------------|
| Cultures Source : FADES, Kowelt Ricrage                  | 912<br>349       | 41 %                |
| Agro-industrie                                           | 286              | 13 %                |
| Sous-total                                               | 1 547            | 75 %                |
| INFRASTRUCTURE Transports Irrigation et énergie Services | 432<br>14<br>237 | 19 %<br>1 %<br>10 % |
| Sons-total                                               | 683              | 30 %                |
| TOTAL                                                    | 2 230            | 108 %               |

Le F.A.D.E.S. s'engage à fournir 1,3 milliard de dollars; le reliquat proviendra du gouvernement soudanais, d'emprunts étrangers et d'investissements privés. L'endettement du Soudan s'élèverait alors à près de 2 milliards de dollars à l'égard des pays arabes et de leurs organismes financiers; à plus de 1,5 milliard de dollars à l'égard des organismes internationaux (BIRD, F.M.L.) et des banques occidentales. Les experts du patronat britannique ont calculé qu'à ce rythme 70 % du service de la dette soudanaise seront consacrés dans les années 80 an remboursement des emprunts actuellement contractés (5).

Cette lourde dépendance financière se voit encore grevés de conditions politiques. Principal bailleur de fonds

du FADES, l'Arable Saoudite a su lier, la première parmi les expor-tateurs de pétrole, l'octroi du pactole tateurs de petrole, l'octroi du pactole financier sun objectifa de sa diplomatie. De plus en plus active sur le continent africain, avec l'obsession de a barrer la route au communisme », celle-ci n'a pas manqué d'exercer ses pressions sur le Soudan, pays tout à la fois musulman, arabe, africain et impliqué dans les deux grands conflits qui déchirent la région, au Proche-Orient et dans la corne de l'Afrique. Après le renvoi des experts soviétiques en mai 1977, c'est sous l'égide du prince Fahd que se tint en juillet à Port-Baid l'insolite entrevue entre le président Nemeiry et un condamné à mort en exil, M. Sadek El Mahdi. Premier ministre en 1968, dirigeant du Front national



qui regroupe l'opposition modèrée an régime, chaf spirituel de la puissante secte musulmane des Ansars, il fut anssi l'instigateur du coup d'Etat de juillet 1976. Le désir de stabiliser la vie politique du pays afin d'y attirer les capitaux nécessaires à son déselvement les replicates le moderé de développement explique la volonté de réconciliation du général Nemeiry, vivement encouragé dans cette voie par l'Arabie qui voit d'un bon ceil ce régime aux origines nassériennes s'ancrer ainsi plus à droite.

La politique du Soudan en Afrique orientale ne peut manquer non pins de satisfaire son riche voisin. Le Soudan n'a jamais entretenu d'excel-Soudan n'a jamais entretenu d'excel-lents rapports avec l'athiopie qui soutint longtemps la révolte des pro-vinces chrétiennes. En retour, il apportait son appui aux mouvements de libération luttant en Erythrée ; c'est e n c o re à Khartoum, où lis conservent leurs sièges, que les deux plus puissants mouvements de libé-ration de l'Erythrée viennent de proclamer leur réunification, dont l'Arabie Baoudite faisait un présiable à l'octroi de son assistance financière. Sans voir partout e la moin de Ryad », on ne peut que constater les converon ne peut que constater les conver-gences entre la politique tant exté-

rieure qu'intérieure du Soudan et les souhaits de la monarchie saoudienne, au moment même où celui-là a le plus besoin des ressources de celle-ci. plus besoin des ressources de celle-ci.

Engagé par d'autres dans une partie qui le dépasse, le Boudan est-il
bien armé pour afronter la soudaine
richesse qu'on lui promet ? Son
indépendance paraît bien fragile en
face de l'énormité des intérêts en
présence. Et, pour autant que te rêve
se réalise d'être un jour le grenier
du monde arabe, le contrôle de ce
bouleversement, pour l'heure, lui
échappe. échappe.

CHRISTOPHE BATSCH.

(4) A la suite de difficultés surgles entre Lonhre et les actionnaires kowsitiens, cette répartition pourrait être prochainement modifiée. La société américaine Alexander & Baldwin, en particulier, serait intéressée. Il est encore trop tôt pour menurer l'ampleur de ces changements. Cl. le Financial Times du 24 mai 1977.

(3) Ces chiffres, et caux qui précèdent, sont tirés d'une étude de marché sur le Boudan, réalisée par la confédération du patronat britannique (C.B.I.), repre-nant et citant les programmes établis à Khartoum par le P.A.D.E.E.

(Suite de la première page.)

Les résultats de cette politique apparatesent donc sans commune mesure avec l'argent dépensé, et les dettes accumulées par les paya en vole da développe ment auxquels une telle stratégle e été suggérée. Crédits et dons, assistanca multiletérala de la B.A.D., da le Banque mondiale ou des Nations unles, ou bilatérale, n'oni pas permia da résoudre globalemant deux problémes fondamentaux : la faim et le chômage. Sur les treize pays àtudiés dans cetta anquela (2), cinq ont una production elimentaire par tèle en belsse et seula cella de le Malaisia a sensiblemani progressé, blan que ca pays dolve loujours moorter le tlars da aa consommation.

Les nouvelles variétés da céréales blė, riz mirecie, - les engrats chimiques, la mécanisation, la technologie lournie par les experts étrangers sont non seulement coûteux, mala nécessitent un entretien complexa. Le riz miracla, par exemple, ne peut poueser qua sur un quart de la superficia rizicole : Il ful faut una irrigation régulière, des insecmal aux maladies et aux Insectes) al des engrale, dont la prix est devenu souvent prohibilil dapule le hausse du coût du pétrole eprès 1973. Les résultats da le mécanisation, reconneît la B.A.D., na sont pas très ancourageants; lla n'ont profité qu'eux paysans riches. Qui plus esi, ils oni réduli au chômaga des centeines de milliars, voire des millions da larmiers. méteyers at ouvriars agricoles, ou les ont obligés à accapter des salaires encore plue bas. Quant aux engrais, il sufficait d'épandre les deux tiers de la quenlité amployée pour oblanir une récolte équivalente. Enfin, la B.A.D. admet qu'un des problèmes les plus eérieux auxquets elle doll feire feca est la difficulté d'eppliquer, dans des champe cultivés par des paysans sans formetton technique et souvent non motivés, avec les mêmes résultats, les méthodes mises au point

en laboratoire. Dans le melllaur des cas, la production egricola a auivi l'accrolssement démographique, et le consommation moyenna par habitant demeure inférieure au minimum nécessaira, avec environ 2000 celories par jour; Irols cent cinquante-cinq mititons de personnes viveni an dessous du seull de pauvreté. La eituation est perticulièrement mauvalsa dans le sous-continent Indien, en Indonésie et eux Philippines. L'Indonésie est pourtant un gros producteur de pétrole et de mineraie ; les Philippines consacrent la gros de leur budgat aux opérations

militaires et eux dépenses de prestice destinées à accroître ta renom de ta familia du présidant Marços. En 1985, la déficit elimentaire de le région - qu'il faudra importer evec des devises pourrait etteindre entre 24 et 30 millions

La population devrait e'accroître d'environ 25 % avent 1985 et, dans le même temps, le taux da chômage devrait dépasser les 10 % dans le plupart des pays, pour etteindre 15 ou 20 % en 1990. Il faut trouver du travall à ces dizaines de millons de personnes, dans les villes comme dans tes régiona rureles. Il faut aussi prévotr un revenu d'appoint pour des millions da paysans qui ne peuvent subvenir à leure besoins par la seule culture de laur lopin de terre, trop exigu. Au Vietnam, la auperficie de terre cultivable par têle est una des plus réduites du monde : entre 0.10 at 0,15 hectara,

Etant donnà que - la région n'est pas plus près da résoudre la question ellmentaire qu'il y a dix ana -, il importe da charchar d'autres méthodes. En fait, l s'agit de revenir en arrière et d'oublier les techniques de pointe pour utiliser tes potentialités locales. A quot cela sert-il, par exemple, da creuser de nouveaux réseaux d'irrigation el le moitié de ceux installès ces dix demiéres années ne fonctionnent pas, faute de réseaux secondatres ou sont mai entretenue? Il faut donc recourtr è l'utilisation da l'abondania mein-d'œuvre locale, de systèmes peu cotiteux et elmples, « relativement peu sophistiqués «, à l'engrals orga-nique... C'est, an fait, ce que des régimes socialistes comme la Chine ou la Vietnam pratiquent depuis vingt ans.

La réforme agraire doit, par ailleurs, permettre de donner des terres à caux qui n'en oni pas ou pas assez. L'exempla de succès souvent invoque est calut de Talwan, qui a eu aussi pour effet secondaire, en indemnisant les propriétaires fonciers, de dégager des crédits qui ont été investis dens l'industrialisation et les services. Mais, an Asia du Sud el du Sud-Est non communiste, Il n'y a guère d'exemple de réussite : l'échac de tentatives résults à la tols du - manque de volonté eu sommet et du menque d'orgenisation et de fonde des bénéficiaires. . Dans certaines regions, le production est encore organisée selon un mode essentiallement téodal » (Thailande ou Malaisie). En Inde, d'autre part, quand les textes sont appliqués. le plafond est souvent fixé tellement haut qua les propriétaires conservent en fait le gros de leur terre, ou le font

inscrire sous le nom de parents ou de

Une des autres méthodes de la « révolution verte - était l'établissement d'un réseau da crédil rural. L'idée étail sédui sante car elle permettalt de remplacer le traditionnel système d'usura au taux exorbitant (pariola plus da 1000 % par en en Thallande), tout en donnant sux paysana les moyena da se modemiser. Malhaureusament, pour la plupart de ces derniers, le crédit sert exclusivement à boucier les années difficiles. De plus, les

Exporter en affamant

A LORS qua l'Asie ne parvient pas à se nourrir et doit faire face à un avenir qualifiè ds - sombre -, les exportations de produits agricoles ne cessent da se développar. La . révolution verte . a permia d'eccroître production et rendela cacutchouc et l'hulla de paime, maia aussi le coton, le canna à sucre. Pronent aussi en quantité de plus en plus grande le chamin des pays qui peuvent payer, acil frais soil congelés ou en conserves. Les principaux clients sont le Japon, les Etats-Unie et l'Europe

En Thallande, par exemple, la cultura de la canne à sucre a connu un développement sans précédent depuis les années 60 - après l'affaire de Cube et le pays est devenu un des princhmoment, par contre, le politique désastreuse des Philippines a conduit son secteur sucrier, autrefois florissant, au

bord de la catastrophe.

- Nous assistons, écrit le rapport de ts B.A.D., eu phénomère paradoxal de gouvernements da certains des pays les plus pauvres et les plus mal pourris du intenir tes prix at pour tirer profit des mellieures possibilités de gagner des devises. D'autres pays, se sentent moins an aécurité, font des atocks an attendant le prochaine mousson, alors que des millions de gens se couchant cheque soir is ventre vide. (...) ils soni incapables da trouver une occupation qui faur fournisse assez pour se noutrir eux-mêmes

et laur familie. -Ainsi finde va exporter 1,5 million de tonnes de blè vers l'U.R.S.S. et le Vietnam. La Birmanie vand quelques dizaines de milliers de tonnes de riz à l'extérieur. Le Thallande a exporté, en 1977, environ 2 millions da tonnes de riz, no record (près de 1 million da tonnes de plus préteurs à gages, propriétaires et com-marçants, ne veulent pas pardre ce revenu ; dans l'ast de la Thallande, un prêire qui avail voulu, il y a qualques années, prêter è des taux - auropéens a su rapidament un accident de volture mortel. Plus grave encore, la mise en place da banques dans les provinces e eu l'effat contraire da celul qui étali charché : Il a surtout servi é drainer les capitaux ruraux vers tes villes, appauvrissant encore tes campagnes, comma nous le confirmait un banquier siamole.

qua l'année précédante), alors que la production a baissé et que le pays a été louché par le sécharesse. Cele représente un solde positif important dans la belance commarciale at des profits considérables pour les grossistes et les exportateurs de riz, en général des Sino-Thais lies eux milleux politiques et mittaires. La Thallande est sussi un des plus gros exportateurs da taploca, Irès prisé par les industries alimentaires occidentales, en particullar quest-allemende et néerlandaise. Très facila é cultiver, le taploca e toutefois un gros défaut : Il appauvrit beaucoup et rapidement le terre. Mels qui se préoccupe eujourd'hui du sort du paysan qui, dans plusieurs ennées, quand sa tarre. épulsés sera devenua improductive, ne pourra plus nountir sa lamille ?

De tous cas faits se décaue l'erreur la plus importants des politiciens et des technicisne qui ont élaboré le stratégia da la . révolution verte . : on ne peut changer la altuation économique sans modifier la système de production et par là mêma, les structures politiques ou mentalité des dirigeants. L'exempla qu'on donné les régimes anticommunistes indochinole, de même qua celui fourni aujourd'hul per l'aveuglement da la plupart des gouvernements de la région, est là pour montrer qu'il n'est pas facile de changer la mentalité. Si les responsables da l'économia maiaisianne ou aingapourlanne onl vite comprie qu'il faileit céder un peu pour maintenir un système et les profits qu'il rapportait, bien d'eutres pensent toujours à accumuler le maximum da richesses, à les placer à court terme ou, plus prudemment, à les investir à l'étranger. Ainsi, an 1975, la Thailanda était-elle la troisième investiseeur à Hongkong derrière le Japon et les Etats-Unis

Les experts de la B.A.D. ont bien compris ce risqua at proposent ce qu'ils nansant être les remèdes, an même

temps qu'ils tentent de mettre en nante les gouvernements de la région qui sont mambres de l'organisation el ses débiteurs. Le Japon, principale pulsance de l'Asia, souheite la maintien d'un équilibre politique, seul garant de la stabilité de ses relations commarciales, de ses marchés, de son approvisionnedu pétrole qu'il Importe du Proche-

Orient L'Asie devient alors la centre d'une contradiction entra les élites locales, qui fondent leur puissance et leur richesse aur la terre, et ceux qui se demandent si ces élites ne doivent pes être sacriflées au maintien du statu quo. Parlant da la Thallande au lendemain du coup d'Etat militaire du 8 octobre 1976, una étuda américaine écrivall : « La procassus de modernisation implique inévitablement le remplacement de modes deconduite et de pensée par des relations entre personnes plus fonctionnelles et matérielles., Le « progrès » n'est pas seulament un problème d'importation d'usines et de technologies, de télévision et d'embouteillages... Les partisans des changements de etructure peuvent avoir èté réduits à le clandestinité, male les problèmes qu'ile ont vus ne sauraient disparaître en même tsmpe. Aucune société ne peut être ambaumée. Autre contradiction notée par l'économiste pakistanais Hamzah Alavia, qui cite l'exemple de son propre pays, un

des principaux bénéficiaires da la - révolution verie - : cette demière a beau-coup profité aux propriétaires fonciers du Penjab, gros producteurs de blé et da coton. Ile voudraient amprunter pour echeter du matériel egricola modarne, mécaniser laur culture pour produira plus sans être tributaires de la maind'œuvre locale, ils sont soutenus par l'agro-business, en particulier américain, qui voit is possibilité de s'ouvrir un nouvesu marché. Washington s'y oppose, craignant qua cette révolution écono n'aggrave la risque d'une révolution sociale en réduisant au chômaga des mittions da payeans qui pardralant leur gegne-pain traditionnel. Poussée jus-qu'su bout, la « révolution verte » risque de produire l'inverse de l'effet recherché : accroître la tension sociale sans fournir davantage à manger aux populetions saintloues.

PATRICE DE BEER.

(2) En Asie du Sud, l'Afghanistan, le Bangiadesh, l'Inde, le Népal, le Pakietan et Eri-Lanka; en Asie du Sud-Est, le Bir-manie, l'Indonésie, la Maiasie (occiden-tale), les Philippines et la Thallande; en Estréme-Orient, Taiwan et la Corée du Sud.

Après le III° Congrès du P.A.I.G.C.

# La reconstruction nationale, l'unité avec les îles

E troisième congrès du parti africain pour l'indépendance de la Guinée-Bissau et des lies du Cap-Vert (P.A.I.G.C.) (1), qui a eu lieu fin novembre, a été sans ancum doute l'événement politique le plus important depuis l'indépendance de l'ancienne colonie portugaise. Au cours des derniers mois toute l'activité du parti e'était centrée sur la préparation de ces assises, qui furent placées sous le signe de l'indépendance nationale, de l'unité avec les lies et du développement économique. Au terme de quatre ans d'indépendance et de trois ans de contrôle sur toute l'étendue du territoire national, le P.A.I.G.C. avait enfin l'occasion de dresser le bilan de cette expérience et de définir les grandes lignes de la révolution guinéenne dans les années à venir.

guinéenne dans les années à venir.

Les congrès du P.A.I.G.C. se sont toujours déroulés aux moments décisifs de son histoire. En 1963, le premier, réuni à Cassaca, avait décidé de promouvoir la lutte armée comme seul moyen pour débarrasser le pays du joug du colonialisme portusais. Le deuxième congrès, tenu en 1973 dans la zone libérée de Boé, dut régler en tout premier lieu les épineux problèmes posès par l'assassinat d'Amilicar Cabral à Conakry an début de cette année-là. L'unité du partifut alors affirmée et l'indépendance de la Guinée-Bissan, dont les trois quarts étaient déjà libérés, fut proclamée. Repoussée d'un an par la célébration du vingtième anniversaire de la fondation du P.A.I.G.C. la troisième édition du congrès est intervenue dans des conditions économiques et politiques radicalement nouvelles.

Depuis trois ans, le P.A.I.G.C. tente d'effacer les séquelles de la guerre de libération tout en mettant en œuvre un vaste programme de reconstruction nationale. Quand, en octobre 1974, il prit possession des dernières zones sous domination portugaise, la situation économique du pays était en plein marasme. Non seulement les caisses de l'Etat étaient vides, mais les Portugais avaient emporté tout ce qui ponvait l'être. Le nouveau gouvernement devait notamment faire face à une balance commerciale fortement déséquilibrée, les exportations couvrant à poine 10 % des importations, et à un lourd déficit vivrier.

Le pays étant dépourvu de matières premières et n'étant pas une colonie de peuplement, les Portugais n'y avaient aménagé ni réseau rontier digne de ce nom mi services sociaux, mème rudimentaires. Ap rès cinq siècles de « mission civilisatrice » portugaise, la population était analphabète à plus de 97 %, et le pays n'avait qu'une seule unité moderne de production : une usine de hière pour les besoins de l'armée portugaise. En l'absence de données statistiques sur l'économie ou la démographie, il était quasiment impossible pour les nou-

veaux dirigeants de parler de planifi-cation. Il s'agissait d'abord de jeter les bases d'un nouvel ordre économique en posant un certain uombre de prio

La tâche primordiale du nouveau gouvernement ètait d'étendre son emprise sur les rouages essentiels de l'économie. Dans un premier temps, il rompit le monopole des trusis portugais en s'octroyant le contrôle de l'importation et de la commercialisation des produits de première nécessité. Cette initiative alla de pair avec l'extension à tout le pays du système des magasins du peuple déjà en place dans les zones libérées. Mais la pièce maîtresse de l'action gouvernementale pour dégager l'économie des structures coloniales fut le remplacement de l'escudo portugais par le peso guinéen en 1976. La réaction de Lisbonne ne s'est pas fait attendre : les avoirs de la Guinée furent gelés.

#### Les choix de développement

L'archide des priorités dans le programme de reconstruction nationale est l'agriculture. Pour plus de 90 % la population vit de la terre et l'avenir du pays en dépend. Le gouvernement s'est fixé comme objectif un niveau de production agricole comparable à celui d'avant-guerre, quand le pays se suffisait sur le plan alimentaire. La réinstellation des paysans sur des terres abandonnées, l'amélioration des procédés traditionneis et la vulgarisation des techniques modernes devralent permettre d'y parvenir assez rapidement, sans investissements trop onércux. En même temps, le progrès apporté à la culture de l'arachide et le démarrage de nouvelles cultures industrielles aideraient le pays à combler le déficit chronique de sa balance commerciale.

de sa balance commerciale.

Mais un petit pôle industriel est aussi en train de se constituer, avec la création de petites unités de transformation utilisant des matières premières locales : usines de jus de fruits, de parquets et de briques auxquelles s'adjoindront dans un proche avenir une savonnerie, une huilerie et une fabrique de pâte à papier. Deux grands projets agro-industriels soot prévus. Dn complexe sucrier devrait fournir, à partir des années 80, environ 60 000 tonnes de sucre, dont 50 000 pour l'exportation. Conjointement, un barrage sur le fleuve Corubal produirait l'énergie électrique nécessaire tout en permettant l'extension des superficies iriguées. Dans l'immédiat, cette stratégie de développement se traduira probablement per une certaine accélération de la croissance économique, mais en faisant peser une lourde hypothèque sur l'avenir du pays.

L'effet conjugué d'une économie extravertie soumica any elèce du roure. L'effet conjugué d'une économie extravertie soumise aux aleas du marché mondial, de la dépendance à l'égard d'une technologie importée et des experts étrangers et d'un endettement croissant ue risque-t-il pas d'entraver l'indépendance du pays ? Même si les autorités guinéennes sont

#### Par HOWARD SCHISSEL

conscientes des dangers inhérents à ce type de développement, la question se pose de savoir si la Guinée pourra, à la différence d'autres pays africains, éviter le piège du développement du sous-développement.

Un autre sujet de préoccupation pour les responsables de l'économie est la dépendance à l'égard de l'aide étrangère. Depuis 1974, le budget de l'Etat est alimenté en majorité par des apports extérieurs. Le P.A.I.G.C. semble avoir été décu par l'aide offerte par les pays socialistes, qui, pendant la guerre, étaient les principaux fournisseurs, et les pays occidentaux out largement pris la relève dans ce domaine. La Suède est en tête du peloton avec 10 millions de dollars par an, suivie par les Pays-Bas et la C.E.E. avec 3 millions chacun. Cette coopérations. Ainsi dans un pays où l'absence d'infrastructure constitue un handicap sérieux, comment justifier la construction du centre touristique de Bubaque, financé par des fonds suédois, et pour lequel, en contrepartie, l'Etat doit fournir personnels, installations et matériels qui font cruellement défaut ailleurs.

Après les privations et les sacrifices de la lutte, les exigences de la population sont grandes. Comme aimait le dire Amilicar Cabral : « Le peuple ne lutte pas pour des idées ni pour des choses qui sont dans la tête des hommes. Le peuple combat et accepte les sacrifices exigés par la lutte afin d'obtent des avantages matériels, pour vipre mieux et en paix et pour le progrès de son existence et l'avenir de ses enjants. » Dans les conditions difficiles qui sont celles de la Guinée, le P.A.I.G.C. s'efforce donc d'améllorer les conditions de vie des masses rurales avet les moyens du bord. A cet effet, en s'appuyant sur les acquis de la révolution — les organisations populaires de base — le parti pourrait mobiliser la population. D'entant que la mise en place des conseils régionaux et des comités d'Etat collégiaux semi-autonomes fournit l'armature d'une véritable décentralisation. Dans la mesure où il y auna participation effective de la population dans ces organes du pouvoir, la Guinée évitere sans doute les méfaits d'une centralisation et d'une bureaucratisation

excessive qui caractérisent la majorité des pays africains.

des pays africains.

A l'heure aetuelle, le P.A.I.G.C. bénéficie d'un large soutieu populaire. Aux élections des conseils régionaux de décembre 1976, il a recueilli 80,6 % des suffrages. Seules trois circonscriptions dans le centre du pays, autour de Bafata (où le parti u'avait jamais pu s'implanter pendant la guerre) ont rejeté la liste de ses candidats. Le P.A.I.G.C. compte aujourd'hui sur la persuasion à long terme et sur les premiers fruits de soo plan de dévelopement pour marquer des points dans cette région soumise à l'influence des chefs traditionnels Foulas.

#### Un parti, deux pays

LES Guinéens ont malgré tout beaucoup d'avantages par rapport aux
difficultés du MPLA en Angola et
du FRELIMO au Mozambique. Le
PALGC. u'affronte aucune opposition politique ou militaire organisée
et, surtout, en Guinée-Rissau u'a pas
de troupes sud-africaines ou rhodésiennes à ses frontières. Sans doute
est-ce l'une des raisons pour lesquelles,
à l'opposé des deux autres pays, elle
n'a pas signé de traité d'amitié avec
l'Union soviétique.

Si le PALGC est l'unique parti en

l'Union soviétique.

Si le P.A.I.G.C. est l'unique parti en Guinée-Bissau et aux îles du Cap-Vert, les deux pays constituent uéanmoins deux eutités distinctes. Le développement colonial e'est soldé par la crèation de deux formations e o cla les radicalement différentes et, compte tenu des particularismes et de l'isolement géographique de l'archipel, la lutte s'est déroulée de manière différente dans les deux territoires. La lutte armée s'était limitée à la Guinée, tandis que, dans les îles, l'activité du parti n'avait jamais dépassé le stade de l'organisation politique clandestine. Une certaine tension a toujours existé au sein du P.A.I.G.C. entre Capverdiens et Guinéens: les Portugais se sont employés à l'exacerber afin de miner le mouvement, prétendant que les Capverdiens voulalent exercer leur hégémonie sur le coutinent, Les dirigeants du parti s'efforcent aujourd'hui de venir à bout de cet héritage colonial en forgeant cette unité qui inspira leur action pendant plus de vingt ans.

Les îles ont accédé à l'indépendance

Les lies ont accédé à l'indépendance en juillet 1975, environ deux ans après la Guinée. Si le P.A.I.G.C. considère l'unité comme inéluctable, il ne cherche pas à brûler les étapes pour autant. Afin de resserrer graduellement les liens, une conférence intersouvernementale a décidé, pendant l'été 1977, d'harmoniser les politiques étrangères tout en respectant l'originalité des options de chacun. Le gouvernement de Praia s'attache à maintenir dans ce domaine une ligne plus modérée que son partenaire de Bissau. Par exemple, le Cap-Vert

continue de permettre aux avions de continue de permettre aux avions de la South African Airlines d'atterrir sur l'aéroport de Sal, tandis que les Guiuéens ont mis l'aéroport de Bissalanca à la disposition des Cubains pour faciliter le pout aérien qu'ils avaleut établi avec l'Angola. Une autre expérience d'unification en cours en Afrique, celle qui a lieu entre l'ancieo Tanganyika et le Zanzibar au sein de la Tanzanie, moutre qu'il s'agit d'un processus de lougue haleine, qui peut prendre plusieurs désennies. Progressant à petits pas, avec la mise sur pied d'un Conseil de l'unité et l'harmonisation des projets de développement, ou en envisageant la eréation d'une compagnie aiment la eréation des propers de des la résetion des propers de la maise compagnie aiment la eréation d'une compagnie aiment la eréation des projets de développement, ou en envisageant la eréation des projets de développement, compagnie aiment la eréation des projets de développement compagnie aiment la eréation des projets de developpement compagnie aiment de l'unité et l'harmonisation des projets de développement compagnies aiment de l'unité et l'harmonisation des projets de développement compagnies de l'unité et l'harmonisation des projets de développement qu'ille qu'une compagnie aiment de l'unité et l'harmonisation des projets de développement qu'ille de l'entre d'entre de l'entre ment, ou en envisageant la eréation d'une compagnie aérienne et maritime commune, les Guinéens et les Cap-verdiens responsables enteudent bieu affirmer leur volonté d'aller de l'avant.

l'avant.

La décision du troisième congrès de réequilibrer la composition du comité supérieur de lutte (l'équivalent du comité central) et du comité exécutif de hutte (le bureau politique) en faveur du Cap-Vert va dans le même sens. Une refonte des statuts et l'élargissement du secrétariat exécutif devenu commission permaneute — ont reu forcé le parti. Demeurant un « mouvement de libération au pouvoir », le P.A.I.G.C. estime qu'aucune couche sociale n'est actuellement apte à prendre la tête du processus révolutionnaire. Il a opté pour un régime de « démocratie nationale révolutionnaire » et, dès lors, il n'était pas question d'affirmer davantage le caractère socialiste de l'expérience guinéenne (3). Mais lorsque sera parachevée l'indépendance nationale, le P.A.I.G.C. n'exclut pas que le progrès économique puisse déboucher sur une contradiction entre les différentes couches sociales : ce jour-là, il compte se placer du côté des plus défavorisés.

Réfléchissant sur l'avenir, Amilcar Cabral se demandait comment éviter que la Grinée indépendante ne tombe dans les plèges du néo-colonia-lisme. Pour lui, il s'agissait de faire en sorte que les bénéfices de la révolution u'échoieut pas à une élite petite - bourgeoise, liée à l'apparell d'Etat et avide de privilèges, mais plutôt à la masse des Guinéens, La mise en œuvre du programme de démocratie nationale révolution-naire > dira si le P.A.I.G.C, suit les voies tracées par son dirigeant dis-paru.

(1) Le P.A.I.G.C. est le seul partifications les deux Etats. M. Arisides Pereira, président de la République du Cap-vert, en est le secrétaire général, Couseil d'Etat de la Guinée-Bissau, détient le poste de secrétaire général

(2) Sur ce point ansai, le P.A.I.G.C. se distingue du PRELIMO et du M.P.I.A. qui se sont cettement proclamés socialistes, voire marxistes-léninistes.

### - Un double front de lutte

## L'«internationalisme libéral» à la conquête de l'Afrique australe

N Afrique australe comme au Proche-Orient, la recherche active d'un règlement des vienz conflits offre un point de similitude : fci comme là, des régimes alliés de l'Occident se voient pressés de s'en-tendre avec leurs adversaires et les Etats-Unis e'emploient directement à les y aider.

Ce phénomène trouve une explication dans Ce phenomene trouve une explication dans L'Afrique australe de Kissinger à Carter (1), où Barry Cohen et Howard Schissel donnent toute sa dimension historique à la politique des Etats-Unis en Afrique et moutre comdes Etats-Unis en Afrique et moutre com-ment elle s'articule sur une stratégie plus vaste destinée à faciliter l'expansion du capi-talisme multinational dans le tiers-monde. La pièce mattresse de cette stratégie, c'est la philosophie de l' s internationalisme libéral » propre aux milieux de la Commission trila-tégale et dont la grande nouveauté a'efficience térale et dont la grande nouveauté a'affirme dans le choix des méthodes : souplesse et conciliation à l'égard des régimes en place, fussent-ils « socialistes », et des monvements rassent-iis « socialistes », et des mouvements de libération dans le tiers-monde, Mais, quand au fond, les deux auteurs estiment que les choix de la diplomatie américaine en Afrique ont une origine plus ancienne qui remonte à l'échec vietnamien, et à la proclamation de la « doctrine Nixon » en 1969 par laquelle les Etats-Unis renoncèrent au principe d'une intervention massive et directe dans les conflits locaux.

De cette année 1969 date, en effet. Pévènement qui allait marquer la volonté de PAmérique de s'engager activement sur le continent
africain : l'élaboration, sous la direction de
M. Kisanger, du mémorandam n° 39 du
Conseil national de sécurité (connu sons le
nom de document N.S.S.M. 39, et pour la
première fois intégralement publié on français dans ce livre). Dès ce moment étaient
fixées les options de l'Amérique en Afrique
australe, à travers une soigneuse analyse des
intérêts économiques et stratégiques en jen

et cela bien avant la naissance de la Commission trilatérale en 1973. Commission trilatèrale en 1973.

Tenant toujours ce document pour la source d'inspiration essentielle de l'intervention américaine en Afrique, Barry Cohen et Howard Schissel vont alors s'efforcer d'y rattacher les développements récents dans les différents pays de l'Afrique australe, de l'Angola (où IM. Young s'accommode fort bien de la présence cubaine, considèrée comme « stabilisatrice » puisque la Gulf Oil y a déjà trouvé son compte) jusqu'en Afrique du Sud où le président Carter compte davantage sur les sociétés multinationales que sur les sanctions économiques peur inflèchir la politique

#### Par MICHELINE PAUNET

d'apartheid : « Je pense que le poids de nos investissements dans ce pays, l'importance donnée par les Sud-Africains à l'accès au capital et à la technologie américaine, peuvent être utilisés comme une force positive à la solution des problèmes de la région », affirmati-il peu de temps après sou élection (p. 67).

S INGULIER paradoxe : le capitalisme international se voit ainsi chargé de réparer les torts accumulés en cent ans par un système non moins capitaliste qui, en Afrique du Sud, avait fondé tout son essor sur l'oppression et l'exploitation de la main-d'œuvre africaine, comme le rappelle René Lefort dans L'Afrique du Sud. Histoire d'une crise (2). Un livre qui revient inévitablement sur la genèse du capitalisme et du système d'apartheid en Afrique du Sud, mais pour établir dans toute leur évidence les liens de canse à effet entre les deux phénomènes. Et, surtout, René Lefort a le réflexe de prendre au mot ces partisans de l' « internationalisme libéral » soudain soucienx du niveau de vie

et des couditions de travail des ouvriers noirs, en faisant ressortir les cootradictions noirs, en faisant ressortir les cootradictions inhérentes au mode de développement instanté dans ce pays : la crise politique et sociale se voit aggravée par des difficultés économiques qui pourraient être insurmoutables à défaut des changements profonda qu'on se propose maintenant d'introdaire par le canal des sociétés multinationales.

Les émeutes de Soweto, après l'extensiou des grèves depuis 1972, ont marqué le renouveau de la contestation noire encouragée par l'accession à l'indépendance de l'Angola et du Mozambique. Mais de quel poids pèsent les monvements de libération sud-africains, face au projet de renouvellement du capitalisme qui se dessine ? René Lefort pose sans ambiguité la question du choix des objetifs qu'il convient désormais d'assigner à une résistance aussi ancienne que la colonisation mais dont l'histoire est jalonnée d'échees. Race ou classes ? Tout son ouvrage porte la marque de ce souci de faire ressortir l'extrême complexité du problème auquel sont confrontés, plus que famais, les dirigeants des deux principaux mouvements de libération actuels : congrès national africain (A.N.C.) et Conscience

DEUT-ETRE l'opposition africaine a-t-elle de uouvelles chances de relancer la lutte, compto tenu des difficultés économiques internes et des pressions extérieures qui s'exercent sur le « pouvoir blane ». Son succès dépend cependant de son aptitude à définir la théorie cohérente qui lui a toujours fait défaut. Nécessité d'autant plus impérative que, déjà, les milieux d'affaires sensibles aux exhortations américaines se montrent prêts à créer une bourgeoisie de couleur, une « troisième force » en quelque sorte, qui serait sons-impéralisme sud-africain « plus totalisons que jamais », même si la dimension raciale du « développement séparé » aura été taire que jamais », même si la dimension raciale du « développement séparé » aura été sommée. Dans une parspective régionale, et contrairement aux convictions répandnes, l'auteur conclut que c'est de l'intérieur de l'Afrique du Sud, avec l'immense prolétariat qu'elle abrite par comparaison aux pays voisins, que peut surgir la force de libération capable de mener le combat contre ce sous-impérialisme qui est en train de pénétrer toute l'Afrique australe.

(1) Barry Cohan et Howard Schissel, l'Afrique autrale de Rissinger à Carter, L'Harmattan, Paris, 1977, 190 pages, 42 p. (2) René Lefort, l'Afrique du Sud. Histoire d'une crisc, Maspero, ← Patite collection →, Paris, 1977,

### BIBLIOGRAPHIE

SOUTHERN AFRICA AFTER SOWETO. — Alex Callinicos et John Rogers.

A Pinto Press, Londres, 1977, 229 pages.

Dans l'histoire de l'Afrique du Snd, les soulévements de Soweto et ceux qui les ont suivis dans d'antres glettos noirs apparaissent comme un jalon : paut-être même marquent-lis l'avènement d'une nonvelle phase dans la lutte contre l'apartheid, ou tout an moins l'entrée en scène de catégories sociales nouvelles. D'où le titre de cet cuvrage, qui o'en indique que partiellement le conten... L'explosion de la colère des jeunes de Soweto, ses conséquences éventuelles sur l'évolution future da l'Afrique du Sud, et notamment sur les conditions et les moyens du combat pour abattre le pouvoir pâls s. n'occupeot ici qu'une faible place et fonrnissent au surplus les pages les moins convaincantes de ce volume. Southern Africa after Soweto présecte, en revanche, un résumé intéressant des transformations de l'Afrique di Sud. On y lit de quelle histoire soweto est l'aboutissement; quels sont les rapports qu'entretiennent les formes particulières du capitalisme sud-africain et le système de ségrégation raciale; comment les Afrikasners as sont emparés du pouvoir politique et sont arrivés à des positions soildes dans les domaines économiques à partir de leur contrôle de l'epparell d'Etat.

Les auteurs ont le mérite d'insister sur deux aspects du problème qui ce sont \* Pinto Press, Londres, 1977, 229 pages.

nomiques à partir de leur contrôle de l'eppareil d'Etat.

Les auteurs ont le mérite d'insister sur deux aspects du problème qui oe sont pas toujours asses mis en valeur : la résistance permanente, et multiforme, des Africains au système d'oppression et de suresploitation qui leur fut progressivement imposé : l'impossibilité d'apprébender la questico sud-africaine sans temir compte de l'environnement du pays, de ses ileus politiques et économiques avec i'Occident, de ses rapports avec un certain nombre de pays atricaine indépendants. Mais alors, l'analyse paraît souvent schématique : le rôle des pays de la ligne de front >, l'activité des monvennants nationalistes soot envisagés de façoc critique, moins en raison d'une appréciation correcte do rapport de forces prévalant dans cette région du continent qu'en vertu de pétitions de principes aur les modalités de la révolution et le rôle de la classe Cuvrière. Le même défaut entâche la partie prospective de l'onvage, où la rhétorique trotariste tient fréquemment lieu de réflexion à partir des réadit drame sod-africain est de toute évidence restreinte, l'histoire récente est là pour le rappeler, et la définition d'une estate de libération implique d'abord que soit mesnrée précisèment l'arène dans laquaile ils peuvent as mouvoir aans risquer leur propre destruction.

# المحكة المالامل

# Entre l'équité et les exigences du système de production



Dessin de Bérénice Cleene.)

La délinquance des affairistes, qui coûte à la société cent cinquante fois plus que les vols dans les grands magasins et cinq mille fois plus que les hold-up, ne donne pourtant lieu qu'à moins de 2 % des condamnations prononcées par les tribunaux. Ainsi bafouée par le pouvoir économique, la justice l'est aussi au nom de la raison d'Etat — l'actualité, sans cesse, se charge de nous le rappeler. Les tribunaux ne seraient-ils alors que les instruments d'une justice de classe, gardiens jaloux de l'ordre capitaliste sans lesquels, selon Adam Smith, « les

riches ne pourraient passer une seule nuit tranquille » ?

Une telle vision serait trop simpliste:

« Si la loi est trop évidemment partiale et injuste, alors elle ne saurait remplir aucune fonction de dissimulation, de légitimation; elle ne saurait contribuer en rien à l'hégémonie de classe (...) La condition essentielle de l'efficacité du droit est qu'il paraisse indépendant de manipulations grossières et qu'il semble juste » (1).

Dans les démocraties occidentales, le système judiciaire — tout comme la

fiscalité, l'enseignement on le système de santé — se caractérise par son ambiguïté: l'affirmation solennelle du principe de l'égalité de tous est trop souvent contredite dans les faits par une série d'iniquités dont l'effet de différenciation sociale concorde trop bien avec les exigences du système économique pour qu'on puisse n'y voir qu'une longue série de malencontreuses « bavures ». La logique de ce contraste est peut-être d'assurer une gestion optimale des inégalités sociales sur lesquelles repose le système de production. Depuis près de

Le juge, le marchand et le débiteur

deux siècles, l'institution judiciaire a sans doute contribué à les maintenir dans des limites tolérables pour le système capitaliste. Mais la concentration du pouvoir économique (de l'Etat aux multinationales) et la nouvelle division internationale du travail (immigrés et tiers-monde) lui posent des problèmes qui l'obligent à se redéfinir. Sera-ce, comme certains le craignent, dans le sens d'un nouveau totalitarisme et d'un apartheid généralisé?

(1) E.P. Thomas, Whips and Bunters, Edit. Allen. Lane, Londres, 1876, p. 262.

### Sanctionner les mauvais payeurs et réguler

les excès de consommation

ERCURE, dieu des marchands, était aussi celui des voleurs. Dans des sociétés restreintes où la circulation des biens etait étroitement réglée et subordonnée au statut social des partenaires, le commerce, peu important, était nécessairement le fait d'étrangers et s'assimiliait souvent à la prédation, voire à l'agression. Dans nos sociétés dites de consommation, le vol à l'étalage répond à l'incitation du libre-service (1); l'endettement excessif, les saisies sont la contrepartie de la persuasion publicitaire. Dans un cas comme dans l'autre, l'appareil judiciaire est là pour sanctionner des excès qui ne sont que l'aboutissement intvitable d'un système reposant sur la logique de la concurrence et du profit.

Ce n'est pas le seul niveau où il intervient. La simplification de l'échange, condition de sa généralisation, supposait l'instauration d'un rapport juridique nouveau : le contrat synaliagmatique où les parties s'obligent réciproquement sans que cela implique de liens de dépendance statutaires ou quasifamiliaux. L'appareil judiciaire, après avoir contribué à imposer la fiberté contractuelle dans une société où elle se heurtait aux structures sociales antérieures (loi Le Chapelier sur les corporations), continue à en être un des plus fermes soutiens alors même qu'elle est vidée de sens par l'étatisation et la concentration du pouvoir économique.

Dans cette double contradiction, on peot, nous semble-t-il, lire à la fois l'emjeu et les ambiguïtés de l'intervention judiciaire. Mais avant de chercher à les préciser, voyons comment fonctionnent les tribu-

#### La fiction du libre contrat

OUELLE est la logique de ce système d'escalade dans la menace puis la contrainte ? Il faut d'abord remarquer l'importance de l'enjeu puisqu'on peut faire raisonnablement l'hypothèse que la quasi-totalité des adultes se sont trouvés, à un moment ou à un autre, dans cette situation de mauvais payeur. Le processus de recouvrement est organisé pour contenir de manière souple cette masse de débiteurs potentiels : à chaque étape nouvelle — courtoise lettre de rappel, menaces plus ou moins voilées, chantage, voire, dans certains cas, intimidation directe —

la frontière entre ceux qui paient et ceux qui ne paient pas est repoussée un peu plus loin. Finalement, seuls ceux qui s'obsument jusqu'au bout, soit qu'ils ne veulent, soit qu'ils ne peuvent payer, sont sanctionnés; mais cette sanction intervient plus pour l'exemple qu'en raison de la somme engagée. L'efficacité des condamnations judiciaires ne vient pas de leur rendement économique mais de leur rendement économique mais de leur vishilité sociale. En l'occurrence ceux qui sont saisis font payer les autres en démontrant o posteriori la réalité des menaces. On peut aussi soutenir qu'ils paient pour les autres en

naux : pour être clair, nous prendrons un exemple concret, celui des impayés, sans pour antant le développer de manière exhaustive puisqu'il ne sera que le support d'un schéma d'analyse valable pour l'ensemble de l'institution.

schema d'analyse valable pour l'ensemble de l'institution.

Chaque année, en France, un minimum de trois cent mille injonctions de payer sont délivrées par les juges d'instance. En Angleterre, pas moins d'un million deux cent mille poursuites sont engagées annnellement devant les tribunaux par les organismes de recouvrement de dettes. C'est déjà là une activité non négligeable, du moins du point de vue numérique; pourtant, si l'on veut en apprécier toute la portée économique, on doit replacer ces poursuites dans l'ensemble des mécanismes de recouvrement de crédit dont elles sont à la fois l'aboutissement et la cantion : ainsi en Angleterre, les instances engagées devant les County Courts ne représentent que 2,5 % de l'ensemble des méances pour lesquelles les organismes de crédit rencontrent des difficultés de recouvrement (2). Parce qu'elles leur coûtent autant, sinon plus, qu'elles ne leur rapportent, les créaniers ne se résolvent à engager des poursuites que lorsque les diverses pressions et intimidations qu'ils ont exercées se sont révélées insuffisantes. Même après avoir porté leur affaire devant le juge, ils continuent à appliquer cette logique d'une dissuasion graduée à la mauvaise volunté on à l'incapacité du débiteur : seule une infime partie — quatre sur mille — des poursuites engagées est menée à son terme ultime, la prison pour dettes.

### Par YVES DEZALAY

apparaissant comme les seuls mauvais payeurs notoires.

C'est sans doute dans le continuum d'intimidation, de contraintes
que représente le processus de régulation du crédit qu'on peut voir
la contribution essentielle du tritunal. La notoriété liée à la condamnation judiciaire est à double
usage : outre son formidable pouvoir de dissuation — bien des débiteurs sont prêts à tout, pourvu que
ça ne se sache pas, — elle fournit
une information appréciable aux
organes de prêts en désignant une
population stéréotypée de mauvais
payeurs auxquels les prêts ne seront
accordés qu'à des conditions plus
sévères — ce qui, la plupart du
temps, veut dire à un taux plus
élevé pour couvrir le risque supplémentaire. Sans qu'il soit nécessaire
d'avoir formellement « deux poids,
deux mesures », on aboutit à un
phénomène de différenciation sociale très efficace qui, de plus, se
reproduit indéfiniment, assurant du
mêms coup sa propre justification.
On retrouve cet engrenage reposant
sur la dissussion et l'étiquetage de
bouse émissaires dans le fonctionnement du système disciplinaire
dont la justice pénale (analysée
page 16 par Pierre Lascoumes)
constitus l'aboutlessement.

Cette fonction dissussive des tribunaux avait été, dès la départ,
perçue par les infèressès, comme
en témoigne un rapport du lord
Chancellor en 1884 se félicitant de
la récente création des County
Courts : « L'institution des nouvelles cours permet une expansion
infinie du crédit. Dans chaque village, dans chaque cottage, les petits
boutiquiers, les marchands ambulants, ont pu faire crédit d'autant
plus librement qu'ils savaient que
si, par ignorance, insoueinnee ou
malhonnêteté, le débiteur ne respectait pas ses engagements, il
pouvait être condonné par les
tribunaux, et qu'il avait ensuite de
bonnes chances de finir en prison. »
(3). Comme en témoigne Dickens
ces sanctions étaient effectivement
appliquées : selon des estimations
de l'époque, les prisons de Londres
étaient peuplées pour les deux tiers
de débiteurs malchanceux.

Les juges justifialent lenr sévérité

Sociologua.

# par la nécessité de renforcer la notion de liberté contractuelle : « S'il est une chose que le bien public requiert plus que tout, c'est que des hommes d'âge mûr et sains d'esprit aient la plus grande liberté de conclure des contrats ; mais, une fois ces engagements souscrits librement et volontairement, ils doivent être tenus pour sacrés et les

cours doivent user de toute leur outorité pour les foire respecter. » (4). C'est toujours cette même notion de contrat qui définit les limites de l'intervention judiciaire : les clauses du contrat étaient-elles légales ? Ont-elles été respectées ? Pourtant, depuis l'époque des petits boutiquiers et des marchands ambulants, la distribution et le crédit ont subi les contrecoups de la production de masse. Il est significatif que l'industrie antomobile, premier champ d'application du taylorisme, ait été en même temps la première à mettre sur pled des établissements de crédit spécialisés.

#### Une souple gestion des impayés

E N 1971, les achais à crédit représentaient en Angleterre 41 % des dépenses d'équipement ménager, 45 % des achais automobiles; l'endettement est maximum chez les ouvriers et les employés qui recourent an crédit deux à trois fois plus souvent que les cadrea L'émulation organisés (les exigences du standing), les conditions de vie, (éloignement de l'habitation et du lieu de travail), l'obsolescence accélèrée des produits (équipement ménager non réparable, absence de pièces détachées), brei, tant la nature des produits que la position sociale des acquéreurs tendent à faire de ces achats à crédit une consommation forcée. Que signifie alors l'obstination du juriste qui persiste à ne vouloir lire dans ces contrats que l'éngagement libre de deux volontés antonumes ? Le consommateur est habilement manipulé par les spécialistes de la promotion des ventes pour qu'il achète à crédit, mais on prétend ensuite lui faire endosser toutes les responsabilités de son engagement en prétendant abusivement qu'il l'a souscrit librement et en toute connaissance de cause. A contrario, on se rend bien compte qu'accepter de reconnaître officiellement le caractère dépendant de ce type de consommation, c'est remettre en question tout l'édifice du droit et, à travers la norme juridique, le système de production dont il est un des éléments

(1) A tel point que, dans certains grands magasins, la taux de voi sert d'indicateur du caractère plus ou moins attrayant des divers rayons.

(2) Faul Book, Making Propie Pup, Rutledge and Kegan Paul, Londres, 1972.

Rutisdge and Kegan Paul, Londres, 1873,
(3) Cité par Abel et Stevens, Lawyers
and the Courts, Helnemman, Londres,
1967, page 35.
(6) Id., page 48.

constitutifs (cf. plus loin l'article de Michel Miaille).

Dans une société rurale caractérisée par des rapports marchands simples, les sanctions infligées au dé biteur défaillant pouvalent raisonnablement apparaître comme le corollaire de la liberté contractuelle; avec le développement de la concentration et de l'étatisation icf. l'article de C. Servolin et H. Nallet page 14), la contradiction inscrite dans le système juridique tend à le faire éclater. Autant il lui devient de plus en plus difficile de maintenir la fiction de la liberté contractuelle, aotant il lui est essentiel de continuer à l'affirmer, sous peine de mettre en cause l'ensemble du système économique des démocraties occidentales.

(Lire la suite page 14.)

#### Lire pages 14 à 18 : PAGES 14 et 15 : Le patron introuvoble, ou le règne de l'irrespon-

AGES 14 et 15 : Le patron introuvable, ou le règne de l'irresponsabilité (B. Rettenbach). — Développement de la société bourgepise et dépérissement du droit iH. Nallet et C. Servolin).

PAGES 16 et 17: La délinquance, désordre nécessaire et bien utilisé (P. Lacousmes). — Fétichisme du droit et mode de production (M. Miaille). — Le mariage et le travail non rémunéré (C. Delphy).

AGE 18: Suite de l'orticle de M. Micille. — A quoi et à qui servent les prisons? (M. T. Mas-

(Sutte de la page 13.)

Pour Abel et Stevens la solution à ce dilemme a été trouvée dans une séparation croissante des tâches au sein de l'appareil d'Etat : « Les juges so cantonnent de plus en plus dans leur rôle de protecteurs des libertés civiles, spécialement celles reposant sur la propriété privée, et les gouvernements successifs évi-tent de donner de nouvelles responsabilités aux tribunaux. » (5).

En France le dessaisissement des juges à chaque fois que l'adminis-tration est concernée permet d'éluder une grande partie de ces contradictions. Ainsi, lorsqu'un huissier, sur ordre du ministère des finances, saist un contribuable mal-chanceux, il peut difficilement pré-tendre agir au nom du principe de la liberté contractuelle. Mais, dans la mesure qui le titre de créance en possession de l'administration est considéré comme immédiatement est considéré comme immédiatement exécutoire, la justice évite de sou-lever une question qui pourrait être épineuse — celle du fondement et de la validité de la dette — alors qu'elle la pose en règle générale pour tous les autres impayés. On pour-rait multiplier les exemples où le tribunal apperaît comme le bras séculier de l'administration. Mais le relation du expréme tradiciaire au la relation du système judiciaire au pouvoir administratif u'est pas une simple relation de donneur d'ordre à exécutant. Il serait plus juste de l'analyser comme celle d'un couple dont la complémentarité fait l'ef-ficacité, mais provoque du même comp l'autodestruction du partenaire le plus faible. C. Servolin et H. Nalet pour l'agriculture, Christine Delphi pour le travail ménager et B. Rettenbach dans le cas des immigrés et des intérimaires montrent comment le droit est plus que jamais lié à l'exploitation de cer-taines catégories d'individus et à l'absorption de leur travail dans le

systeme capitaliste. Les ambiguités, les contradictions internes de l'institution judiciaire sont à la mesure de son implica-tion dans la réalité des rapports sociaux. Elles sont particulièrement visibles au niveau du système de sanotions et de discipline. Pour reprendre l'exemple qui nous a servi jusqu'lei de fil conducteur, à l'épo-que des petits boutiquiers, on em-prisonnait, mais, avec le dévelop-pement de la production de masse, l'organisation du crédit et l'extension du champ potentiel des débiteurs défaillants, le mécanisme des sanc-

tions a dû à la fois s'alleger et s'affiner pour demeurer crédible. La prison pour dettes a quasiment disparu; la saisle mobilière conti-nue à être appliquée en raison même de son fort caractère dissuameme de son fort caractere custava-sif, mais elle choque de plus en plus et soulève l'indignation quand on réalise qu'elle ne fait souvent qu'accroître la dette du débiteur. Les huissiers eux-mêmes reconnaissent volontiers qu'elle est une arme dangereuse, à manier avec discer-nement et, dans bon nombre de cas, ils lui préfèrent la saisle arrêt sur les salaires, plus lente certes, mais plus discrète et peut-être plus efficace en période de crise. On retrouve là l'idée de Foucault selon lequel les sanctions violentes, pu-bilques, font de plus en plus place à des mécanismes d'encadrement

Normaliser les prolétaires

CETTE modulation des sanctions, présentée volontiers dans le discours de l'institution judiciaire libéralisation et une modernisation, se réalise de manière désordonnée au travers d'une série d'efforts souau travers d'une série d'efforts sou-vent antagonistes d'agents de dif-férents services essayant de résoudre au mieux les nouvelles contradic-tions auxquelles ils sont confrontés. C'est ainsi que, dans le cas de loyers impayès, les offices de HLM. pré-fèrent, dans la mesure du possible, remplacer l'expulsion et la saisie par une mise sous tutelle des allo-cations familiales, qui pourra être officielle ou officieuse selon la bonne volonté des magistrats. Outre la volonté des magistrats. Outre la

gravité et le caractère insoluble des problèmes qu'ils souléveraient en ayant recours à cette panoplie clas-sique, ils traient trop nettement à l'encontre de la politique des pou-voirs publics visant à l'intégration et à la normalisation des familles rolétaires (6). Devant la force de ces arguments,

le juge ue peut guère que faire passer au second plan le respect du principe de la liberté contracdu principe de la interte contrac-tuelle, et accepter d'autres formes de gestion des impayès et de règu-lation des excès de la consomna-tion. L'achat, à la limite de ses ressources, de biens d'équipements par une clientèle populaire, est le

Par BERNARD RETTENBACH\*

son ectivité en sociétés distinctes, sans

transformer j'unité de son ectivité

économique; jusque-là, tous les tra-

vailleurs evalent un unique employeur :

désormais, ile dépendent d'employeurs

différents. Là, par un mouvement vers

l'extérieur, c'est une entreprise qui

rachète, sans les supprimer, des entre-prises, en raison de leur identité

d'activité, ou en crés d'autres, pour

étendre ou diversifier sa production, conquérir des marchés, Allieurs, c'est

une industrie dont le nombre des tra-

depuia dix ane mals dont la moitlé

appartienment maintenant à des sociétés

extérieures. Il faut elouter à ce chè-

nomène les formes diverses de travail

temporaire, légales ou non, ublisées à

des fins variées dont certaines relèvent

beaucoup plus d'une recherche de ren-

tabillé que du besoin de laire lace è d'imprévisibles absences de personnel.

symbole et la résultante d'un sys-teme de production et de consommation qu'un système de sanctions trop rigide risqueralt de mettre à mai Ainsi le Payne Comittee recommandait en 1969 qu'un serrecommandant en 1909 qu'un service social pour les débiteurs soit incorporé dans la structure des County Courts pour « assister dans la gestion nebdomadaire de leur budget les débiteurs financièrement incommittent ou infrançables et get les débiteurs financièrement incompétents ou irresponsables et remplir oupres d'eux les fonctions effectuées normalement par les ovoués, les comptables ou les banquiers n. Cette gestion souple, décentralisée, des dettes et des débiteurs — effectuée dans un cas par les banques, dans l'autre par les services sociaux, — et cautionnée en dernière instance par le juge, permettrait d'assurer au système de crédit son efficience maximum.

Mais pour le moment, dans ce

Mais pour le moment, dans ce domaine comme dans d'eutres, la coexistence de plusieurs systèmes de contraintes et de sanctions de contraintes et de sanctions frappe plus par ses aspects contradictoires, voire ses incohérences, que par son caractère complémentaire. Il ue faut pas chercher silleurs l'origine de tous les discours, émanant généralement du sein même de l'institution, sur la crise (sic) de la justice. Ils ne sont guère que le symétrique, chez les juristes, du discours des travailleurs sociaux sur l'ambiguité de leur profession. Au contraire, ces mutations du droit, ces adaptations du système disciplinaire sont l'effet même de l'implication du droit dans une formation sociale dont il reflète les coutradictiuns et contribue efficacement à gèrer les confilis.

Dans la mesure où elle continue à permettre des débats publics et apparemment contradictoires face au secret et au monolithisme des administrations, l'institution judiadministrations, i distillation indi-ciaire peut jouer le rôle d'une soupape de sécurité dans des sociétés que leur évolution rapide rend hautement explosives. La mise en scène judiciaire d'une affaire, c'est-àdire tant la disposition spatiale que l'organisation temporelle, le mode l'organisation temporelle, le mode d'introduction des protagonistes, la distribution des rôles, bref cette théatralisation dans laquelle on peut lire le souci de professionnels d'être toujours en mesure de maîtriser toute situation d'où pourrait émer-ger une contestation sociale, présente de ce point de vue un double avande ce point de vue un double avan-tage. Les couflits aigus peuveut a'y exprimer sans risques majeurs pour le système social. En outre, elle constitue pour les justiciables, sur-tout s'ils sont d'origine populaire, un haudicap très lourd. Comme l'écrit Pet Carlen, « leur tension, l'anzièlé et le désespoir qui en résultent rejoillissent sur leurs pa-toles ou leurs attitudes, nuisant non seulement à leur prestotion, mais suttout confirmant en apparence surtout et légitimant l'hypothèse implicite essentielle — è saroir que le prévenu dons une Magistrates' Court est par définition an incapable social n. (7).

C. T. L. L.

YVES DEZALAY.

(5) IO\_ page 459.
(0) Donzelot. la Police des familles, Edit. de Minuit, Paris, 1977, 224 pages, (7) Pat Carlen, Magistrates' Justice, Martin Robertsoo, Loodres, 1976.

Le droit des sociétés, l'entreprise et le groupe

### Le patron introuvable, ou le règne de l'irresponsabilité

TN juin demier, les services de nettoyaga du métro étalant en grève, mels le trafic l'errovisire n'était pas perturbé. Les papiers et les détritus e'amoncelaient, devenant une menece pour l'hyglène. Le public en epprenaît le raison : la propreté et donc, pour une part. l'hyglène du métro dépendelent non de la R.A.T.P. mais de elx entreprises extériaures : les grévisles ne parvenaient pas à identifier les responsables da leurs conditions d'emploi, en tout cas à les obliger de se concerter pour négocier avec eux. Canandant la métro na ramnilt évidemment sa mission de service public que s'il assure hygiène et propreté Or le R.A.T.P. s'en décharge sur des travallieurs, en grande majorité étran-gers : leur salaire est très inférieur à celui des agents, de la R.A.T.P.; aucun de leurs employeurs ne leur assurait le nuit pendent le neltoyage des voles, le aécurité contre les risques du courant électrique; lle ne disposaient d'aucun lieu où prendre leur repas, changer de vêtements, etc.

L'opinion publique pouvait s'étonner quences touchalent à l'absurde au moment où le R.A.T.P. lançait une campagne d'accuell en faveur des touristee étrangers. Meis - et sans doute l'opinion publique n'en était pas avertie - la situation génératrice de la gréve était légale : c'est sous le coude l'entretten des couloirs et des voies du méire dépendalent d'employeurs extérieurs; ceux-cl et le R.A.T.P. poulité des solutions.

Une telle incohérence e, sans doute,

des causes multiples; certaines cont d'ordre économique. Meis on voudratt ici, plus spécielement, insister sur les causes d'ordre juridique; le législation du travail est encore mai préparée à régler de tels conflits parce qu'elle est née sur des tondements et dans des cadres qui favorisent, eu bénéfice des employeurs et des porteurs du capital, une distorsion entre les situations juridiques at le réalité.

La publicité donnée à ce conflit tient évidemment à la piece du métro dans la vie des usagers, entre « le boulot et le dodo ». Loin d'être exceptionnel, il est morésentatif d'une situation qui met de plus en plue en cause, voirs en échec, ce que l'on pourrait appeler non pas le droit à l'emploi (qui n'existe pas meioré la déclaration des Constitutions de 1946 et 1958), mels des éléments déjà acquis d'un droit è l'emplol.

ici, c'est une entreprise qui se restructure par un processus Interne : elle redistribue différents secteurs de

Un privilège pour le capital

L ES conséquences, pour les travall-leurs, c'est ce qu'on a appelé l' · éclatement juridique de la collectivité de travail » (1) : il auffit d'évoquer quelques exemples pour en mesurer l'empleur et le diversité : [ci, des travellleurs réunis dans le même etelier ou le même secleur de l'entreprise se séparent eu moment du repas ; certains n'ont pas droit au restaurant d'entreprise ; là, dans un siège social unique, les avantages proposés en metière de loisirs ne sont pes les

mémes : tes comités d'entreprise sont différents, parce que sont différentes les sociétés regroupées; là, sur le même périmètre de travail, certaina salariés bénéficient de la conventioncollective de le pétrochimie, d'autres de celle de la métallurgie, d'eutres ne bénéficient d'eucune convention, Allieurs, cing ouvriers sont morts carbonisés. précipités ensemble dans un four; on

" Centre O'études et de recherches aur les mutations socio-culturelles actuelles (CERMSCA).

n'a pu encore déterminer les responsabilités : ils étaient salariés d'entreprises différentes travaillant pour le compte et sur le terrain d'une entreprise qui n'est pas l'employeur des victimes,

On pourait multiplier et compliquer les examples de ces disparités, en évoquant le problème de la sous-traitance sous les formes plue ou moins extensives qu'elle prend, mais qui aboutissent eu même résultat : une entreprise, grande ou moyenne, peut être traversée par des frontières juridiques qui créent des espaces différents d'explication de la tégislation du travail. Ainsi une distorsion s'eccentue entre cette législation, ses conditions d'application et les situations réelles.

On voudrait Ici montrer la part du droit dans cette distorsion, En effet, en analysant le sort de le collectivité da travall eu double niveau de l'entreprise et du « groupe », on feit ressortir comment le « polds » du droit français va dane le sens qui lavorise el privilégie le détenteur du capital, initiatives unitatérales et les finelités économiques de l'entreorise au détrifinalités sociales.

El d'abord, comment se situa la collectivité de travail dans l'entre-

Une remarque préliminaire s'impose : la définition de l'entreprise est imprécise, comme d'allleurs, on le verre plus loin, celle du - groupe -. N'est-il pas déjà significatif que des réalités aussi importantes pour les travailleurs pardent, en droit, un sens eussi flou et fluctuant et que la catégoria luridique fondamentale blen définie reste, en ce domeine, le · société · et particulièrement la - société de capitaux - ?

Cependant, l'entreprise est bien le cadre réel de l'existence collective des travailleurs, de teurs rapports organisés evec les employeurs. Le vocabuleire utilisé pour désigner ce cadre et pour en tenter une approche juridique en souligne le caractère commun ; on parle d' - unité économique el sociala -, rèalisée par une association entre employeurs et travailleurs, même si cella-ci n'existe que par un équilibre précaire réaliée par vole de négociations, de convention, d'accord oblenus par le lutte : le mot même de comité d'entreprise » dit cela.

Mais des que l'on veut analyser, en termes juridiques, l'entrée dans le collectivité de travail el l'appartenance à l'entreprise, on ne dispose que d'une catégorie venant d'allleurs; or les luristes savent à quelle projondeur les concepts juridiques s'enracinent dans le terrain où ils sont nès et avec quelle difficulté on peut les soustraire Bux - principes généraux du droit aul ont insoiré leur élaboration. Le \* contret de travall » qui ouvre la porte de l'entreprise est, cartes, une lorme Irès renouvelée du « contrat de louag de services - du code civil ; il ne se limite plus é l'échange, contre rémunération, du Iravail d'un individu eu service d'un autre. Dans lea cleuses du contrat de travail sont conlenus les acquis d'une législation évoluée, des conventions collectives, le droit è le représentation et ce droit de pression sur l'employeur qu'est le droit de grève.

(II J. Magaud, « L'éclatement juri-dique de la collectivité de travail », Droit social, nº 12, Oécembre 1975, pages 523 et sq.

#### Transformations économiques

et évolution juridique

### LE DÉVELOPPEMENT DE LA SOCIÉTÉ **BOURGEOISE** ET LE DÉPÉRISSEMENT DU DROIT

Por HENRI NALLET et CLAUDE SERVOLIN \*

l'accasion d'événements récents, le chan-colier de la République fédérale d'Allemagne éprouvait le besoin de rapoeler que la R.F.A. est un « Etat de drait ». Compte tenu de la gravité de la situation, il n'est pas étoanaat qu'il uit appelé à sou secoure l'un des maîtres mots da l'idéologie politique des bourgeoisies occidentales.

Institut national de la recherche agrono-

C'est dons ce terme, an effet, que ces sociétés résument ca qui foit leur graodeur et les distinque de toutes les formes de tyracnie qui aut régné event elles et régnent encore sur la monde extérieur. Elles affirment par la le principe de l'égalité de tous devant la lai et la respect absolu d'un certain nambro de règles qui arganisent les relations des individus

D'une manière générale, la société civile bourgeoise se présente comme fondée sur des écrits ani contiennent les règles constitutives de l' « Etat de droit ». Pour la France, en porticulier, le fondement de l'« Etat de droit », c'est l'ensemble des codes bérités de la Révo-lution de 1789 (le code civil, au code Napolaon, qui arganise les relations antre les parsoanes et la gestion des patrimoines, texte da bose auqual sont veaus s'adjaindre le code da commerce et le code pénal).

Ce corps de droit « civil » se fonde sur us ensemble de principes communs : égalité devant la lai, outonomie du sujet de droit, liberté des contrats, respect du le propriété, responsabilité personaelle. Il est garonti par l'apporeil judiciaire du « dratt cammun » dont ctionnement prend une forme trinitaire : les deux portiet portent leur canflit davant aa jugn dant l'indépendance est garontie por l'ilection (Etats-Udis) au por l'ivamovibilité ction (Etats-Unix) au por l'inamovibilité (France). Taute juridiction n'appartenant pos à ce système est une juridiction d'exception.

Mais le droit civil en tont qu'il serait la fondement juridique de la société bourgeoise pose certains problèmes emborrassants. Comment peut-on expliquer que la bourgeoisie, après la triomphe de sa révolution, oit jugé bon de se donuer comma mouument juridique un texte qui reproduit de nombreuses dispositions directement héritées du droit romain, et qui, por contre, ue contient rien sor les rapports capitalistes, en particulier sur le salariat? Beaucoup d'auteurs répondent à cette question en attribuant qu code civil un rôle purement mythique, voire mystificateur; le bourgeoisie ourait besoin du droit et de la justice issus de la Révolution de 1789 pour conforter chez les n dominés » l'illusion qu'ils sont de libres citoyens et des sujets de droits outonomes, et dissimuler l'irrémédiable dyssymétrie de l'ensemble des rapports liant dominauts et duminés. Si on accepte cette réponse, un peut être rossuré sur la pérannité du droit et de la justice : tant que la bourgeoisia durers, elle aura besoin d'eux pour faire foactionne son mytha democratique. Mais alors, pourquoi cette crise du droit, ces inquietud malaise daus l'opporeil judiciaire, ce sentiment de décadence irréversible qu'expriment tous les participouts de milieux de la justice?

#### Le passage au capitalisme

DOUR éviter de tomber dans une imposse toute étude du droit dans la société moderna dait rompre avec cette théorie qui foit du droit issu de la Révolution une pure mystification. En effet, ce droit a un cantenu bien réel qui est la codification des rapports marchands simples (1). Et co conteno n'a rien d'un vestige archéologique. Les formes morchandes simples ont représenté jusqu'à une période très récente, et porticulièrement en France, ane part très importante de la formation sociale dans l'artisonat, le cammerce et surtont l'agriculture (2). Malgré un recai récent, ces formes de production et d'échange représentent encore une fraction non négligeoble des sociétés capitalistes européennes.

La persistance de ces formes oppareit d'autant plas surprenante qu'elles n'ant guère été étudiées pour alles-mêmes. En effet, l'histoire traditionnelle les a si complètement négligées qu'alle semble parfois a'admettre qu'u cantre cœur leur existeuce, soit qu'elle fasse daror le féodalisme jusqu'à la révolution bourgeoise et l'avènement du capitalisme, soit au contraire qu'elle fosse romanter l'arigine du capitalisme au haut Moyen Age.

Paur nous, au contraire, l'existence et le développement de ces formes durant plusieurs siècles est la caractéristique la plus remarquable de ce processus de « transformation » du féedalisme en capitalisme, qui est l'événe-ment le plus important de l'histoire de l'Europe

Une fois que l'on accapte de recouncitre que la petite production et l'échange simple ue sont pas seulement des catégories théariques mais passèdent une existence historique on peut voir qu'elles contiennent la possibilité du capitalisme, qu'elles apporoissent comme des conditions de son existence,

Si le capitalisme est una négation de l'éconamie marchande simple, il s'ogit d'une néga-tion dialectique, c'est-à-dire de la création d'une forma nauvelle par développement total des formes onciennes

Aussi, dans une société capitaliste développee, l'existence prolongée de formes marchandes simples a'a rien qui puisse surprendre, étont admis qu'elles apparaissent alors sous l'« écloirage général » des rapports capita-

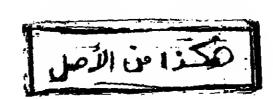
C'est aiusi qu'il faut comprendre par exemple les modalités de la vente par un agriculteur coutemporain des produits de son travoil, car un agricultear vendant oujourd'hm ses prodoits à une grande coopérative au à un groupe industriel sa trouve dans une situation différente da cella da son père qui vendait au marchand do bestiaux au sur le marché du bourg voisin. Il reste un authentique ven-deur de produits et aan pas un salarié. Mais la manière dant fonctionnent les ropports d'échange qu'il entretiant avec les achi de ses produits ne peut être pleinement com-

. .

. .

(1) On entend par « Jormes marchandes sumples » des formes de production ou te producteur travaule ledivioueilement dans l'exercice d'un métier en utilisant un ensemble d'outiliset de moyens de production dont il est le possesseur. Le cadre de l'activité production est to famille et le but de la production est to famille et le but de la production est sesentiellement l'eutretien et la perpétuation de 1s famille et de son patrimoine. Cette forme de production de l'acture de de unestiques, d'apprentis et de compagnons. Elle s'accompagne d'un système d'échange de lait alors selon is principe de l'échange se lait alors selon is principe de l'échange se lait alors selon is principe de l'échange se lait alors selon is principe de l'échange capitaliste qui doit conduire obligationent à la réalisation d'un taux de profit venant rémunérer le capitat investi Octement à la réalisation d'un taux de profit venant dans cotts description l'organisation de la production qui était so vigueur dans l'agriculture et l'artisanat syant l'apparition du rapitalisme.

(2) La pogulation rurale représentait 53 % de la population française en 1921 et encore 47 % en 1945.



Ν

YVES DEZALL

120.7.5

49 \* 1 P = 22

étoient ei numbreux, s'expliqoa por l'importance même des forces de la petite production so naturo, et dont la sigue la plus frappant nous est fourni par la diminution extrêmement

Mais l'entreprise n'intervient pas dens le contret : ce n'est pas evec elle

que le salerié s'engage, mels evec une treprise n'e compétence qu'après la conclusion du contrat. C'est donc à une is plupart das cas, sane compersison.

#### Législation du travail et droit de propriété

LA JUSTICE EN QUESTION

Es acquie da le légleletion du tra-vail, truit des conquêtes des travailleurs, lantent, il est vrai, de tondar juridiquement l'eppartenance à l'entreprise dans des repports collectite entre employeur et trevailleurs. Male ces etlorts se heurtant é la cohérenca interna du cadre juridiqua actuel du contrat. Le droit civil du contret de louage da services repose sur l'hypothèse d'un droit de propriélé pour le bien duquel un individu recourt, contre rémunération, é l' « industrie » d'us eutre. Quelle que soit l'ampleur des tranetormations opérées dene un tel cadre, se logique interne ne peut qu'assurer l'indépendanca du détenteur du capital. La prérogative de l' - employaur, seul juga » du bien da l'entreprise, le - pouvoir diecipilnaire du chet d'entrepries », le droit de faire expulser des gràvietes en cae d'occupation d'usine, sont ancore rettechés au droit da propriété de l'employeur sur l'entreprise, melgré des signes de remise en cauee par une jurisprudence nouvelle, en quéte d'autres principes,

société, per l'intermédielre d'un repré-

sentant : d'autra part, le comité d'en-

obligation muluelle entre le détenteur

La dielocation de le collectivité de trevall tlent donc dens l'ordra juridique à deux facteure : l'un, l'absence d'une définition de l'entreprise, renforce les effets de l'eutre ; le atatut de l'appartenance é l'entreprise assure eu propriétaire du capital un pouvoir qui va de la décialon de règlement Intérieur jusqu'é le restructuretion en sociatés distinctes, é le vente ou à le mise en liquidation de l'entreprise.

L'anracinement dens les fondements du droit français du pouvoir du capital dans un ensemble économique et social appareît dans una lumière plus granda dans l'axtension du phénomène de « groupe » dans l'économie actuelle. On e là une autre face du même probléme. Tout comme les eituetlons précédemment évoquées, les conséquences sur le droit é l'emploi de la concentration du cepital dens un - groupe - ne sont pas termellement contraires su drol' existant, elles sont même en cohérence evec les principes qui rendent possible cette concentration.

Le groupe est encore plus protégà que l'entreprise contre les tentatives d'une définition juridique; euest peut-il exister é le feveur d'ambiguités et de contradictions qui en font une réalité

du cepital et le lrevailleur que se ramène l'appartenance à l'entreprise. par contre, le liberté contractuelle. très inégale : le disproportion des conséquences d'une rupture unilatérele. même abueive, du contrat étant, dans

floue et fluctuanta; comment alors pourrait-il àtre un lleu d'epplication rigoureuse de la législation protectrice

des travallleure? Les groupes naissent de le concentration de sociétés ou de groupes déjé exietants: mais le processus qui angandra ou les modifia consiste é la dans une utilisation et une mise en échec du etelut juridiqua

Le droit des sociétés rend possible la création de « sociétés de sociétés » : il permet einsi le dispersion et te concentration du capitel : la dispersion. per des prises de participation dans celui des sociétés. la concantration dane les mains d'un nombre rédult de personnes, à le teveur du cumul possible de mendats d'administreteurs. En conjuguant la pourcentage des participatione avac la miee en piece dans les conselle d'edministration, ou é le tête des sociétés, d'hommes liés entre eux par des tacteurs divers, on aboutit é la constitution d'organes de pouvoir très pulssants. Un hebdomadaire économique (2) déclarait récemment que le pouvoir aconomique et financier, en France, est entre les meine d'une querantaine d'hommes ou plus, les - intouchables », qui ee choisissent per « cooptatien instinctive », de meins en moins en raison de la nelssance ou de le fortune, de plus en plus à ceuse de l'appertenence é l' « aristocrette da

Ainel, le groupe peut, eur un organigremme, pereître se réduire aux qui le composent ; et, d'une certaine taçon, c'est vrei, car it na sarelt rien sans elles : mele, d'un sutre point de vue, il est bien une réalité eutonome. Pour eutant le fossé e'élergit entre le pouvoir de décision qu'il détient et les travailleurs ; le premier est difficile à identifier et les seconde de per leur contret de travail, volenleurs droits strictement meintenus dens le cadre de leur société. L'existence de « holdings » ne modifie pas cette enalyse; dans le mesure où elles sont une société distincte, elles ne sont composées que de quelques hommes investis du pouvoir que leur donnent les capitaux et la puissance écono-

aions ou orientations d'un pouvoir diffi-

cilement localisable. Quelle eutre res-

source que le lutte ent les travailleurs confre l'application é leur société d'un

plen de restructuration, décidà à leur

mique qu'ils représentent.

#### Pouvoir centralisé, travailleurs dispersés

TTNE telle distance entre le groupe et trer sur des secteurs plus rentables, en transférer certains à la sous-traila collectivité de travail met cette demlare è la disposition du premier, tance française ou étrangère et privilé-Utilisant le droit des sociétés pour gier le recherche et le « commercial », constituer son pouvoir financier, le pour conquert et tenir les marchés. groupe e besoin da s'en libérer pour en Imposant eux sous-traitants des étendre son pouvair économique : le marges imperatives. principe fondemental de le personna-Une telle distance entre le pouvoir Ilté juridique des personnes moreles du groupe et les travailleure tient et décalage qui existe entre le groupe et le fait d'une société le sujet du pouvoir cadre dans lequel la loi prévoil et de décision, en tout ce qui le concerne ; mais le groupe n'existe qu'en rédulprotège l'exercice des droits des trasant les directions de ses composantes valileurs. Ce cadre est celui de le société, non du groupe ; leur Interlo-cuteur est un P.-D. G. dont le mission à des releis de mise en œuvre de es politique (3). On imagine, dene une période où la division internationale du consiste dens l'application des déciinsu, qui eboutit à la déqualification d'un grand nombre, eu changement de convention collective et à te perte d'avantages acquis da ceux qui transférés dans d'eutres enclétés du tout simplement à des ilcenciements importants? Et cela, dans la même tempe où le C.N.P.F. et le gouverne-ment lancent une politique de promotion des P.M.E. en vue de la sous-traitance : or, on le salt, les P.M.E. constituent un cadre dans lequel l'exercice des droits des saleriés est limité per la difficulté et la faiblesse da la syndicalisation et un fréquent déplecs-

ment du pouvoir du patron vere le

donneur d'ordres (4). On peut objecter que les travail-leurs ne sont pes totalement démunia da droita dens le greupe. C'est vral que certains groupes ont pris l'Initiative de créer les conditions de représentation des travellieurs par une commis elon centrale composée des représentants des différenta comités centraux d'entreprise. Me is l'existance d'une telle commission n'est pas protégée par la loi : de plus, ella est créée après la naissance du groupa, quand il na e'egit plus que de la consulter sur les modalités de mise en œuvre de le dàcision engagée.

C'est vrei aussi qua les différants comités d'entreprise ont un droit d'information sur les ramifications

à l'étranger a un droit, en cas da licenciement, à réintégretion dens la eoclété mère. Male ce ne sont là que des bribes da droits, laibles ettestations d'une certaine orise en comote de la réalité du groupe. Son pouvoir resta trèa protégé, pulsque eon exis-tance exige et lui permet d'utiliser structure juridique, celle des sociétés, àleborée pour le constitution et la développement des capitaux. et da le dépasser pour bénéticler daa apportunités tinencières et etteindre des finalités économiques. Quant à le collectivité de trevall, elle est telssae à sa dispersion, dans les réclimes divere das eociétés, soumise é des déclejone de restructuration ou de déstructuration ; elle n'e quère d'existence recannue au nivasu du groupe, eu-delé des sociétés. Qu'en raison da la détermination d'une politique communa du personnel at da la créabon d'une sorte de contret de travail de groupe - :

financières de leur société per les

participations qu'elle peut prendre en

d'autres. Et la loi aur le perticipation

eux truits da l'expansion autorise, en

certains cas les salerles d'une fillale

à souscrire des actione dans la sociétà

mère. Le salarié envoyé dene une tillale

l'engagement d'un salarià dana l'une des sociétés impliqua l'acceptation d'étre muté dans n'imports quelle société du groupe, tout refus étant considéré comme une damission.

#### Protection par le droit, ou conflit ?

O'N peut objecter à l'analyse précàdente la place insufficante qu'elle felt eu développement de la législation en tayeur des travailleurs : l'hieteire de la légieletion le montre : les progrès les plus aignificatils d'une mise en olece des àlàmente d'un droit à l'emploi sont dus à des luttes décienchées soit en roison de « vides juri-diques » généreteurs d'injuetices, soit la suite de solutions conformes au drolt meis non moins source d'Injus-

Ces luttes cont à l'origine da négoclatione et de conventions dont certaines sont devenues des lois par vole de cénéralisation à toue les trevellleurs. Si blen oue la droit du trevall oscilla, en quelque sorte, entre deux polarités : l'une relève d'une logique qui, par eon enracinement dens le droit civil du contrat et le droit commerciel des sociétés, e pour conséquence - ou pour but — de favoriser le capital, ses finalités propres, son pouvoir ; t'eutre prend en compte l'entreprise comme lieu où se louent le vie des hommes et jeurs, droits fandamentaux,

frapper.>

La lustica est soumise é l'attraction de ces deux polerités ; la jurieprudence oscille periols entre les deux : la criorità pu'il lui errive de donner é calle qui tavorise le développement d'un droit é l'emoloi lui permet dae hardiesses et des nouveautés : mais, le plus souvent, elle n'est, eu mieux, qu'un rempart contre les retours en arrière - les infractione aux loie - et, quand elle est sollicitée en dernier ressort, elle se dégage très difficllement, et non sans incohèrence, de l'inepiretion de principes généraux du droit civil, à partir duqual les reletione de travail ont été, eu dàpart, juridiquement structurèes. On est donc amené à penser

tels fondements, d'éleborer un euthentique droit au travail : pour répondre à l'impératit constitutionnal, il faudrait élaborer des catégories tondementales spécifiques, donc eutonomes.

Il ne leut donc pas e'àtonner que. malgré eon statut constitutionnel, le droit au travail, appelé plus concrète-ment droit é l'emplei, prenne el difficliement corps dene notre législetion et notre système juridique.

Dans une périoda da restructuretion profonde da l'économia et des entreprises, les syndicats sont aussi omenés taire moins conlianca au droit et é la justice qu'aux conflits, génàrateure de rapports de forces, pour aseurer l'exis-tence des élémante acquis d'un droit

à l'emptol. Permi les conséquances de cetta eltuation pour les trevailleurs, l'une des plue greves est le risque d'une saparetion des travailleure entre caux qui. dans leure entreprises, peuvent bénéficier d'una représentation puissante pour meintenir et développer les acquis de conventions collectives tevorables at caux gul se trouvent ou se retrouvent dans des entreprises ou dens des eltuations juridiques dane lesqualles une telle représentation est eoit légalement, solt pretiquement, impossible ou

Les signes, déjé nombreux, d'une telle répartition incitent é sa demandar el la páriode ectuelle des restructuretions ne va pes encendrer, à l'intérieur mame du monde du trevail, une classa de plus fammes axclus de la protection assurée dans les entreorises par les Institutions représentatives des trevellleurs.

BERNARD REFTENBACH.

t2) Le Nouvel économiste, u° 102, 17 octobre 1977, pages 68 et sq.
(3) e Recharche sur la représentation des salariés dans les groupes at boidings 3, sous la direction de Gérard Lyon-Caen. Ceutre de recherche pour le compte du ministère du travail).

14) Guy Courthieu. !!Entreprise, société féodale, Editions du Seuil, Paris, 1975, 208 pages, 25 P.



(Dessin de Bérénice Cleeve.)

prise qu'à coodition de les situer dans le codre d'ensembla du morché copitaliste.

travail est un dogme de l'orgenisation

de le vie économique, les ressources dent bénéficie un groupe pour destruo-

turer et restructurer les ectivités de ses sociétés : an particuller pour les recen-

Cette mise ou point sur la petite production et ses rapports ovec le capitalisme une fois faite, la râle historique du droit civil devient plus viséroent intelligible.

Le droit civil révolutionnaire, qui, en instituant la libération de la production et de l'échonga sous leur forme simple, o posé historiquament les conditions mêmes du développoment da l'échouge géoérolisé et da la production copitaliste, subsiste encore oujourd'hui comme temoin de la permanence de ces formes simples.

Ces formes se définissent par la coractère patrimoniol des biene de production et le cadre familiol de la production elle-même. On voit o quel paint elles se trouvent en hormonie avec le dispositif du droit civil et avec l'organisation de l'opparoil judiciairo traditionnel uvec ses trois persoonages : les deux plaideurs, libres, égaux et responsables, et le juge dant le râle se limite à interpréter la lai, à « dire le droit ». Il convient de nute, tout ce qu'u de specifique ce porsonnuge du juge, situé au-dessus et en dehors des Intérêts des parties. Ce qui explique que, d'obard, ca cit voulu choisir les juges parmi les propriétaires notables — leur independance économique est garonte de leur désintéressement — et qu'ansuite on en ait fait des fonctionnoires indépendoats du pauvoir palitique, mais participants da rôle tutélaire de l'État. Ces rapports issus de l'échauge simple et de la petite production parollèlement leur expres tique et idéologique dans le rodicalisme français et ses équivalents etrongers. L'exercice prolonge de la gestion de la société fraoçaise par le couront rodical, où les hommes de la done lo société française. Mais cette société, qui vecut son plein éponouissement sous la III° République, o cannu depuis la dernière guerre une évolution qui modifie complétement rapide de la population rurole (3). Ces « changements socioux » résultant du développement du capitalisme lui-même daue la societé occidentale. L'évolution de capital tend à lui faire

ocquerir des coractères nunveaux ; les rapparts morchands capitalistes e'éloigoent de plus eo plue des ropports marchands simples (4). le caractère privé du capital s'attènue sans cesse. Cette évolution des sociétés capitalistes s'opère partout sous l'égide de l'État. Comme l'ovoit le premier mootre Hegel, et oprès lui Marx, Max Weber et bien d'outres, le développement total de la société bourgeoise et du copitalisma conduit de plos en plus ropidement à la réalisation de l'Etat rationnel par absorption de la société civile dans l'Etat, application générolisée de la planification (où Lukocs voit un trait dominant da l'idéologie bourgeoise), raffinement sons cesse plus paussé de la division sociale du travoil.

#### Du droit révolutionnaire au reglement bureaucratique

DANS ce processus apparoît la cantradiction qui existe entre la propriété privée (qu'elle soit celle do petit producteor au celle do capi-tuliste) et la genéralisation de la marchondise. La transformation jutégrale des ropports entre les hommes en rapports entre choses, qui est le paint d'aboutissement du capitalisme, s'exprime dans la placification de la société. Dans une société oinsi pluvifiée, l'individu tend à perdre son noité, à être décomposé en fragments correspondent aux divers rôles socioux et économiques qu'il est appelé à jouer, à voir reglementer de plus en plus étroîtement sa vie, ofin que l'orbitraire des conduites individuelles ne vienne pas perturber ca qui a été

An droit révolutionnaire peur qui « tout ce qui n'est pae défendu est permis » succède le règlement boreaucratique pour qui = tout ce qui n'est pas permis est défendu ».

Ces considérations oous permettent alors d'ovoocer une interprétation de la crise de la justice, du malaise du personnel judiciaire, fondée sur l'hypothèse du dépérissement du droit.

Ce processus de dépérissement est depuis

lougtemps à l'œuvre. Il se présente sous troie aspects différents :

ADAM SMITH (La richesse des nations.)

d'une multitude (...). C'est seulement à l'abri

du juge que le propriétaire d'une telle richesse,

acquise par l'activité de plusieurs onnées ou

peut-être de générations successives, peut

dormir une seule nuit en sécurité. Il est à tout

moment entouré d'ennemis inconnus (...). Il

ne peut être protégé que par le bras puissant

du juge continuellement levé pour les

- Les ropports entre les grondes firmes nationales ou multinationales, privées un nationolisées, échappont paor l'essentiel et de plus en plus à toute espèce de débat judiciolre. Elles oe se presentent jamais devant on tribunal pour ce qui concerne leurs intérêts véritablement importants, et elles ne recourant à la justice et uux hummes de loi que pour unthentifier » tella ou telle de leurs démarches, à la manière dont on recourt à lo légolisation par un commissaire de palice. Il est vioi que toutes les groudes firmes posl'octivité da ces services, basucoup plus que la représentation en justice da la firme, consiste o ossurer cartains ospects de l'organisation et de la plauification interne et externe de la firme. Le juriste devient doce ce cus un iugénieur», selon la formule du célèbre juriste oméricain Pound;

- Les ropports entre les personnes privées et les institutions publiques relèvent depuis longtemps, et de plus en plus, du droit udministratif, « droit » qui o'est pas du droit, mais rien d'outro qu'une méthode d'ioterprétation et d'opplication des réglaments. La justice à « trois personnages » disparaît : on n'a plus qu'un « odministré » qui réclame à l'admioistration une opplication carrecte et conérente de soo propre réglement. La procédure même du recours odministratif est révélatrice de son véritable caroctère : ne commence-t-elle pas le plus souvent par un « recours gracieux » présente par l'administré à l'administration même dont il o o se plaindre? Ce caractère fondomentolement grocieux du recours se trouve, notons-le, renforce par l'inexistence, poor uinsi dire oécessairo, des voies d'exècu-tion (5). L'exècution est en foit û lo discrétion des services concernes ;

- Enfin, an assiste aox développements da pratiques consistant à détourner de leurs sens les rouges judiciaires troditionnels. Le foncfioouement de la justice civila et pénale est de plus en plus écartelé entre deux tendances apparemment contradictoires mais qui foutes deux offerent grovement sa nature. L'une, particulièrement nette dans les juridictions pénoles, canduit à une fusion de fait de la polico, du ministèro public et du tribunal, les tronsforme en tribunuux d'exception ò l'image des tribunaux militaires, des commissions de discipline ou des prétoires des prisons. L'autre tend à transformer les orgunes juridictioonels en orgooes de tutelle, tant en matièro civila (offaires familiales, divorce, etc.) an'en matière pénole, chorgés de suppléer à la dépersonnaisation, à l'irresponsabilité croissante des justiciobles (6). Le darnier congrès du Syndicat de la magistrature sur la petite délinquance paroit refléter fidèlement cette tendance

Ce dernier aspect du dépérissement du droit paroit tout particulièrement digne d'être sou-ligné, car il est le plus difficile à discerner. A la différence des deux premiers, il ne suppose nullement up efforement institutionnel des urgaves judiclaires ; il pent très bien s'accompagner, et s'uccompagnero sans doute, non seulement d'une conservation mais d'un développement, d'une « modernisatiou » de ces arganes, voiro d'une angmentation notable des moyens matériels sois à lear disposition,

HENRI NALLET et CLAUDE SERVOLIN.

(3) Il sat à noter que cet exode rural a pro-voqué une rédoction parallèle de l'appareil judi-ciaire, ce qui semble constituer no indice toot à fait direct du lieu qui les unissait.

(4) Le « petit capitaliste » qui reste proche cocore de la petite production tend, iui aussi à régresser.

(5) Cf. l'article de G. Vedel dans le Monde du 4 mai 1977. Cet article très intéressant semble cependant pécher par optimisme quant à la possibilité d'instituer des votes d'execution réellement efficaces en matière administrative.

(6) Ces considérations us sont utillement spéciales à la France. B. Abel et R. Stevans, dans leur livre « Leuoyers and the Courts » (Heinemman, Londres, 1987), décèlent les mêmes teodances à la décadeuce de l'apparail judiciaire britannique traditionnel qu'ils attriouent eu développement du « Weifare State » (équivalent pritannique de l'ératisma résimentaire) et à tre britannique de l'étatisme réglementaire) et à la multiplication des tribunaux spécialisés (qui suppléent, en Grande-Bretagne, à l'ébsence de suppleent, es Grande-Bretagne, s. l'ebsence de juridiction administrative). Les auteurs exhortent, pour finir, le juriste aogiais à s'adapter à la société moderne ce se considérant désormais comme assurant un Bervice public, e de la même manière que les hôpitaux, l'assistance publique ou les pompiers »... [Op. cit., page 463.)

#### Protection des citoyens ou service des grands intérêts et de l'État?

A délinquance est traditionnellement perçue comme une mani-festation d'immoralité, un symptôme d'inadaptation ou de marginalité, ou blen comme la contrepartie d'un processus d'exclusion sociale. Lue comme un dysfonctionnement social, elle est traitée comme une anormalité. Le délinquant est un comme une anormalité. Le délinquant est un coupable à punir, un inadapté à soigner, un marginal à assister, un exclu à promouvoir. L'interven-tion des tribunaux et celle, plus large,

de l'action sociale se définissent par rapport à cet éventail, oscillant sans cesse entre la correction, le traite-

ment et la promotion. Le taux de récidive chez les délin-Le taux de recidive chez les delin-quants adultes se maintient à un hant niveau et il atteint des pro-portions considérables chez les mi-neurs qui ont eu affaire avec la justice, que ce soit pour des faits de délinquance ou pour avoir « béné-ficié » de décisions d'assistance éducative. Après avoir longtemps cru

#### –Pratiques d'affairistes –

A belle unanimité qui s'est développée progressivement dans les dix demières années, eu sujet de la délinquance d'attaires ne doit-elle pas soulsver quelques interrogations? Certes, quelques plonniers nt tenté de démontrer que la délinquance n'était pas exclusivement le fait des classes laborieuses réputées « dangereuses ». Mais la criminalisation effective des pratiques illicites dans le monde des affaires reste

Depuis les grands scandales financiers des années 20, l'appareil juri-dique et institutionnel centré sur le contrôle de la délinquance d'affaires e'est largement développé. Les textes sont surabondants et les organes de contrôle apécialisés beaucoup plus nombreux que l'on ne croît : service de répression des fraudes, brigades et parquets financiers, commissions des ententes, des opérations de Bourse, de l'usure, etc. Cependant, à regarder les pratiques effectives du contrôle social en ce domaine, quelques constats et quelques questions s'imposent :

 Evaluer le coût du crime est une entreprise très périlleuse, parti-cultèrement en ce domaine. Cependant, la direction centrale de la police judiciaire établit depuis queiques années le coût des transferts de possession à l'occasion d'infractions économiques et financières dont elle e eu connais-sence. Il était, en 1975, de 2 031 millions de francs. L'évaluation de la fraude fiscale effectuée au préjudice de l'Etat était de 44 483 millions de francs pour la même année. Ces évaluations (qui sont des estimations minimales vu leur mode de calcul) laissent très loin dertière elles le coût de le oriminalité traditionnelle.

11. — On ne dispose pas encore en France de statistiques précie eur le délinquance d'affaires et son traitement judiciaire. Si on se limite à un ensemble très hétérogène, mais comprenent principalement les infractions financières, fiscales, douanières et commerciales, on atteint le etiffre de 3,2% des condamnations prononcées (11 129 condamnations). Si on précise les regroupements en se limitant aux infractions financières, fiscales et douanières, zone où peut être ettué l'essentiel de la délinquance d'atfaires grave et organisée, le pourcentage de condamnatione n'est plus que de 1,7 % des condemnations en matière pénsie (5.830 condamnations). Pour ces deux dernières catégories, il est intéressant de noter le répartition des sortés de peines prononcées ;

|                                                     | Prison<br>ferme | avec<br>sursis | Amendes<br>Termes | Antres<br>ganc-<br>tions | %   |
|-----------------------------------------------------|-----------------|----------------|-------------------|--------------------------|-----|
| Infractions financières, fiscales<br>et douanières. | 3,76 %          | 14,14 %        | 78,03 %           | 4,07 %                   | 100 |
| Infractions commerciales                            | 1,87 %          | 6.55 %         | 85,12 %           | 6,00 %                   | 100 |

III. - En matière de sanctions, il est notoire que l'amende, souvent compagnée de sursis, demeure quasi généralement la règle an ce secteur. D'autre part, si un certain nombre de tribunaux correctionnels ont tenté de faire évoluer ces senctions vers des mesures qui ne eolent pes symbo-liques, les décisions d'appel atténuent tréquemment les sanctions décidées en première instance, Estimant sans doute que la simple assignation en justice constitue, à elle seule, une senction suffisante.

années tiréquemment de cinq pour les « gros dossiere »), une décision est obtenue, encore faut-il pouvoir le faire exécuter. Ce problème se pose avec une particultère acuité quand une peine de prison femre est prononcée. L'octroi de sursis à l'exécution ou de mesures edministratives rend l'epplication de ces décisions très aléatoire. La répression de la délinquance d'affaires est loin d'atteindre une importance comparable aux dommages sociaux qu'elle occasionne. Mais quand elle existe, eur qui e'exerce-t-elle ? La cible préférée n'est-elle pas blen souvent l'aitairiste individuel, les antréprises personnelles ou les petites

sociétés où le gérant ou P.-D.G. est, en fait, ectionnaire majoritaire ? Blen souvent, ces petites sociétés sont poursuivies pour des délits de gestion dont la loi de 1966 e multiplié à l'infini le nombre. Dans la pratique, distingue-t-on bien ces délits d'administration des délits graves d'abus de blens sociaux, publication de faux bilans, répertition de dividendes fictife eyant causé un réel préjudice aux ectionnaires ou créanciers ?

Tout le processus judiciaire lui-même n'est-il pas principalement orienté vere la répression d'ectes individuels ? Le droit lui-même na connaît comme sujet que le « personne ». Le grande entreprise moderne, et à plus torte raison l'entreprise muttinationale, m'offre que des prises très limitées eux

Enfin, l'essentiel des réglements an matière de délinquances d'affaires ne se fait-il pas par des filières déjudiciarieées (cabinets d'affaires, arbitres, négociations administratives, transactions, etc.) où les règlements amiables, escreta et non stigmatisants es font à l'abri du regard public, mais non hors du regard et des intérêts du pouvoir ?

### La délinquance, un désordre nécessaire et bien utilisé

Par PIERRE LASCOUMES \*

aux valeurs intimidantes, curatives ou promotionnelles de leur intervention, les professionnels de la justice et de l'action sociale en viennent peu à peu à se demander e'ils ne participent pas avant tout à un réseau de marginalisation socio-économique produisant des délinquants, des marginaux ou des assistés.

Si la délinquance n'est pas un fait

Si la délinquance n'est pas un fait de nature, une perversion ou un accident, une faille du système, peut-être faut-il y voir une production nécessaire d'un système économique et social fondé sur l'exploitation et la violence.

tation et la violence.

Le contenu du terme de délinquance est inséparable de l'état des rapports sociaux dans une société donnée. Est-il besoin de rappeler que la délinquance n'est pas une qualité intrinsèque à certains comportements mais le résultat d'un processus de réaction sociale? C'est l'existence, la forme et l'intensité de la réaction sociale qui confèrent à un type de comportement, dans un contexte donné, son caractère répréhensible ou non. « Est déviant celui auquel cette étiquette a été appliquée avec domé, son caractère répréhensible ou non. « Est déviant ceiui auquel cette étiquette a été appliquée avec succès. » Cette réaction sociale est dominée par quelques stéréotypes qui définissent l'essentiel de ses contours: la délinquance juvénile, les agressions volontaires contre les personnes, la petite délinquance contre les petits voleurs (46,6 % des détenus au 1° janvier 1977) et jeunes délinquants (42 % des détenus ont moins de vingt-cinq ans, il s'agit le plus souvent de condamnés pour vol) sont des criminels en herbe dont la perversité vient de se manifester. La répression du petit délit apparaît alors comme l'occasion (à ne pas manquer) de repérer des personna-lités pathologiques ou anti-sociales. Pourtant, 7,3 % seulement des détenus ont commis des atteintes graves contre les personnes.

Sur ce plan, l'inculcation idéologique est à ce point réussie que
notre réaction jace à un de ces petits
délits est de l'ordre du réjleze... Cele
est fondamental dans la mesure où,
contrairement à ce que l'on croît en
général, les appareils de contrôle
social (police, justice...) sont d'une
grande passivité et n'interviennent
le plus souvent qu'à la suite d'un
signalement venu de l'environnement
social. Le caractère presume système. signalement venu de l'environnement social. Le caractère presque systèmatique du renvoi de ces délits et de leurs auteurs vers les agences répressives s'explique en très grande partie par la rupture qu'ils constituent avec l'idéologie dominante. Les infractions qui suscitent la réaction sociale la plus forte sont celles qui portent atteinte à l'intégrité physique des personnes (sous certaines formes), à la propriété privée, à la productivité et la stabilité dans le travail, aux structures familiales et à un ordre moral presque inchangé depuis 1810. moral presque inchangé depuis 1810.

A l'inverse, les infractions inhé-rentes à la maximisation de la logique spéculative et marchande caractérisant les rapports sociaux actuels n'apparaissent pas commé étant de nême nature que les pre-mières. La gravité qu'on leur attribue est sans commune mesure avec celle attribuée aux précédentes. Leurs chances de signalement sont donc plus restreintes. La répression qui les frappe reste symbolique, voire inexis-tante. En matière financière par tante. En matière financière par exemple, quand une affaire parvient après maints détours et retards devant les tribunaux, le prononcé d'une amende, parfois accompagnée de sursis, demeure la règle. Alors, peu importe que les accidents du travail tuent au moins dix fois plus en une année que l'addition des meurtres, assassinats et coups et blessures ayant entraîné la mort. Peu importe aussi que les estimations officielles du coût social de la délinquance placent en première ligne, et

doctologue, Centre national de la recherche scientifique.

de loin, les fraudes fiscales, doua-nières et financières. On cherche à nous indigner régulièrement sur le non-respect des innocents par les preneurs d'otages et agresseurs de personnes sans défense. Mais c'est un silence produce qui a sandant un silence pudique qui a pendant longtemps couvert, et couvre encore aujourd'hui, les pratiques de cer-taines entreprises bancaires, alimen-taires, immobilières, pharmaceutiques, etc., et celles des multiples pollueurs on fraudeurs sur les prix et la qua-lité des produits. L'Etat et les collec-tivités publiques (Sécurité sociale...), les consommateurs et les épargnants

sont sens doute des « innocents »
de nature particulière...
C'est dans ce sens que Michel
Foucault définit le rôle « positif »,
actif, de la prison :
« Dans la mesure où elle suscite

a Dans la mesure où elle suscite au milieu des autres une forme particulière d'illégalisme... Voyant, marqué, irréductible à un certain niveau et secrètement utile... elle dessine, isole et souligne une forme d'illégalisme qui semble résumer toutes les autres, mais qui permet de laisser dans l'ombre celle qu'on veui ou qu'on doit tolérer » (1).

Ainsi, parmi tous les illégalismes, seules certaines formes de délin-quance possèdent une visibilité suffisante pour susciter une réaction sociale importante. Elles cantonnent ainsi la réprobation morale sur cer-

tains comportements pour mieux en préserver d'autres. Outre ce premier rôle, de mise en évidence de la délinquance violente contre les per-sonnes (quantitativement très stable, elle représente un nombre restreint de délits indépendamment du tapage alarmiste fait à son propos) et de la délinquance mineure contre les biens, delinquance mineure contre les bens, elle présente un autre avantage d'importance : celui de désigner des populations cibles et des bouc-émis-saires de choix.

TE III

Quelque chose d'essentiel, sur le plan idéologique, se joue autour de la prison. Dans les représentations de la justice penale, elle apparait comme la peine type, celle par qui se définit l'acte grave; c'est donc elle qui donne une grande part de sa visibilité à la seconde populationvisibilité à la seconde population-cible qui constitue la quasi-totalité de sa clientèle. De plus, la prison contribue à mettre en évidence deux formes de délinquance (2) qui dé-bouchent souvent sur l'emprisonne-ment : les infractions contre les personnes (peu importantes quanti-tativement mais amplement drama-tisées), certaines infractions contre les biens, essentiellement le vol-Enfin, la prison contribue à mainles biens, essentiellement le voi.
Enfin, la prison contribue à maintenir le faisceau du contrôle social
sur une population-cible formée da
prolétariat et du sous-prolétariat,
parmi laquelle sout choisis l'essentiel
des délinquants boucs émissaires.

#### Le bouc-émissaire

I L ne s'agit pas de nier l'existence L de la délinquance ou de la mini-miser, mais de blen distinguer, d'une part, les phénomènes que recouvre cette notion, d'autre part, l'utilisa-tion inéologique qui en est faite. La délinquance est une production sociale à un double titre.

D'une part, elle est le résultat logique et nécessaire de l'état des rapports sociaux dans une formation sociale. Elle n'est ni une pathologie sociale, un simple dysfonctionnement, ni le résultat du passage à l'acte de personnalités perverses. La délinquance classique s'inscrit en parfaite continuité avec la violence qui caractérise l'ensemble des rapports sociaux et marque les conditions de vie (voire de survie) des classes et fractions de classe les plus exploitées et assujetties. De la même façon, la délinquance des affaires n'est pas un raté de l'économie libérale, mais une maximisation de la logique spéculative du profit, voire un ensemble de pratiques inhérentes au fonctionnement de l'économie de marché. La bourgeoisle s'est réservé, au fur

La bourgeoisie s'est réservé, au fur et à mesure de son accession à une position hégémonique, l'Hégalisme des droits. C'est-à-dire la possibilité

de tourner ses propres règlements, de tourner ses propres reglements, ses propres lois et d'accomplir un large secteur de la circulation économique dans les marges ou par-delà la ·législation, en utilisant soit les silences de cette dernière, ses contradictions ou combinaisons, soit plus simplement une tolérance de fait.

D'antre part, l'existence d'une délinquance fortement stigmatisée délinquance forcement stigmatisée est nécessaire au maintien et au renforcement constant de la légit-mité des politiques d'ordre. C'est pourquoi la seule délinquance qui a une visibilité et qui suscite une réaction sociale significative est celle qui provient du prolétariat et du sous-prolétariat. En concentrant la réprobation morale sur les illégalismes des classes populaires, cette mes des classes populaires, cette délinquance amplement dramatisée vient justifier la profonde surveil-lance qui s'exerce sur ces classes et fractions de classe réputées dange-reuses. Et cela tout en détournant

(1) Surveiller et punts, page 281, Editions Gullimard, Paris, 1975, 328 pages, 61 F. (2) Voir l'enesdré intitulé : « Classes dangereuses ».

#### ~Au nom de la sécurité ——

Madame, Monsieur,

d C'est le devoir de la police de vous protéger. Elle n'y applique et de nombreux voyons out été, grâce à son action, arrêtés et déférés à la justice. 

Après avoir travaillé de longues années, vous avez acquis le droit de prendre votre retraite et d'en profiter en toute tranquillité. Or, des individus reconnant aux procédés les plus lâches et les plus insidieux, n'hésitent pas à vous agresser pour vous voier l'argent que vous avez légitimement gagué.

3 Mais, vous pouvez et vous devez vous-même l'aider à vous éviter un certain numbre de risques con l'avident des substitutes des la constitute de la contra de ibre de risques que l'audace des malfaiteurs fait peser sur votre

> LOESQUE VOUS ETES A VOTRE DOMICILE, ENFERMEZ-VOUS!
> N'ouvrez pas votre porte au premier venu : si vous recevez un visiteur inconnu, he le quittez pas des seux [...].

. LORSQUE VOUS ETES DANS LA RUE, SOYEZ PRUDENT!

a Pour éviter que votre sac. Madame, no vous aoit arraché, marchez au milleu du trottoir, éloignez-vous de la chaussée. [...] p Longue vous allex encaisser votre pension, ne la comptez pas dans la rue, laissez votre argent placé à la Caisso d'Epargne, à la poste, à la banque, chez le percepteur.

> 51 vous transportez une somme d'argent, répartissez-la dans vos

poches et voire sac. [\_]
> VIVEZ TRANQUILLES, et n'hésitoz jamais à aller voir les policiers pour leur demauder conseil, aide et protection. >

Signé : MICHEL PONIATOWSKI.

(Extraits d'une circulaire en dats du 8 juin 1970 distribuée au domicils de retraités d'l'initiative du ministre d'Etat, ministre de l'intériour.)

#### Contrat pour

une exploitation domestique

### LE MARIAGE ET LE TRAVAIL NON RÉMUNÉRÉ

Per CHRISTINE DELPHY \*

UIVANT le mot célèbre d'un économiste nméricoin, « quand un homme épouse sa bonne, il fait baisser le produit nafio-nal brut ». Cela signifie qu'une portie impor-tante du travail productif, le travail menager, n'est pas earegistrée dans les comptabilités notinnoles, et le comptabilité française us fait pos exception à extre règle. Or, pourquei n'est-il pas enregistré? Pour la simple raison qu'il e'est pas payé. Et la travail mu rémunéré des

\* Centre national de la recherche scientifique.

épouses ne se limite pas, comme no le pense souvent, à l'entration d'une maison, nu travail

Il s'étend nux productions artisanales, commerciales, agricoles, destinées ou marché, norice freurs.

Le produit national brut ne représente donc pas - lain de la - taute la production. Une bonne partie en est cochée, qui, évaluée en heures, en constitue plus de la moitié : en 1967, pour quarante-trois milliards d'heures de travail salorié, il s'est effectué quarantecina milliords d'heures de trovail gratuit.

Or les productions et services rendus par ce travall, gratuits lorsqu'ils sont faurnis par nue femme à son mari, sont rémunérés larsqu'ils sont faurnis par cette même femme è une personne avec qui elle n'est pas mariée. La non-valeur du travail domestique n'est donc pas liès à la noture de ce travail ; d'autre port, la unu-valeur, nu plutôt la gratuité de travail (la non-rémunération du producteur), us se produit que dons des relations sociales ulières, celles du femmu è mori. Il semble done que cette gratuité nit une couse institu-tionnelle : le moriage.

Le moriage, loin d'être un lien « noturel », dans lequel la loi ne joueroit qu'un rôle marginal et exceptionnel (en cas de conflit), est un contrat des le départ, et non pas seulement < quand les choses vont mal >. D'allieurs, si tel était le cos, s'il n'avoit pos « de son vivant n des règles précises, comment pour-rait-on savoir que « les choses vont mol » ? C'est une institution pourvue, comme toute institution, d'un codre juridique. Il uppemit de surcroît que, puisque cette institution est

le lise de création de rapports de production porticuliers, - le travail gratuit - c'est nussi un controt de trovoil.

Cependant, l'obligation du travail domes tique n'est nulle port notée dans les textes de lai sur le mariage qui prévoient seulement que l'apport de la femme peut consister soit en argent soit en nature. Mais elle est inscrite négativement : le manque à remplir ces obligations est sanctionné par la rupture du contrat : par le divarce. C'est dans les motifs de divorce que les obligations du mariage sont lées : le tribunal de P... accorde le divorce is M. X... contre Mme X... porce que celle-ci tenait mai lo maison et son cabinet (de méde-cin) ». En ebservant le divorce, en n, d'ane foçon à première vue paradoxale, un point de vue privilègié sur le murioge : la nature du controt de mariage y est explicitée, non senie-ment duns les motifs de divorce, mais nussi et surtout dans la situation des divercées, par le divorce comme état.

#### Des écarts renforcés

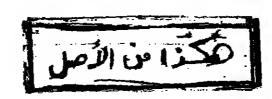
On verra que l'état de divorce paraphe en quelque sorte, met en lumière et en relief. tous les troits du l'état de mariagn comme état économique pour les femmes. Mais il ne crèe pas, un pas plus que d'autres éléments de la structure institutionnelle, cette situation économique. Il fout donc d'abord voir comment se crés et se recrés le marché de mariage comme marché économique, quels sont les liens estre ce marché du travail gratuit et

l'autre marché, le seul afficiel, celul da travail rémunéré. Et, pour commeucer, comment entret-on dans le premier ?

---

1 ...

1) Si le mariage danne lieu à l'exploitation des femmes, il est poradoxal qu'elles y entrent et se mettent ninsi en situation d'être exploitées. On doit donc supposer que des pressions importantes, positives et négatives, existent qui poussent les femmes à se marier en dépit qui poussent les femmes à se marier en depit de cette exploitation, et que certaines sont précisément d'ordre économique. Au niveau global, il est bien confirmé que l'état de célibat est pénalisé pour les femmes. A milien d'arigine égal, une femme célibataire ne peut espérer avoir un aiveau de vie égal ou même commensurable avec celui de son père, de ses frères, nu de ses sœurs marièes (muis ce que l'étude a rèvelé, c'est que le célibat est rendu moins ettrayant que l'état marié, en sorte qu'un colcul fernit pencher la balauce en faveur de ce dernier). Un colcul, en effet, suppose une comparaison, que rerues.
célibat, peu importe quel que soit sou attrait,
célibat, peu importe quel que soit sou attrait, n'est pas envisage dans l'éducation des filles; il est donc hors du champ des possibles. L'une des façous dont cette contrainte écounnique abjective est réalisée est une éducation pour les filles uniquement arientée vers le morioge. Même dons les familles où l'on foit faire des ctudes oux enfonts, celles-cl ue fout illusion ni nux porents ni oux luteressées : elles ne sont pos vues comme une préparation à une vie professionnelle, et n'en dounent d'uilleurs pos les muyens la plupart du temps, mois comme l'acquisition d'un « vernis culturel ». L'investissement culturel est dirige non vers le marché du travail mais vers le merché du mariage. « On m'o foit faire de petites études qui ne mendient protiquement à rien. On élevait les



dictions of se jour . Mag teller

pale. (.) typo, (e. e.

grave: . e grance: r econde :.

10 ... 5 .... De 5 .... 10 ....

eunte . .

on-:

 $iD_{i}$ 

The same of the sa

l'attention des illégalismes de la bourgeoisie et de ses alliés (3). La délinquance populaire est un désordre social apparent, indissociable de its pour ma Outre de partir de l'évidence te comirremoni ::: The mane of the white et let .

délinquance populaire est un désordre social apparent, indissociable de l'ordre qu'il remet en cause.

Cette délinquance est l'occasion d'une vaste entreprise d'amplification idéologique, à visée profondément pédagogique et dont les finalités politiques sont assez claires. Sa répression est toat d'abord l'occasion de rappeler, à tous, les règles fondamentales ordonnant les rapports sociaux. En fait, cette inculcation permanente des fondements de l'ordre dominant s'adresse principalement à ceux dont on craint le passage à l'illégalisme individuel ou collectif en raison de l'exploitation et de l'assujettiasement qu'ils subissent.

D'un autre côté, la répression de la délinquance des classes populaires sert à la démonstration, constamment renouvelée, de la légitimité des pratiques d'ordre social. « Il faut réprimer le vol puisqu'il y a des voleurs...! » A ce niveau, le savoir criminologique a joné et joue encore un rôle décisif en effectuant la démonstration scientifique (à base statistique, psychiatrique, psychologique...) de la dangerosité de ce type de délinquants. En effet, la très grande majorité des travaux effectués en criminologie ont pour base la population pénale ou carcérale, c'est-à-dire les délinquants repérés, étiquetés et jngés. Ces analyses ont donc lleu sur un produit fini : un ensemble de cas, élaboré et sanctionné par le système policier et judiciaire. Or, su lieu d'utiliser ces cas pour comprendre la logique propre au système répressif, sa focalisation sur certaines populations-clibles, ses différentes formes d'intervention selon ceux qu'il a pris en charge, les travaux classiques en criminologie ont toujours sinon supposé, du moins laissé croire que les délinquants condamnés constitualent un échantillon représentatif de la population délinquante ou déviante. Et donc qu'il était possible, sur cette base, d'extrapoler sur la criminalité en général. On « découvruit a a ainsi en toute candeur que la criminalité en général. On « découvruit a a ainsi en toute candeur que la criminalité en général. O général. On « découvrait a ainsi en toute candeur que la criminalité la plus grave provient des « groupes sociaux les plus défavorisés », des milieux familiaux instables, etc. Confondant ainsi la logique de fonctionnement des apa rells répressifs et la logique de la délinquance, ils légitiment et renforcent la première, en démontrant avec force détails que la population dangereuse est bien celle dont on s'occupe : C.O.F.D. Les celle dont on s'occupe : C.Q.F.D. Les stéréotypes du délinquant, base du processus d'inculpation précédem-ment décrit, se trouvent atosi pleine-ment rationalisés.

Dans un contexte de crise économique et sociale comme celui que nous connaissons actuellement, où les rapports sociaux sont suscep ou les rapports socialité sont suscep-tibles de prendre un tour violent, la dramatisation des phénomènes de délinquance doit être regardée avec une attention toute particulière. On constate le développement sous di-verses formes d'ure campagne cen-trée sur la sécurité des citoyens. Thème qui, en pratique, dissimule de plus en plus mal la préoccupation essentielle de la sécurité de l'Etat. La visée centrale samble orientée vers une criminalisation de la lutte politique et tend à une mise sous « haute surveillance » de tout le territoire. On peut distinguer diffé-rents niveaux dans le processus en COURS

cours:

— A un niveau général, le déplacement d'un sentiment d'insécurité à base économique sur un bouc émissaire idéal et traditionnel, « la criminalité », tente de masquer la nécessaire inactivité des pouvoirs publics face aux conséquences de la phase actuelle de concentration du capitalisme monopoliste;

— L'accentuation actuelle des contradictions sociales étant susceptible de modifier la situation politique, le thème de la sécurité de l'Etat est particulièrement d'actualité. Une des commissions du VIII\* Plan dirigée par le ministère de l'Intérieur était consacrée à ce thème. Elle fit ressortir pour les années à venir une e oggrapation des risques », mélant dans sa démonstration des atteintes croissantes à l'ordre public la délinquance classique, la délinquance politique (nommée e terrorisme ») et

les conflits sociaux : l'assimilation à la délinquance de la contestation sociale et de l'opposition politique est sur le point d'être explicite. Sous prétexte d'une prétendue augmentation des formes de délinquance violente, on cherche surtout à rendre acceptable un quadrillage policier tons azimuts.

Ainsi le développement de la police et de la gendarmerie a donné lieu à un plan de cinq ans (1976-1980) pour lequel les dépenses budgétaires dépasseront 4 milliards de françs.

En outre, sur le plan légal, tout un arsenal de mesures a été élaboré renforçant de façon considérable les moyens répressifs et les prérogatives de l'exécutif en ce domaine. Outre la projet (déclaré anti-constitutionnel) de fouille des véhicules, un renforcement des états d'exception (état d'irrepne, de alère art 16; était d'irgence, de alège, art. 16) était prèvu dans les cas de a subrersion intérieure ». D'autre part, la convention européenne sur la répression de terrorisme permet une coordination inter-nations de la criminalisation de la proposition rolliture qui fese à l'opposition politique qui face à

l'accroissement de l'oppression dans le monde, se troove de plus en plus acculée, « pour se jaire entendre », à des actions violentes ou tapageuses.

La violence d'Etat, pour s'exercer, La violence d'Etat, pour s'exercer, n'a pas fortément besoin d'Instruments légaux et ne s'embarrasse pas toujours de respect de ceux-ci. L'extradition de Mª Klaus Croissant en est un exemple frappant. Le pouvoir d'Etat y a révêlé sans détour sa force nue. Cette forme de « réponses à la violence » remet à sa modeste place les travaix de la commission. à la violence y remet à sa modeste place les travaux de la commission portant la même nom. Indépendamment de la caution savante et des heaux exposés d'inquiétude (tout à fait dans la ligne des commissions d'enquête du dix-neuvième stècle eur les classes dangereuses), ce rapport officiel a surfout contribué à donner une visibilité accrue aux phémorvènes de violence. Et sa première mise en œuvre a été l'extradition d'un avocat pour délit politique.

Notons aussi ce résultat fantas-tique mais totalement occulté par la plupart des commentaires sur ce rapport. Certes, le sentiment d'insé-

curité dans la population est très fort. Cependant il ne résulte ni d'une expérience directe ni même d'une situation dont aurait été victime struction dont aurait été victime e une vague connaissance » (réponses négatives entre 82 et 87 % — question 37, questionnaire IFOP). Par contre il provient essentiellement, nous dit-on, des informations transmises par les mass media. Pourquoi out-ils accordé une telle place à ces phénomènes? Serait-il donc nécestrale de déterment l'attention d'enparticular de détourner l'attention d'autres sources de tensions sociales (situations économique et sociale, scandales politiques)?

On retrouve ici l'impérieuse néces-sité de la délinquance, dans la mesure où, sous couvert de protection des citoyens, par l'appel au front uni contre la criminalité, on tente de rassembler, dans une même peur, ceux qui a'opposent dans leur rap-port de classe.

PIERRE LASCOUMES.

(3) Voir l'encadré intitulé : « Pratiques d'affairistes ».

#### Classes dangereuses —

ES pénalistes du dix-neuvième alècle étaient moins hypocrites qu'un de nos demiers ministres de l'intérieur qui déclarait : . Un contrôle plus étroit sera lait eur les calégories da la population d'où émanant les trois quarts da le criminalité... - Au elècie précédent, l'assimilation des classes laboriauees - eux - classes dangereuses - se faisait sena ambiguité, et c'est de là que nous vient l'essentiel de le définition tant légale qu'idéologique de le délinquance. Si le vocable e évolué, le perspective fondsmantale a-t-ella changé ? Rappelone quelques données simples et éloquentes, mais eouvent enfoules sous da prétandua grands débats.

Comme per hasard, l'edministration pénitentiaire ne possède pas de statistiques concernant la distribution en catégories eocio-professionnelles de le population pénale... Elle nous apprend cependant que près de 10 % des détenus sont reconnus totatemant illettrés et que 60 % au moins ont, dens le meilleur des cas, un niveau de formation primaire. Ce qui ne veut même pas dire qu'ila possèdent le certificat d'études primaires et encore moins une qualification professionnella quelconque, inutile d'insister, La population envoyée en détention par la justice est essentiellement formée de membres des frections les plus défavorisées du prolétariet at da mambres du sous-prolétariet.

En ce qui concerne les condamnatione pénsies, on peut tendanciellement distinguer deux « populations-cibles ». D'un côté, les petits patrons de l'industrie et du commerce, fraction de classe qui présente le teux de condamnation le plus important (34.8 %), mais qui comparaissant en justice essentiellement pour des activités frauduleuses relatives à leur profession (chèques sans provision, infractions astucisuses contre les biens). Pour eux, l'essentiel des condamnations se résume à des peines d'amende (eu taux de recouvrement très faible, 30 % environ) ou d'emprisonnement, le plus souvent accompagnées de sursis. A l'égard de cette traction de class l'apparell judiciaire semble intervenir essentiallement pour réguler les conditions de la concurrence, éliminer les « canards boiteux » et, dans une certaine mesure, contribuer à l'élimination de secteurs économiques en volo de disparition ; artisanat, commerce Individuel, petites entreprises...

Catto première - population-cible - n'e pas cependant de visibilité spécifique, elle est massivement occultée par le seconde, à partir de laquelle sont idéologiquement constitués les principaux stéréotypes concamant la délinquence : elle est formée d'ouvriers, de salariés egricoles, de personnes de service et de certains inactifs [sous-prolétaires, chômeurs, marginaux, vegabonda...] Cette population-cible, constituée donc de prolétaires et cous-prolétaires, se caractérise par un taux de condamnation assez élevé (31,6 %). Ces condamnations concernant en très grande partie des infractions baneles et violentes contre les biens, principalement le vol.

Pour ces délinquants, les condamnations à l'emprisonnement cont très Importantes. Près de 48,5 % des détenus hommes étaient an prison au 1° janvier 1977 pour voi simple, et 9,8 % pour voi qualifié. Il est nécessaire d'ajouter que c'est dans ce deuxième type de population que l'on trouve l'essentiel des récidivistes syant déjé conqui la prison. Selon una statistique effectuée en 1973 sur les détenus libérés, le taux moyen de récidive se elbia eux environs de 55 %.

| Durée de la peine<br>effectuée | % des coodamnés<br>effectuant<br>une tella peine | Pourcentage<br>de récidive |
|--------------------------------|--------------------------------------------------|----------------------------|
| — Moine d'un en                | 36.15 %                                          | 55 à 60 %                  |
| — de 1 à 3 ans                 | 29,75 %                                          | 50 à 55 %                  |
| - de 3 é 5 ane                 | 8,53 %                                           | 30 6 50 %                  |
| - 5 ans et plus                | 22,60 %                                          | 30 °/a                     |

Deux autres éléments sont à ajouter dans la définition de ces fractions classe traitées comme - dangereuses - : l'âge el l'origine nationale. Cette population se caractérise par sa Jeunesse. De leçon générale, ce sont les catégories d'âge situées entre dix-hull et trente ans qui ont le taux da condamnation le plus élevé; ce taux augmente eignificativament chez les jeunes prolétaires et sous-prolétaires (una enalyse, même com-maire, des etatistiques de condamnation da la justice des mineurs permet de prolonger ce résultat eur les catégories d'âge inférieures.] Il est elgnificatif que près d'un détenu sur deux alt moins de trente ans : 42,04 % des hommes en détention ont moins de vingt-cinq ane et, permi les prévenu la proportion est de 47,78 %. Or on sait que le taux de récidive est plus fort pour les jeunes détenus que pour leurs aînés ; 72 % de récidive pour les seize - dix-hult ane, 63 % pour les dix-hull - vingt-cinq ans.

En ce qui concerne enfin la nationalité, il feut noter l'importance des Maghrébine, des Portugale et des Yougoslaves dans la population des condamnée proiétaires at des délenus.

Ainsi, le etéréotypa du définquant français se définit autour des axes sulvants : c'est un homme, jeune de prélèrence, d'origine prolétaire ou sous-prolétaire, eyant commis un vol el condamné é une pelne de prison ferme evec de fortes présomptions da récidive. S'il est étranger (Maghrebin, Portugale ou Yougoslave), cela jouere comme condition facilitante.

On retrouve là, sane peine, le « client-type » de le correctionnelle

et des flagrants délits.

#### La norme juridique au service du système capitaliste

#### N abolissant les privilèges, le 4 août 1789, puis en votant le Déclaration des droits de l'homme et du citoyen quelques jours plus tard, la bourgeoisie faisait crequer le structure socio-politique de la France de la fin du dix-huitième siècle. Elle donneit au droit une fonction et un statut

Un demi-siécle plus tard, dans des conditions toutes différentes, prenant pied en Algérie, le bourgeoisle du dix-neuvièma eiécle rencontre également le résistance de structures juridicopolitiques propres à un monde de sollderitée tribales. Elle brisere ca monda archaique per la force des armes, mais ausel par cella des lois qu'ella importe ; substitution du salarié agricole au khamès (1), . francisation . des terres. assimilation eu droit français permettant de les transformer d'espaces sup-ports de solidarités familiales en blene disponibles pour l'achat et la vente, c'est-à-dire en merchandises.

Droft de liberté et d'égalité, d'échanges et de volonté : les techniques juridiques nées du capitalisme apparaissent comme porteuses de libération et de modernisation; mels peuvent-elles étre réduites à cette apparence ? Ne dolt-on pas dire plutot qu'é chaque société correspond un mode de production de la vie sociele, et donc una forme juridique apécifique ?

Cette proposition n'est pas réductible, comma beaucoup l'ont fait, à un économisme vulgaire : le droit n'est pas l'ombre portée de l'économie qui, magiguement, expliqueralt tout, Il faut

### Fétichisme du droit et mode de production

#### Par MICHEL MIAILLE \*

déterminer quele sont sa place et eon rôle exacts dans une ecclété donnée.

Pour tenter d'avancer. Il est possible de poser comma hypothèse qua la société capitaliste réalise le développement la plus abstrait at le plus général du droit dont les formes embryonnaires ou bioquées des sociélés pré-capitalistes ne manifestent que très partiellement les possibilités. En cela, en abandonnant tout universalisme qui prend comme centre l'Europe occidentale, nous pouvons comprandre la nature des caractérietiques du droit

• Professeur à la faculté de droit de l'université de Montpellier-L

bourgeois et, par opposition, celle des droits des sociétés non capitalistes. En tant que système de communication en termes de normes pour assurer la production des rapports sociaux, le droit bourgeole exprima. portées à leur perfection, toutes les

Si nous tenons le droit pour un des langeges de la société, noue devone Immédiatement nous reppeler que la lancege a est pas seulement formulation. mele aussi constitution de la pensée. A l'opposé des - théories - simplificatrices qui faisaient du droit une superstructure, - reflet - de le base économique, il faut tenter de comprendre la droit comma forma de la société civile. Cette proposition nous éloigne eussi radicalement des présentations

en termes d' « instance » qui courent le risque de restaurer un atructuralleme qui néglige l'essential marxien, c'est-èdire la rôle central de la lutte de ciesses comme moteur de l'histoire et des eociétés (2).

L'essentiel du droit bourgeois ne peut être comprie que par repport é le neture des rapports eocieux qui se nouent dena le ecciété capitalista.

#### (Lize la suite page 18.)

(I) Sorte da métayage qui permat an (1) Sorte da métayage qui permat an propriétaire de de laisser que le cinquieme de la récoite au producteur direct (khasma, eo arabe, signille cinq).

(2) L. Althusser : « Les appareils idéologiques d'Etat. ootes pour une recherche s, La Pensée, 1970. Voir également M, et R. Weyl, la Part du droit. Editions Sociales, Paris, 1969.

·filles pour le marioge » : les « petites études » étaient dons ca cas une licence d'enseigne-ment ; leur titulaire no s'en est jomais servi.

2) Uae fois cette première étape franchie, le processus na foit que se renforcer, c'est-àdire que l'écort entre le niveau de vie que permettraient à la femme ses ressources propres et la niveau da vie « mariée » ce fait que s'accroître avec la temps.

Aa mariage, les femmes abaadonnent leurs études (« je me suis moriée quinze jours oprés mon bac philo ») ou loar travail quead, rerement, elles en ovaient un ; au lears chances do corrière en prenent un trovoil déqualifié (« j'oi pris un petit travoil pour permettre o mon mari de foire médecine, que j'ai laissé des qu'il a eu termino »). Ainsi, même la travoil est souvent une forme subtile de déqualificetion. En revonche, pendant le mariage, le mari progresse comme un célibataire, et, de plus, mioux qu'ua célibataire. Cer, si le mariage signific pour la femme une charge ménagère si accrue qu'elle doit abandonner tout travail ou espoir de carrière, il signifie au contraire pour le mori la libération du sourci de son entretien matériel et l'opport des services professionoals et poru-professionnels ordres en provenance de sa femme.

Le mariage provoque donc une mobilité descendante de la femme et une mobilité escendante de l'homme, par ropport à leurs situations respectives antérioures an mariage. Les deux effets se conjuguent pour multiplier la distance initiale entre les coujoints. Après dix oa vingt ans da moriage, les femmes sont dans uoe situation bien pire qu'oa moment du mariage, et les conditions de yle des divorcées

le mantrent : elles ebordent le marché de travail littéralement « en catastropho ». Sans qualifications, ou les cyant perdues, sans expérience do travail, sons oncienceté (« à quarante ans, j'oi le genre de petit boulot qu'on a normalement à vingt-cinq »). Elles sont reléguées dons les emplois les moins payés, qu'elles ont encore moins le choix de reponsser que leurs collègues jeunes et sons charges de fomille. Mme Y..., qui avait fait Arts déco, o cessé de travailler pendoot viogt ens de moriage; olle gagne 2 500 F por mais; san mari, qui gagne plus de 10 000 F par mais, verse una pension do 800 F paur leur fille.

Dix ou vingt ans après, la mariage est plus nécessaire qu'aa premier joar. En d'outres termes, il crée, par sa dynamique, les coaditions do sa propre reproduction.

3) La chorgo do l'élevaga des enfacts est l'obligation la plus importante inscrite de foit dans la contrat do mariago pour les femmes; so non-observation est très severement sanctionnée par la lai, comme il apporait ou cours des procès en divorce. Il no peut y avoir de foute plus grove pour une femme que d'être uoo « mauyaise mère ».

#### Un échange très inégal

M AIS ce qui est sans dante le plus révé-lateur de la situation faite aux femmes par le droit, c'est que cette charge persiste après la dissolution du mariage, En affet, les femmes divorcées ent toujours la charge des enfants jaunes. Or, lenr revena, dès lars

qu'elles doivent oborder le marché du travoil dans les cooditions décrites plus haut et cousões par le mariage, est considérablement inférieur à calui de mari. Les pensions alimentaires an concernent que les enfonts, quand il y en e, et, même quand elles sont versées, c'est-è-dire dans une minorité des cos, elles sont fixées à des taux si dérisoires par les tribaneux qu'elles sont loin de couvrir même la moitié de coût financier des enfants. C'est dire que, dons la ploport des cas, la situation ique des femmes, loia de s'oméliorer, se dégrade au contraire par rapport na mariage, aù le mori oa moins contribueit na assomait entièrement le coût financier des enfonts.

Le travail motériel d'entretien des cofants et le travail d'édocation restent l'« aponage » des fearmes et on sont pos devontage réroucérés après le divorce que pendant lo mariage. Ce travail cootinue donc d'être opproprié por le mari oprès le divorce.

De plus, la chorge financière des enfants passe du roori à la femme (cette charge est évidemment beaucoep plus lourde sur un revena de femme --- oyaat été --- marise qua sur un revenu d'homme).

Oe est ainsi tenté de conclore que le divorce a'est pas la controire da mariage, mais un avatar da mariage caractérisé par uee dégradation des conditions do vie des degradation qui saectionne et penalise:

- Le foit que la femreo gagoe sa vie par ses propres moyens ou lieu de recevoir su pitaece d'ue homme;

- Le foit qu'elle ne sert plus de domestique à un homme.

Le marioge consisterait donc en on échappe particulièrement inégal : le mari donnant l'en-tretien financier des anfonts contre le droit aux services illimités do la fomme (la disposition da sa force da travoil). Cet échange na peut être rendu possible que si la moitié de l'entretien motériel et fiaancier des anfants n'incombe pos do droit ou mari. Ce n'est goo parce que les femmes sont censées ovoir l'intégralité de la charge des enfants que la participation partiella (aniquement ficoncière) du mori pout apparaître comme un cadcou, et donc être négociée, qua le mari peut, pour le prix modique da la participation à l'antretien financier de ses enfacts, exiger et obtenir les services gratuits de la femme. Nos conclusions dábouchent dooc sur uno nouvello hypothèse : c'est que l'exploitation domestique individuelle (par le mari) est rendue possible par, et fandée eer, l'oppropriation par la collectivité des hommes du travoil d'élevage des enfocts fourni per les femmes (1). Il servit fascinent d'exeminor, à la lumière de cette bypothèse, le d'mit civil tout entier, en particulier le drait de la filiation et le drait de la succession : on y verrait que la responsabilité des hommes vis-à-vis des eafonts y est facultative et toujours liée en drait à leur oppropriation des enfants, et à leur oppropriation de la force de travoil de

CHRISTINE DELPHY.

(1) Pour une réflexion plus poussée, on consulters : C. Delphy, « L'ennemi principal », Partisans, covembre 1970; C. Delphy. c Mariage at divorce s, les Temps modernes, mars-avril 1974, et C. Delphy et E. dc Lesseps, e Rapport sur le divorce pour le ministère de la jus-

#### (Suite de la vava 17)

Or, comme le notait Marx, commentant l'étude de cette société, celle-ci apparaît comme une immense eccumulation de marchandiees. La merchendise est le centre apparent du capitalisme : c'est bien pour alle que tous les économistes classiques ont travallié sans pouvoir, finalement, découvrir le secret de sa valeur. Ce sera le mérite de l'euteur du Capital de montrer que la tétichisme de le marchandise e occulté, pour les économistes, l'explication des rapports réele qu'elle exprime, Jamale, dans l'économique, n'apperaissent réellement les rapports entre les hommes qui permettent l'organisation de la production et de la circulation des richesses.

Avec toutes les précautions nécessaires, il n'est pas inintéressant de rapporter cette explication eu monde du d.oit. Un court passage, extrait dec notes eur l' idéologie allemende de Merx, nous v invite : . Chacun tient son méties pour le vrai. Au sujet du lien de leur métler evec la réalité, les hommes se font d'autant plus nécessairement des illusions que la nature du métier le veut déjà. (...) Le juge, par exemple, applique le Code, et c'est pourquoi il considère le législation comme le véritable moleur

Fétichisme de le merchendise, fétichisme de le norme dans le droit bourgeois. Que peut apporter un tei paralléle? Précisément, le réponse à d'où vient que l'on doive obéir à le norme juridique, d'où vient qu'alle possède cette « valeur » Impérative ?

 Dane le monde du droît, tout pareit se passer entre personnes : celles qui celles qui possèdent, celles qui échangent, celles qui donnent, etc. Tout cemble être affaira de décision, de volonté, en un mot, de raison. Jamele n'epparaît l'épaisseur de reletions qui ne sont pas voulues, de choses euxquelles les hommes seraient llés, de structures contraignantes mele invisibles - (3). Le droit est donc ce système qui,

mettant en communication, les homme comme producteurs directs et comme propriétaires des moyens de producdises et, d'abord, le plus importante, le force de travall. Meis, ce felsant. il permet la production elle-même (4), La ecciété capiteliste est une société d'échanges généralisés portant notamment sur la force de travail qui permet de mettre en valeur le capital. Or, pour pouvoir acheter le marchandise/force de travail, il faut que l'échange se passe entre des individus égeux et libres. C'est d'ellieure dans cet échange que les deux partenaires s'éprouvent comme sujets de droit en de reconnaissant réciproquement propriétaires. En ca sans, le généralisation des échanges a nécessité le généralisation du sujet de droit comme forme du nouveau rapport social. Ce n'est pas un hasard si, dens l'ancien régime, chaque classe était soumise à sa propre loi (privilège), de sorte qu'il n'y avait aucune commune mesure entre le seigneur et le roturier.

Or, c'est précisément parce que la société ve être désormais définie comme un ensemble de « aujets de droit - qu'il y aura une commune « mesure » entre eux : ce sera la norme juridique. C'est d'alileurs le sens étymplogique : norme veut dira mesure, evant de signifier commandement (5). En d'eutres termes, l'écletement de la société par le dissolution des structures téodales est compensé par une unité retrouvée sur le mode Juridique. La norme générale et abstraite devient le eaul point commun é des individus que tout sépare dane leurs rapports sociaux : en postulant le norme comme égale pour tous et même élaborée per tous (ou per des repré-sentants élus), la eociété capitaliste donne à celle-ci une valeur de fétiche valeur dul est le piège de toue les juristes. La droit bourgeols e donc un rôle propre dans le constitution du rapport social capitaliste : il prend même la place d'un langage hégémonique, d' - équivalent général - tendant à recouvrir l'ansemble des eltustions et des rapports sociaux.

Catte définition ebstraite du droit capitaliste doit être nuancée par la considération des particularités historiques selon lesquelles et dens lesquelles s'esi lormé le rapport cepitaliste. Le droit bourggols peut, en effet, prendra sommes partie du système juridique français, c'est-à-dire du droit le plus rationalisé, le plus abstrait que le capital alt prodult; mais on pourrait, à juste titre, nous opposer le droit coutumier angio-saxon, où le norme est générale et les inégalités fréquentes (6). Cette différence ne peut être comprise que rapportée eux conditions parilcultères de la lutte des classes en Angleterre. En affet, le passage eu capitalisme s'effectue dans ce pays en réalisant l'elliance de la noblesse et de le bourgeoisie. Cette dernière réussit perfeitement à imposer se domination tout en offrant l'image d'une révolution avortée (7) : elle peut donc conserve les formes aristocradques dens le mesure où elles ne sont pas un obstacle à le mise en place des rapports capitalistes. D'où le règle de la coutume, des privilèges eristocratiques (eu moins jusqu'eu début du vingtième slècie, meis encore aujourd'hul, pertiellement evec la Chambre des lords) : en somme, le maintien d'un droit trop souvent perçu comme anechronique et expliqué - par on ne sait quel
 goût - de le tradition anglaise. C'est que le bourgeoisie anglaise n'e pas eu à construire le capitalisme contre la noblesse, comme ce fut le cas pour le bourgeoisie trançaise, forcée de e'elller très rapidement à le petite bourgeolsie jacobine et au peuple : d'où un droit abstrait et égalitaire ici, et là un droit encore merqué par le féodalité. A l'Inverse de l'Angleterre, qui, eprès Cromwell, « oubliera » la décapitation de Charles I's en appelant au trane une nouvelle dynastie et renforcera ainsi l'alliance noblesse-bourgeoisie, les forces sociales qui, en France, feront le révolution, obligées de s'appuyer sur le petite bourgeoisie, voire le peuple, ne pourront correctement résoudre le problème de l'exécudf : tous les systèmes seront essayés sans que Jamaid un équilibre satisfaisant puisse être trouvé.

La fragilité de cette construction est corrigée par le présence d'une administration eutoritaire, tentaculaire, donnant l'image de l'éternité et de la neutralité. Cet apparell n'est pas le fruit du hasard : lentement constitué pendant le période de la monarchia absolutiste. Il est véritablement le lieu où la bourgeolaie expérimente concrètement le forme de sa domination. Toute la période qui s'écoule depuis le Révolution consisters à perfectionner cet appareil, è le consolider. Loin d'être un frein eu développement du capital comme rapport social. l'edministration en est un des moyens.

Mais li faudrait encore nuencer ces

L = drolt = n'e jamaie le même contenu, la même forme et la même fonction sulvant le système social dans lequel II se développe. Il n'y a donc pas d'instance juridique. C'est seulement dane la société cepitaliste que le « droit » joue pleinement son rôle de systèmbe de communication euto-

Dano les sociétés pré-capitalistes, esclevagistes ou féodales, le droit ne connaît pas cette eutonomie. Le systême des tribus ou des clans, le avatème des castes, les liens vassaliques enserrent les individus dans les rapports étroitement définie à la mesure de la production de le vie sociale générele. La manière dont le - droit - est dit, dont il est affirmé, prend des formes qui ne sont pae encore totaiement dégagées de le raligion ou des mythes fondateurs. Les oracles, les devins et les prêtres sont les premiers - diseurs du droit -, de sorte que notre concepdon du droit-règle générale est blen loin de ce premier droit, casuel, individualisé et concret (8). C'est qu'en effet la production de seules valeurs d'usage at le limitation des échanges engendrent le cloisonnement des statuts sociaux et une idéologie de type solidariste et communeutaire que le discours théologique exprime parfaitement dans les mythes et l'organiestion sociale. Autrement dit, le droit n'est qu'un eous-système de communication dans une telle société : le système de communication est constitué par les mythes et leur concrétisation, le système de parenté. A part quelques rares travaux (9), c'est par le bials plus pratique, plus politique de la colonisation et de son corollaire, la décolonisation, que ces puestions sont venues à l'ordre du jour.

Nous avons délà dit comment les

observations reletives aux caracières do droit capitaliste en rendant compte également des phases du développement économique. Le passage à un capitalisme monopoliste lergement contrôlé par l'Etat entraîne une convergence nette des normes et des pratiques. Le droit edministratif, longtemps propre à la France du fait de la tradition de le monarchie absolue et du bpnepartisme, se développe indéniablement en Angleterre ; les modalités d'interverbon de l'Etat (nationalisations, réglementadons) n'épargnent plus les pays restés longtemps le symbole du libéralisme. Bref, avec le spécificité de leur histoire, les néo-capitalismes contemporains tendent à e'unifier, melgré les difficultés que cette unité engendre au plen juridique (cf., le droit commu-

Une telle analyse des systèmes juridiques parmet de comprendre pourquoi li n'y e jamais de droit en sol, maie toujours comme expression d'un rapport social déterminé par le rythme les modalités de l'accumulation et de l'élargissement du capital.

#### Dans les sociétés non capitalistes

colonisateurs avaient dù briser les organisations politico-juridiques pour assurer le développement du capitalisme et introduire des notions et des institutions du droit bourgeols réputées modernes et etticaces ». On libérait les Airicains pour les transformer en travaillaura salariés, on libérait les terres des servitudes archaiques pour en faira des marchandises, on brisalt les castes pour assurer les classes sociales. Ces phénomènes ont eu leur réplique eu moment de la décolonisation : l'eccession à l'indépendance, euivant les moments et les lieux, s'est réalisée sous le plus parlaite hégémonie de l'Impérialisme ou, eu contraire, a entraîné la remise en cause du caractère universel et rationnel du droit

C'est à la suite de le révolution d'octobre 1917, mais équiement des anciennement colonisés et semi-féodeux, que s'est trouvée posée, à nouveau, la question du droit. La transformation redicale des rapports eoclaux remettait à l'ordre du jour les liene entre droit et société et le problème des formes juridiques dans une société non capitaliste. Se trouvait même énoncée une extraordinaire hypothèse : celle du dépérissement du droit dans le transition socialiste. Certes, les expériences historiques pervent faire l'objet de controverses : einsi TU.R.S.S. prétendent, dans les ennées 60, commencer è supprimer le droit d'un Etat devenu celui du peuple entier. Le transfert de certaines compétences é des organi-sations populaires (syndicat, mouvement de jeunesse, etc.) n'e pas, en réalité, modifié le nature du droit ni calle de l'Etet soviétique. Peut-être les tentatives chinoises pourraient-elles plus retenir l'attention ; ainsi le règle-



(Dessin de Bérénice Cleeve,

ment par des organismes élus (comités révolutiennaires dans l'usine, l'école, le quartier, etc.) de tous les conflits qui échangent au » droit » : ainsi la place taite è l'éducation et à l'explication beeucoup plus qu'à la répression ; alnsi la suppression, pour un temps, de juges de métier et de la complexité du système judicialre. Meis loutes ces simplifications ne peuvent être eppréciées qu'en rappelent l'existence et le durcissement comme on l'e vu récemment. d'une bureaucratie que le Chine n'a pu évitar. La - déjuridicisation - chinoise n'est pas un modàla : elle est, au mieux, un exemple d'une idée longtemps méconnue ; le - droit - n'esi pas éternel. Il est moriel, comme toutes les institutions socieles.

Nous sommes, eujourd'hul, à un moment de l'histoire où cette idée commence à prendre réalité : les juristes doivent abandonner leur fébchisme du

MICHEL MIAILLE

(3) M. Mialle, Une introduction critique au droit, Maspero, Paris, 1978. Voir égalemont B. Edelman, le Droit saist per la photographie, Maspero, 1973, et A.-J. Arnsud, Essai d'analyse structurale du Code eiril français, L.G.D.J., Paris, 1973. turale du Code eivil français. L.G.D.J., Paris. 1973.

(4) E.B. Pasukanis, Théorie générale du droit et le morrisme, réédition E.D.L., Paris. 1971.

(5) P. Amselek, Méthode phénoméno-logique et théorie du droit, L.G.D.J., Paris, 1964.

(6) Ce thème est développé dans un ouvrage da Michel Miaille à paraître prochainement aux éditions Maspire et ouvrage da Michel Misille à paraître prochainement aux éditions Maspero et aux P.U.F. da Grenoble : L'Etat du droit, critique du droit constitutionnel, (7) N. Poulantras. Pouvoir politique et classes sociales, toms 2. Maspero, e Petite collection ».

[8] L. Garnet, Anthropologie de la Grèce ontique, Maspero, 1963 (pages 59 et 175); J. Certonnier, Droit civil, Introduction générale au droit, PUF, Paris, 1974.

Introduction generale au aroit, for, Paris, 1974.

(9) E. Terray, le Marrisme devant les sociétés primitives, Maspero, 1973; Cahiers du C.E.R.M. consacrés our sociétés pré-capitalistes, ou mode de

### LA DOUBLE FACE DE L'INSTITUTION PÉNITENTIAIRE -

### A quoi, à qui servent les prisons

L cort d'un bal. Un peu éméché. Aperçoit un cageot vide sur le trottoir. Y met le feu, pour « s'amuser ». Une volture de police passe. L'embarque, Le londemain, Il est en prisoc (1).

Vagabonda, petits voleurs, escrocs d'un tour — saus compter les lunocents, tel est hommo qui ne présente pus assez vite ses papiers d'iden-tité à un contrôle de police et, injurié, proteste (ontrage à magistrat), — ceux qui peuplent les prisons ne correspondent guère à l'imaga que les

médias entretiennent. Défaut de permie de conduire, chèque sans provision, abus de confiance, coups et blessures, abandon do famille, c'est la petite monnaie do la délinquance que la prison enregistre princi-palement. Traunds d'envergure on criminels dangereux ne constituent qu'une minorité : 0,2 % des condamnés en correctinmelle (où l'on traite 99 % des affaires) le sout à trois ans ot plus; un cinquième, de un à trois aus; et la - les deux tiers - à moins do trois mois (2).

Dès lors, commout prétendre que la prison se propose d'amender le détenn?

Déjà handicapés an départ par une existence dans les marges on les bas-fonds de la société, les détenus lo sont encore plus par un système répressif qui les « enfuces », commo dit l'un d'eux, et les éloigne davnetage de la normalité. La prison, remarque très justement Michel Funcsult, « continue, sur ceux qu'on lui confie, un travail commeccé ailleurs » : d'un infractenr elle fait un délinquant (3).

Aigri, sans qualification professionnelle, sa-chant is plus sequent à peine lire et écrire — « Toute ma vi, j'ai fai la fairaille svec mon ferre qui o bits che moi on se leve de bonno eurs et ou re vien le midi ». — pourva désormais d'un « casier », que pent-il faire, sinon recom-menent ? Si 30 % des condamnés à uno peine supérioure à cinq ans — c'est-à-dire la minorité -- récidivent, 60 % do ceux qui resteut moins d'un an en prison — c'est-à-dire la majorité —

Echac : Mais, comme eo « prétendu échac », constaté et démoncé depuis plus d'un siècle, est inhérent à l'institution pénitentiaire, ne pent-on dire avec M. Foucault qu' « il fait partie (do son) fonctionnement » et que la prison obéit, en réalité, à d'autres finalités que celles que lui reconnaît le discours idéologique ?

L'une d'elles consiste à gérer les illégalismes, principalement d'ordre économique, que produit cetto société. Fondée sur Pinégalité, eracerbant constamment le désir d'avoir sans donner à tous la possibilité de le satisfaire, il est inévitable qu'elle sécrète des délinquants : le hold-up à queiques-uns, par un simple len d'écritures, de gagner queiques millions en un instant ; du truand ou spéculateur en bourse ou au joueur do casino, c'est le style qui change — la classe (celle qu'on a, telle d'où l'on vient), — mais l'objectif est identique : gagner gros.

Il n'est done pas possible, toutes chosee demourant égales, de supprimer la délinquance : tout au plus peut-on la réglementer ou, comme dit M. Foucault, en assurer « l'économie » :

e La prison bloque ou du moins maintient à un niveau asset bas les pratiques illégalistes courantes (pstits vois, petites violences...), (elle)

on les centres d'apprentissage, à la reproduction de la division sociale du travail, elle est aux malchanctur et aux paumés ce que Polytech-nique est aux bien-nés; elle assure leur venti-lation dans des secteurs d'activité où les a honnêtes gens n répugnent à s'engager, elle nermet à certains de conserves les mains proposes permet à certains de conserver les mains propres, Pousque d'autres, pour eux, se les salissent.
Source de profits unbstantiels (telle la prostitution) pour ceux qui les protègent et les

#### Por MAURICE T. MASCHINO

les empêche de déboucher sur des formes larges et manifestes. » Elle no décourage pas l'infrac-tion, sinon indirectement — par les tarifs qu'elle impose (le détenn « pale sa dette »).

M AIS la prison ne se contente pas de taxer la délinquance : d'une autre façon, elle la produit. Plus précisément, par sa structure même, ello crée un millen — le millen — dans lequel elle intègre le délinquant primaire, qui généralement a commis seul, en apprenti en en artisan, sa première infraction.

A sa libération, pourve d'adresses et de e tuyaux s, il est encore moins disposé qu'anpa-ravant à mener une existence normala — à s'uscrire par exemple à l'Agence nationale pour

S'il n'est pas nécessairement sur le « chemin du crime », il a toutes les chances de rester sur ceiul où les péripéties de son existence l'out engage, où la prison t'a confirmé, lui donnant en quolque sorte ses lettres d'acceditation : proxenète, indicateur, parbouze, membre d'une proxinète, indicateur, parbouze, membre d'une milice patronale ou du service d'ordre d'un parti — éventuellement, d'un candidat à la prêsidence de la République, — passeur d'armes, de drogue ou do devises, nervi ou tueur à gages, les débouchés ue manquent pas. Il appartient désormais à un milieu qui, lui-même fiché, surreillé et manipulé, est « branché » sur d'autres — en particulier, sur le monde des affaires et do la politique.

De temps à autre, un e raté n se produit, un scandale éclate, et l'opinion découvre qu'un prince négocie avec des policiers corrompus, euxmèmes en contact evec des tueurs, qu'un notable organise des ballets roses, que tel suire fré-quente un acteur dont le gardo du corps a été tué dans des circonstances obscures, ou qu'un rénéral étranger — qui ne traitait certainement pas avec des soldats de deuxième classe — peut faire anlever et assassiner, en plein Paris, un opposant politique.

Toutes ces tiches — at les autres, qui ue viennent jamais à la commissance du public — exigent un personnel qualifié : il appartient à la prison de le fournir. Contribuant, comme l'école

emptoient, source d'informations, que le cas échéant on laissera filtrer, sur les mœurs de certains diplomates on d'hommes politiques, les delinquants en exercice assurent, selon l'expression do M. Foncanit, « le fonctionnement extra-légal du ponvoir », ils permettent à la classe dirigeante de gérer aux moindres frais ses propres illégalismes.

illégalismes.

Illégalismes économiques, illégalismes — est-il besoin de le souligner? — politiques. Organismes et organismions, partis — généralement de droite: la ganche a ser militants, — recourent à leurs services. Alors est-il établi que le SAC — lo Service d'action civique, gaullists — a recroté bon nombre de ses adhérents dans le milien, quo le SDEC n'hésite pas à lui emprunter des agents, qu'il s'egisse d'organiser un trafie d'armes en Irraél, après l'embargo de 1967, oo en Algérie, contre le régimo Bonmediène. A une échelle plus modeste, on sait également que la police se sert des délinquairs comme provocateurs tors d'une manifestation, qu'elle les charge de noyauter une organisation politique, de casser une grève on du ganchiste.

S i l'un des rôles de la prison est de former ces hommes do main, il appartient à la justice de les lui fournir, Contrairement à ce justice de les lui fournir, Contrairement à ce que l'on croit, un juge ne juge pas — il n'apprécie pas, compte tenu des circonstances (matérielles, sociales, psychologiques) où il s'est produit, un acte délictueux, — il condamne : 2 % seulement des procès, rappelle Nicolas Herpin, so terminent pas un acquittement. De l'arrestation et de l'inculpation an tribunal, le mécanisme fonctionne de lagon telle qu'il conduit inévitablement à que sanction : amende on prison. ou prison.

Juger, en effet, exigerait du temps of des moyens. Ot, depuis un siècle, les affaires pénales moyens or, depuis un ancies, les attaires penales se sont multipliées par cinq, tandis que les effectifs de la justice out diminué d'un tiers : « En 1972, chaque substitut du courrier du par-quet de Versailles e traité trênte et un fuille deux cents procédures, soit par jour ouvrable, deux cent dix affaires, ce qui donne an misur deux ou trois minutes pour voir une procédure ». C'est ce dossier — établi en trois minutes —

que le tribunal a sous les yeux quand l'inculpé se présente. Et le tribunal est pressé : eu eor-rectionnelle, no joge en moyenne vingt affaires par matinée. 60 % des procès doreot moins d'oo quart d'heure : le temps de vérifier l'ideotité quart d'heure : le temps de vérifier l'ideotité de l'ineuipé, de rappeier les faits, de proposer à voix basse un chiffre aux assesseurs, de prononcer lo verdict : deux mois, trois mois, et l'affaire est jogée. Ou ne pose de questions au prévenu, rappeile encore N. Herpin, quo danc un dixième des cas, le procureur ne prononce de réquisitoire qu'noe fois sur trois (il demande d'habitudo l' « application de la loi »), et il arrive que la défense, pressée elle aussi, « couvre » d'une seule plaidoirie nne dizzine d'incuipés.

Travail bâcié: Certainement pas, pulsque le procès est généralement uno formalité : deruière étape d'une procèdure, il la cantionne at ta justifie.

C'est ainsi que la condamnation dépend, entre aotres, du statut de l'incuipé à l'audience : la détention préventive préfigure la prison ferme, lo liberté provisoire annonce le sursis. « Les définquants primaires, constats N. Herpin, perdent lour procès dans près de la mottlé des cas quand ils sont détenus, et dans un septième des cas quand ils sont ilbres. » Mais liberté ou détention us dépendent pas du libéralisme du luge. Ni de son hument. Ni de son lidéologie, qu'on suspecte trop convect. Elles résoltent de pratiques établies, qui obéissent à des normes. Le magistrat subit des contraintes techniques — c'est ainsi qo'elles se présentent à son niveau — et ces eoutraintes tui imposent, par exemple, de mettre au détention provisoire un étranger plutôt qu'un Français, un jeune plus voloutiers qu'un aduite.

Hypogràsie? Ao niveau de la pratique indi-

••

jeune plus voloutiers qu'un aduite.

Hypocrisie? Ao nivezo de la pratique indiciaire, l'hypothèse est iuutile : le juge se
conformé aux usages, applique les lois écrites et
non écrites, et travaille comma l'exige l'institution. Mais, à l'échelle do la société giobalo et
des exigences de son fonctionnement, le donble
jeu est évident, car le rôle de la justice n'est
pas, comme elle le prétend, do dire le juste,
il est avant tout de sauvégarder l'ordre établi.
Du centre de rééducation au centre d'appren-

il est avant tout de sauvegarder l'ordre etanu.
Du centre de rééducation au centre d'apprentissage, de l'usine à la prison et de la prison eux has-fonds ; la bouele est honelée, les verrous solidement bloqués, et ce n'est pas, ou s'en doute, en e humanisant » la détention (si utilo cons cale soit pi en c rapprenhant la turties des que cela sois) ni en « rapprochant la justice des citoyens » qu'on les fera saeter.

(1t J.-P. Montaron, les Jeunes en prison, le Seuil, Paris, 1977, 225 pages, 35 F. (2) N. Herpin, l'Application de la loi, le Seufl. Paris, 1977, 186 pages, 35 F. (3) M. Foucault, Surveiller et punir, Gallimard, Paris, 1973, 318 pages, 59 F. Lire écalement : I. Sarazin, Dossier M. comme milieu, Alain Moreau, Paris, 1977, 473 pages, 55 F.

### Dans les revues...

Eliberation public sa première cédition spéciale », sous forme d'un magazine substantiel et largement illustré. Il est conserté à l' « affeire allemande ». C'est-à-dire à l'histoire de dix ans de terrorisme, — et d'une « prévention » dont les risques sont vigoureusement démonés : le « mai allemand ». Histoire centrée sur trois « affaires » — enlèvement de H.-M. Schleyer, Mogadiscie, mort de Basder — dont il est fort à craindre qu'elles us soient pas un épilogue. Ce numéro est le reportage le plus complet sur ce tripie événement. (Snppléments à « Libération », périodicité variable, ce numéro : 18 F. – 27. 30, 32, rue de Lorraine, 75919 Paris.)

El e La crise dans la tête » : ce effere

raine, 75919 Paris.)

Me La crise dans la tête > : Ce titre animose un numéro spécial de la revue l'ARC où des intellectuels tels que François Châtelet, Michel Feucault ou Alain Touraine e interrogent sur la pensée politique en France et le rôle des intellectuels. (Nº 76, trimestriei, 20 F. - Diffusion : 75, to des intellectuels. (Nº 76, trimestriei, 75966 Paris.)

78, bd Saint-Michel, 75806 Paris.)

El Les deux derniers numéros de La NOUVELLE REVUE SOCIALISTE offent la publication intégrale des « actes » du congrès de Nantes. Ces textes permettant de réfléchir sur ce qui était alors « la grande affaire : l'actualisation du programme commun ». Et notamment sur les idées exprimées quant à son application dans le contexte international (N= 27 et 28, mensuel, 12 F. - 12, cité Malesherbes, Paris-9a.)

273

10.:

 $C_{k+1} = 0$ 

MICHEL WOLLE

Mes 27 et 28, mensuel, 12 F. - 12, cité Malesherbes, Paris-9-)

El l'APPEL, seul « moyen d'expression des gaullistes authentiques », dont O. Germain-Thomas quitte la direction, n'augure rien de positif des élections de mars, quel qu'en soit le résultat, dans toutes les combinaisons possibles, prévisibles ou improbables. Par ailleurs, une position très claire, exprimée par P. Gélinet, sur le terrorisme-alibi, l'atmosphère en Allemagne eccidentale, l'attitude de son gouvernement et la complaisance que le nôtre lui montre. (N° 41, décembre, mensuel, E. - 88, rue de Lille, Paris-70.)

El Nouvelle contribution à l'anniversaire de la révolution d'Octobre : celle de CRITIQUE COMMUNISTE, avec une étude multiple de la « dégénérescence » de la première « Union des Républiques socialistes soviétiques », mais qui na commencerait q n'e ve c l'éviction de Trotaki ; et une interrogation, non moins multiple, sur la pérennité des analyses de Trotaki et leurs prolongements par le mouvement trotakiste. (numéros par an ce numéro double : 18 F. - 19, impasse Guéménée, Paris-4».)

Guéménée, Paris-i°.)

B'Un cahier de la NGUVELLE CRITIQUE initulé : « l'URSS. et nous »,
Sous un titre qui est déjà une litote —
« Complexités de la transitien »,
A. Adier y aborde franchement et développe longuement la question de ce qu'il
appelle la c continuité de Lénine à Stalins », (N° 108, navembre, meusuel, 28 F.
- 165, rue du Temple, 3-)

D' L'HOMME ET LA SOCIETE

- 165, rue da Temple, 3°.)

El L'HOMME ET LA SOCIETE, « revue internationale de recharches et de synthèses socielogiques », publie un vériteble volume où se retrace, par des études, critiques et de nombreux et importants inédits, l'itinéraire philosophique et idéologique de Lukaes (N°° 43-44, trimestriel, ce numéro : 45 F. – Edit, Anthropos, 12, avenue du Maine, Paris-15°.)

E Publication annuelle, dans la collec-tion des « Notes et Etudes documentaltion des « Notes et Etudes documentaires », de la documentation française, L'EUROPE DE L'EST vient de paratire pour l'année 1976. On y trouvera une série de e mini-dossiers » sur la contestation, l'eurocommunisme et les pays socialistes, les négociations de Vienne sur les réductions de fortes en Europe centrale, etc., sinsi que les habituela, résumés des évanements de l'année dans chacun des pays de la région. (N° • 4406 à 4409 an un seul cahier, collection e Notes et Etudes documentaires », 17.50 P. - 31, quai Voltaire, 75340 Paris, Cedex 67.)

E ESOPE donne la primeur d'une étude très circonstanciée de Michel Oarder, destinée à paraître dans la Rayue mili-taire entrichienne : véritable histoire abrégée de l'organisation et de la capacité militaires russes, de 1917 à 1977. Cette militaires russes, de 1917 à 1977. Cette étude n'élude pas les rapports de l'armée et de la politique, cella-di ayant toujours fermement et jaiausement « contenu » celle-là. (N° 187, octobre-novembra, men-suel, 16 F. - 12, rue du 4-Septembre, Paris-2°.)

Paris-2\*.)

E Falsant la point des négociations américano-eoviétiques sur la limitation des armements etratégiques, dans la revue DEFENSE NATIONALE, Marie - France Toinat fait resportir le poids de la politique intérieure américaine dans une entreprise que limitent encore les prises de position du président Carter en favent des droits de l'hemme. Dans la même numéro, Marc Geneste euvisage les aventages de la bombe à nantrons pour la stratégie de défense européenne. (Décembre 1977, mensuel, 15 F. - I, place Jaffre, 75708 Paris.)

E FUTURBLES e'attsche, cette fois, pour une bonne part aux prévisions sur l'ège post-industriel ; particulièrement en ce qui concerne l'Europe. (N° 12, sutomne 1977, trimestriel, 32 F. - 16, rue Cernuschi, Paris-17°.)

E REPERES, cahiers du CERES, fait une large place eux problèmes de l'énergie et de la croissance, mettant en évidence les rapports de force internationaux qui limitent les choix de l'État et, davantage encore, ceux des citoyens. A sigualer aussi un article de Jacques Monceau sur le « nucléaire en France » qui rappella l'évolution du débat sur ce thème et de la politique officielle, en France, depuis le seconde guerre mondiale. (N° 43, décembre 1977, mensuel, 15 F. - 5, rue Payenne, 75003 Paris.)

Fig. 3 Paris.)

El le BULLETIN DE LIAISON DO CEDETIM (Centre d'études anti-impérialistes) présente un dossier intitulé :

« Carter ou l'impérialisme américain face à la crise. » On y trouve une intéressante contribution sur un problème trop peu souvent traité, à savoir la crise interpe aux Etats-Unia. La question est de savoir si, avec Carter, un nouveau type de consenus social peut apparaître dans la société américaine permettant du même coup la mise en place d'un nouveau mode de domination su niveau international (Décembre 1977, trimestriel, 10 F. - 14, rue de Nantruil, 75915 Faris.)

El PCONOMIE ET HUMANISME se

de Nasteull, 75915 Paris.)

El ECONOMIE ET HUMANISME se mebilise e pour le tiers-monde ». C'està-dire, « pour » que nous participions plus activement à son développement, sans doute : mais surtout pour que, ce faisant — plus exactement : afin de la faire vraiment — le tiers-monde « naus change ». Propositions fituatrées par divers témaignages rapportée principalement d'Aste, dans des domaines eussi divers que l'agronomie (e révolution verte ») on la régulation des naissances. (N° 133, novembre-décembre, trimestriel, 13 F.—
13, rue de Savole, Paris-6-.)

II. Tue de Savole, Paris-6.)

El Le dernier numéro de MONDES EN
DEVELOPPEMENT, dirigé par François
Perroux, regroupe d'importantes analyses
et propositions sur, ou pour, le « nouveil
entire économique mondisi ». Le précédant
cahier (exclusivament en angiais) considérait les rapports du développement et
du désagmement. (N° 18 et 19, 1977, trimestriel, 49 F. - Edit. Economica, 49, rue
Héricart, Paris-15-).

mestriel, 40 F. - Edit. Economica, 49, rue Héricart, Paris-15\*.)

E DEVELOPMENT DIALOGUE, qui e'attache à favoriser « un antre développement », revient sur le dévelappement par la la surait sur le dévelappement rural dans una livraison tout entière consacrée à la définition d'une theoris centrée aur l'unité villageoiss et les besoins des paysans. Réflexion complétée par des descriptions d'expériences ayant cours en Asie. (1977 : 2, semestriel. Pondatien Dag Hammarskjoeld, Ovre slottagatan 2, 8 752 20 Uppsels, Suède.)

El Certains aspects spécifiques de la politique alimentaire ratiennent l'attention de CEEES, revue de la FA.O., en particulier la « système après récoltes » visant à réduire les perce alimentaires. D'autre part, Hans Singer montre les difficultés de l'appréciation de la dégradation des termes de l'échange. (Vol. 10, nº 6, novembre-décembre, bimertriel, shonnement aunnel : 0 doilare. - FA.O., via delle Terme di Caracala, évide Roma.)

abonnement annuel : 6 dollars - F.A.O., via delic Terme di Caracalia, 20166 Roma.)

El Devant l'ampleur de la dette extéricura, Helen Hughes, fonctionnaire de la Ranque mendiale, s'interroge, dans FINANCES ET DEVELOPPEMENT, sur la capacité, pour les pays du tiers-monda, d'aménager méthodiquement leur dette d'en assurer le service. Un autre fonctionnaire de le BIRD, Gilbert Brown, remet en question la politique de bas prix agricoles appliquée dans beaucoup de pays sous-développés, estimant qu'elle a eu des effets nérastes sur la production et qu'elle a surtout favorisé les plus grands exploitants. (Vol. 14. nº 4, décembre 1977, trimestriel, gratuit. - International Meuctary Fund Eldz, Washington D.C. 20 AIL.)

El An sommaire du dernier numéro des NOTES DU G.E.E.J. (Groupe d'étude des relations économiques internationales) : la guerre du café, l'agriculture dans le Chill d'aujourd'hui, la Banque mondisle et le petit paysan su Outemais. etc. (N° 3, décembre, abonnement, six numéros par au, 108 F., INRA, 6, paysage Tenaille, 75614 Paris.)

Dans son numéro de novembre-dé-Dans son utméro de novembre-dácembre, la revue NUEVA SQCIEDAD
publiée à Caracas sons les auspices de
la Pondation Priedrich-Ebert (alle-même
émanation de la social-démocratie allemande), consacre une série d'artieles an
thème « éducation et culture ». Parmi
eux, un très remarquable essai de l'anteur
urugusyen Eduardo Caleano sur la place
de l'écrivain latino-américain dans une
société dépendante et répressive. En
marge de ce dossier, deux études intéresvantes sur la situation coloniale de PurtoRico et sur les problèmes géo-politiques
de l'Atlantique sud. (N° 33, novembredécembre, bimestriel, abonnement annuel:
16 dollars des Etats-Unis, Pour s'abonner : Apartado postai E74, San José,
Costa-Rica.)

5 Neissance, à Madagascar, d'un men-

Costa-Rica.)

El Neissauce, à Madagascar, d'un memsuel d'information sur l'océan Indian ;

OCEAN INDIEN ACTUEL, a'adresant
avant tout aux francophenes de la région.
Le premier numéro publis un petit dossier sur la présence militaire de la France,
et, parmi les autres articles, une analyse
sur le socialisme tanzanien e à la croixée
des chemins ». (N° I, décembre, mensuel,

258 F maigaches. - 3, rue Samuel-Rahamaty, Antananarivo, Madagascar.)

El Un chier de PROBLEMES POLITIQUES ET SOCIAUX, publication de la
Documentation française, fait le point des
efforts de la communauté mondiale pour
faire progresser un « nouvel ordre international de l'informatien ». Outre des
prises de position de spécialistes, on y
trouvers le recueit des principaux textes
adoptés sur ce sujet dans les enceintes
internationales. (N° 324, 25 novembre,
bimensuel. 6 F. – 31, quai' Veltaire.
1534 Paris, Cedex 97.)

El Dens les NOUVEAUX CASHERS.

bimensuei. 6 F. 31, quai Veltaira 15346 Paris, Cedex 97.)

El Dens les NOUVEAUX CARIEES. Catherine Levigna, qui a déponilis les archives du Quai d'Orsay les plus récenment ouvertes aux chercheurs, an extrait le substance d'una mise en évidence de l'attitude — généralement favorable — de le diplemente française face à l'implantation atomiste eu Procha-Orient. Ce n'est évidenment qu'une approche, mais des plus intéressantes. (N° 50, 'sutomne 1977, trimestrisi, ce numéro : 19 F. -43, rue La Bruyère, Paris-6-)

El IMPACT, ravise de l'UNESCO, consacre son demiser numéro à l'enseignament des sciences de l'ingénient. La pinpart des auteurs — tous spécialistes de l'ingéniers des suiteurs — tous spécialistes de l'ingéniers des pays en voie d'industrialisation. (Vol. 27, n° 4, octobre-décambre, 259 F. — UNESCO, 7, place de Fontency, 15769 Faris.)

El e L'enquête sur le terrain » :

bre. 2,58 F. - UNESCO, 7, place de Fontenoy, 75766 Faris.)

El e L'enquête sur le terrain » :
HEROBOTE pose, sous ce titre, le problème de la relation d'enquête, « acte premier sur lequal se fonds touts la recherche en eniences sociales » (Camille Lacoste-Dujardin). Ethnologues, historiens et géographes font counsitre leurs points de vue à la lumière d'expériences pratiques. (N° 8, octobre-décembre, trimestriel, 18 F. - Editions Maspere, 1. place Paul-Painlevé, 75665 Paris.)

El La non-violence sur Etats-Onia est le thême du dernier numéro d'ALTERNA-TIVES NON VIOLENTES : C'est l'occasion de ravanir sur l'action du pasteur King et sur le mouvament pour la paix su Vistnam, en particulier. (N° 26, novembre-décembre 1877, bimestriel, 5 F. - 3, rue Lennit, 68601 Lyon.)

(empt. 69961 Lyon.)

Lemnt, 69661 Lyon.)

El Dans La NOUVELLE CRITIQUE,
Hanni Claude traite de l'espansion des
sodétés multinationales — nouvelle version des visux trasts internationaux
selon Lémins — et en tire qualques
conclusions pour l'évolutien économique
et socials et pour l'avenir du menvement
envrier. (N° 189, décembre, 28 F. - 2 place
du Calonel-Fablen, 78946 Paris Cedex 18.)

El Le MOUVEMENT. SOCIAL CONSESSE. din Celemei-Fahlen, 75946 Paris Cedex 18.)

El LE MOUVEMENT: SOCIAL consacra
une bonne partie de son centième numéro
à l'histoire du monde ouvrier : en GrandeBretagne, aux Etats-Unia, en Hongrie et
dans la République fédérale d'Allemagne.
Pour la France, la C.G.T., et la C.F.D.T.
font l'ebjet d'une analyse séparée. (N° 108,
juillet-septembre, 18 F. – 12, avenue
Sœur-Rossile, 75621 Paris.)

Seur-Hossile, 7521 Paris.)
El ANNALES « Economies, sociétés, civilisations », consacre sa réflacion à la médecins et aux médaeins dans la société. Mais il a'agit d'une étude historique ; elle porte sur la France des dix-huitième et dix-neuvième aiécles. (Septembre-octobre 1977. himestriel, 30 P. - Editieus A. Colin, Paris.)

A. Colin, Paris.)

El le troisième numéro de PROSPECTIVE ET SANTE contient, entre autres, des exposés sur la rechetche génétique et 
ses « date » ; sur la longévité (cent vingt 
sus) ; et une table ronde, dirigée par 
Edgar Morin : mise en question de la 
« méthode », (N° 3, trimeririe), 30 P. - 
3, me Troyon, Paris-17c.)

3. me Troyon, Paris-17c.)

E ESPACE ET SOCIETE consecte tout un numéro en pouvoir local, en insistant sur l'intervention de l'Etat dans le processus d'urbanisation. A ce titre, le rôle des collectivités locales, e segments de l'appareil de l'Etat », fait l'objet d'une analyse spécifique (Mars-juin, n° 20-21, trimestriel, 25 F. – Editieus Anthropos, 12, avenue du Mains, Paris-15-.)

#### CINÉMA

El Les trois dernière films du réalisateur grec Théo Angélopoules font l'objet d'une étude dans CARLERS DO CINEMA qui analysant également le reportage de Bar-bars Roppie : Harian County. (N° 283, décembre, mensuel 12 F. - 9, passage de la Boule-Elanthe, 75012 Paris.)

la Boule-Manche, 73912 Paris.)

El Gabriel Hianco poursuit, dens
ECRAN 77, la « psychanalyse de Charlot »,
cette fois en observant le rapport du
personnage à l'idée de « dicteture ». Dans
ce même numêro : une intéressante érude
sur les adaptations chématographiques de
l'œuvre d'Edgar Allan Poe. (N° 64, décembre 1977, mensuel, 10 F. – 65, avenue
Simen-Bolivar, 73915 Paris.) (2) Dans LA BEVUE DU CINEMA (image et son), un important dossier sur Costa-Gavraa, une étude sur l'œuvre de Wim Wenders et un entretien avec Martin Scorpese à propos de son dernier film New-York, New-York, (N° 323, décembre, 2 F. - 3, rue Récamier, 75341 Paris Cedex (7.)

### -Correspondance

### La gauche française

### et les contestataires soviétiques

A propos de l'article sur la gauche française et les contestataires soviétiques (notre numéro de décembre), MM. Henri Cartan et Laurent Schwartz, du Centre de mathématiques de l'Ecole polytechnique, membres de l'Institut, nous ont adressé une lettre, dans laquelle ils réagissent à juste titre contre une présentation erronée de leur action. De son côté, M. Jean-Jacques Marie nous signale que, dans le même article, ses propos ont été incorrectement rapportés. Nous prions nos correspondants, ainsi que noe lecteurs, de bien pouloir nous en excuser.

Voici la lettre de MM. Henri Car-tan et Laurent Schwartz:

Nous avons été étonnés en lisant l'article de Yves Hardy et Pascal Gabai dans le Monde diplomatique de décembre, pages 13 et 14, de voir écrit page 13, quatrième colonne, que l'O.C.I. a mené une campagne politique par le biais du Comité des mathématiciens, et page 14, troisième colonne, que le Comité des mathématiciens était animé par l'O.C.I. (Organisation communiste internationaliste)

niste internationaliste)

Le Comité des mathématiciens a reçu l'adhésion et la signature d'une majorité des mathématiciens français (plus de sept cents adhérents); ces adhérents ont apporté leur complet soutien à toutes les actions entreprises, ainsi que leur initiative directe lors d'assemblées générales tous les trois mois; on peut lui faire la grâce de reconnaître qu'il n'est pas animé par l'O.C.I. ni par aucun parti politique.

Les membres les plus actifs du Comité des mathématiciens sont Michel Broué et nous deux. Il est connu que Michel Broué est membre de l'O.C.I. mais, quand il travaille pour le Comité des mathématiciens, il met de côté ses opinions politiques et nous avons toujours collaboré tous les trois en parfaite harmonie. Il n'y a aucun secret nulle harmonie. Il n'y a sucun secret nulle part, ni sucune difficulté et nous croyons aussi mériter qu'on nous reconnaisse tous les deux capables d'une entière indépendance vis-à-vis de tout parti politique.

M. Jean-Jacques Marie, pour sa part, nous écrit ;

1º A la fin de l'entretien, M. Yves
Hardy m'a déclaré : « Bien entendu,
nous vous soumetirons ce que nous
tirerons de cet entretien pour le
mettre dans votre bouche avant de
donner notre article au Monde diplomatique. » De cet engagement, si « bien entendu », je n'ai plus jamais cul parier. MM. Hardy et Gabai ont « cublié » de le tenir. J'ai compris les raisons de cet cubli en les lisant. 2º Ils me prêtent, en effet, des propos surprenants. Le premier (e l'oppo-sition soviétique a signé son acte de décès en centrant son combat sur

la problématique des droits de l'homme... ») est scandaleux et stupide. Passons sur le ridicule du mot « problématique » pour désigner un combat, mais l'opposition ayant signé son acte de naissance en centrant son combat sur la défense des droits de l'homme (constitution du repropé son combat sur la défense des droits de l'homme (constitution du groupe d'initiative pour la défense des droits de l'homme en 1970), MM. Hardy et Gabai me font ainsi dire que l'opposition, dont la Vérifé publiait un énorme recuell de textes, Samisdat I, en octobre 1969, était morte dès sa naissance, mort-née. Le faux est de taille, n'est-ce pas ? Le second, malheureusement pour eux. livre le mécanisme de co que je suis au regret maineurensement pour eux, hvre le mécanisme de co que je suis au regret de devoir aussi appeler une falsification éhontée. Ils me font dire que André Sakharov est a le porte-parole de la fraction restaurationniste du capital en U.R.S.S., ». Cette pseudocitation est élaborée — et grossièrement truquée — à partir d'un article de la Vérité que j'avais communiqué à ces deux journalistes et où l'on chercherait en vain cette phrase. Après avoir cité un passage de Mon pays et le monde, où Sakharov propose un programme tournant antour de « l'autonomie complète des entreprises », la « dénationalisation partielle de tous les aspects de l'activité économique et sociale », une « décollectivisation partielle de l'agriculture », la « adoption d'une réforme monétaire sur le change libre du rouble contre les monnies étrangères », etc., j'écrivais, dans une analyse assez longue : « C'est là le programme d'une alle

« C'est là le programme d'une aile de la bureaucratie, décidée à aller jusqu'au bout, c'est-à-dire à passer de l'ailiance avec l'impérialisme à la subordination à l'impérialisme, à la jusion avec lui. (...) Si le programme de Sakharon s'arrètait là (...), il variet par hecoin de saccaration dans des de Sakharon s'arrêtait là (...), il n'aurait pas besoin de se ranper dans l'opposition et de se mettre en marge pour l'exprimer. (...) Le programme de Sakharon ne s'arrête pas à ces propositions de réintroduction modérée ... croît-il ... du capitalisme en U.R.S.S. (...) Il avance aussi des propositions qui mettent en jeu le monopole politique de la bureaucratie elle-même : défense des libertés, suppression des privilèges. Et, par là, il est jort dangereux, car là il exprime des aspirations qui dépassent telle couche de la bureaucratie. » (La Vêrité, février 1976, pages 106-107.) Faut-il continuer? En trafiquant de cette manière un texte écrit, MM. Hardy et Gabai laissent aisément mesurer les étonnantes libertés qu'ils ont prises evec mes propos oraux (1). propos oraux (1).

propos oraux (1).

2º MM. Hardy et Gabai affirment enfin que « l'O.C.I. (...) menant, plus de deux ans durant, une campagne politique d'une remarquable constance, par le biais du comité des mathématiciens ou du C.I.C.R., a grandement contribué à la libération de Léonide Phouchtch ». Ils affirment donc que le Comité international contre la répression est une annexe de l'O.C.I. Il suffit de consulter la liste des signatures (et. souveot membres signataires (et souveot membres actifs) de la charte constitutive du comité, de James Marangé à Clande Payement ou de Jiri Pelikan à Krzystof Pomian, pour concevoir qu'il est fantaisiste et fantasmagorique d'attribuer à ces militants si divers up role de c biais a d'une quelcongue un rôle de e biais » d'une quelconque organisation politique. J'ajoute, et cela donne la mesure du sérieux des informations de P. Gabai et Y. Hardy, que le Comité international contre la répression n'a pu participer à la campagne pour la libération de Plouchtch pour la fort bonne raison qu'il a été créé, avec L. Plouchtch, deux mois après la libération de ce dernier. La révélation, on le voit, est de taille : l'O.C.I. a utilisé pour libérer Pliouchtch le « biais » d'une organisation qui n'existait pas encore. On nage en pleine politique-fiction. Du début à la fin. Je ne pense pas que ces procèdés s'apprennent dans les écoles de journalisme. Je ne sais où écoles de journalisme. Je ne sais où, d'allieurs.

Je me' permets de rappeler que j'al déjà caquissé cette analyse dans un article du Monde diplomatique sur la théorie de la convergence (août 1975).

Recherches universitaires

### GRANDES IDÉOLOGIES TOUJOURS PRÉSENTES

IN d'une extraordinaire carence»: ainsi Mercel Preior saluait-il, en 1954, l'entrée de l'histoire des idées politiques dans les facultés de droit. Qualifiée de « littérature de journal - par les juristes allemends du dix-neuvième siècle, le science politique pouvait encore paraître - introuvable - à certains; pour d'autres, elle était désormais « découverte », voire « retrouvée ».

Retrouvailles sur lesquelles Georges Lescuyer, doyen de le taculté de droit de Paris-Nord, qui e refondu et prolondément renouvelé le précis d'histoire des idées de Mercel Prelat, porte un regard ironique et lucide (1). Vingt-trois ans après le réforme de 1954, le sta de la science politique est-il assuré ? N'est-il pas plus menecé que naguère par les préoccupatione de rentabilité économique et de prudence politique ? Rentabilité : s'il e'agit d'abord de former - des spécialistes pour le ecclété de consommetion », ai le préférence doit aller aux « filières professionnelles » au détriment des « filières culturelles », « elmablement qualifiées perfois, par certains responesbles, de perkings», l'enseignement de Pleton et de Tocqueville est démodé. Prudence : étudier les idées politiques, c'est admetire une certaine critique de l'ordre établi. - La tolérance euppose la connaissance; mais à quoi peut cervir cette conneissance quand il apparaît que le tolérance n'est pas une etiltude du vingtième elècte? L'échange à Zurich de Vladimir Boukovsky et de Luis Corvalan nous prouve assez que le message d'Erasme ne serait pas très bien compris de nos jours. -

Pourtant, les grandes doctrines politiques sont toujours présentes. Les années 60 turent, an partie, celles de l'illusion de la «fin des Idéologies ». Nombre de sociologues constataient que le technique réduit considérablement le champ des idéologies, et que l'instruction largement diffusée rend difficile, sinon ridicule, l'adhésion à un système de pensée clos. Raymond Aron appelait de ses vœux « la vanue des sceptiques s'ils doivent éteindre les fanatismes . Mais n'étalt-ce pas là enfermer les idéologies dans leur acception péjorative de sectarisme et de refus d'eccepter les réalités ? Sur ce point, le souhait de « dégegement » ne serait guère propre à notre temps : Nepoléon déjà, mais eussi Gambetta, dont les compegnons opposaient laur positivisme républicain eux idéalistes aurvivants de 1848, ou encore Agathen qui donneit, pour sous-titre à son enquête sur les - jeunes gens d'aujourd'hui -, » le réalisme politique »...

Pour Georges Lescuyer, l'idéologie est inhérente à l'homme : les grands classiques conservent ou retrouvent leur audience, les écrivains politiques d'aujourd'hui obtiennent parfois des succès remarquables.

#### Par CHARLES ZORGBIBE

La technique peut modifier le contenu de l'idéologie, maie non le aupprimer an elle-même ; elle tend à une démystilication du monde de le politique, mais elle doit être ordonnée par le pensée politique, voire « remorquée » per ces doctrines politiques qui, seules, « agratent - les hommes les uns aux eutres et leur procurent l'élan des grandes circonstances. « ils seront idéologues tant qu'ils penseront », écrivait Maxime Laroy. Et Georges Lescuyer de citer, pour conclure, le Mairaux des Antimémoires : - Qualque chose d'étamel demaure en l'homme, en l'homme qui pensa..., quelque chose que j'appelleral sa part divine : c'est son aptitude à mettre le monde en question > (2).

l'heure où certains médias tiennant colloque eur le démocratie A rheure ou certains include to the constant of the constant o de rigueur conceptuelle, les apécialistes de science politique ont le chance de disposer d'un ouvrage monumentai sur « le décision de majorité », dû à Pierre Favre, professeur à l'université de Ciermont-

Champ d'étude en epparance immense. S'agit-il de retracer la genèse du principe de majorité dans les sociétés médiévales, puis les conditions sociales de production d'une pratique qui se lait accepter d'emblée dans les siècles suivants? D'examiner les œuvres doctrinales qui, des Monarchomaques et de John Locke é Nietzsche et à Maurres, exposent, justitient eu condemnent la décision de majorité ? D'analyser le discours des divers ecteurs socieux et ses références eux doctes justifications du principe ? Aux diverses approches sociologiques possibles, Pierra Favra prétère l'étude du principe de majorité sous la seul angle du mode de décision collective.

Trois ordres de problèmes sont posés par l'euteur. La décision que prend un groupe à le mejorité de ses membres est-elle bien - constituée », ne renterme-t-elle pas un vice logique qui le rend incohérente, voire dépourvue de sens ? La seule additien des prélérencea de checun met en œuvre des processus parloie peu maîtrisables comme le rappelle le « peradoxa de Condorcet ». La décision majoritaire doit, ensuite, être analysée dens con mécanisme, à travers les étapes de se procédure : la contenu de le décision est-il déterminé dès lers qu'un type particulier de procédure est adopté, ou est-il lergement indépendant de le procédure mise en œuvre? La décision majoritaire doit, enlin, être mesurée dans son affet réel. Pour les tenants de le démocratie pluraliste, le volonté majoritaire est, à long terme, contraignante, et les dirigeants d'une inalitation démocratique ne peuvent que ee plier à cette voionié collective. Pour les marxistes ou les théoriclens de l'élite, les vœux de le majorité sont de peu d'effets et le loi du nombre n'est qu'une mystification libérale... Sans trancher ce débat, Pierre Favre an décrit les diverses expressions et en dit le aignification.

(1) M. Preiot et G. Lesouyer. Histoire des idées politiques, Dallos, Paris, 1977, 548 pages, 74 P. (2) Dans le même sens. cf. l'article d'Henri Medelin. 

€ Les idéologies se portent hien >, Projet, février 1977.

(3) P. Favre, la Décision de majorité. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1976.

### LES «MÉMOIRES D'EXTRÊME ASIE», d'Etienne Manac'h

Par YVES FLORENNE

R IEN ne fait rêver comme ces appellations superbes propres an Quai d'Orsay : direction d'Europe (à Dieu plaise!), direction d'Amérique, d'une irunie alguisée; mais la direction d'Anérique, d'une irunie alguisée; mais la direction d'Asie est la plus chargée de prestiges et de mirages. A M. Ettenna Manac'h qui y régna dix années, il faudrait demander si, dans sa modesie et dans sa rigneur démocratique, il ne lui reste pas sux deigis et dans l'esprit quelque poudre d'or et d'arc-en-ciel de ces sultanats imaginaires, de ces empires de Salell et de Lune. On le croirait volontiers, dans la mesure même où il est nun seulement un philosophie déclaré, mais un poète caché. Cette poésie, on la découvre ioi et ià en le lisant. Quant à la philosophie qu'il a professée et qui, par des voies imprévues, l'a conduit au Quai, il ne l'y a certes pas détarquée. C'est elle qui « fonde en raison » (expression, chez lui, de prédilection) le jugement et l'action politiques, et c'est elle qui imprégna ce qui est, justement, le livre de raison du diplumate. Pour lui, la direction d'Asie trouve son couronnement dans le commencement de la fin des épreuves de cette « vieille péninsule lointaine qu' (ii) almait », et pour la paix de laquelle il a lutté dix ans. La première partie du livre est faite de nutes et de réflexiuns qui suivent et retracent chaque juur le cours des événements, jusqu'au soir où le représentant d'Handi vient lui annouer la nouvelle de la fin des bombardements. Cependant que commence de se profiler, tantôt étolognant tantôt se rapprochant, la persbombardements. Cependant que commence de se pro-filer, tantôt d'éloignant tantôt se rapprochant, la pers-pertive, pour le directeur d'Asie, de l'ambassade de Pêkin.

ES deux cents premières pages ne sont, en comme, que le vestibule d'un ouvrage de proportions monumentales dont la porte solennelle est l'entretien du nunvel ambassadeur avec le président de la Bépublique. Il y a là quelques pages de la plus simple beauté, nullement cherchée, et qui vient de la rencontre d'un sentiment profond avec un destin. (Ce ne sont pas les seules d'un livre dent l'anteur sent passer l'histoire et sait la saisir). Avant que se referme la porte (« C'est sans doute la dernière fois que je vuus reçois ici »), le visiteur entrevoit encore un href instant le visage « plein de sérénité ». C'est le 22 avril 1963. Cinq jeurs plus tard... Les lettres de créance de l'ambassadeur ne sont plus que des reliques, que celui qui en est l'ubjet refuse de rendre à son administration, et il se consolera mai d'ètre accrédité par une signature intérimaire. qui en est l'ubjet : et il se consolera tare intérimaire.

et il se consolera mai d'eire accredite par und signature intérimaire.

Qu'un nd s'y trompe pas ; en 1940, c'était déjà un
homme a d'un autre bord a qui a ralifé le genéral
de Gaulle. A ce « bord », il est resté fidèle avec
intransigeance. Il n'est pas tout à fait le seni. Non
plus qu'à avoir, à la fois, a admiré » et a regretté »
qu'un a chevalier du Moyen Age (...) ait su et pu
réaliser une œuvre qui aurait du être depuis longtemps
celle de la gauche française ». Adhérant de œur et
de raison à cette politique extérieure et aux vues qui
l'inspirent, il gardera pendant toute sa mission, comme
un viatique, les dernières paroles reques ; « Je suis
porteur de son message. » Et dans chaque circonstance opportune, il délivrera ce message à ses interiocuteurs chincis, il s'employera à dissiper leur inquiétude, non sans l'éprouver ini-même. Il est probable
que, pour ini, sa question d'alorè a pris de plus en
plus d'actualité : « Y aura-t-il maintenant quelqu'un
dont la vue aille si loin ? »

POLITIQUE

LA DEMOCRATIE A PORTEE DE LA MAIN. -

\* Albin Michel, Paris, 1977, 234 bages,

Le utre, on piutôt l'espoir qu'il for-mule, n'est-il pas abusif? D'autant plus que, dans la moité de l'ouvrage — bian fait, sérieux, ducumenté, — les auteurs décrivent sans complaisance es monstre bu'est devenu l'Etat. Omniprésent et an même temps inefficace, incapable de se gonverner iul-même. faible et autorit-lire, il n'est plus, comme le remerbue

gouverner lui-même. l'albie et autorit ure, il n'est plus, comme le rem er bu e P. Vianzeon-Ponté dans as prélace, qu' « une entreprise multiforme ou service de multiples clientilles ». Oublieux du service publie bar buoi, théuriquement, il se justifia, il n'e plus qu'un projet ; durer et se reproduire. Directions et sous-directions prolifèrent. El blen qu'il faut vingt-deux opérations, quatorre co-décidéurs et deux aus de démarches pour construire un C.E.U.

Décentraliser, accroître le ponvoir des communes et des colléctivités lessies.

Décartaliser, accroître le ponvoir des communes et des collectivités locales, confier eux citoyens ou à leurs associa-

confier our citoyens ou à leurs associa-tions le plus grand nombre de boovoirs, redonner en Parlement bu droit riel de contrôle, rebdre l'administration trans-parents — les mesures que préconisent « Echanges et projets » sont assurément nécessaires. Mais comment les réaliser, et avec qui ? Si 72 % des Français estiment qu'il serait très grave qu'on supprimat le droit de vote, 78 % jugent qu'il serait plus grave encore qu'on abolit le sécurité sociale. Quand les citoyens ne considérent plus la démocratic coume le bian en-prême, peut-on prétendre qu'elle est à portée de la main ? M.T.M.

Viansson-Ponté.

Echanges et Projets », préface de Pierre

Deux mois exactement avant qu'Armstrong prenne pied sur le sel lunaire — l'ambassadeur va constater que le penple chinois ignorera l'événement — il fait ass « premiers pas » sur cette a autre planète, plus étrange et plus trouble que la Lune ». Il s'est embarqué avec le viatique en le testament qu'en a dit; s rec cette formule de son prédécesseur et ani Lucien Paye : a Notre doctrind politique doit être de ne pas compter sur la Chine — jamais — mais de compter avec elle — toujours. »; et avec sen Moutaigne, qu'i ne le quitte pas : ni le livre, ni la pensée, a méthode de vie, bonssole intellectuelle ». Montaigne que brûlerait la révolution culturelle : cet homme-là n'est pas l'homme nunveau, il n'est que l'homme de toujours. Le philosophe y pense, bien évidemment. Par exemple, devant les énormes inscriptions couvrant les nunsées fermés et les temples déserts : « Tant de criardes proclamations pour étouffer des siècles de marbre et troubler le silence le plus pathétique ».

N'IMPORTE. Il va de soi que le diplomate se soit passionné pour une mission qui le plaçait au « cœur de quelques-uns des grands problèmes du siècle » et d'une « large part de l'avenir du monde ». Mais cette Chine, il l'a almée. Ce qui donne tout son prix à la lucidité du regard. Il serait vain de prétendre évoquer en quelques mots le journal quotidien d'une action, d'une observation, d'une méditation développées an sein d'une « planète » encore en fusion. Retendus seulement cette question de 1969 qui est la nôtre aujourd'hui : « Sous quelle forme l'invention tâtomante du socialisme pourra-t-elle se poursuivre dans une République qui aura fait les funérailles de ses fondateurs ? »

dans une Republique qui sura lait les inneralles de ses fondateurs? ? On retient et on fixe plus facilement des traits à vil, nombreux dans ce que l'auteur appelle une a chronique intellectuelle », mais qui est, plus qu'il ne le dit, habitée de visages, de paysages, de rencontres, et de la sensibilité de celui qui les regarde. Partuis eurgit une brève scène poignante dans son demi-silence. Une petité fille française regarde tristement des enfants chineis jouer à la balle. « Pourquoi ne vas-tu pas avec eux ? » — a Mais ils n'ont pas le droit de jouer avec eux ? » — a Mais ils n'ont pas le droit de jouer avec eux ? » — a Mais ils n'ont pas le droit de jouer pavec eux ? » — a mais que fille an cimetère — son père était français — qui attend près de la tembe que passe l'ambassadeur pour le supplier — clandestinement — de lui accorder sa protection. Déjà, un l'observe. « Elle est en danger. » Et que faire ? — En coutraste, une lumière. Merveille jamais vue, dont Etienne Manach reçoit « un choc d'émotion » ; visiblement étrangers au reste du monde, deux amoureux, ces bors-la-loi.

blement étrangers au reste du monne, ueux autourens, ces bers-le-loi.

« La grâce dans son corps et l'amour se repose » : ce pouvait être de ces amants, mais c'est de l'apsara d'Angkor, a Aphrodite de l'Asle », que ce vers, il ne sait plus d'où venu, lui revient. A un mot près (Ronsard a écrit : a La grâce dans sa fenille... »). Ce qui, sans doute, au fond de sa mémoire, repose, c'est la chute du sennet : « Afin que vif ou mort ton corps de cett and vous... »

Après tant de politique étrangère — et souvent trange — quittons l'ambassadeur poète et philosophe, amoureux, malgré tout, de la Chine, il lo confesse, quittons-le sur cette ruse, la plus belle des Cent Flenrs.

Mémoires d'Extrême Arie, la l'ace cachée du monde, l'ayard, Paris, 1977, 600 pages, 69 P.

AMERIQUE LATINE

MULTINATIONALES ET TRAVAILLEURS AU BRE-ON CHANTAIT ROUGE - Charles Tillon. A Editions B. Laffont, Paris, 1977, 530 pages, 59 F.

Parmi tous les livres écrits par d'suciens membres du P.C.F., voici sans doute le plus attachant à la fois par la forte personnelité de son auteur et par son atyle rocalileux, abrubt, soutenn bar des accents d'un prisme romantique. Les pages les plus originales concernent sans doute la jeunesse de cet nuvrier breton, l'organisation de grâves victorieuses contre les patrons des conserveries, et les souvenirs de ses missions en Tribeconslovaque et co Espagne au moment où les déuris de l'armés républicatue aunt encercés dans valence et Alic.nte. Les autres points forts de sa vie — mutinerie de la mer Noire, action des F.T.P. dans la Résistance, exclusium du P.C. — Charles Tilion les » racontés dans des ouvrages précédents et se contente lei de les évoquer. Ce qui epharaft dans ce livre, et avec quelle rude ferveur, ce sont les qualités de l'humme et du militant. Avec eussi d'étonnantes sequisses de teux — Thores, Duclos, Casanova, etc. Il semble parfois pue tout ne soit pas dit, mais ce bue raconte ce livre fonr-miliant de détails concrets est déjà suffisamment riche pour écalier la lui généreus d'un bomme dont les convictions out été sacrifiées à des calculs étripués et politipuement valus. On ne peut lire ces bages denses bu'en se poeunt une lois de plus la question : le P.C.F. at-til changé? Les murts réhabilités à l'Ouest, ce qui serait le véritable signe d'un chaugement. \* Editium B. Laffout, Paris, 1977, 580 pages, 59 F. SIL - Collectif Paulo Freire (C.E.D.AL).

\* Ed. F. Maspero, coll. < CEDETIM a, Paris, 1977, 254 pages, 46 F. La première et la deuxième partie de ce tivre sunt consectées à l'internationa-itation du capital en général et plus particulièrement à l'implantation des toutinationales an Breat, un de leure terraige de chasse tavorte dans le tieramonde. La troisième présente ce bue l'on pourcait appelar le programme boli-tique de l' « opposition encore informelle brésilieune, upposition encore informelle mais dont « la préoccupation bolitique va bien au-daid des aspects économiques du développement » et de la pécesaire démocratisation du régime. Ce teste ciair, d'une remarquable hauteur de ton est door une analyse politique de la situation de Brasil sujuard'bul et de perspectives qui s'ouvrant à la intre des bne vigouremement les thèses de l'obposition populiste selon lespuelles le militarisme et la répression policière na sont que des accidents de parcours dans la développement du pays vers un capita-tisme libéré de la tutelle étrangère. Il dénonce également le structure corporatiste des syndicate brasiliens (et nutam-ment l'impôt syndical, acquitté par tont cation n'est donnée sur l'ampieur et les formes de cette nouvelle upposition. Mais vollà en tout cas une voix nouvelle bui s'élève, et qui donne à réfléchir.

**GOVERNMENT POLICY AND THE DISTRIBUTION** OF INCOME IN PERU. 1963-1973. - Richard Charles Webb.

\* Harvard University Press, 1977, 240 pages, 11.25 livres. pages. 11.25 livres.

La révolution péruvienne de la c première phase a, celle du général Velasco, a-t-elle entraîné une redistributiou des revenus à la mesure de son discours populiste? Non, répond R.C. Webb, ancien directeur de la recherche à la Banbue centrale de réserve du Pérou. Comme le régime du président Belaunde, celui qui l'a remplacé en 1968 a certes contribué à une certaine diffusion de la richessa à l'intérieur de certains secteurs brêcla; celui de l'industrie moderne, qui a bénéficia sur cuvriers et sur cafre, celui de l'agriculture extensive, qui a donné des ficiá aux ouvriens et aux cadres, celui de l'agriculture extensive, qui a donné des droits et des ressources à la main-d'œuvre agriculs saiaries. Mais la secteur rural traditionnel, même après la réforma agraire, s'est enfoncé dans sa penvreté, cepsudant que l'oligarchie a gardé intacte les richesses. Bilan décevant, faute de considerer, comme c'est le thèse de l'auteur, que l' « Élimination de la pouvreté doit penir court la préoccupation pour l'évaluité et ellemène et l'auteur les hers reut, que l'estimination de la positrété doit reut autre préoccupation pour l'égalité en elle-même et (hue) les bésoins des plus pauvres delivent auquéri le statut de droits plutôt que de susciter la compassion ». Ce n'est pas le virage à droite de juillet 197d qui changera je cours des choses.

ELAN NOR (Mémoires n'me Sienx). - John

Neihardt. \* Stock, Paris, 1977, 288 pages, \$3 Y. A Stock, Paris, 1977, 288 pages, 39 F.

Elem Root est evant tout mémoire; is mémoire indienne de Bisck Elk, homme-médecine et prophète de la tribu des Sioux Oglala. Elle nous rend infiniment présente et pathètique une culture qui, en 1972 (date de la première parution du livre eux Etaba-Unis), aliait disparaître sous le duuhlé conp d'une politique de ghetto et d'assimilation forcée. Nous pénétrons ainsi su cour des contumes, des valeurs et de la religion des l'indiens des Plaines, guidés par une parois poétipus d'une rassurante familiarité tant elle épouse la soutile de la natura : anti devimi e la lune des cortess notres », décembre e la lune des subres qui craquent e.

A travers un témuignage singuilèrement

A travers un témulguage singulièrement dépourru de haine ou de patriotisme redoudant, nous revivous la batalle de Little Big Born (1878) ob les Indiens combattaient pour défendre la terre sacrée des Collines Noires coutre l'envaluement hanc.

hisseur hisno.

Vue de l'antre côté des barbelés de la réserve, la société des e visages pâtes » se réduit à un fort et à un hasar. Pour Rian Noir, le moode e cerré e des Blancs, bui divise et lsole, a rompu à tont jamais le a cercia socré » de la nation moux. Avant l'invasion, l'homme des Plaines vivait en équilibre avec la nature, le bison assurait une ample suffisance et le devoir premier, imprescriptible, de celui qui avait plus était de donner à ceiui bui avait moins.

Face à Custer, le juster d'Indiana et à

ceiuf pai avait moins.
Face à Custer, le turur d'Indians, et à
Buffelu Bill. le messaureur de bisons,
se dressent, dans le souvenir d'Elan Noir,
les nobles figures de Cheval Fou et de
Nuage Rouge pour bul la patriotisma
n'est point e le dernier rejuge des jripoudles e (counts le pensait le D' Johnson) mais l'amour profond de le terre et
des hommes.
Le destruction parténations de le course

des hommes.

Le destruction systématique des bisons, la politique des réserves et, blus tard, l'assimilation à outraine ont transformé un perupie soits indépendant et soitéaire en un troupean d'assistés. Lé est l'ethnocide, plus que dans le masacre de Wounded Ense, el borrible soit-IL.

Enfin, es qui touthe dans ce tre contrahistoire de la période 1851-1932, d'est aussi l'écoute de John Nelhardt, son humilité et sa déférence à l'égard de la culture atout le pardie du prophète Black Elk, un massage toujours valable pour la civilisation blanche. Le large diffusion qu's connue ce livre donne à antendre peut-être bas mort à Wounded Ense.

N. de C.

#### CITE UNIVERSITAIRE

«PAVILLON DU LAC»

Ouvert tous les jours Terrane chantiée 22, rue Gazan (Pare Montsonrie)

#### ÉCONOMIE

L'ECONOMIE INDUSTRIELLE EN QUESTION. — Jean-Marie Chevalier.

\* Edition Calmann-Levy, collection Ferspectives de l'Aconemique », Paris, 1472, 288 pages, 58 F. e Perspectives de l'achamique s. l'ante 1817, 288 pages, 28 F.

L'anteur du Nouvel enjeu pétrolier ipara dans la même collection) tire in ies conclusions théoriques de ses travaux précédents sur l'industrie pétrolière, en cherchant à construire une disciplina nouvelle, l'économie industrièlle, qui soit capable de soutenir les critiques de divers horizons et soit un instrument de travail efficace. Car buand nous parions de c'aratégies de l'unes 3, de contrôle 3, de a domination 2 d'une hranche sur l'autre, d'une enireprise sur l'autre, voire de c'illère de production 3, nous faisons de l'économis industrielle sans le savoir. Tout en se gardant de tomber dans le mainte-économis, voire tout simplement le maintening, mieux vant tenter de fonder, au moins en logique, une disciplina intermédiairs entre le emicro st le emismo set qui ne soit pas un simple décalage de la trilogie américaine extructure - comportement - résultots > que noire subsur trouve, avec raison, trop behavioriste. Une tentative à suivre.

PAYSANS ET COLLECTIVISME - Georges

Figlastie.

\* Editions Cajas, Paris, 1977, 284 pages,
52 P. The Editions Cujas, Paris, 1977, 284 pages, 52 F.

De la R.D.A., où prédominent des eutreprises agro-industrielles hautement mécanisées, à la Tungoslavie, bui réfuse, au 
nom du modèle autogestionnaire, la 
concentration et l'étatisation des terres, 
ou encore à la Pologne, dont 50 %, des 
exploitations appartiennent au secteur 
privé, le situation de l'agriculture varie, 
à l'Est, d'un pays à l'autre, Aussi bien, 
barier de « collectivisme » est-il tout à 
fait impropre, et le mérité de G. Prélastre est précisément de ne bas aborder 
la résticé à travers l'optique déformants 
de l'idéologie. Ses observations sur le 
terrain, ses rencontres aven de nombreux 
responsables (directaux de fermes d'Étab, 
agronomes) lui ont permis de saisir dans 
leur diversité les politiques agricoles des 
pays socialistes. Ce qui donne un ouvrage 
riche de connaissances précises (chiffres, 
tablesux ne manquent bas) et d'apercus 
pertinents.

tableaux ne manquent has) et unicux cerner la singularité de chacu n. l'enteur a fait intervenir me très contextable psychologie des peuples. Ext-il sèrieux d'unvoquer la a passinité siane » (ch. Stalingrad I) pour expliques, fûr-ce partellement, les insuffisances de l'agriculture soviétique? Prétandre que « les Allemands aiment le fraueil pour la travail », est-ce opératoire? Cas quelques l'ablesses déparent un ouvrage qui, pour l'asseutiel, demanne très instructif.

M.T.M.

L'EVOLUTIBH DU DROIT BES INVESTISSE MENTS AU MAROC. — Jean Lamodière. \* Editions du C.N.R.S., Biarseille, 1977,

MERIS All MARNE. — JUM Labounce.

\* Editions du C.N.R.S., Blarseille, 1977,
175 pages.

Analyse économique et juridique de
l'évolution des codes d'investissement
marocains, cette étude pase le problème
du rôle des capitaux étrangers dans le
développement d'un pays du flers-monde.
Il se résume en une siternative dramatiquement simple : soit le Maroc cherche à limiter les effets de dumination des
investissements privés étrangers, et lis
ne viennent plus; soit il encourage
inèralement leur venue au brix de son
indépendance. Le nouvean code adopté
en 1973 vise sinsi à contrebalancer les
effets de la marocanisation et des uettonalisations afin d'attirer les investisseurs.
Tout eu admettant que le droit ne
constitue pas à lui seul une politique,
l'auteur s'interroge sur la rationalité de
celle qui consiste à offrir d'immenses
avantages à des investisseurs étrangers
pourtant pen embressés, tandis bue les
investissements anciens, déjà eur place
et susceptibles d'extensium, sout grevés
d'une lourde fiscalité. Quolque e'interrogeant ben sur les mécanismes de la
dépendance, cet nuvrage très technique
apporte beaucoup d'éclaireissements sur
l'orientatiun et les difficultés de l'économie marocaine. — C. B.

LB.M., ONE MULTINATIONALE. REGIONALE. - Henry Bakis.

— Henry Bakis.

\*\* Presses universitaires de Grenoble, Grenoble, 1977, 205 pages, 40 F.

Ge livre est consecré à l'impact régional de l'implantatino d'I.B.M. en France : C'est une analyse de géographie industrielle bul est ici menée. Une première partie uous présente, à partir de faits déjà largement connus, ce géent de l'informatique dans son organisation de l'espace au nivean mondial. Sautaot les échelons intermédiaires, le reste de l'ouvrage traite d'I.B.M.-France sur labuelle, cette fuis, des infurmatione le plus souvent inédites, on peu diffusées (mais ausst, sont-elles fiables?) sont rassemblées parfois à partir d'ubservations directes : commeut et nh ce logent les employés des différents ceutres d'I.B.M., quelle cet la ratioualité qui semble guider la firme dans le cours d'I.B.M. quelle cet la ratioualité qui semble guider la firme dans le cours de ses implantations en France, est-il vrai que son arrivée est redoutée par les petrous locaux parce qu'elle offre des salaires enpérieurs à la moyenne régiouale, quelle sont ses rapports avez ses sous-traitants, etc.

cto.
Un livre inégal par le style, et bul est
sans doute un peu trob proche du mémuire de D.E.A. sur lequel il s'appuis,
Mais un livre de blonnier, en un certalo
sens, sur un sujet important et qui ne
pourra être traité à fund que lorsque
l'on disposera d'eutres travanx similaires.

#### AFRIQUE

L'ETRIER LA MODE ET LE LIVRE - Francis de Chassey.

\* Editions Authropos, Paris, 1977, 312 pages, 55 F. Ecrit à la lumière de la nouvelle anthropologie économique fondée sur le anthropologie économique fondée sur le matérialisme historique, ce livre s'attache à décrire la genées et l'évolution de deux sociétés e traditionnelles > (biécapitalistes et précoloniales) qui se côtolent depuis des siècles en Sahara et au Sahai oucldental. La société maure, d'origine arabobstère, et celle des boucouleurs, de souche négro-africaine, se partagent ce territoire qui constitue sujourd'hui le Mantfanie. À l'empoutre de la problématique idéaliste de type « négritude et arabité », Francis De Chassey e'effures de décrire estre unité dialectique deus l'apparente upposition entre Sahara et Sahai, pasteurs omnades et paysans eduntsires, Afrique blanche et Afrique uoire. Il démontre avec force détails comment ces sociétés ont entretonn des relations séculaires sur les plans économique, idéniogique et politique tout en s'influençant réciproquement.

L'étrier du guerrier arabo-berbère et

s'influençant téciproquement.

L'étriet du guetrier arabo-berbère et
ls huve des paysans noire se sout associés,
chacun de manière spécifique, avec le
Livre (l'islam) pour engundrer des furmations sociales originales. On trouve
uéanmeins de remarquables similitudes,
à l'intérieur de ces deux sociétés, dans
le mode d'appropriation collective, le
système de barenté, l'économie d'autosubsistance, le divisius socio-économique
et le conflit permanent entre asgènse
magion-animiste et laiam furmaliste.

A partir de sette étude rouperative et le conflit permanent entre asgense magico-animiste et laiam furnaliste.

A partir de cette étnde comparative très fouiliée. l'anteur pose le problème plus général d'un mode de productiou ouest-africain. Le qualificatif « ouest-africain » ne va pas sans poser des problèmes. L'auteur barie d'un « système social traditionnel typiquement ouest-africain » (p. 13) et d'un « système social ouest-africain » (p. 294). Les deux sociètés en boestion fout-elles partie d'un mode de production plus large, typique de l'Afrique de l'Ouest, ou sont-elles le prototype de ca mode de production? Dans ce cas, comment intégrer les sociétés fon et asbanti, pourtant : très différentes, à ce modète onest-africain?

Ces problèmes théoriques n'enlèvent tien à l'intégré de ce livre bui est un des meilleurs eur la Mauritanie. D'autre part, ceux qui cherchent des ciefa pour interprèter le conflit au Sabara occidental attendent evec impatience la publication du accord tome dans lequel l'auteur promet d'aborder également les transformations de ces sociétés sous l'impact de l'impérisitsme.

ASIE

HONGKONG. - Jean-Rémy Bure. \* Le Seull, coll. a Petite Planète-Villes a, Paria, 1977, 126 pages, 14 F.

Villes a, Daria, 1977, 126 pages, 14 Y.

Ce petit tivie inaugure une nouvelle sărie, celle des c Villes a, de le collection a Petite Planete a dont la formule traditionnelle donne l'impression d'avoir été considérablement allégée, pour ne pas dire strimatisée. Cette rentaine de petite feuillete se lit très vite et le lecteur reste sur se fain. Non que l'anteur ne connaisse pas son sulet : M. Bure tut pendant trois ans lecteur de français à l'reliversité chinoise de Hongkong. Mais les impératits de la formule privilégient la richesse du style et l'analyse sociologique. Or, sens être plat, le style b'est point d'un orfèvre et, laute peut-être d'espace, la réflexion sociologique hésite à prendre son euvoi. Sans doute les prochains titres seront-lis plus c fouillés a.

M. Be.

LA MAURITANIE - Ch. Toupet et L-R.

\* PUF, coil. a Que sais-je 7s. Paris, 1977. 128 pages, 9 F Un petit précis des plus utiles sur un pays that compu et que les évérements mettent au permier plan de l'actualité La République islamique de Mauritanie est décrite dans se géographie et son elimat, bret dans son milieu neturel é la lois saharien et sabélien; puis dede son histoire, qui est d'abord ceile de son penpiement.

es auteurs s'arrêteos, pour finir, anx doux événements majeurs eurvenus récemment : le découverte du mineral de fer et la crise eu Sahara occidental.

LE SOLEIL DE DIEU EN TANZANIE. - Bernard Joinet

\* Editions du Cerf, Paris, 1977, t61 pa-\* Baitions du Cerf, Paris, 1971, 164 pares, 19 F.

Beaucoup de «chocs» dans ce récit :
Disu, les missiuns, l'Afrique, le socialisme.
Prètre de choc. Bernard Joloet espère choquer à son tour evec re livre-magnèto, fruit d'un entretieu avec un journaliste de la Vie. Avec bumour et chsieur, jamais à court d'anecdotes envoureuses ou ádifiantes, il relate le trajet qui l'e mené d'une famille petite-bourgeoise et meurnasieuns de le Nièvre aux égitses de brousse en Tannanie socialiste. Il présente, avec un euthuusianne à éveiller des vocarions, le portrait d'un humme qui e réalisé l'accouplisment, cojourd'hui moins insolite qu'il n'y perait, du missionnaire et du socialisme. C'est presque affectueusement bue dans les deux chabitres consarrés au président Nyerere et à l'Ujanas il décrit l'originale expérieoce tanzanienne de socialisme villageois. Surtobt, il analyse et défend la bosidiou d'une Egiise qui, rejetant la « neutralité qui profite toujours en plus fort », encore de mise parmi les évêques européens, s'est tout eutière engagée aux côtés d'un règime dans son effort de transformation politique. C. B.

STRATEGIC HIGHWAYS OF AFRICA. - GUY Arnold et Ruth Weiss. \* Julian Friedmann Publishers, London, 1977, 1178 pages, 3,50 livres.

A Julian Friedmann Publishers, London, 1977, 178 pages, 3,56 livres.

De même que les frontières béritées de l'époque coloniale, les voies de communication en Afribne divisent blus un'elles ne facilitent les contacts entre pays, penples et régione. Afin de mettre en numière l'importance stratégique des foutes, des chemins de fer, et des fleuves dans la politique africaine actuelle, Arbuid et Weiss retracent l'instoire de la construction on de l'amanagement des principaux exes de communication et de commerce. Or. en Afrique, l'histoire coloniale a téé souvent déterminée par la inte des puissances curopéeunes pour le contrôle de ces axes vitsux. Ainsi, Cecil Bhodes, le grand architecte de l'Empire bitannibne dans la cône end de l'Afrique, a-t-il pu définir son projet en termes de chemin de fer reliant le Cap au Caire. Les anteurs de cette étude bieu documentée répartissent en trois catégories les réseaux de communication africains :

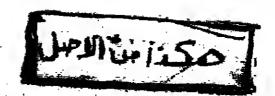
1) ceux qui déterminent les relations tant économiques que politiques, dans la régiou qu'ils travertent (chemins de fer de Benguelà, du Cap et d'Uganda);

2) ceux qui furent construits après l'indépendance dans le lus de réorienter les llens économico-politiques établis peudant l'êre colonials (les chemins de fer Tanzam et Botzam); 3) ceux qui s'eftorcent d'établir de nouveaux (lens dans les régions un'ils sont insufficants (le route transaharienne).

A l'exceptiou de deux petits chepitres sur le Nigéria et la route transafricaine.

A l'exception de deux petits chepitres sur le Nigéria et la route transafricaine. sur le mageria et la route transarricaine, les auteurs us quittent guère l'Afrique australe. À cet égard, leur analyse apportes un nouvel élément de compréhension des enjeux des luttes de libération dans cette région.

والمتاه والمتاك والمتاكات والمتاكات



# L'ACTIVITÉ DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

#### ONU

21 1 a

PM Car

24 5 5 55

Au Conseil de sécurité : résolution sur le Bénin\_

Le Conseil de sécurité a adopté, le 24 novembre, sans opposition, une résolution sur l'agression contre le Bénin, terminant ainsi le débat rouvert le 22 novembre sur cette question. Le texte demande à la communauté internationale de collaborer à l'établissement d'informations sur les mèrcenaires impliqués dans l'agression et note que le Bénin souhaite leur poursuite en justice. Il demande également aux Nations unies d'aider le Bénin à réparer les dommages subis lors de l'attaque.

... et création d'un comité pour veiller à l'application de l'embargo sur les armes destinées à l'Afrique du Sud

Le 9 décembre, le Conseil de sécurité a décidé à l'unanimité d'instituer un comité pour veiller à l'application de l'embargo sur la fourniture d'armes à l'Afrique du Sud décrété le 4 novembre. Composé de quinze membres, ce comité étudiera les moyens de rendre cet embargo pius efficace et demandera à tous les Etats de lui fournir tous renseignements sur les mesures prises à cette fin.

prises à cette fin.

FORCES DE L'ONU SUR LE GOLAN ET A CEYPRE. — Le 30 novembre, par 12 voix contre 0, le Conseil de sécurité a proropé de six mois la mandat de la Force des Nations unies chargée d'observer le dépagement sur le Golan (FNJLOL). Trois pays n'ont pas participé au vote : le Bénin, la Chine et la Llbye.

D'autre part, le Conseil a renouvelé pour six mois la mandat de la Force des Nations unies à Chipre en date du 15 décembre. Tous les pays mombres du Conseil ont voté en lavour du renouvellement, sauf la Chine, qui u'a pas pris part eu scrutin.

Fin de la trente-deuxième session de l'Assemblée générale

L'Assemblée générale des Nations unies a terminé le 21 décembre les travaux de sa trente-deuxième session qui s'était ouverte à New-York le 20 septembre. Au total, cent trente et une questions inscrites à l'ordre du jour ont été examinées. Deux cent quinze résolutions ont été adontées.

ont été examinees. Deux cent quine l'estate ont été adoptées.
Les textes essentiels votés depuis le 19 novembre (voir le Monde diplomatique d'octobre, novembre et décembre 1977 pour le résumé des travalux jusqu'à cette date) concernent les problèmes suivants ;

DESARMEMENT. - Des résolutions ont été DESARMEMENT. — Des resolutions ont ete adoptées à propos des conséquences économiques et sociales de la course aux armements, des projets de dénucléarisation régionale (création de zones exemptes d'armes nucléaires an Proche-Orient et en Asle du Sud), l'interdiction complète des essais nucléaires, la Décennie du désarmement, la fabrication de nonvelles armes de destruction massive, la rédoction des budgets militaires, le désarmement général et complet. militaires, le désarmement général et complet, la sécurité des Etats non dotés d'armes nu-cléaires, etc. L'Assemblée a adopté une résolu-tion concernant la session extraordinaire qu'elle consacrera au désarmement, du 23 mai au 28 min à New-York

PROCHE-ORIENT. — Un projet de résolution présenté par des pays non alignés a été adopté le 25 novembre par 102 voix contre 4 (Israël, El-Salvador, Etats-Unis et Canada). Le texte demande la « prompte convocation » de la conférence de Genève avec notamment la participation de 10 T. P. I institut des 1 pareserté ticipation de l'O.L.P. Il insiste sur la necessité d'une solution d'ensemble tenant compte des droits nationaux des Palestiniens, avec retrait

droits nationaux des Palestiniens, avec retrait des Israéliens des territoires occupés.

Deux textes ont été adoptés le 2 décembre sur la question de Palestine. Le premier (voté par 100 voix contre 12 et 29 abstentions) réaffirme l'appui de l'Assemblée au plan élaboré par le comité pour les droits inaléniables din peuple palestinien. Le deuxième (95 voix pour 20 contre et 26 abstentions) prie le secrétaire général d'établir un service spécial des droits palestiniens au sein du secretariat de l'ONU.

Sur les pratiques israéliennes dans les territoires occupés, trois résolutions ont été adoptéee le 13 décembre. L'une d'elles condamne ces pratiques et charge le comité spécial compétent de poursuivre sa mission.

Par 122 voix (avec une abstention : celle

de poursuivre sa mission.

Par 122 voix (avec une abstention : celle d'Israël), l'Assemblée a décidé de prolonger de trois ans le mandat de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA). Une autre résolution demande le retour des personnes déplacées depuis 1967.

MAINTIEN DE LA PAIX. — L'Assemblée a notamment adopté à ce propos une résolution relative à la conclusion d'un traité mondial sur le non-recours à la force dans les relations internationales. Elle a aussi voté une déclaration sur la consolidation de la détente internationales.

rion sur la consolidation de la détente internationale.

PROBLEMES ECONOMIQUES. — Les principales décisions de l'Assemblée en ce domaine concernent le nouvel ordre économique international. Dans un texte adopté sans vote, l'Assemblée demande notamment que toute négociation globale concernant l'instauration de ce nouvel ordre se déroule dans le cadre de l'ONU et déclde de convoquer une session extraordinaire de l'Assemblée générale en 1980 pour évaluer les progrès réalisés. Un comité plénier se réunira entre les sessions de l'Assemblée jusqu'à la session extraordinaire.

D'autres résolutions d'intérêt général portent sur le problème de l'inflation, l'endettement des pays en voie de développement, le transfert des techniques, etc. Par consensus, l'Assemblée a invité le 20 décembre le secrétaire général à nommer dans les meilleurs délais un directeur général pour le développement et la coopération économique internationale. Désigné pour quatre ans, il devra assurer une coordination des activités en matière de développement à l'intérieur du système des Nations unies.

Le secrétaire général a aussi été invité, dans un texte portant sur le financement du développement, à établir, avec l'aide d'un groupe d'experts, un rapport sur les pouvoirs de garantie des institutions financières internationales existantes et sur la possibilité de créer un organisme multilatéral d'assurance.

Parmi les nombreux autres textes concernant les activités économiques de l'ONU, signalons

un organisme multilateral d'assurance.

Parmi les nombreux autres textes concernant
les activités économiques de l'ONU, signalons
la décision de convoquer à Buenos-Aires, du
30 août au 12 septembre prochains, la conférence des Nations unies sur la coopération
technique entre pays en voie de développement.

DECOLONISATION. — Le 28 novembre, l'Assemblée a exprimé l'espoir (sans voter) qu'une solntion juste et durable solt promptement trouvée au problème du Sahara occidental. L'examen de la question a été renvoyé à sa trente-troisième session. A propos de Timor, l'Assemblée a rejeté le 28 novembre, par 67 voix contre 26 et avec 47 abstentions, l'allégation

### 

selon laquelle le Timor-Oriental a été intégré à l'Indonésie dans la mesure où la population du territoire n'a pas été à même d'exercer, librement son droit à l'autodétermination. Le comité de la décolonisation est invité à envoyer

comité de la décolonisation est invité à envoyer une mission dans le territoire.

Des résolutions ont été adoptées concernant l'avenir de tous les territoires encore dépendants, y compris le Zimbabwe et la Namibie. Plusieurs textes condamment les États qui collaborent avec l'Afrique du Sud dans les domaines politique, diplomatique, économique, militaire et nucléaire; les pays producteurs ou exportateurs de pétrole sont priés de s'abstenir de fournir du pétrole brut aux régimes racistes d'Afrique australe et de prendre des mesures contre les compagnies pétrolières qui continuent à livrer du pétrole à ces régimes.

Par 120 voix et avec 5 abstentions (Royaume-Dui, Etats-Unis, Canada, France, République fédérale d'Allemagne), l'Assemblée a prié le Conseil de sécurité d'envisager une fois encore des mesures pour empécher de nouveaux investissements étrangers en Afrique du Sud.

PROBLEMES SOCIAUX, JURIDIQUES ET

relative à la torture et sur goires traitements crueis ou dégradants. De nombreux textes ont été adoptés pour améliorer la protection des droits de l'homme, en particulier an Chili et en Afrique du Sud; pour assurer la protection des réfugiés; pour améliorer la situation des travailleurs migrants. Un texte concerne plus particulièrement les personnes portées disparues à Chypre. L'Assemblée a aussi décidé de réunir la conférence mondiale de la Intac contre le racisme et la discrimination raciale à Genève, du 14 au 25 août 1978.

Il a aussi été décidé que le comité spécial de la charte des Nations unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation se réunirait à New-York du 27 février au 24 mars prochains.

Le 17 décembre, l'Assemblée a pris note du rapport du comité chargé d'élaborer une convention internationale contre la prise d'otages. Une résolution contre le terrorisme international a d'autre part été adoptée par 91 voix contre 9 et avec 28 abstentions.

Le mandat de M. Martti Ahtisaari, commissaire des Nations unies pour la Naminie, a été prorogé d'un an à compter du l' janvier 1978. D'autre part, M. Poul Hartling a été ella hant commissaire des Nations unies pour les réfugiés en remplacement du prince Sadruddin Aga Khan. Son mandat est de cinq ans.

L'Assemblée générale, qui a procédé au cours de sa session aux élections habituelles dans les différents organes des Nations unies, a voté un budget de 965 913 600 dollars pour l'exercice 1978-1979. Cette décision a été prise par 119 voix contre 9 (U.R.S.S. et autres pays de l'Europe de l'Est) avec 6 abstentions (États-Unis, France, Cuba, Israël, Italie et Roumanie).

MAINTEN DE LA PAIX. — Le comtid des opérations de mandat de la paix a adoptit le

MAINTEN DE LA PAIX. — Le comité des opérations de maintiem de la paix a adopté, le 2 décembre, son rapport à l'Assemblée générale. Il indique qu'û n'd toujours par été en mesure de s'acquitter de la tâche qui lui avait été confés l'atint les vrincipes directeurs des opérations de maintien de la patz.

APARTHEID. — Le comité spécial contre l'oper-theid a tancé un appei en vue d'imposer un embargo pétrolier contre l'Afrique du Sud, su cours d'une ression tenue le 1º décembre. D'autre part, le président du comité et le secrétaire général des Nations unies ont condamné, chacen de son côté, le création d'un noupeau bantoustan censé être indépendant : la Bophuthaismens.

e REFUGIES. — Le haut commissariat des Nations unles pour les rélugiés a annoncé la 5 décembre dernier l'ouverture d'une délégation régionale pour l'Amérique latins septentrionale, dont le siège est é San-Jose (Costo-Rica). M. Bugo Idoyaga a été nommé au poste de délégué régional. — Le secrétairs général des Nations unies a nommé le 7 décembre M. Poul Hariting (Danemark) au poste de haut commissaire pour les rélugiés pour une période de cinq ans, en remplacement du prince Sadruddin Aga Ehan. L'Assemblée générale de l'ONU a confirmé ce choix le 8 décembre par consenus.

par consensus

• ENFANCE. — Le Fonds des Nations unies pour l'enjance (UNICEF ou FISE) a annoncé la 20 décembre que la conseil éladministration de cei institution aveit débloqué 3 millions de dollars supplémentaires pour rémetires sur pied les surpices essentiels en javeur des enjants du Liban, services qui avaient été interrompus pendant la guerre civile.

— Des secours ont été envoyé fin novembre dans l'Etat indien d'Asabira-Pradesh pour permettre aux populations de l'aire jace aux besoins les plus immédiats, après la cyclone qui a dépasté cet Etat.

#### Commission économique pour l'Europe

Au comité pour le développement du commerce : la menace du protectionnisme

OUVRANT les travaux du comité pour le développement du commerce de la Commission économique des Nations unies pour l'Europe (C.E.E.-ONU), M. Stanovnik, secrétaire exécutif de la Commission, a lancé un appel à l'action contre la menace du protectionnisme. Les représentants des vingt-huit pays membres de la C.E.E.-ONU ont suggéré à ce propos que le secrétariat de la C.E.E. établisse un inventaire général mis à jour des obstacles de toute sorte au développement du commerce, inventaire qu'une réunion d'experts sera chargée d'examiner à Genève à la fin du mois de septembre prochain.

septembre prochain.

ENERGIE ELECTRIQUE. — Réuni eu Zi eu 25 novembre è Genève pour sa trente-sizième sersion, la comité de l'énergie électrique s'est préocupé des perspectives à moyen et à long terme de l'industrie de l'énergie électrique dans la région.

INDUSTRIES MECANIQUES ET ELECTRIQUES. — La sizième réunion spéciale d'experts des industries mécaniques et électriques s'est tenus à Genève du 9 au 11 novembre. Les experts ont pris nots de la prochaine publication d'un rapport sur la production par ces industries de l'équipement destiné à prévent le pollution.

CHOMAGE ETRUCTUREL. — Dans un rapport

che à prévent le politicon.

CHOMAGE STRUCTUREL. — Dans un rapport sur les facteurs et profils de la croissance dans les pags à économie de marché, le seorétaini de la C.E.E.-ONU estime qu'il est d'une importance cruciale de savoir si le chômage est d'un caractère plus structurel que conjoneturel dans l'écolumion de la perspective économique à long terme dans la région jusqu'en 1920. Le rapport nots qu'ê convient d'interpréter les toux de chômage élevés

F.A.O.

Les travaux de la dix-neuvième conférence générale

REUNIE à Rome du 12 novembre au 1<sup>au</sup> dé-Rembre, la dix-neuvième session de la conférence générale de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agricul-ture (F.A.O.) a estimé que les progrès réaliste en agriculture étalent insuffisants, bien que la production et les réserves alimentaires se soient

production et les réserves alimentaires se scient accrues.'

Comparant les progrès de la production vivière aux régimes alimentaires réals des populations affamées du monde, la conférence a conclu que « peu de progrès ont été enregiatrés dequis 1974 en ce qui concerne l'objectif de base que constitue l'élimination définitive de la faim et de la mainutrition. L'augmentation de la production de vivres par habitant n'u quêre modifié la situation nutritionnelle d'une quantité de miséreux », Selon elle, le haut nivean des stocks est di en partie au fait que ni les pays ni les individus ne peuvent acheter des vivres en quantités suffisantes.

Un programme d'action pour la prévention des pertes alimentaires a été approuvé au cours de la session. Il sera financé par un fonds disposant, dans un premier temps, de 10 millions de dollars fournis à l'altie des réserves financières de la FA.O. D'autre part, la conférence a invité les Etats membres à contribuer pour un total de 950 millions de dollars aux activités du Programme alimentaire mondial (PAM) en 1979-1980, chiffre qui représente une augmentation de 25 % par rapport à l'exercice précédent.

Le Dr. Bukar Shaib (Nigéria) a été élu président du conseil de la FA.O., dont le nombre des membres a été porté de quarante-deux à quarante-neuf. La conférence a aussi prévu d'augmenter les effectifs de son comité du programme et de son comité financier.

Un budget de 211,35 millions de dollars a été approuvé, pour financer les dépenses de l'organisation en 1978-1979.

CERRALES. — Selon un rapport publit le 25 novembre par la FA.O. le récolle mondiale de céréales sera plus faible en 1977, mais elle devreit suffire à estigiaire, en 1978, une demande mondiale croissente et à maintenir les stocks mondiaux à leur niveau actuel. L'étude de la FA.O., publiée duns son Bullatin trimestrial, dresse le blan des changements survenue dans les perspectives céréalières pour 1977 et esquisse les perspectives pour 1978.

PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL. — Une aids alimentaire C'une valeur de 5851000 dollars a été décidée ou titre du PAM en japeur du Liban,

• ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUE L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE. — La commission internationale d'étude des pro-blèmes de la communication, créés à l'initiative de l'Organisation des Nations unies pour l'éduca-tion, la science et la culture (UNESCO), a tenu sa première réunion à Paris, du 14 au 16 décembre. — L'UNESCO a organisé, le 7 décembre à Paris, uns journée sur la situation des droits de l'homme en Afrique australe.

 ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRA-VAIL. — Une réunion technique tripartite de l'antation civile, convoquée par l'Organisation internationale du travail (O.J.T.), a en lieu à Genère du 7 au 15 décembre. L'objectif étant de rechercher une solution aux problèmes spécifiques que posent les conditions d'emploi et de travail. e ORGANISATION MONDIALE DE LA BANTE.

Après avoir pris comaissance des conclusions d'une
commission internationale C'experts médicaux de
neus paps, le D' B. Mahler, directeur général de
l'Organisation mondiale de la santé (D.M.S.), a
indiqué le 14 décembre à Dacca (Bangladezh) que
la variole avait été supprinde en Asie. La commission avait signé le sertificat déjinitif d'éradisation
après examen des résultats d'une enquête menée
pendant deux ans. Le dernier cas déclaré remontatt
è octobre 1975.

— L'O.M.S. a annount en mois de nonembre.

— L'O.M.S. a annoncé, au mois de novembre, qu'elle venait de mener à bien le projet concernant l'élaboration de plans directeurs pour l'approvisionnement public en eau et l'évacuation des déchets urbains dans toute la province de Kosovo (Yougoslavie).

(Yougoslava).

— L'O.M.S. a lancé, au début du mois de désembre, un appel à tous les États membres de la région suropéenne, les invitant à renforcer l'effort de lutte contre la peludisme en Turquie. refort de luite contre la peludisme en Turquie.

• ACENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE
ATOMIQUE. — Cent soizonte-dix participants
venus de trants-six pays et de quatre organisations
internationales se sont réunis du 21 au 25 novembre
à Wagenmyen (Pays-Bas) sous l'épide de l'Agence
internationale de l'énergie atomique (A.I.R.A.), de
la P.A.D. et de l'O.M.S. La réunion evait pour
objet d'étudier les résultaix et les perspectives
d'avent d'une nouvelle méthode physique de
conserverion des denrées alimentaires : l'emploi des
rayonnements ionisants émis par les radio-isotopes
ou produits par des dispositifs électriques.

rayonnements ionisants émis par les radio-isotopes ou produits par des dispositifs électriques.

• DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL. — Le comité permanent de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI), chargé l'examiner les programmes de l'Organisation, réuni à Vienne, du 5 au 9 décembre, a approuvé diverses activités qui avaient été souvaises à l'évaluation et a demandé devantage de contributions pour le nouveau fonds de développement industriel, qui doit permetire à l'Organisation de disposer de ressources aceruss.

— Les représentants de plus de cinquante pays ont participé, du 12 au 15 décembre, à Madrid, à un colloque international sur les problèmes mondiaux des huites et graises végétales, convoqué par l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUIL).

— Les garantées à donnes aux pays en vote de développement, pour leurs opérations avec les pays industrialisés, ainsi que les systèmes d'assurance qui les protégeraient coutre le non-raspect des obligations econtraatées par les entrepreneurs, figurent parmit les questions prioritaires que quelque cent cinquante spécialistes internationaux venus d'une vingtains de pays ont examinées lors d'un téminaire à Lahore (l'akistan), du 25 au 29 novembre

• NAVIGATION MARITIME. — Le Guinée-

NAVIGATION MARITIME. — La Gunde-Bissau est devenue, le 6 décembre, le cent qua-trième membre de l'Organisation interpouverne-mentale consultative de la navigation maritime

Six duplex dans la grande tradition de l'Avenue Foch



tout près de l'Etoile, du bon côté de l'avenue Foch, - côté soleil-s'achèvent six duplex exceptionnels, tous différents: La Villa Foch Trianon, Chenonceaux, Chambord, Versailles, Rambouillet, Chantilly". La façade classée, en pierre de taille aété respectueusement conservée, Mais l'agencement des

deux pas du Bois de Boulogne, appartements témoigne d'une recherche très actuelle du plus grand confort. La, tout est luxe, harmonie, noblesse, dans la conception comme dans les matériaux.
Villa Foch, 200 gue que lex!

six duplex!

MD

#### Groupe de la Banque mondiale

Cinq prêts de la BIRD

L A Banque internationale pour la reconstruc-tion et le développement (Banque mondiale ou BIRD) a annoncé plusieurs prêts ces der-

nières semaines :

— An Micaragua (1et décembre) : 10,1 millions de dollars pour un projet d'adduction d'eau à Managua, et 3 millions de dollars pour un projet rural d'assainissement touchant cinquent cinquante villages;

— Au Botswana (8 décembre) : 6,5 millions de dollars pour un projet destiné à stopper la dégradation des pâturages et à favoriser l'introduction de méthodes de gestion améhorées;

— A la Côte-d'Ivoire (15 décembre) : 29 millions de dollars pour un projet d'entretien de routes de desserte et de routes à grande circulation;

- A la Jamaigue (15 décembre) : 30 millions de dollars pour l'importation de matières pre-mières et de biens d'équipement pour les pro-ductions industrielles et agricoles; — Au Paraguay (15 décembre) : 6 millions de dollars pour la construction de réseaux d'adduc-

CREDFIS DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE
DE DEVELOFFEMENT. — L'Association internationale de développement (IDA) à annoncé des crédits en joveur des pays suivants:

— Pakistan (24 novembrs): 3 millions de dollars pour financer les services techniques qui aideront à metre au point les projets de développement économique de l'Azad Cachamire;

— Kenya (30 novembrs): 10 millions de dollars pour l'émportation de la petite industrie;

— Bangladesh (1º décembrs): 75 millions de dollars pour l'importation des éléments industriels, matières premières, produits chimiques et pièces détachées nécessaires pour maintenir les productions d'industries hautement prointaires;

— Hathi (16 décembre): 6,6 millions de dollars pour la compruction ou l'amélioration de polders dans les plaines marécageuses qui bordent le fleure Niger:

— Envete (8 décembrs): 2 millions de dollars

dans les plaines marécageuses qui bordent le fleuve Niger:

— Egypta (8 décembrs): 2 millions de dollars pour le financement d'une étude économique qui permetira la préparation d'un projet régional d'adduction d'eau dans des zones rurales et de petites villes;

— Paleistan (8 décembre): 70 millions de dollars pour un projet de maîtrise de la salinité de l'eau et de mise en valeur de terres dans la région du Punjob et 1,7 million de dollars pour une étude de pré-investissement d'un projet forestier dans la province frontailère du nord-ouest;

— Tanzanie (8 décembre): 15 millions de dollars pour cider la Banque d'investissement de l'anzanie à faire face à ses besoins en devises étrangères d'iri d 1931;

— Hall (15 décembre): 6,6 millions de dollars pour la remise en étut et l'extension de réseaux d'adduction d'asu dans sept villes de province;

— Inde (15 décembre): 87 millions de dollars pour l'amélioration des services urbains dans le district métropolitain de Celesita.

SOCIETE FINANCIERE INTERNATIONALE.

district métropolitain de Calentia.

SOCIETE PINANCIERE INTERNATIONALE.

La Société financière internationals (S.F.I.), filiale de la Banque mondiale, a annoncé, le 21 décembre, un second investissement d'environ 1,2 million de dollars dans la Banque nationale pour le développement économique (B.N.D.E.) du Marce. La S.F.I. avait déjd investi 1,5 million de dollars dans le capital de la B.N.D.E. en 1962. Ce nouveau financement représente la part de la Société d'une offre qui est faite aux automnaires de doubler le capital social de la B.N.D.E. pour permettre à celle-ci de continuer ses emprunts à long terme dont elle reprête le produit aux entre-pries locales.

EMPRUN'IS DE LA BIRD. — La Banque mondiale a annoncé, la 24 novembre, un emprunt à moyen terme d'un montant de 300 millions de france suisses auprès d'un groupe d'importantes banques stilsses. Pratt, une offre publique de 50 miliards de yens (207 milians de dollars), en montant principal Cobligations de la Banque mondiale, a été annoncée le 23 novembre à Tokyo.

Les obligations « Obligations à 6.8 %, et d quinze ans de 1977 - huitième serie » ont été rendues au pair. L'echèance finale était le 9 décembre 1992 et les obligations seront amorties au pair par des versements égaux de 3 miliards de yens pour chacune des années 1933 à 1991 et un versement final de 23 miliards de yens en 1992.

CONFERENCE SUE LE DEVELOPPEMENT ECO-NOMIQUE DES CARAIBES. — La Banque mondiale a convoqué, à Washington, les 15 et 16 décembre, une conférence sur les besoins llés au développe-ment des pays de la région des Caralbes et sur l'éventualité de la mise en place d'un mécanisme formel de concertation pour les questions liées au développement économique.

REUNION DU CONSORTIUM POUR LE PARIS-TAN. — Les gouvernements et organisations concernés par l'uide au développement au Pakistan se sont réunts d Paris le 16 décembre, sous la présidence de la Banque mondule.

#### Banque arabe pour le développement économique en Afrique

Session du conseil des gouverneurs

Le conseil des gouverneurs, composé des ministres des finances des dix-huit pays membres de la Banque arabe de dix-huit pays membres de la Banque arabe de développement économique en Afrique (BADEA), s'est réuni à Khartoum le 3 décembre, pour sa troisième assemblée annuelle ordinaire. Le conseil a notamment fixé le capital du Fonds arabe spécial d'aide à l'Afrique à un niveau de 350 millions de dollars, qui devront être incorporés au capital de la Banque. Il a aussi assoupil la politique de prêt : la participation de la Banque dans le financement des projets. quand elle est comprise entre 1 et 10 millions de dollars, a été plafonnée à 40 % du coût total du projet (contre 30 % précédemment) et à 60 % (contre 50 % antérieurement) quand cette participation est inférieure à 1 million de dollars. Le conseil a recommandé au président de la Banque d'entreprendre les démarches auprès de la Ligue des Etats arabes afin que soient affectées au capital et au programme d'assistance technique de la BADEA Au cours de cette session, le conseil a approuvé de nouveaux engagements de prêts au bénéfice du Cameroun, de Madagascar et du Libéria, pour un montant total de 23,25 millions de dollars. Un don de 50 000 dollars, pouvant se résoudre en avance sur prêt, a été accordé aux Comores.

#### Banque asiatique de développement

Prêts à six pays

LA Banque asiatique de développement annonce l'octroi de prêts en faveur de six

Days:

Corée du Sud (31 octobre): 41,5 millions de dollars (à l'aide des ressources ordinaires de la Banque pour vingt-trois ans et à 8,30 %) destinés à l'amélioration du réseau routier;

Népal (8 novembre): 4,2 millions de dollars (à l'aide des ressources du fonds spécial, pour currente ans et à 1,5 affectés à ressources. dollars (à l'aide des ressources du fonds spécial, pour quarante ans et à 1 %) affectés à un programme de formation professionnelle;
— Malaisie (8 novembre) : 15,2 millions de dollars pour financer l'adduction d'eau dans les villes de Kota Kinabalu et de Tawau; ce prêt est assorti d'un don d'assistance technique d'un montant de 150 000 dollars. Le 29 novembre, ce pays s'est également vu accorder un prêt de 18 millions de dollars pour le financement du programme de développement régional

### 

de Pahang Tanggara. Ces deux prêts, consentis à l'aide des ressources ordinaires de la Banque pour une durée de vingt ans, portent intérêt à 3.30 % l'an;

— Indonésie (25 novembre) : 30 millions de dollars (pour quinze ans et à 8,30 %) dont bénéficiere la Bank Pembangunan Indonesia (BAPINDO), une des trois plus importantes institutions financières du pays;

— Philippines (29 uovembre) : 35 millions de dollars (à l'aide des ressources ordinaires de la Banque pour quinze ans et à 8,30 %) accordés à la Banque de développement des Philippines;

— Afghanistan (29 uovembre) : 5,7 millions de dollars (à l'aide des ressources du fonds spécial pour quarante ans et à 1 %) pour financer la réalisation d'entrepôts de stockage pour les fertilisants et les produits chimiques et vétérinaires.

RECENTES FUBLICATIONS

• Eural Asia : Challenge and Opportunity
(l'Asis rurals : défis et perspectives) : étude
réalisée à la demande de la Banque par une
équipe d'experts internationaux pour préparer
les politiques à appliquer dans les pays d'Asis
membres de la BAD su cours des dix prochaines années (voir page 1 l'article de Pairice
de Beer).

#### Banque européenne d'investissement

Octroi de vingt prêts dans les pays de la C.E.E., dont treixe à l'Italie

L. A. Banque européenne d'investissement
(B.E.L.) a annoncé, aux mois de novembre
et de décembre, l'octroi de plusieurs prêts:
Le 29 novembre, cinq prêts d'um montant
total équivalent à 83,5 milliards de lires
(82,8 millions d'u.c.e.) pour contribuer an financement de deux projets industriels dans le
Mezzogiorno italien, la mise en valeur de deux
gisements de gaz en mer Adriatique, ainsi que
da construction d'un tronçon d'antoroute dans
le Frioul. Le prêt le plus important (24 milliards
de lires), d'une durée de huit ans, au taux
d'intérêt de 7,7 % l'an, a été octroyé solidairement à l'EFIM (Ente Partecipazioni e
Finanziaments Industria Manifattureria) et à
l'ENI (Ente Nazionale Idrocarburi); l'équivalent de 20 milliards de lires a été accordé à
l'IMI (Istituto Mobiliare Italiano) pour dix ans,
au taux de 8 % l'au;
— Le 9 décembre, un mêt d'une contre-valeur de la C.E.E., dont treixe à l'Italie

au taux de 8 % l'au;

— Le 9 décembre, un prêt d'une contre-valeur de 17 millions de livres (26 millions d'u.c.e.) pour le 'développement des télécommunications en Irlande; ce prêt est assorti d'une durée de vingt ans et d'un taux d'intérêt de 9,6 %;

— Un prêt à la Société lorraine de laminage continu (SOLLAC) d'une contre valeur 3 de la contre de la co

— Un prêt à la Société lorraine de laminage continu (SOLLAC) d'une contre-valeur de 110 millions de francs (19,8 millions d'u.c.e.) pour une durée de quinze ans, au taux de 9,7 % l'an, pour le financement de la première étape de la modernisation de l'aciérie de Serémange (Moselle);

— Le 15 décembre, un montant d'une contre-valeur de 20 millions de livres (30,6 millions d'u.c.e.), d'une durée de sept ans et au taux d'intérêt de 7,5 %, pour contribuer au financement d'initiatives industrielles de petite et de moyenne dimension dans les zones du Royaume-Uni bénéficiant des aides au titre du développement régional;

développement régional;
Un prêt d'une contre-valeur de 15 millions de francs (2,7 millions d'u.c.a.) pour financer, à Fos-sur-Mer (près de Mauseille), des installa-

de francs (2,7 millions d'u.c.e.) pour financer, à Fos-sur-Mer (près de Marseille), des installations destinées à combattre la pollution pétrolière en Méditerranée : ce prêt à été consenti au Port autonome de Marseille pour une durée de douze ans, au taux d'intérêt de 9 % l'an ;
— Le 16 décembre, buit prêts, d'un montant total équivalant à 943 milliands de lires (94 millions d'u.c.e.) en faveur de l'Italie, pour des investissements d'infrastructure portant sur l'approvisionnement en eau de la Basilicate et des Pouilles, l'amélionation du réseau routier de Palenne (Sicile) et de l'équipement portuaire de Naples, l'établissement, dans les Abruzzes, d'un centre de formation de techniciens des télécommunications, le financement de divers investissements industriels, la plupart également dans le Mezzogiorno;
— Le 20 décembre, un prêt d'une contre-valeur de 3345 millions de francs (60 millions d'u.c.e.) pour la modernisation et le renforcement des télécommunications internationales en France; d'une durée de quinze ans et au taux d'intérêt de 9,35 % l'an, ce prêt a été eccordé à la Caisse nationale des télécommunications à Paris;
— Un prêt d'une contre-valeur de 50 millions d'u.c.e.) en faveur de la construction d'un aéroport à Codthaab (Groenland); ce prêt a été consenti à l'Etat danois (ministère des finances) pour une durée de quinze ans au taux de 8,4 % l'an;
— Le 21 décembre, un prêt d'une contre-valeur de 18,1 millions de livres (20 millions d'u.c.e.) pour contribuer au financement de plus de quarante améliorations et aménagements du réseau routier national triandais; ce prêt a été consenti pour une durée de vingt ans au taux de 9,6 % l'an consenti pour une durée de vingt ans au taux

de 9,6 % l'an.
Signalons aussi que l'aide d'urgence de
150 millions d'u.c.e., offerte par la Communauté
économique européenne au Fortugal sous forme
de prêts à long terme de la B.E.I., a pris fin
le 21 décembre avec l'octroi d'un prêt de
9 millions d'u.c.e. pour le financement d'initiatives de petite et moyenne dimension.

Prêts dans le cadre de la convention de Lomé

ion de Lomé

En application de la convention de Lomé, la BEL a annoncé l'octroi des prêts suivants:

— Le 7 décembre, un prêt de 49 millions d'uca, pour le financement d'une usine de tissage qui sera aménagée à Morogoro, à 180 kilomètres à l'ouest de Dar-Es-Salaam (Tanzanie); d'une durée de vingt ans, ce prêt porte intérêt à 2 % l'an;

— Le 19 décembre, un prêt de l'équivalent de 2 millions d'uca, pour contribuer au financement, en République unie du Cameroun, de l'extension d'une cimenterie et d'une usine de broyage de clinker; d'une durée de dix ans, ce prêt porte intérêt à 5 % l'an;

— Le 19 décembre, un prêt subordonné de 3 millions d'uca, pour contribuer, en République rwandaise, au financement d'une fonderle d'étain prévue dans le cadre d'un projet de développement des productions de minerais d'étain et de tangstène du pays; d'une durée de quinze ans, ce prêt est assorti d'un tant d'intérêt de 2 % l'an jusqu'à fin 1981 et de 5 % l'an ensuite;

— Des prêts d'un montant total de 129 millions d'uca, en faveur de la Côted'Ivuire, dont un prêt de 11 millions pour améliorer l'approvisionnement en électricité du pays et plus particulièrement d'Abidjan. Ce prêt est accordé, pour une durée de quinze ans, au taux d'intérêt de 5,4 % l'an, compte tenu d'une bonification de 3 %.

#### Banque interaméricaine de développement

Prêts à onze pays

A Banque interaméricaine de développement
a annoncé en novembre et en décembre
l'octroi de prêts eu faveur de onze pays:

— Un prêt de 53.9 millions de dollars le
1º novembre (à l'aide des ressources interrégionales, pour quinze ans, à un taux d'intérêt
de 8 % l'an) pour la construction d'une usine
de cellulose dans la région nord de l'Argentine;

— Un prêt de 20 millions de dollars le
17 novembre (à l'aide du fonds d'opérations
spéciales, pour quarante ans, à un taux d'intérêt 17 novembre (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour quarante ans, à un taux d'intérêt de 1 % l'an pemdant les dix premières années, et 2 % ensuite) pour l'amélioration et l'extension des services ruraux de santé au Nicaragua; — Un prêt de 5,3 millions de dollars le 25 novembre (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour trente-cinq ans, à un taux d'intérêt de 2 % l'an) en faveur de la mise su point d'un programme vétérinaire an Costa-Rica; - Un prêt de 17 millions de dollars (à l'aide

-- Un prêt de 17 millions de dollars (à l'side du fonds d'opérations spéciales, pour quarante ans, à un taux d'intérêt de 1 % l'an pendant les dix premières années, et 2 % ensuite) pour l'extension du réseau d'égouts de la ville de Guayaquil, en Equateur; -- Un prêt de 15 millions de dollars le 1 décembre (10 millions à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour quarante ans, à un taux d'intérêt de 1 % l'an pendant les dix premières années et 2 % ensuite, et 5 millions sur les ressources inter-régionales, pour vingt-cinq ans et à 8 % l'an) en faveur du programme de développement industriel et tou-ristique de la Bolivie; -- Un prêt de 153 million de dollars le

 Un prêt de 1,58 million de dollars le décembre (à l'aide du fonds d'opérations 8 décembre (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour quarante ans, à un taux d'intérêt de 1 % l'an pendant les dix premières années et 2 % ensuite) pour contribuer au financement d'un projet (meué conjointement avec la C.E.E.) destiné à favoriser le regroupement des pècheurs an sein de coopératives au Honduras; — Un prêt de 105 millions de dollars le 8 décembre (65 millions à l'aide des ressources inter-régionales, pour quinze ans, à un taux d'intérêt de 8 %, et 40 millions en ligne de crédit complémentaire sur les ressources interrégionales) pour la construction des quaire premières usines d'un complexe pétrochimique à Bahia-Blanca, en Argentine; — Un prêt de 12,2 millions de dollars le

- Un prêt de 12,2 millions de dollars le 8 décembre (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour trente ans, à un taux d'intérêt de 2 % l'an) pour l'amélioration des liaisons téléphoniques dans et eutre les régions rurales du Costa-Rica ;

- Un prêt de 24,5 millions de dollars le 8 décembre (à l'aide des ressources ordinaires, pour vingt ans, à un taux d'intérêt de 8 %) en faveur du programme d'amélioration du réseau routier dans trois régions de la partie sud du centre du Chili ;

sud du centre du Chili;

— Un prêt de 49,5 millions de dollars le 8 décembre (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour quarante ans, à un taux d'intérêt de 1 % l'an pendant les dix premières années et 2 % ensuite) pour financer la construction de l'account de controlle des inondations d'inet 2 % ensuité) pour insancer la construction d'ouvrages de contrôle des inondations, d'irrigation et de drainage dans le bassin de l'Abary, dans le uord-est de la Guyana;

— Un prêt de 70 millions de dollars le 9 décembre (sur les ressources inter-régionales pour vingt ans, à un taux d'intérêt de 8 % l'an) pour la construction d'une usine hydro-élections de la construction d'une usine hydro-élec-

trique à San-Carlos, en Colomble;
— Un prêt de 9 millions de dollars le
9 décembre (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour quarante ans, à un taux d'intérêt de 1 % l'an peudant dix ans et 2 % ensuite) pour l'extension d'une faculté privée ao Sal-

vador;
— Deux prêts d'un montant total de 120 millions de dollars le 15 décembre (sur les ressources inter-régionales, pour vingt-cinq ans, à un taux d'intérêt de 8 % l'an) pour un programme de crédit en faveur des agriculteurs et des éleveurs au Mexique.

ADMISSION DES BAHAMAS. — Les Bahamas sont desenus le 15 décembre le quarante et unième État membre de la Banque interaméricaine de déselop-pement.

#### Banque des règlements internationaux

Les conséquences de la baisse du dollar

REUNIS à Bâle les 12 et 13 décembre, les gouverneurs des banques centrales des dix pays les plus industrialisés ont examiné les conséquences de la récente balsse du dollar sur l'économie mondiale. Aucun accord u'est intervenu, semble-t-il, entre les gouverneurs sur une politique de soutien du dollar. MM. Arthur Burns, président de la Réserve fédérale améri-raine, et Telichiro Morinaga, gouverneur de la Banque du Japon, ne participaient pas à cette réunion.

e FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL. — Les autorités véaétalétemes ont, le 28 novembre, informé le Fonds monétaire international (FML) que le montant prété au FML, par le Venezuela pour alimenter la facilité de financement supplémentaire sera porté de 450 à 500 millions de D.T.S. Cette décision porte à l'équivalent de 8,71 milliards de D.T.S. (environ 10,3 milliards de dollars des Etais-Unis) le montant total des ressources que les bailleurs de fonds se sont engagés à prêter. — Le 5 décembre, le FML, a donné son accord au Sri-Lanka pour qu'il puisse acheter, au cours des doute prochains mois, l'équivalent de 33 millions de D.T.S. Ce crédit « stand-by » addera ce pays d'réaliser un programme gouvernemental de réforms éconouxique. — Le FML, a procédé, le 7 décembre, vour le

economique.

— Le F.M.I. a procédé, le 7 décembre. pour le compts du Fonds fiduciaire, à sa vente d'or mensuells par adjudication et a attribué 524 800 onces d'or fin, soit la quantité totale miss en adjudication d'exception d'une fraction de barre standard. Cet or a été attribué aux adjudicatoires au prix commun de 180,03 dollars l'once.

### 

#### CNUCED

Problèmes de la dette extérieure L'engre intergouvernemental d'experts chargé d'étudier les problèmes de la dette extérieure des pays en voie de développement s'est réuni à Genève du 5 au 16 décembre. L'objectif de cette rencontre était de préparer les discussions de politique générale qui se dérouleront au sein du Conseil du commerce et du développement en mars prochain à propos du problème de la dette. Au cours de cette réunion, la Suède à demandé aux pays créanciers d'annuler la dette des quarante ou chaquante pays les plus pauvres du monde (soit environ 20 milliards de dollars).

environ 30 millaros de dollars).

PROGRAMME INTEGRE POUR LES PRODUITS
DE BASE. — Le comité intergouvernemental spéciel
du programme intègré pour les produits de base
s'est réuni à Genève du 12 au 16 décembre sous les
auspines de la Conjérence des Nations, unies sur
le commerce et le développement (CNUCED) pour
évaluer les progrès réalisés dans l'application du
programme intègré. Le comité a envisagé une
reprise éventuelle de la conjérence de négociation
sur un londs commun suppendue le 1º décembre
(voir Le Monde diplomatique de décembre desnier).

« su début de 1978» et a approuvé un nouveau
calendrier pour les réunions sur divers produits de
base.

COMMISSION DES INVISIBLES. — La commission des invisibles et du financement lié au commerce a consacré l'essential des travaux de sa hutième session, du 5 au 9 décembre, aux questions d'assurances, après avoir renvoyé l'examen du financement lié au commerce à une date ultérieure. La principale question soumise aux soivantedix participants était l'assurance des gros risques dans les pays en voie de développement.

COMMERCE ENTRE LE TIERS-MONDE ET LES PAYE DE L'EST. — Un groupe d'experts a siégé à Genève du 26 novembre au 2 décembre pour étudier un système multilatiral de paisments entre les pays d'Europe de l'Est et les pays en voie de développement et trouver les moyens de relancer le commerce entre ces deux groupes de pays.

#### GATT

A la session annuelle : mise en garde contre le protectionnisme A l'ouverture de la session annuelle des A parties contractantes à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), M. Georges Maciel (Brésil), président de l'orga-nisation, a lancé le 29 novembre dernier une nouvelle mise en garde contre le protection-nisma.

La session a duré deux jours et a été essen-tiellement consacrée aux difficultés actuelles du commerce international, à la lumière d'une

étude publiée le 28 novembre par le secrétariat du GATT et seion laquelle les fortes pressions on tractionnistes devraient en esset pressons protectionnistes devraient en esset persister. Le rapport met, lui aussi, en garde coutre cette of politique instable, onéreuse et en définitive incontrolable » qu'est le néo-protectionnisme.

> Accord sur le renouvellement de l'accord multifibre

Mpe andin

 $(g^{\bullet},\widetilde{\mathbb{R}})_{i}$ 

Faccord multifibre

Les uégociations au comité du textile du GATT ont about le 14 décembre à un accord sur un protocole renouvelant l'accord multifibre (A.M.F.) de 1973 pour une nouvelle période de quatre ans. Le protocole est entré en vigueur le 1st janvier pour les Etats qui l'avaient signé. Ce texte constitue une sorte de mode d'emploi pour le noovel A.M.F. Il est assorti de considérations qui ouvrent la voie à toutes les interprétations. Les pays ayant de graves problèmes d'importations pourront espérer certaines dérogations temporaires. Toutefois, les pays exportateurs sont opposés à une interprétation large du texte.

#### O.C.D.E.

Perspectives d'expansion peu favorables pour 1978

SELON le rapport intitule Les perspectives écnomiques pour 1978, publié le 23 décembre par le secrétariat de l'Organisation de coopération et de développement é c o u o mi q u es (O.C.D.E.), « les perspectives immédiates d'expansion économique se sont assombries » depuis la réunion du conseil ministériel, en juin dispuise la réunion du conseil ministériel, en juin dispuise la conseil ministériel en la conseil ministériel en juin dispuise la conseil ministériel en la conseil ministé dernier. La croissance des pays membres pour-rait, si les politiques actuelles restent inchan-gees, u'être que de 3.5 % en 1978 et, comme en 1977, se ralentir en cours d'année. Le taux annuel de progressiou du P.N.B. de la zone O.C.D.E. passcrait de 3.25 % au cours du dernier semestre de 1977 à 4 % dans les six premiers mois de 1978, mais pour retomber à 8 % pen-dant les mois suivants.

CHOMAGE DES JEUNES. — Le problème du chomage des jeunes a été discuté au cours d'une conférence ministérielle qui s'est tenue à Paris les 15 et 16 décembre sous la présidence du ministre du trapasi des Etais-Unis. Une stratégle en trois points a été préconisée en faveur des sept millions de jeunes sens emploi dans les pags de l'activité économique chaque fois que cele est possible; multiplication de mesures spéciales pour accroître les offres d'emploi destinées aux jeunes; amélioration du passage du milieu spolaire d la vie professionnelle.

COMPTE D'AIDE AU DEVELOPPEMENT. — Dans le chapitre introductif de son rapport annuel, intitulé Coopération pour le développement, exa-

#### ÉDITIONS A. PEDONE

13, res Soufflet, 75005 PARIS Téléphone: 033-05-97

• LA BONNE FOI EN DROIT INTERNATIONAL PUBLIC

de E. ZOLLER. 



#.5 million e des : transfer to 1977 trois nte ani. Re de s car\_ is Guyen is minor restourned taux minor i dinne en Color de di

es. otto de s au Men.

MANUE -

s règlements naux inces /

:

Sample Mail Semio

:. :

Adeur Ge In to

men 1977, public en décembre, le président du comité d'aide au développement de l'O.C.D.B. insight sur la nécessité de réorienter les politiques de façon à c définir le cadre à l'intérieur duquel s'inscrivent les mesures propres à assurer l'utilisation optimale des ressources humaines et matérielles » au profit de l'ensemble de la population du tiera-monde.

AGENCE POUR L'ENERGIE MUCLEAIRE. — L'Agence de l'O.C.D.E. pour l'énergie nucléaire (A.E.N.) a organisé àu 5 au 9 décembre, d Hambourg, en collaboration avec l'Agence internationale de l'énergie atomique, un symposium international sur la sûreté des navires nucléaires.

RECENTES PUBLICATIONS RECENTES PUBLICATIONS

Offics de primes et pratiques commerciales
analogues : rapport rédigé par le comité de la
politique à l'égerd des consommateurs de
l'O.C.D.E.; 44 pages, 1977.

Examén des politiques apricoles des pags
membres de l'O.C.D.E., 1974-1976 : nouvelle
publication qui présenters un examen permanent des politiques en metrant l'accent sur les
problèmes d'actualité et l'évolution des politiques agricoles des pays membres : 124 pages,
1977.

Sustème d'observation 1977.

• Système d'observation permanente des migrations : Cinquième rapport (1977) du Système d'observation permanente des migrations (SOPEMI), retracant les développements dans quinze pays membres et rédigé sous la direction du professeur Barnard Kayser.

• Dans la série « Études économiques » :

#### Association latino-américaine de libre-commerce

Dix-septième session ordinaire de la Conférence

A dix-septième période de sessions ordi-naires de la conférence de l'Association latino - américaine de libre - commerce (A.I.A.I.C.) s'est tenue à Montevideo du 5 au 27 novembre. Ses travaux ont essentiel-lement porté sur les négociations commer-ciales.

lement porté sur les négociations commerciales.

Au total, mille soixante-seize concessions tarifaires ont été négociées en vertu du programme de libération des échanges régi par les accords de complémentarité industrielle, les listes nationales, et les listes d'avantages non généralisés (ces derniers bénéficiant notamment aux pays les moins développés). La plupart des concessions, dans le cadre des accords de complémentarité industrielle, portent sur les machines de bureau, les produits chimiques et pharmaceutiques, les industries enimiques dérivées du pétrole, l'industrie photographique, les matières colorantes et les pigments, ainsi que sur les équipements électriques et électroniques.

En déhors des négociations commerciales, la conférence s'est penchée sur les dispositions en matière de changes et de financement du commerce, ainsi que sur les pratiques commerciales qui affectent le développement des échanges à l'intérieur de la zone. Une conférence extraordinaire, prévue pour le troisième trimestre de l'année 1978, se saisira de ces questions. En outre, la conférence a reconduit jusqu'au 31 décembre 1978 l'actuel régime sur l'origine des marchandises.

l'actuel régime sur l'origine des marchan-

discs.

La conférence a aussi examiné le rapport

avacutif permanent et annuel du comité exécutif permanent et établi le programme de ses activités pour 1976. Celui-ci prévoit notamment la convocation, pour la première fois, du conseil des ministres des affaires étrangères, organe suprème de l'Association. Enfin le budget de fonctionne-ment de l'Association pour la prochaîne année fiscale a été approuvé. La dix-mitième période de sessions ordinaires de la conférence sura lieu du 6 au 29 novembre à Montevideo.

COOPERATION AVEC L'INSTITUT LATINO-AMERICAIN DE ROME. — Le comité exécutif de l'ALALC. s'est réuni en séance extraordinaire, le 2s novembre dernier, à Montevideo, gim d'exa-miner evec les représentants de l'Institut telo-latino-américain de Rome le programme d'activités communés pour 1975, dans le cadre de l'Accord de coopération souserit par les deux organisations en juillei 1974.

#### Groupe andin

Programme de promotion des exportations

L ES directeurs des offices nationaux de promotion des exportations des pays membres se sont réunis à Bogota du 7 au 12 décembre pour mettre au point le premier programme de promotion des exportations du Groupe andin. Les nouvelles dispositions prévoient que les cinq pays mèneront en commun une série d'actions portant notamment sur la diffusion de l'information commerciale, la participation généralisée aux foires et expositions à l'étranger, la création d'entreprises de commercialisation, la promotion de biens des industries faisant l'objet des programmes sectoriels de développement, etc.

PARTIUPATION AUX NEGOCIATIONS DU GATT. — Organisée par le Comité de l'Accord de Cartagena en collaboration svec la CEPAL, le PNUD et la CNUCED, l'est tenue dans la capitale péruvienne, àu 7 au 11 décembre, la première téunion d'experte gouvernementeux sur les négociations commerciales multilatérales qui se déroulent à Genève àuns le cadre de l'Accord pénéral sur les tarits et le commerce (GAIT). PROJETS TECHNOLOCIQUES. — La neuvième réunion du comité chargé des projets andins de développement technologique dans le domaine des ressources des forêts tropicales (PADT-REFORT) s'est tenue à Lima du 12 au 15 décembrs. Les experts ont fait le point des travaux menés dans le cadre à une étude plannt à l'industrialisation du bois et à la généralisation de son emploi dans la construction de maisons économiques.

#### Organisation des pays exportateurs de pétrole

Maintien du prix actuel

TE prix de prix de la conclusion de la conférence des ministres de l'Organisation de la conférence des ministres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), qui s'est réunie à Caracas les 20 et 21 décembre. Le communique publié à l'issue de la conférence ne mentionne pas un « gel » des prix; il indique seulement que la conférence a examiné « la question des réajustements de prix. Mais les pays membres n'ont pu parvenir à un consensus commun sur ce sujet ».

pays membres n'ont pu parvenir à un consensus commun sur ce sujet ».

Le secrétaire général de l'organisation. M. Ali Jaidah, a précisé que cette absence d'accord se traduirait par un maintien des prix du pétrole de référence à son nivean actuel de 12,70 dollars le baril. Le communiqué indique également que les pays membres se consulterent « pour faire de nouveaux efforts afin de renforcer leur solidarité d l'égard des pays en voie de développement ».

• ASSOCIATION EUROPRENNE DE L'IBRE-EUHANGE. — Le comité de parementaires des pays de l'Association européenne de libre-échange (A.E.L.E.), réuni pour la première fois à Genère le 25 novembre, a adopté une résolution sur la situation économique, dans laquelle il indique qu' « il a pris note avec intérêt de la proposition présentés par le comité consultatif de convoquer une conférence tripertite des pays d'Europe coel-dentale sur les politiques économiques, le plein emploi, la stabilité financière et des prix. » — La troisième série de négociations entre les pays de l'A.E.L.E. et l'Espagne en rus de l'établissement d'un accord commercial multilatéral s'est déroulée à Genève du 5 au 9 décembre. — Le groupe

d Genève du 5 au 9 décembre.

OCMMUNAUTE DES CARAIBES. — Le groupe de travail chargé, en septembre dernier, par le conseil des ministres du Marché commun des Caraibes, de définir une strutégie pour le déve-loppement industriel des pays les moins développés de la 20ne et d'établir, en conséquence, un programme de création d'industries nouvelles, s'est réuni pour la première jois les 24 et 25 novembre, d'Georgetown (Guyana). Son mandat devait prendre jin le 31 décembre.

CONSEIL INTERNATIONAL DII NIE. — Le

fin le 31 décembre.

• CONSEIL, INTERNATIONAL DU BLE. — Le Conseil international du blé, réuni à Londres les 29 et 30 novembre, a passé en reune les résultats de la récolte de blé, de céréales et de ris en 1976-1977 et examiné les prévisions pour le reste de la récolte 1977-1978 et les perspectives pour 1978-1979. Le Conseil à également pris connaissance d'un rapport du groupe préparatoire sur l'état des travaux concernant la négociation d'un nouvel necoid qui pourruit remplacer l'accord international sur le blé signé en 1971.

• CONSEIL OLEICOIR INTERNATIONAL — Le

e Conseil Oleicole international. — Le trente-septième session du Conseil oléicole international yest déroulés à Madrid, du 22 au 25 novembre dernier. Pour l'actuells campagnes oléicole internationale 1977-1978, le Conseil prévoit une production mondiale d'huile d'olite équivalente à la moyenne des productions europistrées au cours des six dérnières campagnes (1440,000 tonnes métriques).
Les touquix du Conseil ont variout norté seu les

Les trapaux au Conseil ont surtout porté sur les mesures propres à javoriser une amélioration de la consommation d'huise d'olive dans le monde. Il a décidé de prolonger d'un en l'accord international sur l'huile d'olive (soit jusqu'au 31 décembra 1979), dans la perspective d'une renégociation de cet accord au cours de l'année 1979 dans le cadre de la Conjérence des Nations unies sur le commèrce et la développement (CNUCED).

e MARCHE COMMON CENTRAMERICAIN. —
La deuxième réunion consultative des maires
d'Amérique centrale a en Hen à Sum-José (CostaRica), àu 18 au 21 décembre. Elle c été consacrée
à l'examen du projet de statuts de la Fédération
des communes de l'Amérique centrale, dont la
création a été décidée par la déclaration de
Quetzaltemango, le 14 octobre dernier.

financier à moyen terme destiné à aider les pays membres de la C.E.E. qui éprouvent des difficultés de balances de paiement. Ce concours passe donc de 2,7 à 5,45 milliards d'unités de compte européennes, soit plus de 30 milliards de francs français).

D'autre part, les ministres ont demandé à la Commission européenne de présenter dans les plus brefs délais ses propositions concernant l'émission d'un emprunt communautaire destiné à aider les industries européennes touchées par la crise.

Les ministres ont accepté l'emirée en vigueur au 1st janvier 1978 du système de ressources propres de la C.E.E. qui comprend les droits de douane, les prélèvements agricoles ainsi qu'un pourcentage pouvant aller jusqu'à 1 % des recettes nationales de T.V.A.

#### Nouveau régime d'importation des textiles

Le conseil des ministres des affaires étran-gères des Neuf a approuvé le 20 décembre les résultats des négociations bilatérales menées par la Commission européenne avec une trentaine de pays exportateurs de textiles à bas prix de revient. En conséquence, un nou-veau régime d'importation de produits textiles a été mis en place le 1<sup>er</sup> janvier, dans la C.E.E.

Le conseil des ministres a aussi approuvé le renouvallement de l'accord textile international (accord multifibre) dont le texte avait été mis au point à Genève, sous réserve que les accords bilatéraux conclus avec les pays exportateurs soient appliqués.

La décision du conseil permetera à l'Europe des Neuf de stabiliser dans un premier temps ses importations de textiles au nivean de 1976, c'est-à-dire i 000 000 de tonnes, avec ensuite un taux de progression modéré selon la sen-sibilité des produits à l'intérieur du Marché commune.

#### La France autorisée à dévaluer son « franc pert »

Le conseil des ministres de l'agriculture du 13 décembre a sutorisé la France à dévaluer son « franc vert » de 2,5 % à partir du 1° février prochain. Concrétement, cette décision signifie que les agriculteurs français bénéficieront à cette date d'une hausse de 2,5 % de leurs revenus. En même temps, les montants compensatoires monétaires appliqués dans les échanges agricoles de la C.E.E. balsseront de 16,9 % à 14 %.
Cette réduction favorisers les exportations

Cette réduction favorisera les exportations de produits agricoles vers les autres pays du Marché commun, en les rendant plus compé-

PRIX AGRICOLES: PROPOSITIONS DE LA COMMISSION. — La Commission de la C.E.E. a proposé, le 8 décembre d'Bruselles, à augmenter de 2 % en moyenne les prix agricoles européens pour la campagns 1978-1979. Pour la France, la hausse est de 3,9 % car la Commission de la C.E.E. a modulé, comme les années précédentes, les augmentations de prix selon les pays et l'état de leurs monnaies. C'est ainsi que les pays à monnaie faible se voient proposer une hausse moyenne plus importante (Italis 4.04 %, Grande-Bretagne 5,25 % et Irlende 2,3 %).

En revanche, les pays à monnais jorte bénéficient d'une hausse des prix plus jaible que la moyenne (pays du Benelux 1,8 % et Allemagne occidentale 0.88 %, Danemark 2 %).

AU CONSEIL DE L'ENERGIE. — Le conseil de

occidentale 0.56 %, Danemark 2 %).

AU CONSEIL DE L'ENERGIE. — Le consoil de l'énergie de la C.E.E. n'a pris, le 13 décembre, que peu de décisions. Sur la plupart des dossisrs discutés, la Grande-Bretagne a confirmé qu'elle se rejuscrait à prendre des mésures contraignantes. C'est ainsi qu'à propos de la surcapacité de rajimage qui existe en Europe — la capacité des rajimeries déparse de plus de 35 % la demande actuelle. — qui doit jaire l'objet d'un rapport le 30 janvier, de la part àu comité spécial de l'énergie, composé de haus jonctionnaires, les Britanniques ont déjà exprimé leurs réserves quant à des mesures de contreinte ou de contrôle.

Le consoil a adopté une directive sur l'utilisation rationnelle de l'énergie concernent les normes disolation des inmeubles et celles portant sur les générateurs, de chaleur. Un amendement britannique e été adopté expertant de ces normes les appareils hors série et de grand gabarit.

LUTTE CONTRE LA PAUVRETE. — Le conseil

LUTTE CONTRE LA PAUVRETE. — Le conseil des ministres de la C.E.E. a pris, le 13 décembre, la décision de proroger le programme européen l'études pilotes concernant la lutte contre la pauvreté pour une nouvelle période de trois uns. REUNION DES MINISTRES DE LA SANTS.

- cour la première fois, les ministres de la centé
le la C.E.E. se sont réunis le 13 décembre d'

Prucelles. de la C.E.E. se sont réunis le 13 décembre a Bruselles.

Ils ont décidé de demander à la Commission européenne d'étudier des mesures à harmonisation des politiques de lutte contre le tabae et des législations antidopaga dans le sport.

M. Vrodeling, commissaire suropéen ahargé des affaires sociales, e rappelé aux ministres qua la C.E.E. dépense chaque aunée, dans le domaine de la santé, 100 milliards d'u.a., somme e astronomique s qui risque encore de croître jusqu'en 1980. À cela deux ruisons, a-t-û expliqué : le vieillissement de la population et l'acordesement de la consommation de médicaments dont le coûtest de plus en plus élevi.

est de plus en plus élevé.

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS. — L'harmonisation des turis postaux dans l'Europe des Neus n'est pas pour demain, a-t-on constaté à l'issue de la réunion du 15 décembre à Bruxelles des ministres des postes et télécommunications du Marché commun.

Les habitaits des six pass sondateurs de la C.S.E. continueront d'assimants leurs lettres (de moins de 20 grammes) ou leurs cartes postales à un taris unisonne. Par contre, les trois derniers adhérents (Grande-Bretagne, Irlande et Danemark) continueront à appliquer un taris disserne entre leurs pass et les six précédents.

La Commission européenne a néanmoins été chargée d'étudier les implications s'inancières et techniques d'un taris postal unique.

ENVIRONNEMENT. — Les ministres de l'envi-

ENVIRONNEMENT. — Les ministres de l'envi-tonnement des Neui ont décidé, le 12 décembre à Brucelles, une réduction progressive en dix uns de la poliution par les fameuses « boues rouges », dans les régions de jabrication de dioxyde de titane.

### CECA

Des droits compensateurs seront perçus provisoirement sur l'acier imborté

importé

A PRES une longue période d'hésitation, la A Commission européenne et le conseil des ministres des Neuf ont finalement opté pour une formule de protection de l'acter européen assez différente de celle qui a été retenue aux Etats-Unis. Tandis qu'à Washington M. Solomon a fait adopter par le président Carter le principe d'un prix unilatéral de référence de l'acter importé (5 % de plus que l'acier japonals) au-dessous duquel toute importation entraînerait une procédure anti-dumping automatique et rapide, les Neuf ont craint que cette procédure n'entraîne les grands pays producteurs d'acter dans une escalade protectionniste contraîre à l'esprit du GATT.

Aussi ont-ils préféré une formule plus

du GATT.

Aussi ont-ils préféré une formule plus conforme à celui-ci, qui consiste à proposer sux principaux fournisseurs d'acter de l'Europe des négociations portant à la fois sur les quantités et les prix de l'acter vendu aux Nenf. Pendant ces négociations — dont la durée est fixée forfaitairement à trois mois — la Commission appliquera (de janvier à mars) des droits compensatoires qui seront automatiquement appliqués sur tout acter livré en Europe à un prix inférieur aux prix de bese que la CEE va fixer pour chaque caté-

gorie de métal. Pour permetire l'application de ce système, les livraisons d'importation précédemment accordées ont été supprimées.

L'objectif est qu'après cette période intérimaire la CEE, applique des arrangements convenus avec les principaux pays ot groupes de pays fournisseurs habituels de l'Europe; pays de l'AELE (Association européenne de libre-échange, notamment la Suède), pays de l'Est, Japon, Espagne, Corée du Sud, Afrique du Sud. Brésil. Pour que le système fonctionne, les Neuf ont décidé:

1) Que le prix d'entrée qui sers négodé avec ces pays devra être inférieur aux prix intérieurs à la CEE, de façon à laisser une marge de pénétration à ces nations;

2) Que les sidéragistes européens n'auront pas le droit d'aligner en baisse leurs tatifs sur ceux des concurrents extérieurs à la CEE;

3) Que le volume d'importations négociable

3) Que le volume d'importations négociable sera légèrement inférieur à celui de 1976, pour tenir compte de la baisse de la consommation d'acier en Europe; dans le cas particulier du Japon, la limitation à 1,5 million de tonnes des livraisons à l'Europe serait reconduite.

Renforcement du dispositif interne Alors que M. Solomon attend de son dispositif qu'il ramène de 20 % à 14 % la part des importations sur le marché américain de l'acier, il semble que la Commission européenne espère redresser, grâce aux d'roits compensateurs, puis aux accords avec les fournisseurs, la struation de l'acier communautaire, qui n'avait cessé de se dégrader ces derniers mois. Mais le dispositif externe de la C.E.E. n'est qu'une partie du système adopté par les Neuf. Celui-ci, qui vise à relever les prix internes qui se sont complètement effondrés, compte en outre trois mesures applicables à la Communauté.

• AUGMENTATION DES PRIX INTER-■ AUGMENTATION DES PRIX INTERNES: la Commission a relevé de 5 % le
1st janvier les prix recommandés pour l'acier
européen; une seconde hausse de 5 % aura
lieu le 1st avril; la date du dernier ajustement
n'est pas encore fixée. En ce qui concerne
les ronds à béton, il sera établi, à côté des
prix minima obligatoires existants, des prix
d'orientation supérieurs, qui serviront de
référence pour calculer les « prix de base »
an-dessous desquels les importations seront
frappées d'un droit compensateur.

■ RENFORCEMENT DES CONTROLES:

 RENFORCEMENT DES CONTROLES:
pour s'assurer que les dispositions du plan
sont effectivement respectées — la mériance
à l'encontre des « Bresciani » n'a pas disparu
— Il a été décidé que tout échange de produits faisant l'objet de prix minima devrait être accompagné d'un « certificat de conformité » indiquant les quantités vendues, la destination, le prix, etc.

● EXTENSION DU REGIME DES PRIX MINIMA obligatoires aux laminés marchands et aux bobines d'acier laminé à chaud. La Commission européenne a également décidé d'élargir l'application du régime des prix minima — lorsqn'il existe — an négoce.

minima — lousqu'il existe — an négoce.

• REDUCTION DES CAPACITES DE PRODUCTION: une fois la discipline ramenée sur le marché, la Commission accélérera la rationalisation de la sidérurgie communautaire par la réduction des capacités de production; ce qui nécessitera la création, dans les régions atteintes par l'opération, d'emplois nouveaux pour compenser ceux qui seront perdus. Un crédit de 32 millions d'unités de compte européennes a été affecté par la Commission de Bruxelles à cet effet.

La nécessité de solutions urventes n'est en

mission de Bruxelles à cet effet.

La nécessité de solutions urgentes n'est en tout cas pas discutée. Le programme prévisionnel pour le trimestre en cours ne prévoit qu'une production de 30 millions de tonnes, contre 33,54 un an plus tôt et... 39,36 au premier trimestre 1975. Soit un recul de 7,8 % en un an et de 24 % en quatre ans, qui ramènerait la production à 8,9 millions de tonnes pour l'Allemagne fédérale (— 8,3 % en un an, — 33,5 en quatre ans), 5,2 pour la France (— 7,9 % et — 26,8 % respectivement), 5,4 millions pour la Grande-Bretagne (— 2 % et + 2 %) et 3,8 millions pour le Benelux (— 6,4 % et — 35,2 %).

Ces pronostics très sombres s'expliquent par

(-6.4 % et - 35.2 %).

Ces pronostics très combres a'expliquent par le fait que, selon les experts de Bruxelles, la consommation d'acier des Neuf n'excèderait pas 28 millions de tonnes au premier trimestre, soit 7,5 % de moins qu'un an plus tôt et 20 % de moins qu'un premier trimestre 1974. Malgré le fléchissement très net de la demande et celul, plus fort encore, de la production européenne, les importations d'acier des Neuf resteraient très fortes : 2,55 millions de tonnes au premier trimestre, soit 21 % de plus qu'il y a quatre ans et à peine moins qu'il y a un an (2,99 millione).

LE SEPTIEME EMPRUNT DE LA CECA EN SUISSE s'est dievé à 80 millions de francs suisses; placé par le Crédit suisse, il a une durée de quinze ens et un intérêt de 45 %.

AIDE A LA CONFTRUCTION OUVELERE. — La Commission de Bruxelles a accordé des crédits (au taux de 1 % l'an) pour faciliter la construction de logements ecolaux pour les travailleurs des industries de la CECA : 38 490 livres sterling pour le financement partiel de la construction de trentetrois logements paur sidérurgistes au Royaume-Uni: 621 000 FF pour la construction de cinquants logements destinés à des sidérurgistes en France; 3,3 millions de FB pour douze logements destinés à des métaulos belges; 85 000 florins pour dix-sept logements pour sidérurgistes aux Pays-Bas; 18 100 livres pour neuf logements dans les charbonnages et so 000 livres pour trente-etz logements dans la sidérurgiste d'Irlande.

CONCENTRATION DANS LA SIDERURGIE

CONCENTRATION DANS LA SIDERURGIE BELGE ET FRANÇAISE. — La Commission euro-péenne a autorisé la concentration de diverses firmes sidérurgiques qui constitueront un ensemble

### 

#### Marché commun

Bilan du Conseil européen de Londres

E Conseil européen, réuni les 5 et 8 dé-cembre à Bruxelles, a permis de résoudre une série de questions importantes pour l'acti-vité de la C.E.E.:

— Contribution britannique au budget de la Communauté pour 1978 ;

— Augmentation des ressources du Fonds

Lancement d'un emprint communautaire destiné à financer les industries européennes

Les neuf chefs d'Etat ou de gouvernement ont décidé de renforcer la pression européenne sur le Japon afin que Tokyo réduise son excé-dent commercial avec la C.E.E., qui est de 5 milliards de dollars. 5 millards de dollars.

En revanche, ils se sont contentés d'un accord de principe assex vague sur la relance de l'union économique et monétaire européenne, qui est en veilleuse depuis 1973. Ils sont toutefois tombés d'accord pour renforcer la solidarité financière entre les Neuf et aider ainsi les pays de la C.E.E. devant faire face à des difficultés de balances des paiements (Italie, Irlande et Grande-Bretagne).

M. Helmit Schmidt, chanceller de la R.F.A., a également insisté sur la crise actuelle du dollar qui favorise l'expansion de l'économie américaine aux dépens de l'économie euro-

péenne.

Enfin, la proposition du président français, M. Valèry Giscard d'Estaing, de créer un « espace judiciaire européen » à l'intérieur duquel l'extradition des terroristes serait automatique sera examinée plus en détail par le conseil des ministres de la justice de la C.E.E. Tout en manifestant leur intérêt pour cette proposition, les partenaires de la France ont rappelé qu'il existait déjà une convention européenne sur le terrorisme dans le cadre du Conseil de l'Europe, trois conven-

tions de sécurité aérienne dans le cadre des Nations unies et qu'un groupe d'experts de la C.E.E. travaille sur ce sujet depuis plusieurs

Octroi d'une aide à certains pays en voie de développement .

en voie de développement.

Le conseil des ministres des Neuf chargé des questions de développement s'est terminé le 28 novembre par l'octroi d'une side de 45 millions d'unités de compte (1 u.c. = 1.14 dollar ou 5,7 F.F.) aux pays en voie de développement non associés à la Communauté européenne (dont l'Inde et le Pakistan, et plusieurs pays d'Amérique latine).

Le conseil a approuvé la proposition de la Commission européenne de répartir cette somme de la façon suivante : 78 % pour l'Asie et 22 % pour l'Amérique latine. M. Robert Galley, ministre français de la coopération, a alors regretté que la répartition arrêtée pour cette aide n'englobe pas l'Afrique.

En outre, les ministres ont réparti les 385 millions de dollars, contribution de la C.E.E. au milliard d'aide spéciale destinée aux pays les plus pauvres (moins de 280 dollars par au et par capital) décidée en juin dernier à Paris an cours du dialogue Nord-Sud.

Pas de réaménagement du « serpent monétaire >

Un réaménagement des parités à l'intérieur du « serpent monétaire européen » ne s'im-pose pas, a estimé le 19 décembre à Bruxelles M. Hans Pal, ministre des finances de la RFA à l'issue du conseil des ministres des finances de la C.E.E.

Les pays du « serpent » (Allemagne de l'Ouest, Benelux et Danemark), a-t-il ajouté, disposent de réserves monétaires importantes et suffisantes pour faire face à la spéculation. Lors des dernières semaines, le « serpent » tiré vers le haut par la force du deutschemark, a mixi de fortes marsione.

a subi de fortes pressions. En outre, les ministres des finances des Neuf ont approuve le doublement du concours



AIDE A LA READAPTATION. — La Commission européenne a souru de 3,8 millions de france l'aide communautaire ecoordée autérieurement pour les trevailleurs d'Usinor touchés par la fermeture définition de l'acterie Thomas, du trein blooming, des trains laminoirs et des services ouglaires anneces à l'usine de Thionville, de quatre fours sur cinq de l'aniérie Martin de l'usine de Denain, et de deux trains laminoirs de l'usine de Denain, et de deux trains laminoirs de l'usine de Louproil. BECUL DE LA PRODUCTION CHARBONNIERE. -Durant les dix premiers mois de 1977, l'extraction houillère a reculé de 4,7 % en Allemagne, de 2,9 % en France et de 1,2 % en Royaume-Uni. Et pourtant, les stocks sur le carrent des mines ont augmenté de 12 % en un an (33,1 millions de tonnes au lieu de 29,6).

#### Parlement européen

Vote du budget 1978

DEVANT le Parlement européen réuni à Strasbourg le 14 décembre, M. Roy Harris Jenkins (Grande-Bretagne), président de la Commission de la C.R.E., s'est déclaré décur par le choix fait le 13 décembre par la Chambre des communes sur le mode de scrutin en Grande-Bretagne pour l'élection du Parlement européen.

Le 15 décembre, le Parlement suropéen a voté, en deuxième lecture, le budget des Com-munantés pour 1978 qui s'élève au total à 25 milliards d'unités de compte européennes, en deux parties sensiblement égales de crédits de palements et de crédits d'engagements.

Les premiers sont en hausse de 23,54 % par rapport au budget précédent et les seconds de 28,77 %. Les suppléments d'initiatives parlementaires y contribuent respectivement pour 170 et 85 millions d'u.o. Ce budget a été arrêté à la majorité simple, les communistes votant contre. Pour 1978, le secteur agricole mobilise à lui seul près des trois quarts des crédits.

D'autre part, le Parlement européen a demandé à la Commission de prendre un certain nombre de dispositions pour sauver l'industrie textile. Il a également proposé de réduire la dépendance de la C.E.E. à l'égard des sources d'énergie et de limiter à 50 % au plus les importations d'énergie.

secrétariat (54 208 200 dallars), dont le financement est assuré par les contributions obligatoires des Etats membres. Elle a consenti cependant un effort financier considérable en faveur du budget de la Commission intereméricaine des droits de l'homme qui, de 155 000 dollars en 1977, passera, en 1978, à 894 100 dollars.

A 894 100 dollars.

LA BOLIVIE BENIONCE À ACCUEILLIE L'ASSEMRIZE GENERALE DE L'O.E.A. — Au cours d'une
révaion hebdomadaire du Conseil permonent, le
28 novembre, le réprésentant de la Bolivie a
annoncé que son gouvernement renonçait d
acousilir la prochaine session de l'Assemblée
générale de l'O.E.A. dont le séance d'ouverture set
prévue pour le 30 mai prochain. Le représentant
bolivien a précisé que cetts décision était liée d
la détermination de son gouvernement de ramener
le page au libre exercice des normes constitutionnelles au cours de 1972.

#### OTAN

Session du conseil ministériel

Session du conseil ministériel

L'Atlantique nord (OTAN), réuni en session
ministérielle à Brurelles les 8 et 9 décembre,
a réaffirmé l'engagement des pays membres
e de poursuine le processus de détente et
d'instaurer une meilleure entente avec les pays
d'Europe de l'Est a. Il a souligné que « pour
avoir tout leur seus, les efforts visant à faire
disparaitre les frontières à l'intérieur de
l'Europe devraient avoir des résultats positifs,
iant pour la vie des particuliers que pour les
relations entre Eiats ». Analysant le déroulement de la comférence de Belgrade sur la
sécurité et la coppération en Europe, les
ministres ont « regretté qu'un certain nombre
de critiques précises portant sur des lacunes
relevées (dans la mise en cenvre de l'acte final
de la conférence d'Helsinki) n'aient pas encore
recu de réponses satisfaisantes ».

Les ministres ont « observé avec préoccu-

de la conférence d'Helsinki) m'aient pas encore reçu de réponses satisfaisantes ».

Les ministres ont « observé avec préoccupation que la croissance continue de la puissance militaire du pacte de Varsovie ne peut qu'affecter les relations Est-Ouest » et, tout en « mettent l'accent sur le caractère défensif de l'alliance », se sont déclarés résolus à prendre les dispositions nécessaires pour « décourager toute agression, résister aux pressions et, s'il y a lieu, défendre l'intégrité territoriale des Étais membres ». Parmi les autres sujets examinés par le conseil figurent : la mise au point du programme à long terme visant « à permettre aux forces de l'OTAN de répondre à l'évolution des besoins de la défense dans les années 80 », les progrès de la standardisation des armements et de « l'interopérabilité » ; la participation des pays de l'OTAN à la session spéciale des Nations unies sur le désarmement ; les travaux des négociations de Vienne sur les réductions mutuelles et équilibrées des forces en Europe (M.B.F.R.) ; l'évolution récente des conversations américano-soviétiques sur la limitation des armements stratégiques ; les événements concernant Berlin et l'Allemagne occidentale, le Proche-Orient et la Méditerranée.

dentale, le Proche-Orient et le Méditerranée.

COMITE DES PIANS DE DEPENSE. — Le comité des plans de défense de l'OTAN s'est résuri en session ministérielle les 8 et 7 décembre à Bruzelles. Dans le communiqué publié à l'issue de leurs truscus, les ministres tealiquent que « le potentiel militaire du pacte [de Versorie] s'accroît blen andelà des bésoins normants de 28 défense » et constatent « avec estimateurs que l'opinion publique [art] de plus en plus conacients de ses dévaloppements ». La comité a également expunios un rapport sur l'evancement de certains programmes, dans le cadre du s programme de défense permettant d'adapter les forces de l'OTAN aux exigences nouvelles de la défense des années 1680 », déjini d'a réunion « cu sommet » tenue à Londres en met 1977. Les ministres ont manifesté leur accord sur les principaux champs d'action sur lesquiels douvont être centrés les programmes de défense à moyen et long terme, es pue de leus approbation par la réusion ministérielle prévue pour la printemps 1978. Ils ont en outre exprised lour satisfaction à propos « des suites rapides et positives données su programme parailèle à court tame visant à l'amélioration des forces dans le domaine particulier de l'équipement antibliqués, des stocks de guerre, de l'état de préparation sinsi que des ranioris »; ils ont noté que l'alliques accroître du tiers environ ses disponduittés en ministère aux méliorations similaires dans les stocks voit des améliorations similaires dans les stocks de guerre d'autres sumitions d'importance critique.

### Union interparlementaire

La soixante-quatrième conférence

La soitante-quatrieme conférence

L'assimante-quatrième conférence à tenu sa
soitante-quatrième conférence à Sofia (Bulgarie) du 21 au 30 septembre, rémissant des
pariementaires venus de soitante-huit pays. La
conférence a adopté sept résolutions sur le
désarmement, le comportement des autorités
iaraéliennes dans les territoires arabes occupés,
la situation en Afrique du Bud, en Namitie et
en Rhodésie, l'étude d'un bouvei ordre éconemique international, le droit de la mer, les
problèmes de l'eau, le trentième anniversaire
de la Déclaration universeile des droits de de la Déclaration universelle des droits de

Réuni de son côté, les 20 et 30 septembre. le conseil interpariementaire a adopté une réso-lution sur le Chili, dans laquelle il constate notamment que les pouvoirs de répression dont dispose l'exécutif ont été renforcés et que les méthodes de répression prennent des formes nouvelles. Saisi d'un rapport sur les violations des droits des parlementaires, le conseil s'est prononcé sur les cas individuels de neul parlementaires en Argentine, au Chili, au Kenya, à Singapour et en Uruguay,

• AGENCE DE COOPERATION CULTURELLE ET TECHNIQUE. — La cinquième conférence générale de l'Agence de coopération culturelle et technique, réunie à Abidjan du 14 au 17 décembre, a décidé de reconduire pour quatre ans dans ses jonctions le secrétaire pénéral de l'organisation, M. Dankoulodo Dandiolto (Niger). La conférence a euvisagé cres javeus l'élarpissement de l'Agence à la Guinée-Bissau, Cap-vert, Sao Tome et Principe; le secrétaire général a été chargé d'entamer des pourpariers sené les représentants de ces pays.

Il s'été décidé de faire un effort pour améliorer la gestion de l'organisation en réduisant noteblement les frais de fonctionneunent, Ces dépenses ne devont donc pas dépenses en 1979. L'économie rédisée permettra d'étaifer des programmes d'aide à l'édition et à la production dans les pays africains de documents pénagogiques. Elle sera également consacrés en partie à des actions spécifiques jugées exemplaires : assistance pur Comores dans le document penagogiques. Elle sera également consacrés en partie à des actions spécifiques jugées exemplaires : assistance pur Comores dans le domaine de l'enseignement, nicle au Liban en matière de radiotalévision notamment.

En ce qui concerne la réforms du secrétariat d'Agence, le débat a été réporté d une session altérieure. Une motion, présentée par le Sénépal, la Tunirie et le Liban, qui visait à placer l'Agence sous le présidence d'une chaf d'Etat, e été repousée joute d'obtent la majorité requise (les neuj-dinèmes).

e ASSOCIATION DU TRANSPORT AERIEN INTERNATIONAL. — Réunis en Floride, du 29 novembre au 3 décembre, les représentants des compagnies aériennes régulières ma mores de l'Association du transport aérien international (IATA) ont décidé d'ajourner leurs travaux jusqu'eu 10 janvier Ils n'ont, en eifet, put pu parvenir d'établissement d'un cadre multilatrial de nouveaux tarifs facs à l'emploitation d'un e train du ctel sentre Londres et New-York.

 O COMITE INTERNATIONAL DE LA CROIXROUGE — Une mission du Comité international
de la Croix-Rouge (C.I.O.R.) a effectué, à la fin
du mois de novembre, un séjous d'une disaine de
jours en Israel.

O Il l'agissait de la première prise de contact à haut niveau entre le C.J.C.R. et le nouveau gouternement d'Israël. En ce qui concerne la visite des détenus de sécurité par les délégués du C.I.C.R., les autorités militaires ont proposé une nouvelle procédure selon laquelle l'errestation des détenus de sécurité sera notifiée au C.I.G.R. dans un éclai de quatorse jours après l'arrestation. Pendant estre période, les délégués du C.I.C.R. seront eutorisés à visiter sans temain taus les détenus de sécurité, y compris ceux sous interrogatoire.

— Le 30 ropembre, une délégation du C.I.C.R. et les autorités indonésiennes ont achere d Djakarta leurs discussions destinées à maître sur pied le programme des jutures risites du C.I.C.R. dans les eamps de détention en indonésie.

— Cida délégués du C.I.C.R. ont visité en Rhodésie (Zimbabué), du 28 novembre au s' décembre, huit lieux de détention où sont incarcérés plus de 900 détenus administratifs. Par ailleurs, des visites de prisons sud-africaines étaient prévues pour décembre et janvier.

prévues pour décembre et fanvier.

• COMMISSION DU PACIFIC SUD. — La conjérence régionale de la Commission du Pacifique sud (C.P.S.) a consacré l'essentiel de set travaux, du 14 au 18 novembre, aux problèmes des iles du Pacifique dans le domaine de la défense des cultures. Elle a recommande la création d'un service de protection des répétaux du Pacifique sud au sein de la C.P.S.

Un séminaire régional a réuni les chefs des services des douanes de treixe pays et territoires du Pacifique au siève de la C.P.S., à Nouméa (Nouvelle-Calédanis), du 28 novembre au 2 décembre, Les participants ont examiné les formulités douanières appliquées dans toute la région, dans l'intention de promouvoir des services douanières efficaces.

l'intention de promousoir des services abudancie efficaces.

• CONFERENCE EUROPEENNE DES MINISTRES DES TRANSPORTS. — Le conseil de la Conference suropéenna des ministres des transports (C.E.M.T.) a tenu sa quarante-sixième session, d Paris, le 6 décembre.

Les ministres ont procédé à un examen approjondi de la situation des chemins de jer, à le place que ce mode de transport doit accuper et an rôle qu'il doit jouer dans la participation des transports au développement économique, au proprès à casurer le redressement de la situation financière actuelle des chemins de fer.

Deux résolutions ont été adoptées : l'une ext les mesures et les actions de nature à permettre une meilleure participation des chemins de fer cux transports internationaux, l'autre sur les problèmes posés par le trajic avec le Proche-Orient.

Des éléments en vue d'aider à la prise de décisions de caractère politique en matière de transport et d'aménagement du territoire ont été dégages par un séminaire d'experts réuni à Peris du 21 au 23 novembre d'initictive de la C.E.M.T. et de le Conférence européenne des ministres de l'aménagement du territoire du Conseil da l'Europe (CEMAT).

OGGATI).

• ORGANISATION EUROPEENNE POUR LA RECHERCHE NUCLEARE. — La soitantième session du conseil de l'Organisation européenna pour le recherche nucléaire (CERN) s'est tenue à Genève les 14 et 15 décembre. Après avoir enantié les résultais abtenus en 1977 dans la recherche destinée l'aire mieux comprendre la composition de la matière, le conseil a approuvé le budget de l'Organisation pour 1978 (EIS, 24 millions de francs suisses). Il a décidé de discuter, en juin prochain, des allocations de crédits pour les années 1979-1981 et à a arrêté le nouveau butème des contributions des Etats membres pour la période 1975-1980 Le conseil a étu comme nouveau président le projesseur Bernard Grégory (France), qui prénd, ce mois-el, la succession de M. Paul Levaux (Belgique), dont le mandat est arrivé d expiration.

• ORGANISATION INTERNATIONALE DE PRO-

e ORGANISATION INTERNATIONALE DE PRO-TECTION CIVILE. — Plus de sept cents partici-parts venus êtus cinquantaine de pays ont pris-part d la deuxième conférence internationale sur la médecine de catastrophe, organisée du 36 septem-bre au 3 octobre à Mayence (Allemagna fédérale) par l'Organisation internationale de protection aiolle (OLP/C.) conjointement avec le Club de Mayonce et la Société internationale de médecine de catastrophe. · ORGANISATION INTERNATIONALE DE PRO-

de emagropne.

\*\*OUNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE. —
L'assemblée de l'Union de l'Europe occidentale
(U.E.O.) s'est réunie d Puris du 28 novembre au
le décembre pour la deuxième partie de sa vingitroisième session. Prenant la purole devant l'assemblée, le général Heig, commandant suprême des
forces alliées en Europe, s'est notamment inquiété
de la c myopie » dont certains alliés ferdient preuve
à propos des problèmes de défense. Il a notamment
indiqué que l'Union soulétique aufmente ses
dépenses militaires de 3 d 1 % par un depuis
dix aus, et accroît ses livraisons d'armes au tiersmonde.

La e monace, a-t-fl ajouté, est devenue mondiale et plus offensive ». Il ne suffit plus de maintenir et plus offensive ». Il ne suffit plus de maintentr l'équilibre des forces au centré du dispositif allé, a faut aussi se préceouper des régions itmitrophes. L'assemblée a adopté, par cinquante voir contre dir-huit (démocrates-chrétiens allemands et conservateurs britainniques), le rapport de M. Segre (communiste italien) sur l'application de l'acte final de la C.S.C.E. La recommandation souligne que « la nécessaité de respecter intégralement » les dispositions de l'acte final « ne constitue pas une ingérence dans les sifaires intérieures ». L'assemblée » également adopté, par 23 voir contre l et 21 abstentions, le rapport de M. Forni (député socialiste de Belfort) sur l'union européenne. M. Forni, qui réclamait une « moralisaines des relations internationales, se prononçair pour une défense plus curopéenne. Le recommandation adoptée demande une « harmonisation des conceptions atratégiques » des Etats membres et une politique commune pour le commerce des armes.

### 

#### Agence spatiale européenne

Accord sur les programmes R EUNI à Paris du 12 au 14 décembre, le conseil de l'Agence spatiale européenne (ASE) est parvenu à un accord sur les programmes futurs de l'Agence, après de nombreuses réunions infructueuses (dont la dernière les 22 et 23 novembre).

Ainsi, le conseil a adopté, à l'unanimité, une résolution indiquant que des participants à l'actuel arrangement Ariane ont l'intention de mettre en œuvre la production de six Ariane pour les besoins de l'Agence et les marchés extérieurs tournés vers des applications pacifiques de l'espace. L'Agence sura la direction d'ensemble et la charge des relations avec les utilisateurs extérieurs; la matrise d'œuvre du projet est conflée, comme pour le développement, au Cantre national d'études spatiales (C.N.E.S.).

(C.N.E.S.).

Une seconde résolution, qui n'a obtenu que la majorité (la République fédérale d'Allemagne, l'Espagüe et l'Italie votant contre) fixe les prix des lancements pour les besoins de l'Agence.

Done la programme de télécommunications, des lancements pour les besoins de l'Agence.
Pour le programme de télécommunications,
tous les Étais (sant la R.F.A. et l'Irlande) ont
adopté une « déclaration d'intention de participer à un ou plusieurs des quaire éléments »
(E.C.S., H.-S.A.T. MAROTS, technologie), Cette
déclaration mentionne, pour chacum des pays,
l'ordre de grandeur de sa contribution au

Une résolution a aussi été adoptée, qui prévoit le lancement du premier astellite Marois sur le quatrième tir de qualification du lanceur Arlane, à la fin de 1980. Une autre résolution confirme les décisions précédemment adoptées par le comité des programmes scientifiques; elle décide d'affecter un des six lanceurs Arlane au satellite scientifique grossit et de faire. au satellite scientifique fixosat et de faire lancer le second modèle de Geos par la NASA, en juin prochain.

Les délégués ont abordé les questions budgé-taires. Ils n'ont pu voter le budget général et le budget scientifique de l'agence, qui demandent un accord unanime. Le conseil a finalement approuvé le financement de la première mis-sion du Spacelab et donné son accord de principe pour des missions ultérieures.

SATELLITE METECHAI. — La satellite européen de météorologie Météosat a été lancé le 21 novembre depuis Cap-Canaveral (Ploride). Il a etteint le 7 décembre se position définitive en croite géaste-

MESSION SPACELAB. — L'ASE e désigné le 22 décembre les quaire condidats européens sélec-tionnés pour la prémière mission du Spacelab en 1990 où l'un d'entre eur voiere d bord du Spa-celab en tent que spécialiste européen de la charga stille (expériences) sur odiés du spécialiste « charga utille » américain. Les quatre candidats sont de nationalité finitemes, suisse, allemende et néer-lendaise.

### Conseil de l'Europe

Au comité des ministres : déclaration sur le droit d'asile

ration sur le droit d'asile

I E comité des ministres du Conseil de l'Europe

a rendu publique le 5 décembre une déciaration relative à l'asile territorial, réaffirmant
la nécessité de protéger le droit d'asile. La
déclaration indique notamment que :

« 1/ Dans l'accomplissement de leurs devotre
humanitaires, les Etats membres du Conseil
de l'Europe réaffirment leur intention de maintenir leur attitude libérale à l'égard des personnes qui cherchent asile sur leur territoire;

» 2/ Les Etats membres du Conseil de l'Europe,
parties à la Convention de 1951 relative au
statut des réjugiés, réaffirment leur droit
d'accorder l'asile à toute personne qui, craignant
avec raison d'être persécutée du fait de sa
race, de sa religion, de sa nationalité, de son
appartenance à un certain groupe social, ou de
ses opinions politiques, rempit également les
autres conditions requises pour bénéficier de
ladite convention, ainsi qu'à toute autre personne qu'ils jugeraient digne de recevoir l'asile
pour des raisons humanitaires;

» 3) Les Etats membres du Conseil de l'Europe
réaffirment que l'octroi de l'asile territorial est
un acte pacifique et humanitaire qui ne sauratt
être considéré comme inamical à l'égard d'un
autre Etat, et qui devrait être respecte par tous
les autres Etats. »

Précédemment, l'entrée de l'Espagne zu

Précédemment, l'entrée de l'Espagne au Précédemment, l'entrée de l'Espagne au Conseil de l'Europe, les progrès de la coopération européanne, la réunion de Belgrade sur la mise en œuvre de l'acte final de la conférence d'Eleinhi, ainsi que les travaux de l'assemblée générale des Nations unies avaient été au centre des travaux de la soixantième session du comité des ministres du Conseil de l'Europe, réuni le 24 novembre à Strasbourg.

D'autre part, plusieurs résolutions ont été adoptées à la fin du mois de novembre et au mois de décembre par le comité des ministres, recommandant notamment : le dédommagement des victimes de crimes par l'Etat, dans les cas où l'auteur de l'infraction est inconnu ou sans ressources ; le recours au droit pénal à l'encours des pollueurs quand les sutres mesures

(civiles ou administratives) sont restées sans effet; l'harmonisation et la reconnaissance en Europe des cartes d'identifé; l'harmonisation des législations relatives au délit de fuite; une melleure protection des individus au regard des actes de l'administration.

DECITÉ DE L'ROMME. — Pendant sa cent tren-tième session d'Strasbourg, du 5 au 18 décembre, la commission européenne des droits de l'homme a natamment tenu des cudiences dens les affeires subantes : Leo Zend contre l'Autreba (droit à un procès deuent un « tribunal indépendant établi par la loi »), de Weer contre la Belgique (droit à un « procès équitable »), Peyer contre la Suissa (internement d'une personne sous tutells dans un contre d'éducation), et Schiessar contre la Suissa (droit de toute personne arrêtés d'être « sussitéit traduite devant un inge ou un autre magistrat habilité par la loi à exercer des fonctions judiciaires »).

judiciaires »).

CHARTE SOCIALE EUROPEENNE. — Près de deux cents parlementaires, experts, représentants des syndients et du patronat ont partieipé, du 7 au 9 décembre, à Strabourg, à un colloque sur la charte sociale européenne et les politiques sociales des pays membres. Selon les conclusions du colloque, certaines clauses de la charte (concernant la protection des transfluers migrants, le droit syndical et le droit d'un négociation collectue, le droit à une rémunération égale et à la protection pour les jemmes, le problème du chômage) ainsi que le mécanisme de contrôle de la charte derroit être améliorés.

AMENAGRAMENT DIT TERRUTIVIER — l'a sémés

AMENAGRAMENT DU TERLUTOIRE. — Un sémi-naire sur l'eménagement du territoire et la recherche prospective en Europe s'est tenu sous l'égide du Conseil de l'Europe, les 28 et 28 novembre à Strasbourg. Ca séminaire se proposait d'étudier de quelle manière l'évolution future de la société européenne conditionne les politiques et la planifi-cation urbaines et régionales.

#### Organisation des États américains

Aggravation de la situation des droits de l'homme en 1977

droits de l'homme en 1977

L A Commission interaméricaine des droits de l'homme (C.I.D.H.) a mis fin le 12 décembre à sa quarante-deuxième période de sessions ordinaires après quinze jours de travaux. A cette occasion, la C.I.D.H. a souligné la sérieuse aggravation de la situation des droits de l'homme dans la presque totalité des pays du continent au cours de 1977. Depuis sa dernière période de sessions en effet, la Commission a été saisie de deux cent trente-cinq nouvelles dénonciations d'atteintes aux droits de l'homme, concernant mille cent vingt-sept personnes dans les pays suivants : Argentine, Bolivie, Cuba, Chili, Equateur, Etats-Unia, Hafri, Nicaragua, Paraguay, Pérou, République Dominicaine et Uruguay. Elles s'ajoutent aux trois cent quatorne cas qui, depuis plusieurs mois, étaient à l'origine de la multiplication de ses démarches auprès des gouvernements d'Argentine, de Bolivie, du Brésil, de Colombie, du Chili, d'El Salvador, des Etats-Unia, du Guatemala, de Halia, du Hondura, du Paraguay, du Pérou, de la République Dominicaine, de l'Oruguay et du Venezuela. En outre, la C.I.D.H. a entendu, au cours de ses travaux de nouvelles dépositions sur la situation en Uruguay.

La CLIDH a accepté les offres des gouverne-ments de Panama, d'El Salvador et du Para-guay, l'invitant à effectuer des observations dans leurs pays. Elle a pris les dispositions nécessaires pour se rendre à Halti afin d'enquê-ter sur les allégations relatives à l'existence de prisonniers politiques dans ce pays.

La Commission a, d'autre part, décidé d'inter-vanir auprès des gouvernements des Etats membres qui n'ont pas encore signé (ou ratifié) la convention interaméricaine des droits de l'homme de 1969 (pacte de San-José).

LES IMPORTATIONS DE SUCRE AUX ETATS-UNIS. — Après trois réunions extraordinaires — les 28 et 20 novembre et le 2 décembre — consucries au problème du sucre, le Conseil permanent de l'O.S.A. a adopté, à l'unentmité, à l'exception des Etats-Unis, une déclaration où il souligne la préoccupation des pays producteurs de sucre d'Amérique latine et des Carelbes à la suite de la décision prise le 11 novembre par le gouver-nement de Washington pour relever les taxes à l'importation du sucre — décirion devenue effective depuis le 1<sup>es</sup> janvier. Le Conseil aénonce, en parti-culier, le caractère undatéral de cette initiative, le gouvernement américain eyant ignoré purement et simplement les procédures de consultation prin-cuble établies dons le cadre de le Commission spé-ciale de consultation et de négociation (GECON). Le représentant des Brats-Units à insisté sur le caructère temporairs de ces mesures.

caractère temporaire de ces merures.

UE DEBAT EUDGETAIRE SOUS LE SIGNE DE L'AUSTRAIRE. — Le débat budgétaire qui, du 12 ou 15 décembre, a latt l'objet de traouxe de la cinquième Assemble les générale extraordinaire de l'organisation des États américains (O.E.A.), a confirmé le refut des princépaux Etats membres d'engages de nouvelles dépenses du budget général pour les années 1976 et 1979 (39 152 300 dellars) avancées par les services spécialisés du teoritoriet ont, en effet, soularé de stricuses réserves de la part des représentants du Brésil, du Venezuela et de la Colombie, notamment, alors que le représentant des États-Unis, après coois appelé d plus de réalteme, déclarait que son gouvernement considérarait excessive une augmentation supérieure à 10 % des dépenses inscrites à ce budget. L'Assemblés s'est surtout oppasés à un nouvern gonflement des dépenses de fonctionnement du

VILLE D'ART, DE TOURISME. ET DE CONGRES

Altia au prestiga de ses monuments anciens l'énargie souriente d'une jeune cité qui, dans an élan sans relache, construit son avenir. ELLE VOUS OFFRE



(Ph. ATZINGER.)

• LE PALAIS DES PAPES; LE PONT SAINT-BENEZET, popularisé à travers le monde par la légende et la changon, ses nombreux cultices civils et religioux; • LES TRESORS DE SES MUSERS; • DE MAGNIFIQUES EXCURSIONS À TRAVERS LA PROVENCE; • SON FOLKLORE (danses et vieilles tradi-tions);

dous);

UN FESTIVAL BRAMATIQUE (15 juillet 15 août). Thésire chrorégraphique, cinéma,

15 août). Théstie chrorégraphique, cinéma, musique;

DES SALLES DE REUNION;

DES SALLES DE REUNION;

DES SERVICES REGULIERS DE TRAINS 

a subse-couchettes » aller et retour au départ 
de PARIB, ETAPLES (Le Touquet), BOULOGME, LIRGE BRUXELLES, AMSTEBDAM, 
DUSSELDORF, HAMBOURG, HARLSRUEE;

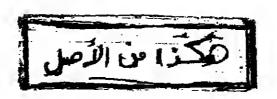
SON IMPORTANT MARCHE QUOTIDIEN DE 
PRUITS ET PRIMEURS;

DES SATISVACTIONS GASTRONOMIQUES es 
des vins de grands urus (Châteauneuf-duPape, Côtes-du-Rôône, Gignodas, Tavel, etc.);

LE PALAIS DES EXPOSITIONS avec son 
équipement pour toutes les manifestations et 
sonigrandes, ées grandes et luxuauses salles de 
conférences, de restaurant, son immense 
parking.

Parking.

Ninites AVIGNOR « La Souneuse de joie i... Benseignements : Maison du Tourisme, cours Jean-Jaurés.



## LE MONDE diplomatique

# Index des articles publiés en 1977

AGRICULTURE - PROBLEMES
AGRARES: Les problèmes d'une
Afrique e différente a au Ewanda,
Jacques Chovrier (AVRIL). - Histoire de la France économique ex
sociale, de la Fronce rurale, Frédéric Langer (Etude bibliographique, Juin). - La place et le rôle
économiques et politiques de la paysannerie dans l'économie et dans
la lutte des classes, Jean Poutge
(a Le capitalisme difforme et la
uouvelle question agmire : l'exemple de la Grèce me d'erue e de
K. Vergopoulos, AOUT). - Deux
solutious au problème de la famine
en Afrique : la mobilisation des
masses paysannes et la formation
de cadres ruraux efficaces, François
de Ravignan (AOUT). - Pialdoyer
pour une o agriculture ratiouuelle », Christophe Batach (a The
Famine husiness e de Colin Tudge,
OCTOBRE). - Un village du Niger
devant les experts occidentaux,
François de Ravignan (NOVEMERE). - Friorité à la relence de
la productiou agricole eu Vietnam,
Nayan Chanda (NOVEMERE).

to gain to a series of the control o

CIPIC ST

al a son fre so a C P common frames

Advented to the second second

.

many and the second

EMAT INTO

e AGRO-BUSINESS: En Amérique latine: les nouvelles formes d'exploitation des paysons par le capitalisme mondial, James P. Petras (JUIN). - L'agro-business et la faim dons le monde, Micheline Paunet (Etude bibliographique, JUIN).

phique, JUIN).

— APARTHEIO-RACISME-PROBLEME NOIR: Eldridge Cleaver:
le reto ur de l'entont prodigue,
— T.D., Alimau (FEVEIER).
— Les moyens du changement eu
Afrique australe, Denis Martin
(JUILLET). — L'Afrique du Sud
entre le dictature et la révojution,
Claude Meillassoux. — De la Rhodésie ou Zimbabwe: le rôle des muitinationales, Martin Bailey (SEPTEMBEB). — La conditieu des travailleurs immigrés (cf. « dossiers »,
SEPTEMBRE). — L'Afrique du Sud
cu sursis un an eprès Soweto,
Howard Schiszel (Etude bibliograp bi q n e, SEPTEMBRE). — La
Conacience uoire: de la nouviolence à l'interdiction, Reué
Lefort (NOVEMBRE).

Lefore (NOVEMBRE).

— ARMEMENT-ARMEMENT NU-CLEAIRE-ENERGE ATOMIQUE:
Le Chili dans la ceurse atomique
(JANVIER). — La multinationalisation des industries de gnerre,
Michael T. Klare (FEVRIER). —
Coucantence d'Etats elients des
Etats-Unis dans le domaine de l'industrie militaire (encadré, FEVRIER). — L'utilisation des techniques de modification de
l'environnement à des fins militaires, Michael Vincineau (AVRIL). —
Les armes din massacre à Timororiental, Serge-Christophe Kolm
(JUILIET). — M. Carter et la
limitation des Hyraisons d'armes à
l'étranger, Michael T. Klara (NOVEMBBE).

 DESARMEMENT: Pour une contribution française d'arrêt de le course oux armements, Jean Kanapa (MARS). Information réciproque entre l'Est et l'Ouest en vue de réduire les tensions, Victor-Yves Ghehali (cf. 4 dos-siers ». JUIN). siers v. JUIN).

— ASSOCIATION INTERNATIONALE DES PAYS EXPORTATEURS DE BAUXITE : La solidarité de l'Association des pays exportateurs de bauxite à l'épreuve face sux multinationales, Marie-Claude Cé-leste (NOVEMBRE), ATLANTIQUE (pacte) : voir

- BIOGRAPHIES : Un llyre d'amour et de déconverie, Jean Ziegler (a Histoire d'eutres » de Georges Balandier, OCTOBRE). — Jean Moulin : les communistes et la Résistance, Claude Bourdet (NOVEMBRE). — BREVETS : voir Transfert des techniques.

- CAPITALISME : voir Idéologies. — CHAMBRE DB COMMERCE INTERNATIONALE : La Chambre de commerce internationale et les échanges Est-Ouest, Odon Kallos et Hans Rudelph Freiherr vou Schroder (JUIN).

- CHRETIEN (militantisme) : voir Eglises-Religions. veir Egiises-Religions.

— COLONIALISME - DECOLONISATION - PROBLEMES ISSUS DU
COLONIALISME : Au Portugal :
une diplematie ambigus à la recherche d'un nouveau type de
reintiens aves les grandes puissances et les anciennes colonies, Ernesto Mein Antunes ; Interaction
eutre décoinnisation et intre pour
le pouvoir, Luis Moita (cf. e dosciert n. AVIRI.). — La décolonisation de Rélixe dans l'impasse en
raison de l'opposition du Guatemala, Jesn-Claude Buhrer (JUIILET). — Le jeu changeant des
puissances coleniales dans les États
musulmans, H. Cherif (cf. z dossiers n. AOUT).

— COMMISSION TRILATERALE: Déux « réservoirs de tajents « pour le nouveau président :
la Commission irilarérale et le
Brookings Institution (encadré,
JANVIER). — La politique e trilatérale e de M. Zbigniew Bracainaki,
Jean-Pierre Cot (SEPTEMBRÉ). - COMMUNAUTE DE L'AFRIQUE ORIENTALE : L'effondrement de la Communauté de l'Afrique orien-tale, Reginald Major (OCTOBRE). tale, Reginald Major (OCTOBRE).

— COMMUNAUTE ECONOMIQUE
EUROPEENNE: Le rôie de la C.E.E.
dans le dialogue Nord-Sud, Francoise de La Serre (cf. « dossiers »,
MARS). — En Grèce : le patronat
et l'Etat devant l'adhésion à la
C.E.E. Kostas Vergopoulos; Pour
l'entrée dans l'Europe unie en dèplt des obstacles à summonter,
Georges Maytos (cf. « dossiers »,
NOVEMBRES).

— CRISE - PROBLEMES MONE-TAIRES : Le parti emmuniste Italien et la crise économique, Faritalien et la crise économique, Ferdinando Scianna (JANVIER). — Le
crise en Grande-Bretagne, Ralph
Miliband (MARS). — Les Sciguents de la crise, Frédéric Langer et Jean-Louis Sarbib (JUILLET). — Le Fonds monétaire
« gendarme » du grand capital.
Julia Juruna (OCTOBRE). — Gauche et droite devant les grands
déséquilibres mondlaux. François
Partant (OCTOBRE). — Commeut
aménager la coopératieu finantière
eutre l'Est et l'Ouest, Marie Lavigne
(DECEMBRE). (DECEMBRE).

\* Voir en complément : Econo-

-- CROIX-ROUGE : L'extension du droit bumanitaire en cas de guerre, Yves Sandoz (DECEMBRE). -- CULTURE : voir Intellectuels. - ORFENSE : voir Pactes mili-

- DEMOCRATIES : Débat entre les P.C. d'Europe de l'Est et de l'Europe capitaliste à propos des perspectives contemporaines de pas-sage au socialisme, Lilly Marcou (JANVIEE).

• A L'EST: La pensée politique des démocraties populaires et de FURSS. Prançois Fejtō (c/. a doaxiers a, JANVIER). - Décomposition ou renjoresment de lo sphère soviétique, Marc Ferro (Etude bibliographique, MARS).

• A L'OUEST : Le problème des 

« moyens de pounoir », Maurice 
T. Maschine (Etude bibliographique, FEVRIER). - Le capitalisme contre la démocratie, Maurice T. Mas e blu o (enquête, MARS). - La démocratie trahis 
pur... la concentration des moyens 
d'infermation (cf. « dossiers », 
MAI). - Libertés el terrorisme, 
Claude Julien (NOVEMBRE). - DESARMEMENT : voir Arme-

ment.

— OIPLOMATIE. Diplomatie et pouvoir en France: le rôic du Quai d'Orsay, Robert Luc (JAN-VIER). — Au Portugal: une diplomatie ambiguë à la recherche d'un nouveau type de relations avec les grandes puissances et les anciennes colonies, Ernesto Melo Antunes (cf. « dossiers «, AVRIL). — Bilau diplomatique de l'interventiou française au Zaire, C.J. (MAI). — Conservatisme de l'U.R.S.S. en politique étrangère, Reué Girault (cf. « dossiers », JUILLET).

— OISSIDENTS OEUROPE OB

— OISSIDENTS O'EUROPE OB L'EST : voir Libertés et coopéra-tion en Europe. — DROIT: Depuis Bandoung, tiers-monde et nouveau droit international, Edmond Jouve (cf. a dossiers », MARS). — Au Portugal : one société perturbée en quête d'Etat après l'elfoudrement des structures corporatistes, Adriano Mordra (cf. a dossiers », AVRIL). — Questien allemande et droit internetional, Charles Zorgbibe (Recherches universitaires, AVRIL).

o DROITS DE L'HOMME ! Le nouvel engagement des États-Unis en javeur des droits de l'homme, Donald M. Fraser (MARS). - La a croisade » de l'équips Carter en javeur des droits de l'homme, l'aveur des droits de l'homme, Philippe Labreveux (MAI). - En dépit des prises de position de l'administration Oarter, violation des droits de l'homme ou Salvador, au Nicarague et au Guntemale, Jean-Claude Buhrer (MAI). - Aux Étots-Unis : contradictions entré les principés d'Hélsinki et la survivance de la loi McCartan, sur l'immigration et la vationalité, Schofield Coryell (JUIN). - Les droits de l'homme et lo circulation dés útées : point sensible dans le débat entre l'Est et l'Ouest, Aleth Manin (cf. e dossiers », JUIN). - Avec lo conjérence de Belgrade : prudence de la pouche française d'URSS. et d'Europe de l'Est, Pascal Gabal et Yves Hardy (JUILLET). - Les droits de l'homme et les relations entre les Eleis-Unis et l'Amérique latine, Philippe Labreveux (JUILLET). - L'Amérique latine, Philippe Labreveux (JUILLET). - L'Amérique latine, Philippe Labreveux (JUILLET).

• DROIT HUMANITAIRE: Guéralles, guerres de libération nationale et droit humanitaire, Charles Zorgalbe (Recharches universitaires, OCTOBRE). - L'exteusion du droit humanitaire en cas de guerre. Yves Sandoz (OE-CEMERE).

casion du droit humanitaire en cas de guerre. Yves Sandoz (OE-CEMERE).

— BCONOMIE: Crise éconemique en Iaraël en raison du peids des dépenses militaires et des emprants à l'étranger, Amnon Kapeliouk (JANVIER). — M. Jimmy Carter et le reisnee de l'écouomie américaine, Sienjey Aronowitz (FE-VEIER). — Les trois piliers de la lutte contre le ceus-développement au Vietnam, Nayan Chanda (MARS). — Effondrement de l'économie et corruption du ponvoir an Zaire, Jean Bymenam (MAI). — Les difficultés du régime militaire présilien, Joils Juruna (MAI). — Les difficultés du régime militaire présilien, Joils Juruna (MAI). — Les multinetionales expopéennes et le capitalisme mondial. Georges Bensaid (a The Buropean Sultinastionales expitalisme mondial. Georges Bensaid (a The Buropean Sultinastionales e G. Franke, JUIN). — A la Martinique et en Guadelonge : eboc brutal eu tre une économie fragile et la métropole, Jean Crusol (étude, JUIN). — Rafgentine : inquiétude des milienz « Ilbéraux « devant les nouvelles stratégies économiques, Thierty Maliniak (JUILLET). — L'éconemie régionale en question, Jean-Louis Sarble (Etude bibliographique, JUILLET). — L'éconemie régionale en question, Jean-Louis Sarble (Etude bibliographique, JUILLET). — L'éconemie régionale en question, Jean-Louis Sarble (Etude bibliographique, JUILLET). — L'éconemie régionale en question, Jean-Louis Sarble (Etude bibliographique, JUILLET). — L'éconemie régionale en question, Jean-Louis Sarble (Etude bibliographique, JUILLET). — L'éconemie régionale en question, Jean-Louis Sarble (Etude bibliographique, JUILLET). — L'éconemie régionale en question, Jean-Louis Sarble (Etude bibliographique, JUILLET). — L'éconemie régionale et que s'etude des siructures éconemiques et sotiales de la Grèce, Constantin Tsoucalas : La patronat et l'Etat devant l'adhésion à la C.E.E., Kostas Vergopoulos ; Pout des obstacles à surmonter, Georges Mayros (cf. e dossiers a, NOVEM-BRE). — En Israë : la veuvelle politique économique du Likoud Meir Merley (DECEMBRE).

• EURODEVISES : L'endettement vertigineux du tiers-monde et le sommers de technologie, Georges Corm (JUIN).

e MATIERES PREMIERES: Les enjeux économiques de l'indépendance de lo Namible, Robert A. Manning (JANVIER). - La Maurilante dans l'engrenage saharen, Howard Bohisel (JUIN). - Les conséquences des jortes fluctuations du prix du sucre dans les pags sous-développés exportateurs, Edmond de Claimont (JUIN). - Lo solidarité de l'Association des pags exportateurs de bauxite d'ippreurs jace aux multinationales. Marie - Claude Célecte (NO-VEMBRE).

• NOUVEL ORDRE ECONO-MIQUE INTERNATIONAL : poir Nord-Sud-

PETROLE: Les compagnées pétrolières à l'abri de l'impôt que États-Unis (encadré, JUILLET)

• PETRODOLLARS : Le rôls palitique et économique de l'Ara-bis Saoudite dans le monde arabe, Marie-Christine Aulas (AVRIL). Marie-Christine Aulas (AVRIL).

— EGLISES - RELIGIONS : La position des P.C. espagnel et catalan sur le militantismo des chrétiens 
au sein du parti, Gonzalo Arroyo 
(JANVIER). — Les Eglises catholiques et le pouvoir militaire en 
Amérique letine, Jean-Pierre Clerc 
(étude, FEVRIER). — Une déclaration d'évêques français solidaires 
des peuples d'Amérique I at Ju e 
(MARS). — Au Portugal : une 
Eglise en trois images, Luis de 
França (cf. a dossiers », AVRIL). — 
Des chrétiens face à la détature 
chilienue, Armando Uribe (Etude 
bibliographique, JUIN). — Islam 
et politique (et. a de cal er c », 
AOUT). — Symptômes et miroir de 
uos sociétés : l'internationale des 
sectes, Michel de Certeau (« Les 
nonvelles sectes » d'Alain Woodrow, 
SEFTEMBRE). — EST-OUEST (relations) - OE-

nonvelles sectes » d'Alain Woodrow, SEFTEMBRE).

— EST-OUEST (relations) - OETENTE : Oébat entre les P.C. d'Europe de l'Est et de l'Europe capitaliste à propos des perspectives coutemporaines de passage eu socialisme, Lilly Marcou (JANVIER).

— Moscou et l'eurocommunisme, Bernard Féreu (AVRIL). — La « memace vanant de l'Est...», au slogan non fondé, Daniel Proektor (point de vue, AVRIL). — Moscou et l'intégration enropéenne, Charles Zorgbibe (Recherches universitaires, JUIN). — L'Europe, d'Heisinki à Belgrade : un dialogue difficile et uécessaire (cf. « dossters », JUIN).

— La Chambre de commerce interontionale et les échanges Est-Ouest, Odon Kallos et B a ue Rudolph Freiherr von Schroder (JUIN).

— Avec la conférence de Belgrade : prudence de la gauche (rançaise à Pégard des dissidents d'U.E.S.S. et d'Europe de l'Est. Pascal Cabai et Yves Hardy (JUILLET). — Comment aménager la coopération finantière entro l'Est et l'Ouest, Maris Lavigoe (DECEMBRE). — La gauche française et les contestataires soviétiques, Yves Hardy et Pascal Gabai (enquête, DECEMBRE).

— FONDS MONETAIRE INTER-

- FONDS MONETAIRE INTER-NATIONAL : Le Fonds mouétaire e gendarme » du grand capital, Julia Juruna (OCTOBRE). - FRANCOPHONIE : Bilan et perspectives de la francophoule depuis la créatieu de l'Association des parlementaires de langue française, Jacques Chevrier (NOVEMBRE).

- GUERILLA : Guérilla et ré-sistance ouvrière en Argentine,

mondique, Prançois Partant (OC-TOBRE). \* Voir en complément : Impérialisme.

rialisme.

e EUROCOMMUNISME: Lo position des P.C. espagnal et catalan sur le militantisme des chrétiens au sein du parti, Gousalo Arroyo (JANVIER). - Moseou et l'eurocommunisme, Bernard Fénon; Les contradictions du l'eurocommunisme après le « sommet » de Madrid, Nicos Alivizalos (AVRIL). - Après la conférence de Berlin: les mutations idéologiques du mouvement communiste. Lilly Marcou (MAI). - Polémique eutour du P.G. italien, Ferdinando Scianna (AOUT). - Le rôle des P.C. dens les sociétés européennes en crise, Danial Sinker (Etude bibliographique, NO-VEMERE).

e MARXISME: Lu perversion

VEMBRS).

• MARXISME : Lu perversion du marxisme por le pouvoir soviétique, Maria-Antonietta Macciocchi (« Les luttes de elasses en URSS.», de Charles Bettelheim, IUILLBT). - Le crise du pouvoir en Union soviétique (cf. « dossiers », IUILLET). - Réédition d'un ouvrage fondamental, Gérard Chalisnd (« Stoline — opercu historique du bolchevisme », de B. Seuvarine, SEPTEMBRS). - IMMIORES : voir Travail.

— IMMIORES: voir Travail.

— IMPERIALISME: L'Amérique latine, bane d'essai d'un nouveau totalitarisme américain. James F. Petras (AVERL). — La fletien zalroise (MAI). — L'Allemagne à la conquête de l'Europe. Jean-Pierre Vigier (JUIN). — L'endettement vertigineux du tiers-moude et le cemmerce de technologie. Georges Corm (JUIN). — Pacte islamique et impérialisme face à l'U.R.S.5. et aux nationalismes. Sami Mansour (cf. « dossiers ». AOUT). — La politique « trilatérale « de M. Zhigniew Brzesinski, Jean-Pierre Cot (SEP-TEMERE).

• IMPERIALISME CULTUREL:
L'impérialisms culturel, entrare d
l'épanouissement de l'humonité,
Mobammed Beza D Jall11 (cf.
e dossiers », MARS). - Lo démoeratie trahie par... lo concentration des moyens d'information
(cf. « dossiers », MAI).

- INFORMATION : voir Presse, - INTELLECTUELS - CULTURE : — INTELLECTUELS - CULTURE: Guerre totale contre les élites en Amérique letine, Hugo Neira (enquête, JANVIER). — L'écrivain dans les pièges de la société industrielle, Jean-Michel Palmier (« l'aliénation dans le roman américain contemporain », de Pierre Dommergues, FEVRIER). — Intellectuels et ouvriers face à la répression en Pelo-

– Le romancier et la politique — (NOUVELLES)

JULIO CORTAZAR : La deuxième fois fmol). SEYDOU BADIAN : La campagne du général (septembre).

Marcelo Dias (encadre, JANVIER).

— Guérillas, guerres de libération nationale et d'rollt humanitaire, Charles Zorgoibe (Recherches universitaires, OCTOBRE).

— HISTOIRE: Contestation de l'histoire aux Etats-Unis, Pierre Dommergues (a America Confronts a Revolutionary World: 1776-1976 a de William Appleman Williams et a Main Currents in Modern America History s de Gabriel Kolko, MARS). — Les raisons de l' « inguvarnabilité » de l'Italie, Carlo Mauriti (AVEIL). — Histoire de la France couramique et sociale, de la France rurale, Frédéric Langer (Etude hibliographique, JUIN).

(Stude hibliographique, JUIN).

— IDBOLOGIES - MOUVEMENTS ET SYSTEMES POLITIQUES: Debat entre les P.C. d'Europe de l'Estet de l'Europe capituliste à propue des perspectives contemporaines de passage au socialisme. Lilly Marcon (JANVIER). — Le « socialisme démocratique « de M. Maniey à l'épreuve à la Jamaique, Marieclaude Céleste (JANVIER). — Le droîte en Europe (cf. « dossiers », JANVIER). — Le parti communiste italieu et la crise économique, Perdiuando Scianna (JANVIER). — Au Sénégal : socialisme du verbe dans une économie dépendante, Howard Schissel (MARS). — Montée de la droîte et dissensious du parti travailliste en Israël, Amnon Expeliouk (AVEIL). — Au Portugal : le parti socialiste au cœur des contradictions, Nuno Brederode Santos (cf. « dossiers », AVRIL). — La corruption de l'idéoingie, Maurice T. Maschino (Etude hibliographique, JUIN). — Aves la victoire de la droîte en Israël : Incertitudes sociales et uouveau risque de guerré. Amnon Expelique (VIVIN). — En phique. JUIN). — Aves la victoire de la droite en Israë! : Incertitudes sociales et uouvean risque de guerre. Amnon Rapellouk (JUIN). — En Espagne : déroute du franquisme après les élections du 15 lu lu, Eduardo Haro Tecglen (JUILLET). — La crise du mouvement travall-liste en Israël. Amnon Rapellouk (JUILLET). — A propos des nouveaux philosophes : la cohorte des pénitents, Maurice T Maschino (JUILLET). — Le rôle du Particommuniste d'Albanie, Erie Vigne (AOUT). — Pouvoir communiste et Islam en Unieu soviétique, Hétène Carrère d'Encausse (ef. « dossiers », AOUT). — Fin d'unc etra-tégle de à passage pactifique eu socialisme » à Sri-Lanka, Moban Ram (ef. « dossiers », OCTOERE). — Stratégie pour le passage de la Grèce « u socialisme, Babis Dracopoulos (cf. « dossiers », NOTEMBE). — La ganebe française et les contestataires soviétiques, Yves Hardy et Pascal Gabal (enquête, OECEMBRE)

quête. OBCEMBRE)

e CAPITALISME: Etroite imbrication entre justice et politique dans les sociétés capitalistes, Yves Dezalsy (FEVRIER). - Le capitalisme contre la démocratie, Maurice T. Maschine (en quéte. MARS). - Les multinationales européennes et le capitalisme mondial, Georges Bensaid (« The European Multirationales » de Granko, JUIN) - En Amérique latine les nouvelles formes d'arptollation des paysans par le capitalisme mondial. James F Petras (JUIN) - Les seigneurs de lo erise, Frédérie Langar et Jean-Louis Barbh (JUILLET) - Capitalisme et classe ouvrière aux Etats-Unis, Prédéric Len ger (Et n de hibliographique, SEP-TEMBRE). Gauché et droite depant les grands déséquilibres

gne, Danie) Singer (JULLET). —
A propos des nonveaux philosophes;
la coberte des pénitents, Maurice
T. Maschino (JULLET). — Les
objectifs de l'Office de promotion
culturelle, Stéphane Hessel (cf.
a dossiers a. SEPTEMBRE)

— JUSTICS: Etroite imbrication entre justice et politique dans les sociétés capitalistes, Yves Dezalay (VEVRIER). — Au-delà de l'affaire Croissant : les droits de la défense en Amérique latins (Armends Uribo) et en UR.S.S. (Jacques Amairie) (DECEMBRE).

(DECEMBRE).

— LIBSETES ET COOPERATION EN EUROPE : La « menace venant de l'Est... «, un slogan uon foudé, Daniel Prochtor (peint de vu e. AVEIL). — L'Europe d'Helsinki à Belgrade : un dialegue difficile et nécessaire (cf. « dossiers e. JUIN).

— Avec la conférence de Belgrade, prudenco de la gauche française à l'égard des dissidents d'URS.S. et d'Europe de l'EST, Pascal Cabai et Yvos Hardy (JUILLET). — Intellectuels et ouvriers face à la répression en Pologne, Daniel Binger (JUILLET). — Libertés et terrorisme, Claude Julien (NOVEMBRE). — La gauche française et les contestataires soviétiques, Yvos Hardy et Pascal Gabai (enquête, OECEMBRE).

— LINGUISTIQUE : Progrès et

LINOUISTIQUE : Progrès et imites de la réforme linguistique an Canada, Reith Spicer (SEPTEM-BRE).

au Canada, Reith Spicer (SEPTEMBRE).

— MILITAIRE [pouvelr] - DICTATURES: Les Eglises catholiques et le pouvoir militaire en Amérique latine, Jean-Pierre Clerc (étude FEVRIER). — Problèmes professionneis, évolution psychologique et rôle de l'armée portugaise, Pedro Pezzarat Correia (cf. « dossiers », AVRIL). — Les difficultés du régime militaire brésilien, Julia Juruna (MAI). — Des chrétiens faes à la dictature ebilienne, Armando Ur I be (Etude bibliographique, JUIN). — Révision de la politique américaine en Corée du Sud. Alain Boue (JUIN). — Critique de le dictature militaire brésilienne par un groupe de coloneis, Marcelo Dias (JUILIET). — L'Amérique lacine face à la politique de M. Carter (SEPTEMBRE). — An Pakistan ; persistance de la popularité de M. Bbutto et aggravation des antageuismes ethniques, Equal Ahmad icf. « dossiers », OCTOBEE). — Le rôle des forces armées danc la vie politique en Orèce, Th. Pangalos (cf. e dossiers », NOVEMBRE). — Le gauche éthlopienne face an pouvoir militaire, Oiga Kapeliouk (Etude bibliographique, OECEMBRE). — La dictaturo et les lois de l'enfer, Armando Uribe. — MINORITES : voir Nationa— - MINORITES : volr Nationa-

isme.

— NATIONALISME - PROBLEMES
ETENIQUES - MOUVEMENTS DE
LIBERATION : Nationalisme et
révolution dans le monde grabe :
bilan d'un échet : Tahar ben Jaiioun (Étude bihliographique, JUILLET). — L'Ethiopie, cief du nonvel
équilibre en mer Ronge, Gérard
Chelland (JUILLET). — La situatiou à Timor-Oriental après dixhuit mois de guerre, José RainosHorta (JUILLET). — Pe et e
islamique et impérialisme face à
l'UR.S.S. et aux uetionalismes,
Sami Mansour (et, « dossiers »,
AOUT). — La ciratégie du Front

Polisario face à ses adversaires di-rects et à leurs protecteurs, Raoul Weensteen (AGUT). — La fiction de l'autonomie au Eurdissan ira-kism, Chris Kutschers (AGUT). — Enjeux économiques et luttes de libération en Afrique australe (SEPTEMBRE). — Au Pakistan : persistanco de la pepularité de M. Bhutto et aggravatieu des enta-gonismes ethniques, Equal Ahmad (et « dessiers ». OCTOBRE).

Sarbib (Etude bibliographique, JUILLET)

— NORD-SUD : L'aide cuédoise su tiers-monde, Bengt Svensson (JANVIER). — Le tiers-monde et la division internationale du travail, Samir Amiu (Etude bibliographique, FEVELER). — Le tiers-moude et l'ordre internationale (cf. c dessiers s., MARS). — En réponse à une question du président Lopez Portilio : analyss de l'inégalité des échanges internationaux, François Perroux (MAI). — Les expériences de coopération industrielle triparitie e u tre firmes occidentales, centrales socialistes et des entreprises du tiers-monde, C ha r l e s Zorgebie (Becherches universitaires, MAI). — En Amérique latine : les nouvelles formes d'exploitation des paysans par le capitalisme meudial, James P, Fetras (JUIN). — L'agrobusiness et la faim dans le monde, dicheline Pannet (Etude bibliographique, JUIN). — L'eudettement vertigineux du tiers-moude et le commerce de technologie, Georges Corm (JUIN). — Un objectif des pays en vole de développement : produire leurs propres blens d'équi-pement pour réduire leur dépendance, Pierre Castelle (SEPTEMBRE). — Oauche et droite devant les grands déséquilibres moudieux, François Partant (OCTOBRE). — Les mutitantionales et PAfrique, Denis Martin (Etude bibliographique, OCTOBRE). — Un village du Niger devant les experts occidentaux, Fronçois de Ravignan (NO-VEMBRE). — Où trouver de l'argent pour les pays sous-déstioppés, François Perroux (OECEMBRE). \* Voir en complément : liers-monde.

— PACTES MILITAIRES - DE-FENSE : L'OTAN et l'négémonie germane-américaine (encadré, JAN-VIER). — Défense et sécurité dans l' e Europe des contradictions a, Xavier Saliantin (MARS). — L'ave-nir prévisible des deux alliances en Europe, Pierra Hassoer (cf., e dos-siers », JUIN).

\* Voir en complément : liers-

\* Voir en complement : Strate-

— PARLEMENT BUROPEEN ; L'engrenage fédéral, Gérard Soulier. (JUIN). — Démocratiser la C.E.R., Jean Vergès (AOUT). - PRESSE-INFORMATION ; La démocratie trahie par... la concen-tration des moyens d'information (cf. a dossiers », MAI). - PROBLEMES MONETAIRES :

— PROTECTIONNISME : Le pa-- PROTECTIONNISME : Le pa-tronat français et la renaissance de tendances protectionnistes, J Bu-nel et J. Saglio (AOUT). — En Grèce : le patronet et l'Etat devant l'adhésien à lo C.E.E., Eostas Ver-goponios (ef. « dossiers », NOVEM-BRE).

- QUESTIONS SOCIALES : voir - RACISME : voir Aparthtid. — SECURITE BUROPERNNE : voir Libertés et coopéretion en

— SERVICES SBCRBTS: Le C.I.A. et le roi Bussein (encadré, MARS). — L'utilisation de l'infor-mation par la C.I.A. eu Chili, Yves Hardy (cf. e dossiers », MAI). — SIONISME : Après la ferma-tion du gouvernement de M. Begin : désarrol de la communayté julve eux Etats-Unis, T.D. Allman (JUIL-

— SOCIAL-DEMOCRATIE : La erisa de la social-démocratie au Osnemark, Michèle Solat (AVRIL). — S O C 1 E T E : Histoire de la France économique et sociale, de la France économique et sociale, de la France turale, Frédéric Langer (Étude bibliographique, JUIN). — Le couditiou des travailleurs immigrés (cf. « dossiers », SEPTEMBRE). — Symptômes et miroir de uos sociétés : l'internationale des sectes, Michel de Certeau (« les nouvelles sectes » d'A. Woodrow, SEPTEMBRE).

— SOCIETES MULTINATIONA-LES: La multinationalisation des industries de guerre, Michael T. Klars (FEVRIER). — Le rôle des firmes transnationales, Philippe

e MINORITES: Minorité ou-hitée en Amérique du Nord: les Acadiens entre l'assimilation et la paupreté, Jacques Gout et Passal Mallet (FEVRIER). - Les Indiens des Amériques revendiquent leur droit d'l'outodétermination, Jean-Claude Buhrer (DECEMBRE).

e REGIONALISME : Régiona-lisme et universalisme. Charles Zorgbibe (Recherches universi-toires, JUILLET). L'économie régionale en question. Jean-Louis Sarbib (Etude bibliographique, JUILLET)

Leurent (cf. a dossiers a, MARS). —
Le rôie politique des muitinationales dans la erise portugaise, Luis
Salgado de Matos (cf. a dossiers s,
AVERL). — Rapert Murdoch patrou a modèle » d'une grande muitinationale de l'in for m ation,
J.-C. T. (cf. a dossiers s, MAI). —
L'endettement vertigineux du tiersmoude et le enmmarce de technolegie, Georges Corm (JUIN). — Les
muitinationales européennes et le
capitalisme mondial, Ceorges Bensaid (a The European Muitinatiotuals a de G. Franko, JUIN). —
De la Rhodésie au Zimbabwe : le
rôie des muitinationales, Martin
Balley (SEPTEMBRE). — Les muitinationales et l'Afrique, D e ul s
Martin (Etude bibliographique, OCTORRE). — Le solidarité de l'Association des psys exportateurs de
bauxite à l'épreuve face aux muitinationales, Maris-Ciaude Céleste
(NOVEMBRE). —
STRATEGIE : Le rôle des mi-

(NOVEMBER)

— STRATEGIE: Le rôle des militaires argentins dane la stratégie américaine peur l'Atlantique Sud (enquête, JANVIER). — Une mise en garde de Pétin à propos de la stratègie militaire du Kremin visèvis de l'Europe, Jean Daubier (Etude bibliographique, FSVRIER). — Défense et sécurité dans l'a Europe des contradictions s. Kavier Sallantin (MARS). — Le projet de pacte militaire dans l'Atlantique sud et ses censéquences dans les relations entre Pretorie et l'Amérique latine, Robert A. Maculug (MARS). — Les rivalités iranosaoudiennes dans le Golfe; une conséquence de la doctrine stratégique américaine, Marc Pelias (enquête, JUILLET). — L'Ethlople, elef du nouvel équilibre en mer Rouge, Gérard Challand (JUILLET). — TECHNIQUES (tranfert des)

LET).

— TECHNIQUES itranfert des)—
BREVETS: La multinationalisatieu des industries de guerre,
Michaël T. Klare (FEVRIER).

Couchirence d'Etais ellenis des
Etais-Uuls daue le domaine de
l'industries militaire (encaré, FEVRIER). — L'endettement vertigineux du tiers-monde et le commerce de technologie, Georges Corm
(JUIN). — Un objectif des pays
en voie de développement : produire leurs propres blene d'équipement pour réduire leur dépendance,
Pierre Castella (SEPTEMBRES). —
Vers un code de conduite pour
régir le transfert des techniques,
Zalmal Haquani (DECEMBRES).

— TIERS-MONDE - SOUS-OEVE-Zaimal Haquani (DECEMBRE).

— TIERS-MONDE - SOUS-OEVELOPPEMENT : Solidarité révolutionuaire du gouvernement enbain
et alde au tiers-monde, MarieClaude Céleate (cf. a dossiers a,
FEVERER). — Les trois piliers de
la lutte contre le sous-développement an Vietnam, Neyon Chanda
(MARS). — Le « déveleppement du sous-développement » en Indonésie. Jean-Jacques Gugenheim
(AVRIL). — Les problèmes d'une
Afrique e différente » en Rwanda,
Jacques Coevrier (AVRIL). — Versun code de conduite pour régir le
transfert des techniques, Zaimai
Haquani (DECEMBRE). — La recolonisation d'Hafti, le plus pao vre
des pays de l'hémisphère occidental, René Depestire (DECEMBRE).

« Voir en complément : Nord-Voir en complément : Nord-

"Voir en complément : NordSud.

— TRAVAIL (monde du) - QUESTIONS SOCIALES - IMMIGRES :
Intellectuels et ouvriers face à
la répression en Pologne, Daniel
Singer (IVILLET). — Capitalisme et classe envrière eux EtatsUnia, Frédérie Langer (Et n de
hibliographique, SEPTEMBRE). —
La condition des travailleurs immigrés (cf. e dossiers », SEPTEMBRE). — Négociation en vue de
Pétablissement de colone blancs
d'Adrique eustrale co Amérique du
Sud, Armand et Michèle Mattelart
(SEPTEMBRE). — L'Europe à la
recherche d'une véritable politique
à l'égard des travailleurs migrenis,
Martine Charlot ; Vers une uouvelle réglementation de Pinmigratieu aux États-Unis, Schofield
Covyeli (OCTOERE). — Mutatione
prolondes des structures économiques et sociales de la Grèce, Constantin Tsoucalas (cf. » dossiers e,
NOVEMBRE). — Le président Carter et l'immigration sanvage des
travailleurs mexicalne, Christian
Deverre (DECEMBRE).

— TELLATERALE : voir Commis-

- TRILATERALE : votr Commis-- VIOLENCE - REPRESSION TERRORISME : Guerre te tale
contre les filtes en Amérique
latine, Eugo Neira (JANVIER), —
Le rôle des militaires argentins
dans la stratègle américaine pour
l'Atlantique sud; Guérilla et résistance euvrière, Marcein Olas (JANVIER). — Recrudesceuce des attentats anticastristes, Bernard Cassen;
Les actes de terrorisme anticubains
en 1976 (cf. e dossiers », FEVRIER).
— Le règne de la terreur en Iudouèsle, Jean Gulivout (FEVRIER).
— Une déclaration d'évêques francats solidaires des petiples d'amérique latine (MARS). — Les deux
lisandes dans l'impasse (MAI).
Rapport d'une mission de parlementaires canadiens sur la situation en
argentine, an Chili et en Urnguay
lencadré, JULLET). — Libertés et
terrorisme, Cloude Julien (NOVEMBRE). sion trilatérals.

7

Le Monde dossiers et documents

Numero de jonvier

LES PATRONS EN FRANCE

LE CONFLIT IRLANDAIS

Abonnement un an (10 numéros): 30 F

### DOSSIERS

(JANVIERI :

(JANVIERI ;
Refus des filiations historiques et métamorphose sans
précédent de lu droite française,
Glibert Comte. - En allemagne :
changement radical dans les
cours et les esprils. August Von
Ragenett. - Les trois visages de
le droite espagnole, Philippe
Marcoviel. - En Grande-Bretagne : vitalité du conservatisme dans une société en crise,
Prançols Bédarida. - La penséa
politique des démocraties populaires et de l'U.R.S.S., Prançols
fejtő. - Ramifloations diverses
de la droits européenne à partir
de racines idéologiques communes Bernsrd Brigouleix L'extrême droite en France,
Jans-Jacques Mourreau. - Uns
doctrine iturée eu pillage, Paul
Thibaud.

• CUBA DANS LA TOUR-MENTE (FEVRIER) :

MENTE (FEVRIER):

Les couleurs contre la a grisaille socialiste », Julio Cortazar. - Solidarité révolutionnaire et alde au tiers-monde,
Marie-Claude Céleste. - Les
acquis de la révolution entérinés par la nouvelle Constitution.
Antoine Hianca. - Recrudescence
des attentais anticasiristes, Bernard Cassen. - Les actes de
terrorisme unicubain en 1976.

- Les nouveeux censeurs de la
révolution castriste, Michèla
Mattelart (Et u d s bibliographique).

• LE TIERS-MONDE ET L'ORDRE INTERNATIO-NAL (MARS) :

Les diapes de la lutte pour le développement depuis Bandounp, Edmoud Jours, - Vers un ordre social par la négociation codective, Maria Betisti, - L'impériaisme aulturel, entrapa d'épanouissement de l'humanilé, Mohammed Reza Ojalili, - Le rôle de la C.E.E. dans le dialogue Nord-Sud, Françoise de Ln Serre, - L'Union sociétique devant les relations entre l'Ouest et le Sud, Charles Zorghine, - Le rôle des Jirmes transnationales, Philippe Laurest.

LE PORTUGAL OU LA REVOLUTION DOMES-

TIQUEE IAVRIL.):

Le paris socialiste au eccur
des contradictions, Riuno Brederode Sautos - Problèmes prafessionnels. évolution psychologiqua et rôle politique da
l'arméa. Pedro Pezaret Correla.

Interaction entre décolonismtion et luite pour le pouvoir,
Luis Bulta. - Le rôle politique
des multinationales dons lo
crise, Luis Salgado dp Matos, Une diplomotte ambigué à la
recherche d'un nouveau lipe de
recherche d'un nouveau lipe de
recations avec les grondes puissances et les anciennes colonies,
Ernesto Meto Antuass. - Une
Egliste es trois images, Luis de
Prisica. - Une roctété perfurbée
en quête d'Etat après l'efinadrement des structures corpotatistes. Adrinso Moreira. L'étoulfement des aspirations
après lo « révolution des œlibits », Tres Hardy (Etade bibliographique)

· LA DEMOCRATIE TRAHIE PAR LA CONCENTRATION DES MOYENS DINFORMA-TION : PRESSE A L'EN-CAN ET ETOUFFEMENT DES LIBERTES (MAI) :

DES LIBERTES (MAI):

Les eauxes de la cancentration en France, Jean-C. Texter. - Aux Elus-Unis un système d'information totalitaire dans une dé macral (e. Georges-Aluert Astre. - En Grande-Bretagns; emprise croissante des conglomérats indusireis. Peter Golding - Ea Italie: l'impossible rôle de médialeur des grands quotidiens entre le public et le pouvoir, Percy Allum. - En Allemagne de l'Duest: naissance d'une presse a alternative a contre les géants, Jôrg Becker. - En Suède: aide de l'Etat paur empécher les situations de monopole. B pu gt Liljeuroth. - Rupert Murdoch, patron « modèle » d'une grande multinationale de l'laformation J.-C. T. - L'importonce des cajeux inpestis dons l'Industrie du papier, Armaad Matteint. - L'utilisation de l'informatian par la C.I.A au Chtis, Tree Hardy - Puissance des « grands régionoux » en France. B. C. - Donald l'impos-Chiti. Yves Hardy - Puissence des « grands régionour » en France, B. C. - Domaid l'imposteur. Rabert Escarpil (a Oanald (Imposteur ou l'impérialisme raconté aux enfants » de A. Matrelart at A. Boriman); R. Hersani et E Amaury, deux pabroas d' » un uurre dge », Y. B. (Etude nibilographique). La puissance de la presse vue sur le plan ciaématogrophique, I. R.

• LA DROITE EN EUROPE • L'EUROPE. D'HELSINKI A BELGRADE : UN DIA-LOGUE DIFFICILE ET NECESSAIRE (JUIN) :

Les droits de l'homme et lo circulation des idées : point sensible duns le déhat entre l'Est et l'Ouest, Aleth Manin. - Decaat certaines compagnes lancées à l'Ouest : et la s si qu e comfrontation entre deux conceptions de la liberté : Ryszard Wajua. - Information réciproque en vue de réduire les tensions. Victor-Yves G ha ha li . Les moyens de consolider et d'dargir le processus de la détente, Marian Dobroeleiski. - L'auentr prévisible des deux alliances en Europe. Pierre Bassare. - La question allemande au cœur de la sécurité européenne. Charles Zorgbibe. Les droits de l'homme et le

• LA CRISE DU POUVOIR EN UNION SOVIETIQUE (JUILLET) :

(JUILLET):

Complexité du système, gigantisme et extension des compétences. Maro Perro. - Une nouvelle Constitution peu diférente de lu précédente. Béléua Carrère d'Encausse. - La chute de M. Podgorny et la gérontocratie. Rahert Daniels. - Renforcement des pouvairs de l'autorité centrals aussi blen en U.R.S.S. que dans le comp socialiste et le mouvement communiste. Beruard Pérou. - Conservatieme de l'U.R.S.S. en politique étrongère. René Girauli. - Lu perversion du marxisme par le pouvoir soviétique. Maria - Antoniette Macciocchi (s. Les luttes de alassés en U.R.S.S. s. de Charles Bettelheim).

● ISLAM ET POLITIQUE (AOUT) :

(AOUT):

Le jeu changeaul des puissances coloniales dans les Etais musulmans, B. Cherkt. En Afrique noire: distonciation et couménisme d'égard de s'outres groupes du monde islamique. Pierre Alexandre. Le rôle exceptionnel de la religion en iran, Nikti Eeddle. Le nouvet élan des trères musulmens en Egyple, Dr Andel Azim Ramadan. Une nouvelle approche de l'Islam sunalle, Hassan Hannit. Poeta islomique et aux autonalismes, Eami Mansout. Pouvoir communiste et lislam en Union sonittique, Bèlène Carrère d'Encausse

• LA CONDITION DES TRAVAILLEURS IMMI-GRES (SEPTEMBRE) :

GRES (SEPTEMBRE):
Intérêts el devotrs du poys
d'accueil. Paul Dijoud. - (naufjupnces de la formalion profassionnelle. Audré Jeangon.
L'evenir des jeunes immigrés,
Gilles Vernunt. - Les besoins de
santé des migrants, Or Robert
de Montvallou. - Les objectifs
de (Office de gromotion culturelle, Stéphane Bessel. - Les
joiblesses de la politique d'immigration de la France. Audré
Legong. - Insécurité et racisme
de crise, Afbert Lévy:

· RELEVE POLITIQUE DANS LE SOUS-CONTI-NENT INDIEN (OCTO-BREI :

EN Inde, une équipe mai soudée partagée entre ses engagements sur l'élimination du la
pouvreté et les vivilèges d'une
élie minoritaire, Denzil Pairis,
- Au Pokiston: persistance de
la popularité de M. Ehutto et
aggravalion des antagonismes
elhniques, Eqhal Ahmad. - Fin
d'une stratégie de « pasagge pacilique au socialisme « à SriLanka, Mohau Ram

• LA GRECE ENTRE LE SCEPTICISME ET L'IN-QUIETUDE 'IN OVE M-Mutpitons projondes des struc-

Mutplions projondes des struc-tures économiques et sociales, Constastin Tsouesias. Le rois des forces armées dans la rus politique, Th. Paugalos. Le patronat et l'Etat devant l'adhé-sion d la C.E.E., Bostes Vergo-poulos. - Un peuple rétti uux structures et oux schémas im-portés, Eostes Zouraris. - Re-natisance d'une démocratie dans la méthode et le culme, Panayo-tis Lambrias. - Pour l'entrée dans l'Europe unie en depti des abstacles à surmonter, Georges Mayros. Les structures de la dépendance. Audreas G. Papas-dréou. Explaitation de la loi électorale par la drotte pour le maintien de sa suprématie. Diss filau. Strotégie pour le pas-sagé au vocialisme. Babis Dra-copoulos.

### **EUROPE**

Le droite en Enropa (cf. e dessiers s, JANVIER). — Débat entre les P.C. d'Europe de l'Est et de l'Eurepe capitaliste à propos des perspectives coatemporaines de passage ad socialisme, Lilly Marcou (JANVIER). — Une mise en garde de Pétin à propos de la stratégie militaire da Kremliu ris-à-via de l'Europe, Jean Damber (Etude hibilographique, FEVEIER). — Détense et sécurité dans l' a Burope des contradictions a, Karter Sallantin (MAES). — L'avenir prévisible des deux alliances es Europe, Pierre Hassner (cf. a dessiers a, JUIN). — Les multinationales raropéennes et le capitalisme mondial, Georges Bensaid (« The Europeau Multinotionales a de G. Franko, JUIN). — L'engreuage fédéral, Gérard Soulier (JUIN). — L'Europè à lo recherche d'une révitable politique à l'égard des travailleme migrants, Martine Charlet (OCTORRE). — Le rôle des P.C. dans les sociétés européeones ep crise, Daniel Singer (Étude bibliographique NOVEMBRE).

RUBOPE - MARCHE COMMUN

Le rôle de la C.S.E. dans le dialogue Nerd-Sad. Frauçoise de La Serre (cf. « dossiers », MARS). — Messon et l'intégration européenne, Charles Zorghibe (Recherches universitaires, IUIN). — En Grèce : le patronat et l'Etat derant l'adhésion à la C.E.E., Kostas Vergopoulos : Pour l'eutrée dans l'Europe anie eu dépit des obstacles à surmanter. Georges Marros (cf. » dossiers », NOVEMBERS).

EUROPE DE L'EST

Décomposition au renfercement de la sphère soviétique, Marc Petro (Biude hibliographique, MARS). — Comment aménager la coopération financière entre l'Est et l'Ouest, Maria Lavigne (DECEMBRE).

CONFLIT GRECO-TURC : vair Chypre.

- ALBANIE : L'Albanie à contrecourant da nouvel ordre interna-cional, Yess Lecouraeur; Indépen-dance nationale et souveraineré économique, Eric Vigne; le rôle de parti commaniste d'Albanie, E.V. IADUT).

ADUT).

— ALLEMAGNE (REPUBLIQUE FEDERALS): Changement radical dans les cœurs et les esprits, August Von Rageneck (cf. a dossiers n. JANVIERI. — L'OTAN et l'hégémonie germano-américaine (encadré, JANVIERI. — Naissance d'ase gresse a diternative a coatre les géants, Jörg Becker (cf. e dossiers n. MAI). — L'Allemagne à la conquéts de l'Europe, Jean-Pierre Vigier (JUN). — Lettre d'ane prison allemande : témaignagse d'un déteau de droit commun (cf. a dossiers n. DECEMBRE).

e QUESTION ALLEMANDE: Question allemande et droit inter-national. Charles Zorgbine (Re-tharches universitaire), AVRIL.)

Lu question allemade au cœur de la récurité européenze, Charles Zorghine (cé « dossiers », JUIN)

- CHYPRE : En dépit d'una reiance des aégociations, renforce-meat de la partition de telt de Chypra, Marcel Barang; Reconsti-tation des érénements de 1963, Dimitri Andréou (enquête, JUIN). - DANEMARE : La crise de la social-démocratie au Danemark Michelp Solst (AVRIL),

Bilchéip Soist (AVRIL),

— ESPAGNE ; Les trois visages
de la droite espagnele, Philippe
Marcovici les e dossiers a, JANVIER) — La position des P.C.
espagnol et catalan sar le militantisme des chrétiens au sein da
parti (Gonzalo Arroyo (JANVIER),

— L'Espagne entre les écuells, José
Vidal - Beneyto (FEVRIER), — Déroate du franquisme après l'es
élections da 15 jula, Eduardo Haro
Tecglen; L'économie espagnole à
l'beure de la vérité J.R. Lasuen
(JIULLET)

Chullet)

- FRANCE: Betns des Illiationa historiques et métamorphose sans précédent de la droite française. Gilbert Counte: L'extrême droite es Praoce. Jean-Jacques Mourreuu Icf. & desiere n. JANVIER). — Pour une contribution française à l'arrèl de la course aux armements. Jean Kanapa (« point de vue », Mars). — Le casitalisme cootre la démocratile. Maurice T Maschinn (engaéte. Mars). — Les causes de la concentration de la presae. Jean-C. Texier ; R. Bernant et E. Amanry. deux patrons d' à un autre âxe », Y.H. (Riade hibliographique); Poissance des e grands régionaux ». H.C. (cf. « domiers ». MAI). — A la Martinique et en Guadelaupe : choc brutal entre nue économie fragile et la métropale. Jean Crusol (Btude. JUIN). — Histoire de la France économique et sociale. de la France fronque. Juin). — Avec la centé-reuce de Beigrade : prudence de la gnache fraçaise à l'égard des dissidents d'U.R.S.S. et d'Europe de l'Est. Pascul Gabal et Yves Hardy (JUILLET). — Le patroust trançais devant la reunissance de tendances protectionnistes. J. Buse) et J. Eaglio (AOUT). — La ceaditieu des L'arlaire Croissant, les droits de la défense (Laude Julien (DECEMBEE). — La gauche française et les constestataires soviétiques. Yves Hardy et Pascal Gabal lenquête. DECEMBEE?

Diplomatie et poucoir, le relie du

a POLITIQUE ETRANGERE:
Diplomatie et poueoir, le rile du
Quai d'Orsay, Robert Luc IANV(ERL — Les relations entre
Fronçais et Vietnamens, professeur Audré Raussel (MARS) —
Bilan diplomatique de l'intervention française au Zaire, C. J
MAII (MAI)

— GRANDE-BRETAGNE: Vitalité du causerratisme dans une
société en crise, Français Bedunda
(cf. a dossière n. JANVIER) — La
crise en Grande-Bretagne. Ralph
Miliband iMARS) — Emprise croissanté des consiemérats industriels
dans la presse, Peter Golding (cf.
« dossière a. MAt). - GRECE : La Gréce eatre te cepticisme et l'inquiétade (cf. s dessiers », NOVEMBRE). — La demière chance pour le réformisme en Grèce, Kostas Vergopoulos (DE-CEMBRE)

- IRLANOE . Les deux irlandes dans l'impasse, Nicolas Baby : Une crise n'incitant guère à l'optimisme Pierre Joannon iMAI Piere Joannon (MAII

— ITALIE : Le parti communiste italien et la trise étonomique. Perdinando Belanna (JANVER).

Les raisons de « l'inguavernabilité » de l'Italie, Carlo Manrizi (AVRIL).

— L'impossible rôle de médioteur des grands quatidiens satre le pablie et le poavoir, Percy Allum (el. « dossiers », MAI).

Polémique autour dn P.C. italien.

Perdinando Scianna (ADIT).

- POLOGNE ; latellectuels et ouvriere ince à la répression en Pologne, Daniel Singer (JUTLLET). - PORTUGAL: Le Portugal os la révolutieu damestiquée (cf. n dossiers s. AVRIL). Les jeux des militaires. Alain Echegus et Karl M. Van Meter (DECEMBRE).

— ROUMANIE : « Socialisme a autoritaire en Roumanie, Maurice T. Maschina et Fadela M'Rabet (reportage, OCTOBRE). - SUEDR: L'héritage des so-eiaux-démocrates, Bengt Svensson (JANVIER), - Aide de l'Etat pour empécher les situations de mono-pole dans la presse, Bengt Liljeu-roth (cf. a dossiere a, MAI)

pole dans la presse, Beagt Liljeuroth (ef. e dossiere a, MAI)

— U.R.S.S., : La pensée politique des démocraties populaires et de l'U.R.S.S., Prançois Pejtő lef. e dossiers a, JANVIER). — Les racines et la significatipp da e cuire de la personnalité e en U.R.S.S., Bernard Féron (FEVRISR). — L'Union seviétique devant les relations entre l'Ouest el le Sad. Charies Zorghibe (cf. a dossiers a, MARS). — Moscoa et l'eurocommunisme, Bernard Féron (AVEIL). — La e me a a ce reaant de l'Est... s en slogan non condé. Dantel Prochtor (point de rue, AVRIL). — Moscoa et l'Intégration enropéenne. Charles Zorghibe (Recherches universitaires. JUIN). — La perversion da marxisme par le pouvoir soviérique. Macia-Antonielta Macciocchi la les luttes de classes en U.R.S.S. s de Charles Bettelheim, JUILLET). — Avec la conférènce de Relgrade : prodeuce de la ganche française à l'égard des dissidents d'U.R.S.S. et d'Europe de l'Est. Pascal Gabal el Yves Hardy (JUILLET). — Patte Islamique et Impérialisme face à l'U.B.S.S. et aux satiosalismes, Sami Mansour : Possitique, Hélèse Carrère d'Encausae (et. a dossiers s. ADUT). — L'Intallibilité de procareur représeatant du système Jacques Amsirie (DECEMBRE)

— U.R.S.S. - CHINE : Une mise es Earde de Périn à prepos de la

- U.R.S.S. - CHINE : Une mise es turde de Ptkin à prepos de la stratégie militaire du Kremiin vis-à-via de l'Europe. Jeau Daubier (Etude hibitographique, FEVRIER) - U.R.S.- ETATS-UNIS : Les réactions de Moscon dévant la pellique des Etats-Unis en Amèsique latine. K Shatchatourov (FEVRIER)

#### Suppléments

- Identité de la Flandre
(8 p. - MARS).
- Oman : vers un Etat moderne (8 p. - MARS)
- Irak : neuf ans de pouvoir
bassiste (13 p. - AVRIL).
- Venezuela ou comment
partager l'abondance (8 p. MAI).
- La Catalogne : de la réde - La Catalogne : de la résis-tance à l'autonomie (5 p -AOUT)

- La Finlande a la recherche d'un avenir (6 p. - OCTOBRE) - Jordanie : le redressement d'un royaume menacé (7 p. NOVEMBRE). - Japon : la recherche d'un nouve) équilibre (7 p. - DE-CEMBRE)

### AMÉRIQUE DU NORD

- CANADA: Minarité aubliée eu amérique du Nord: les Acadiens entre l'assimilation et la panvreite. Jacques Gout et Pascai Maille. Jérques Gout et Pascai Maille (FEVRIER). - Progrès et limités de la réforme linguistique as Canada. Kelth Spicer (SEPTEMINERY).

Consida. Keith Spice? (SEPTEMBERE).

- ETATS-UNIS: Le impunpue de M. Jimmy Carrer. Schofield Corpeli (JANVIER). — Deux a reservoirs de talents a pour le uoureau président : la Commission tritatérale et la Brookings l'ustitutipa; L'OTAN et l'hégémonle germann-américaleu [encadrés. JANVIER). — M. Jimmy Carter et la relance de l'économie américaine. Stanley Aronowita; Le cahinet da nuaveau président. Marie-Prance Cleaves : le retaux de l'enfant prodique. T.D. Allman (enquête. FEVRIER). — Concurrence d'Etatschients des Etats-Uais dans le domaine de l'indastrite militaire leucadré. FEVRIER). — L'écrivain dans les plêges de la société industrielle, Jean-Michel Paim l'er (a U'aliènatiqu dans le roman américain coutemporain a de Pierre Dommergues. FEVRIER) — Cautestation de l'histoire aux Etats-Unis. Pierre Ocumergues (a America Cautrouta a Revolutionary World 1776-1876 a de William Appleman Williams et a Main Carrents in Modern America History a de Gabriel Ealka. MARS). — Lu système d'informatica fotalitaire dans une démacrate. Georges - Albert - Astre (cf. a dossiers v. MAII — Contradictions entre les principes d'Heisinki et la survivance de la lai McCarran sur l'immigration et la unitonalité. Scholleid Corpeli I JU I N). — Les Seigneurs de la crime Prédèrie Langer et Jean-Louis Sar h l'b (JUILLET). — Après la tormation du ganvernement de M. Begin : désarroi de la commananté juive, T.D. Allman (JUILLET). — Les compagnies pétrolères à l'ant de l'impôt aux Etats-Unis Isacadre, JUILLET). — Capitalisme et classe aurrière, Prédèrie Langer (Etude hibilagraphique, SEPTEMERE) — Cers ane aouvelle réglemeutation de l'immigration sauvage des tra-

vailleure mexicains. Christian De-verre (DECEMBRÉ). — Les ladiens des Amériques revendiquent leur droit à l'astodétermination. Jenn-droit à l'astodétermination. Claude Suhrer (DECEMBRE!.

Claude Suhrer (DECEMBRE).

a POLITIQUE ETRANGERE. Le nputch encourment des Etgls-Univer des droits de l'homme. Douald M. Praser (MARS) — Le président Carter et le proche-Orient, Noam Chomsky (AVRIL).

— L'Amérique latine, banc d'erse d'un naureau tantifarisme américain, James F Petras (A'RIL).

— Lo a croisade » de l'équipe Carter ea inveur des droits de l'homme. Philippe Labreceux (MAI). — La fiction ziranse : in(ernalianalisation du confit, Robert A. Manuling (MAI). — Refissan de lu politique américaine en Corèc. Atala Bouc (JUIN) — Les rivalités virane - sacudiumnes de la doctrine strutégique oméricaine. Marc Pellus (enquête. Juil. LET). — Les droits de l'homme et les relations entre les Etals-cuis et l'amérique latine, Philippe Labrereux (JUILLET) — La pollitique et l'intérale e de M. Zhigniew Ercectinsis, Jean-Pierre Coi (SEPTEMBRE) — Nouvelle étape dens la dégradation des relations entre Washinglan et Jérusalem, Jean Gueyras: Le gouvernement de loçades », Jean-Claude Bubrer (SEPTEMBRE) — Mouvelle étape dens la dégradation des relations entre Washinglan et Jérusalem, Jean Gueyras: Le gouvernement traditien face aux pressians américaines, Daniel Amit (OCTOBRE) — M. Carter et la limilation des livreisons d'armes à (Villange, Michael T. Elare (NOVE) BREI. — Tronsfert gratuit d'équipement muitoire américain en Corée du Sud : Selon le presse oméricaine: ombre sur les efforts de pair au Proche-Orient (encadrés). (NOVEMBRE). — Taurnant specteulaire duns les relations entre Washington et Laoos, Suzzaue Craule (DECEMBRE). — Elance (Pair Etals). · POLITIQUE ETRANGERS . Le ETATS-UNIS - CHINE : FOIR

CHINE, page 26. - ETATS-UNIS - U.B.S.S. : votr

### AMÉRIQUE LATINE

Gaerre totale contre les élites es Amérique jatine. Hugo Neira (JANVIER). — Les Eglises catholiques et le pasvoir mitituire es Amérique latine, Jean-Pierre Cierc (FETRER). — Une déclaration d'évêques français salidaires des pesples d'Amérique latine (MARS) — Le projet de paete militaire dans l'Attastique sud et ses conséquences dans les relations entre Pretoria et l'amérique latine. Robert A Masalug (MARS) — Les nauvelles formes d'exploitation des paysans par le capitalisme moudial James F Petras (JUIN). — Rapport d'une mission de parlementaires canadiens var la situation en Argentine, au Culi' et en Uruguay (encadré, JUILLET). — La décolonisation de Bellee dans l'impasse en raiso de l'opposition de Gaermala, Jean-Claude Buhrer (JUILLET). El calités territoriales entre le Chiit. le Péron et la Bollyle. Thierty Mallinlak (SEPTEMBRE). — Négociarions en vue de l'établissement de colpus blants d'Afrique australe en Amérique da Sud, Armand et Michèle Mailelart (SEPTEMBRE). — Les dictature et les lois de l'enter, Armando Dribe (DECEMBRE). — Les Ipdiens des Amériques rereadiquent jeur droit à l'andodélerminatipn, Jean-Claude Buhrer IDECEMBRE).

- ARGENTINE : Le rôle des mi-braires argentins dans la stratégie américalar pour l'Atlantique sad ; Guérilla et résistance outrière, latrelo Olas (enquête, JANVIEB). - Inquiérude des milleux e libé-raux e devant les panvelles stra-tégies économiques. Thierry Mali-cials (JUILLET)

- BRESIL : Les difficultes du régime militaire brésilien, Julia Jaruna (MAI). — Critique de la dicustare militaire par an groape de colonels, Marcelo Digs; Extraits da manifeste de 21 avril (JUIL-LET)

- CHILI: Le Chill dans la course atomique (JANVIRE) - L'utilisation de l'iniprimativo par la C.I.A., Yess Hardy (cf. e dossiers e, MAI). - Des etuctiens tact à la dietature chilicune. Armando Uribr (Et a de hibitographique, Julin)

- COLOMBIE : Des légardes dans le façade démocratique es Colombie, Bernard Cassen (repor-tage, NOVEMBRE).

EL-SALVADOR - GUATEMALANICARAGUA : Es dépit des prises
de parition de l'administratios
Carter, violatipa des droite de
l'homme ap Salvador, au Nicaragua
et an Guatemala, Jesa-Cisude
Buhrer [MAI]

- MEXIQUE : Virage à droite et coucessians à la ganche. Elizabeth Granjens (OCTOBRE)

- PANAMA : Les limites de l'ac-cord couclu eutre Panama et les

- BANQUE OES REGLE-MENTS INTERNATIONAUX: A propos du dernier rapport annuel de la BRI (enradré.

PARLEMENT EURO-PEEN: Démocratiser la C.E.E., Jean Vergès (AOUT).

- UREGUAY : Quatre ons de — UEUGUAY : Quatre ons de dietalare en Uraguay : Ua petit pays dans le a Marché comman de la mort », Eduardy Galegno ISEP-TEMBED, — En Usuguay : des avocals coupables au même illire que lears ellents (DECEMBRE)

Etats - Unic. Xabler Gorostiaga (SEPTEMBRE).

UNIS : volt rubrique ci-dessus ; Etala-Unis - pplitique etrangère.

#### ANTILLES

- CUBA : Caba daus la tont-meate [ef. e dasslers », FEVRIER). - GUAOELOUPE : A la Marti-aigae et ea Guadelaupe, choc bru-tal entre aus écasomie fragile et la métropole. Jean Crusol (Étride.

- flaiti : La recaionisariou d'Halti, le plas payvre des pays de l'hémisphère accidental, Reab Depostre IDECEMBRE!

- JAMAIQUE : Le « socialisme démocratique » de M. Maniey à l'épreave. Marie-Claude Caleste (JANVIER!

- MARTINIQUE . Use société morbide et ses paldions. Edouard Glissant : Choc brûtal entre und économie fragile et la métropole. Jesa Crusol : Masques et méranismes de la dépossessiou. Roland Suvelor (JUEN).

### Organisations internationales –

- UNESCO : L'Egypte et

l'UNESCO. Charles Zorgbibe (Recherches universitaires, SEPTEMBRE!

\* En complèment : voir Indaz alphabetique, page 25,

## ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET NOUVEAUX GOUVERNEMENTS

AUSTRALIE (19 décembre 1977:

Premiar ministre : M Malcolm Fraser; ministre du commerce extérieur el des ressources : M Douglas Anthony : Industrie et commerce . M. Phillip Lynch; Industries primaires : M. Iam Staclatr; services administratifs : M. Reginald Withers; travall et relations industrielles : M. Anthony Street; transports : M. Peter Nison : trésorier : M. John Gurrick; affaires étrangoires : M. John Gurrick; affaires étrangoires : M. Antreso Peacock; déisnae : M. James Eillen : écurité sociale :

PARIS, A LOUER AU MARAIS PRESTIGIEUX... dans note! part. appt. 105 m2 vaste Séjdur. Salle à manger, 2 chambres, grand confort.

4 500 F mais, exceptionnel PASTEYER L'Antiquaire en immenbles 266-35-84 le matin. Mme Margarei Guillogie, ilianoces

M. Eric Robinson, affaires anarigenes

M. Ian Viner: santé: M Ralph Hunt;
immigration et a filires ethniques:

M. Michaei MacKellar; territoire du
Nord: M. Evan Adermann, construction:

M. John MeLeay, développement aatioaal: M. Kevin Keumpn; recharche
scientifique:: M Jamei Wobsier, poates
set télécammunications: M Anthony
Staley; justice: M Peter Durack;
productivité: M Ian MacPhes; conspmmation et commerce: M. Wal File;
ministre chargé da la représentation
commerciale spéciale: M Rankey Gariand; ministre chargé des affaires intérieures et du territoire de la capitale
charge et du territoire de la capitale
charge et du territoire de la capitale
rieures et du territoire de la capitale
ronnement, logement et développement
nrhain: M Raumend Groom,

(Blections législatives de 15 juin 1977) Numure d'électeurs inscrits : 2 746 850 ; nambre de votants : 2 308 994, colt 84.01 %. Répardition des voir et des sièges entre les différents partis : Union du centre démocratique : 744 801 vois, soit 32.26 %. 12 élèges ; parti socialiste unvrier espagnol 729 044 voix soit 31.58 %. i) sières. Alliance populaire 245 645 voix soit 19.64 %. I sières: parti communiste espagnol : 245 537 voix acit 12.53 %. I sières: parti communiste espagnol : 245 537 voix acit 12.53 %. I sières: parti socialiste populaire 212 229 voix soit 9.19 %. I sières: parti socialiste populaire 36 237 voix soit 1.57 %: Alliance socialiste démocratique l'entre gauche) 27 697 voix soit 1.20 %: Caadidature des travailleurs de Macrid : 14 781 voix soit 0.64 %: Phalange espagnole de la JONS: 13 848 vaix soit 0.60 %; Front démocratique de gauche : 12 609 voix soit 0.55 %; Phalange espagnole de la JONS tautheutiques : 7 155 voix soit 0.31 %: Unité populaire : 5 078 vpix soit 0.22 %; Partindépendant de Madrid : 0.19 %; Rétarme sociale espagnole : 3 927 vvix soit 0.17 %; Front pour l'unité des travailleurs : 3001 vaix soit 0.13 %; Association politique outour de José Antonio : 1615 voix soit 0.07 %.

INDE (Elections législatives des 16, 17, 18, 19, 20 mars 1977) Parti du Congrès : 154 sièges; pour-centage des suffrages mhienus par repport à l'ensemble 0° l'ile; alabiement exprimés 34.5 % congrés (di : 50 sièges : Congrés pour la démocrails [Rami 28 sièges : parti démocrails [Rami 28 sièges : parti démocrails [Rami 28 sièges : parti socialiste 65 élèges : Jan Sangh 90 sièges; BL.D. 65 élèges : less einq partis réuais dans le parti Jasata, disposeur su total de 398 sièges : dans leur ensemble, lis ont recueilli 43.2 % des suffrages valablement exprimés)

Autres partis parti communiste ludien pro-soviétique (C.P.I.) : 7 sièges : pourcentage des suffrages obtains par rapport à l'eusemble des votes valablement exprimés 2,8 %; parti communiste indien marxiste (C.P.I. iM) : 23 sièges, 4.3 %; divers 58 sièges, 15.5 %.

PAYS-BAS (15 décembre 1977)

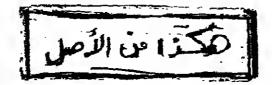
Prisident du conseil et ministre des affaires générales. M'Andréas Van Agt; vice-ministre président misistre de l'intérieur, chargé des affaires satillaises : M'Unts Wiegel : justice . M' Johan De Rutter : affaires étrangères . M' Christoph Van Der Eleano : coopération et développement : M. Jan De Koning; affaires culturelles, loisins et action

rendseu, délease: M. Rocioi Kraisinga.
alfaires économiques: M. Gisbert Van
Aurdenne; linances: M. Frans Andries
sen; agriculture et pèche: M. Alphons
Van Der Sies; enseignement at sciences:
M. Aris Pois; palitique des sciences:
M. Pédicenburg; affaires sociales:
M. Wülem Albeda; transports et fravaux
publics: M. Daniel Tutinman; santé
publique et environnement: M. Leondert
Ginjan; lagement et aménagement du
terriloire: M. Pieter Beelaerts Vpn Blokland.

Calendrier des fêtes nationales

16-30 JANVIER 26 AUSTRALIE 26 INDR Pète nationale Pète nationale I-1-15 FEVRIEB

1 SRI-LANKA 6 NOUVELLE-ZELANDE Fête de l'indépeu-dance Fête dationale E les clove



 $q_{\rm th} = \exp t^{2\pi i T}$ 

nexicains, Carrie Sample 1, Le Lind Sample 1, Le

reau lois' comments Party and a factor of Party of Party

melication
Mannine
Mannine
Mannine
Mannine
Mannine
Math
Mannine
Math
Mannine
M 

TTORRE  $\{g_{n},\dots,g_{n}\}$ SCNIS COLUMN TORREST.

1.35

NTHLEES

ALNIN COLL

1.92 5 ...

10000

### **AFRIQUE**

Deux solutions au preblème us la famine en Afrique : la mebilisation us masses paysannes et la formation de cadres ruraux éfficacés, Prançois de Ravignen (AOUT). — En Afrique noire : distantiation et œuménismo à l'égard des autres groupes du monde islamique, Pierre Alexandre (cf. a dessiers a, AOUT). — Les multinationales et l'Afrique, Denis Martiu (Etude bfollographique, OCTOBRE).

- AFRIQUE AUSTRALE ; Le projet de parte militaire dans l'Atlantique sud et ses tonséqueuces dans les relations antre Pretoria et l'Amérique latine, Robert A. Manning (MARS). - Les moyens de changement en Afrique australe, Denis Martin (Etude bibliographique, JUILLET). - Négociations en vue de l'établissement de colons blancs d'Afriquo eustrale en Amérique du Sud, Armand et Michèle Matteiart (EEFTEMBRE). - Enjeux économiques et luttes de libération en Afrique australe (SEPTEMBRE).

e NAMIBIE : Les enjeux écono-miques de l'indépendance de la Namibie, Robert A. Manning (JANVIER).

(JANVIER).

— AFRIQUE OU SUD: L'Afrique du Sub soire la dictature et la révolution, Claude Maillassour; Les réseres Eantoustans-a Homelands e (SEPTEMERE). — L'Afrique du Sud en sursis un an après Seweto, Howard Schissel (Etude bibliograph 1 q n e. SEPTEMERE). — La Conscience noire; de la nonvolence à l'interdiction, René Lefort (NOVEMERE).

- CONGO (Rép. pop. dn) : Lntte our le ponvoir. Hugues Bertrand pour le ponvoir. Hugues Bertrand (MAI).

ETHIOFIE: L'Ethiepie, clef du nouvel équilibre en mer Rouge, Gérard Challand (JUILLET). — La ganche éthiopienne face an ponvoir militaire, Olga Kapellouk (Etude bibliegraphique, OECEMBR).

— KENYA : Le Kenya, plon ou silié da l'Occident ?, Conis Martin (reportage, FEVRIER).

— MAROC : voir rubriquo Sahara occidentai.

— MAURITANIE : veir rubrique Sahara occidental.

— NIGRE : Un village du Niger

devant les experts occidentaux. François de Ravignan (NOVEMBRE).

- NIGERIA: Tenriant spectaculaire dans les relations entre Washingten et Lagos, Suranne Crouje (étude, OECEMBRE).

- RWANDA: Les problèmes d'une Afrique « différente « an Rwanda, Jacques Chevrier (AVRIL).

- SAHARA OCCIDENTAL: La Mauritanie dans l'engrenage saharien. Howard Schissel (JUIN).

- La stratégis du Front Polisario face à ses adversaires directs et à leurs, protecteurs, Raoul Weersteen (AOUT).

- SENEGAL: Socialisme du verbe dans une écouomie uépendante, Howard Schissel (MARS).

- TANZANIE: Les Esterrement des lieus entre le continent et lee lies, Denis Martin (MAI).

- ZAIRE: La fiction rafroise: Internationalisation du conflit, Robert A. Manning; Enfondrement de l'économie et serruption du ponvoir, Jean Eymenam: impuisanes des différentes organisations d'opposition, René Lefort: Eilan diplomatique de l'intervention française, C. J.: Critique d'an échec économique et d'une dietature, Micbelline Paunet (« Zaire, le pouvoir à la portée du penple n de C. Kamitatu-Massembs); Le cycle infernal de l'endettement; L'attitude des Etatu-Unis dans la nonvella guerre du Shaba; Les organes du ponveir (encadrés, MAI). — Relations difficiles entre le président Sadete et l'armée ésyptienne après l'annonce d'une aide militaire du Caire au régime Mobniu, Marie-Christius Aulas (JUIN).

— ZIMBABWE (Rhodésie): De la Endedésie au Zimbabwe: le rêle des multinationales, Martin Ealley (SEPTEMBRE).

### REPORTAGES ET ENQUÊTES

• Guerre contre les élites en Amérique latine, Hugo Noira lenquête, JANVIER).

• L'Argentine sous la botte : le rôle des militaires argentins dans la stratégie américaine pour l'Atlantique sud (enquête, JANVIER).

• Eldridge Cleaver : le retour de l'enfant prodigue, T.D. Allman (enquête, FE-VRIER).

• Les églises catholiques et le pouvoir militaire en Amérique latine, Jean-Pierre Clere (étude, FEVRIER).

● Le Kenya, pion ou allié de l'Occident? Denis Martin (FEVRIER). • Le capitalisme contre la

démocratie, Maurieo T. Maschino (enquête, MARS). ● Le rôle politique et éco-nomique de l'Arabie Sacudite dans le monde arabe, Marie-Christine Aulas (enquête, AVRIL).

• Les Palestiniens dans • En dépit d'une relance des négociations, renforce-ment de la partition de fait do Chypre, Marcel Baraug; Reconstitution des évene-ments de 1963, Dimitri Andréou (enquête, JUIN).

■ Le Martinime : une société morbide et ses pul-sions. Edouard Glissant; Choc brutal entre une economie fragile et la métropole, Jean Crusol : Masques et mécanismes de la dépossession, Reland Suvelor (étude,

Les rivalités irano-saoudiennes dans lo Golfe : une conséquence de la doc-trine stratégique américaine, (enquête, JUILLET).

● La Thallande ou la fragilité de la manière forte, Marcel Barang (AOUT).

• « Socialisme » antoritaire en Roumanie, Maurice T. Maschino et Fadéla M'Rabet (OCTOBRE). • Le Fonds monétaire

« gendarme » du grand capi-tal, Julia Jurana (étode, OCTORRE). M. Carter et la limita-tion des livraisons d'armes à l'étranger, Michael T. Klare (étude, NOVEMBRE).

O Des lézardes dans la laçade démocratique en Co-lombie, Bernard Cassen (NO-VEMBRE).

Tournant spectaculaire dans les relations entre Washington et Lagos, Su-zame Cronje (étude, DE-

CEMBRE). ● La gauche française et les contestataires sovicti-ques, Yves Hardy et Pascal Gabai (enquête, DECEM-BRE).

### PROCHE-ORIENT

Netionalisme et révolution dans le meode arabe : bilan d'un échec, Tahar Ben Jelloun (Erudo bibliographique, JUILLET).

CONFLIT ISRAELO-ARABE. - PALESTINIENS. CONFLIT ISRAELO-ARABE. — PALESTINIENS.

Les Israéliens face à l'O.L.P., Amnon Rapellouk; Le geuvereement de M. Rabin et le réunien du Conscil national palestinien du Caire, Amos Renan (encadré, MARS). — Les Palestiniens dans l'étan, T.D. Aliman (réportage, àVRIL). — Le président Carter et le Proche-Orient. Noam Chomaky (AVRIL). — Politique des s'faits accomplis e dans les territoires occupés et volonté annexionniste d'Israél, Amnon Rapellouk (JUIN). — Nouveile étape dans la dégradation des reletions entre Washington et Jérunalem, Jean Gueyras; Le complot anti-palestinien du meede arabe, Michel Ramei; accélération de l'implantation israéllenne dans les territoires occupés, Amuon Rapellouk (OCTOBRE). — Selon la presse américaine : ombre sur les effects de paix au Proche-Orient (eccadré, NOVEMBRE). — Au Proche-Orient : de l'affrontement à la convergeuse, Amnon Kapellouk (DECEMBRE).

Amnou Kapeliouk (DECEMBRE).

— EGYPTE: Le reina de l' « spartheid économique » an Egypte. Mohamed Sid-Ahmed (MARS). — Raistiens difficiles outre le président Sadate of l'arméte égyptienne après l'anuonce d'ous aide militaire du Caire an régime Mebnin, Maris-Christina Aulas (JUIN). — Le neuvel élan des frères mesulmans, Dr Abdel Asim Ramsdan (cf. « dousiers », AQUT). — L'Egypte et l'UNESCO. Charles L'Egypte et l'UNESCO. Charles L'Egypte et l'UNESCO. Charles visite du président Sadate à Jéra-salem, Marie-Christine Anias (UE-CEMBRE). — Les effets de la visite du président Sadate à Jéra-salem, Marie-Christine Anias (UE-CEMBRE). — Les effets de la visite du président Sadate à Jéra-salem, Marie-Christine Anias (UE-CEMBRE). — Les effets de la visite du président Sadate à Jéra-salem, Marie-Christine Anias (UE-CEMBRE). — Les effets de la visite du président Sadate à Jéra-salem, Marie-Christine Anias (UE-CEMBRE). — Les conditions de l'entre de l'économique de l'économiq

- ARABIE SAOUDITE: Le râle politique et économique de l'Arabie Saoudite dans la moode arabe, Marie-Christine Anias (enquête, AVRIL); ... Les rivalités irano-saoudiennes dans le Golfa: nue conséquence de la doctrine stratégique américaine, Marc Pollas (enquête, FUILLET).

- BANGLADESH: L'instebilité du Bangladesh, Denzil Poiris (DE-CEMBRE).

- CAMBOOGE : Premiers signes

d'une timide onverture en mon extérieur, Nayan Chanda (MAI). extérieur, Nayan Chanda (MAI).

— CHINE: Le sens de la crise chinoise, Roiand Herger (JANVIER).

— L'évolution des rapports ontre la Chine et les Etats-Unis, Banning Garrett (JANVIER).

— Comment percevoir la China dans es complexe résité, Jean Daubier (MARS).

— L'impératif du redressement économique, Jean Oaubier (SEPTEMBRE).

— Oureissement de la lutte contre les e quatre s, Jean Daubier (OECRITER).

— CHINE-URS.S.: voir URS.S.

- CHINE-U.R.S.S. ; voir U.R.S.S.-CHINE, page 25. CHINE, page 25.

— COREE (Bép, pop. dém. de):
La a Kimitsunita a (encadré, MAI).

— COREE (Bép. de): Révision de
la politique américaine en Corte,
Alain Bonc (JUIN). — Transfert
gratuit d'équipement militaire
américain en Corée du Sud (escadré, NOVEMBRE).

- GOLFE : voir rabriquo Arabie Saoudite.

— DIDE : Une équipe mai surdée partagée entre ses engagements sur l'élimination de la parvreté et les privilèges d'une élite minoritaire, Denni Peiris (et. a dossiers a, OCTORPE, CONTRACTE DE L'AUDITE DE L'AUDIT

Denni Peiris (et. 2 dossiers 4, OCTORRE).

— INDONESIE : La régne de la terreur, Jean Gullvout (FEVRIER).

— La « développement du sous-développement » en Indonesie, Jean-Jacques Gugenheim (AVRIL). - IRAK : La fiction de l'anto-nomie en Kurdistan trakien. Chris Kutschera (AQUT).

- IRAN : Les rivalités trans-mondiennes dans le Golfe : une conséquence de la doctrina strate-gique américaine, Marc Pellas (enquête, JUILLET). — Le rôle exceptionnel de la religion en Lran, Nikki Keddis (cf. « dossiers a,

- JAPON : Le malaise de la ganche Japonaise, Philippe Pons (AOUT). (AOUT).

- FAKISTAN : Persistance de la popularité de M. Bhutto et aggravation des antagonismes ethniques, Equal Ahmad (cf. a dossiers », OC-

- SEI-LANKA : Fie d'une stra-tigle de « passage pacifique su socialisme a Mohan Bam (ef « Bos-siera a, OCTOBRE)

 THAUANDE : Le Thellande ou la fragilité de la manière forte. Marcel Barang (reportage, AOUT). — TIMOR-ORIENTAL; La situa-tion à Timor-Oriental après dis-bult mois de guerre, José Ramos-Horta; Les armes du massacre, Sarge-Christophe Kolm (JUILLET). Serge-Christophe Kolm (JUILLET).

VIETNAM: Les trois pillers de
la intte contre le sous-développement, Nayan Chande; Les relations
source Français et Vetnamiens,
professeur André Roussel (MARS).

Priorité à la relance de la prodution agricole, Nayan Chande
(NOVEMBRE).

#### OCÉAN INDIEN

- COMORES: Decentralisation et lutte anti-fédale aux Comores, Philippe Leymarie (NOVEMBRE).
- ILE MAURICE: Irruptien d'un moovement populaire militant à l'île Maurice, Sélim Turquié (JULLET). COMORES : Decemeralisation

#### Numéros non distribués

dans certains pays Au cours do l'année 1977, la

Au cours de l'année 1877, la mise en vente du Monde diplomatique a été interdite à ens les pays mutvants.

— MAROC: Comme tontes les publications du Monde à l'asseption du Monde des philatilités, le Monde diplomatique est interdit su Maroc depuis la lin du mois de janvier 1877.

— IRAN: Numéros de mara et avril, dans lesqueis figuraient des articles comportant l'appei des articles comportant l'appel-lation a goife Arabo-Peralque a lation a goife Arabo-Peralque a

— ZAIRE: Numéro de mai,
cotennant plusisous articles sur

« La fiction saliouse »:

— REPOBLIQUE POPULAIRE

OU CONGO: Numéro de mai
(article sur le « Congo : la
lutte pour le posvoir »).

— EGYPTE: Numéros de juin
(article eur « L'aide du Caire
au régime Mobutu, le président
Sadate et son armée ») et de
juillet (probablement pour l'article « Rivalités irano-asouisanas dans le Goife »).

#### CINÉMA POLITIQUE

 Une semaine de cinéma cuboin, Iganeio Romonet (FE-VRIER).

• Ruid sur Entebbe e et d'I. Kershner et de M. Chomsky, Iguneio Rumunut (FE-VRIER).

 Héros américains de télévisiun, Ignacio Romanet, Marc Vernet, Armand Mattelart (FE-

e La Jordin de pierres », de Parviz Kimluvi, Ignacio Remonet (MARS).

· Etnocidia », de Poul Leduc, Isoneio Romonet (MARS). Vaix de la théorio, Ignaeio Ramonet, Marc Vernet, Mare Ferro, Thomas H. Gubeck

• « Glacoma Matteotti », de Florestant Vaneini, Ignacio Ramonet (MARS)

La puissance de la presse vue sur le plun cinématographique, Ignocio Ramonet (cf. « dossiors », MAD,

Documentoristes, Ignacio R n m e n n t , Aloin Bergaln ((AM)

· Emitai e, de Sembene Ousmane, Ignacio Romanet

 Soleil des hyènes e, de Ridha Béhi, Ignacio Ramonst UUILLED.

· Hurs d'icl e, de Jorge Sonjines, Ignneia Ramonet UUILLET).

« Vingt-cinq », de Celso
Luccos et José-Celso Correa,
Ignacia Rumouet (JUILLET).

e L'histoire m'absoudra e. de Gaetano Pagano, Ignacio

Remonet UUILLED. ♠ Images d'enfants, Ignacio Ramonet, Pascal Kanè, Michèle Mattelart UUILLET).

 « Nucinulre : donger immédiat », de Serge Poljinsky, Ignocio Romonet (JUILLET).

• Ecrons urabes, Ignacio Remonet, Diaus du Saint-Muthies (AOUT).

 Au Festival de La Ro-chelle : elnémos et sociétés, Igaucio Ramonet (AOUT). · a Un peuple, un canal »,

de Jean-Louis Berdut, Iganeia Romonet (SEPTEMBRE). Superproductions, Ignacia
 Ramonet, Noëlle de Chambran

(SEPTEMBRE). Décombres guuchistes, Ignacia Ramonet, Serge Touinna, Serge Daney IOCTD-

BRE). • Contre les cultures impérioles, Iguacio Rumenet, Pe-ter Limpneco, Luis Nieves-Fulcon, Armand Mnttelnit.

INOVEMBRE). Nous sommes tous des Juifs trobes en Israël », d'Igal Niddam, Elin Elmaleh (DE-CEMBRE).

● « Ceddo », de Sembene Dusmann, I g n a e i o Romanet (DECEMBRE).

• La guerro de pacification en Amazonie e, d'Yves Billon, Ignacia Ramonet (DE-CEMBRE

● « Continuer à vivre », d'Antoniu du Cunha Telles, Ignacio Ramonet (DECEMBRE). Images d'intervention, Ignneio Ramonet et Noëlle do Chambrun (DECEMBRE).

#### POLITIQUE ET LITTERATURE

· Clandestine » et pourtont vivonte : la droite littéraire, Georges Laffly (FEVRIER).

Le roman politier en Uniun soviétique, Féder Tchup-Ichokhov (MARS).

 Les romanciers maludes presse, Heari Gibior IMAI).

Paysons du tiers-monde dans les villes blanches, Micheling Pounet (SEPTEMBRE).

La dictoture dons le roman lutino-américain, Robes Bureiro-Suguier (OCTOBRE).

 Science-fiction et rêve de Etat, Yves di Mauno (NO-VEMBRE).

#### PAGE DES LIVRES

COMPTES RENDUS D'YVES FLORENNE

- « Au-delà de la crise »,
d'Alain Touraine (FEVRIER),
- « Plaidoyer pour l'Europe
décadente », de Raymond Aren
(MARS).
- « La résistance sans hé-

— « De la France », de M.-A. Macciocchi (AVRIL). - « L'Etat-spectacle », de Boger-Gérard Schwartzenberg (MAI)

— « La frontière et le texte », d'Yves Delahaye (JUIN). - a Scule une écologie socia-liste a de Bené Dumont (JUILLET)

- e La résistance sans hé-rolame e, de Charles d'Aragon (SEPTEMBRE).

— & L'Europe suicidaire », de Léon Poliakov (OCTOBRE). — a L'avenir est nutru affaire s. de Denis de Rougemont (NOVEMBRE)

- a L'Europe interdite », de Jean-François Denian (DE-CEMBRE).

Luin do le faule,

### AUX GLOVETTES LA SAISON DURE TOUTE L'ANNEE Mieux qu'une simple rési- Parce que les Glovettes, c'est dence à la neige, un studio au un appartement aux Glo-vettes e est : dans le Vercors, et à 5 mn de Villard-de-Lans, et dans le Vercors la saison dure vettes e'est: Le ski de piste, le ski de fund... En hiver lies téléskis de la Côte 2000 sont aux pieds de l'immeublel. pieds de l'immeuble). - La pécho, le spéléo, les ballades en forêt... Au printemps. pieds de l'immeuble l. La montagne, la piscine... En été. • Le cheval, le tennis... En les glovettes

PANORAMA MER IMPRENABLE Appartements (nédits, 3 à 5 pièces séjours 30 à 45 m², terrasses avec barbecue LES GRANDS ESPACES

Corniche Fluorie (près 148 evenue Lanterne) - 06200 MICE VOTRE RESIDENCE-CLUB 3êms AGE à NICE Dans le plus beau quartier résidentiel de la ville de Nice, au caime at à l'air pur, à 6 min, de la Promenada des Anglais LES JARDINS FLEURIS DE FABRON

188, evenue de Fabron - 06200 NICE - Tél. (93) 83.93.24

Trus services de ménaga, restauration, santé, loisira partaitement assurée
Rens, à Nice et à Paris : Stè GRECO, 10, rue Treilhard. Tél. 282.22.11

SUR LA COTE D'AZUR ET EN CORSE 4 VILLES, 4 PROGRAMMES

un promoteur: la S.E.T.F.E.I. à CANNES, dans un perc avec piscins. Résidence-Club Abadia - à services complete (équipe ménagère, restaurent, selons), studios, 2 ou 3 pièces. (93) 47.37.17.

A CAGNES-SUR-MER, "Les Heures Claires" - à 300 m du burd de mer et des pleges, des eppartements à pertir de 3.200 F le m2. (93) 31.00.23.

à VILLEFRANCHE-SUR-MER, duminent l'une des plus belles baies du monde, Les Restanques - appartements de très grand standing, avec jardins et piacine. (93) 55.39.49.

en CORSE (à 31 km de Bastia), " Marina di Flumalto" - charmentes maisons construites sur une plega de sable fin. (95) 36.92.95.

Renseignaments : S.E.T.F.E.I. - 29, rue Pastorelli 08000 NICE - Tel. : (93) 85.28.82

SAINT MANDRIER (Côte Varoise)

au coeur d'un perc fleuri de 5 ha avec tennis et eires de jeux pour les enfents les petits immeubles de la Pinède Saint Georges s'auvrent largement sur la Méditerranée. De nombreuses familles unt déjà été séduites. Pourquoi pas vous ?

Livraison immédiate. Possibilité de location. 🧎

Rens. sur place (7 jours sur 7) - Tél : (94) 94 97 03 Rens. à Paris, 47 avenue Hoche (8e) - Tél : 924 45 63

En plein cœur de la Côte d'Azur, à Mandelieu Startus Cottago votre villa sur la Siagne accès direct à la mer, piscine, tennis, ciub house FRANCO-HOLLANDAISE - Bureau de vente sur place : quartier des Termes, bd. des Ecuseulis Mandelieu - Tél. (93) 47.62.08

Je suis sensible au charme de Vence (Côte d'Azur).

au calme de cette cité médiévale, à le deuceur du climat, au style provençal et aux culfines buisées qui l'entourent,

envoyez moi votre documentation sur le Domaine des Arts.

A renvoyer à Dumaine des Arts 295, Av. Joffre

06140 VENCE Téléphone : (93) 58.11.03

9.C.J, Lee Glovettes, 20250 161. /78/ 95.10.75/ 96.11.47 Pour tout renseignement sur cette rubrique, s'adresser à MULTIMEDIA: 271 32 55

EST une caractéristique des systèmes

### LE MONDE DIPLOMATIQUE

### *INTERROGATIONS*

effirmative, tout discours constitutif. Impossible de parler, d'écrire, sans être supposé savoir. Le droit d'expression se transforme en devoir d'ussertion. On préfère les réponses, même sans questions, aux questions, même sans réponses. Quelle force dans la contrainte sociale qui oblige à sa faire marchaud de vérités tout un chacun sociale qui oblige à sa faire marchaud de vérifes tout un chacun dunt la profession est de penser, et l'ablige à endosser à chaque instaut les costumes intellectuels de rigueur! A voir certains se hâter de certitude en certitude extendéctoires, il vient le désir de proposer, au lieu de dialectiques roublardes et précipitées, une maieutique naïve et patiente.

Car il n'est pas de réflexion véritable qui ne finisse par poser plus de questions qu'elle a'en résout. Une activité de pensée,

scientifique ou artistique, peu importe, ne prend sens que par les certitudes qu'elle réfute, par les préjugés qu'elle ruine — fussent-ils ceux sur lesquels elle est fondée. Nombre de chercheurs sont, têt ou tand, confrontés à des interrogations redoutables, souvent anciennes et élémentaires, lougtemns tenues pour réglées, qui juillissent à nouveau du cour même de travaux locaux et spécialisés, pour remettre eu couse toute une vision du monde. Métaphysiques ou politiques, il est d'usage de u'avouer ses perplexites qu'à l'ubri des réponses, mêmes provisoires, que leur fourair tel eu tel système de prêt-à-penser. Oserons-nous avancer à découvert retrouver le questionnement, avouer l'ignorance et revendiquer

Le compréhension alors fait place à l'appréhension. On a déjà exprimé autrefols devant le développement de ces nouvelles technologies, les mêmes craintes, les mêmes refus que devant le nucléaire. En apparence, peur des risques, et des dangers : en réalité peut-être, peur du succès. A cet égard, les partisans du nucléaire u'ont pas tort, qui assimilent leurs adversaires écologiques à ceux, naguère, du chemin de fer. Ils peuvent même avoir raison quand ils affirment que, comme le chemin de fer, le nucléaire saurs surmonter ses problèmes de sécurité et deveair flable. Mais blèmes de sécurité et devenir fiable. Mais on peut accepter cette argumentation pour la retourner : si le chemin de fer u's pas

coupables. Quand le barrage de Malpasset se rompt, on peut déceler une faite professionneile chez l'architecte, on quand la vanne d'Ekofisk déverse son pétrole dans la mer du Nord, impliquer un technicien maladroit. Mais la disproportion entre l'effet et sa cause présumée rend l'imputation proche de la conjuration magique : le bout émissaire est toujours là pour prendre en charge et concentrer la culpabilité diffuse et confuse du corps social. Autant vaudrait accuser et trainer devant les tribunaux la naille dans l'acter, ou la les tribunaux la palle dans l'acler, ou la faille dans le béton. Comment exiger d'une machine humaine un fonctionnement sans défaillances qu'on u'espère d'aucun

engin mécanique ? Et voici que l'on est conduit au fatalisme, plus inacceptable encore que l'exorcisme. C'est pourtant bien cette absence de réaction qui est désormais la nôtre, par exemple devant les disaines de miliers de victimes annuelles de l'automobile : « personne n'y peut rien ». C'est prui. Et n'est-ce pas une raisou largement suffisante pour refuser toute extension du réseau sociotechnique oui nous enserre ? Chaque

technique qui nous enserre ? Chaque innovation technologique que nous acceptons, nous la paierons sans savoir quand, ni comment. Mais ce cous inévitable, nous

ni comment. Mais ce cott inévitable, nous avons désormais la certitude de son existence au moins. Devant l'inéluctabilité des accideuts, l'attentisme pourrait prendre le pas sur le fațalisme et l'on en viendrait à espérer les catastrophes majeures qui, enfin, révèleralent la vraie nature de ce progrès et le condamneraient. Il faudrait alors se réjouir de la disparition progressive du contrôle social sur la technostructure et de l'accroissement corrèlatif de sa vulnérabilité. Plus élevée sa complexité, plus uombreuses les causes de détaillances, plus imprévisible leur nature. Que tel réacteur nucléaire de puissance soit gravement endommagé et demande des mois de réparation à cause d'un incendie provoqué par la vulgaire bongie utilisée par un technicien pour vérifier les circuits dans un recom obscur ne démontre-t-il pas l'inévitable fragilité des monstres techniques, condamnés à mort par leur gienetiers es serves par un partiture des monstres techniques, condamnés à mort par leur gienetiers es serves des monstres lechniques, condamnés à mort par leur gienetiers de monstres lechniques, condamnés à mort par leur gienetiers es condamnés à mort par leur gienetiers en condamnés à mort par leur gienetiers de condamnés à la condamnée de montre de montre de leur gienetiers de condamnées à leur pour leur leur gienetiers de condamnées de montre de montre de leur gienetiers de condamnées de montre de leur gienetier leur l'inévitable fragilité des montre de leur gienetiers de condamnées de montre de leur de contre de la contre de leur de

des monstres techniques, condamnés à mort par leur gigantisme même, comme les grands repuiles de l'ère secondaire? Mais est optimisme cynique est inacceptable. La politique du pire n'est pas seulement inefficace en pratique, elle est également erronée en théorie. Car les défaillances du pretème fantes des homes

egalement erronée en théorie. Car les défaillances du système, fautes des hommes ou défauts des machines, si elles provoquent, de temps à autre, la catastrophe, sont aussi et d'abord ce qui en assure le fonctionnement uormai. Au niveau de complexité atteint, le respect absolu de toutes les contraintes imposées, limites de tolérance techniques ou cormes d'organisation administratives, entrainerait immédiatement le hiocage de la ma-

rait immédiatement le blocage de la ma-

# Sans savoir quand

étouffé les voyageurs dans ses tunnels ni provoqué de pleurésies dans ses wagons, qui oserait affirmer que son coût social fût nul? C'est tout le tissu national qui en a été bouleversé, les relations ville-cam-pagne, le poids économique des régions, l'organisation interne des cités, etc. — sur une échelle certainement imprévue par les plus visionnaires des apôtres du progrès technique.

La distribution généralisée de l'électricité. la circulation automobile, le téléphone indi-viduel, la télévision à domicile : antant viduel, la télévision à domicile : antant d'exemples analogues, où les technologies nouvelles contribuent toujours à accentuer les traits jes plus marquants de la acciette qui les met en œuvre : disjonction de la production et de la consommation, atomisation de la production et de la consommation, atomisation de la presentation de la production de la prographiques, jointes (travail, loisir, repos), distension des liens historiques et géographiques, perte de toute autonomie personnelle et aggravation de la dépendance institutionnelle, etc. Il s'agit donc moins de refuser le progrès ou de le nier que de le considérer comme purement tantologique : la roue de l'histoire avance certes, mals dans la direction très particulière déterminée par l'ordre social.

E fonctionnement désormais machiment irréversibles : charun peut s'abriter derrière un ordre, ou une incitation, venu de plus haut, ou d'à côté. Les ouvriers obéissent aux ingénieurs, les ingénieurs appliquent les décisions administratives, les politicleus s'en référent aux experts, les experts arguent des nécessités techniques, et il devient impossible de rompre cet enchaînement, de s'opposer à l'inertie d'un système dont l'existence est le seul argument pour sa perpétuation et sa croissance.

Maitre amistant de physique à l'université de Paris-VII

Complexes que leur relative immunité par rapport à leurs déficiences, mieux, la nècessité du rôle qu'elles y jouent. Ce qu'ils perdent, un peu, en fiabilité et en sécurité, ils le gagnent, beaucoup, en sonplesse et en adaptabilité. Aucun mécanisme ue peut fonctionner s'il ne dispose d'un certain jeu. Tout système complexe ne fonctionne que par ses écarts à ses normes propres. Nos analyses théoriques u'ont pas encore envisagé dans toute son ampleur cette éfficacité de la déjaillance, cette fonctionnalité du dysjonctionnement. Notre système social dans son ensemble en offre peut-être la meilleure preuve. Ainsi, voici quand même plus d'un siècle que Marx l'a démontré : le capitalisme ne peut durer, il est condamné à court terme. Devant l'évideute faillite de la conclusion, on a essentiellement critiqué la démonstration. Et s'il fallait plutôt incriminer sa prémisse, et reconnaître que le système social actuel u'est pas le capitalisme, pas tout à fait ? Plus même qu'aux innovations hétérodoxes que le capital a acceptées pour se maintenir (telle la planification étatique), le pense aux diverses formes sociales extérieures ou antérieures au règne du capital et qui jouent néanmoins un rôle majeur dans sa stabilité, comme, au premier chef, le antérieures au règne du capital et qui jouent néanmoins un rôle majeur dans satabilité, comme, au premier chef, le savail domestique non rétribué des femmes. Il faudrait alors reconnaître que, maigré son extension continue, la sphère du capital vest pas homogène, mais comprend des lacunes et des failles, nécessaires à sa vitalité. La persistance et la récurrence de composantes archaïques au sein du système capitaliste s'expliqueraient ainsi par la nouvelle fonctionnalité qu'elles y trouvent (on gagnerait sans doute beaucoup à envisager sous cet angle la situation d'un pays comme l'Italie). Inversement, l'échec des tentatives socialistes jusqu'à présent ne serait-ll pas dù à leur volontarisme hégémonique, et l'immobilisme de leurs sociétés à l'impossibilité d'assurer le contrôle absoln d'une machine sociale en fonctionnement effectif (1) ? On comprendrait alors que le marxisme n'ait d'efficacité que critique. Sur un plan moins théorique, et à titre d'exemple, le refus d'affronter ce problème explique peut-être aussi la résistance des travalileurs devant cette forme suprème de la critique sociale pratique, la grève du sèle. C'est oue en démontrant l'impossi-

critique sociale pratique, la grève du zèle. C'est que, en démoutrant l'impossi-bilité d'assurer le trafic aérien dans le respect absolu de ses règles de sécurité, les aiguilleurs du clei subvertissent la

notion de contrôle social en général, bieu an-delà de l'ordre capitaliste momenta-némeut mis en cause.

AIS les organisations syndicales ou politiques aspirent moins à la destruction du pouvoir qu'à sa prise. A ce titre, elles ont besoin de s'appuyer sur un projet i déa l de réorganisation sociale : il s'agirait de substituer à l'ordre capitaliste, mauvais car insuffisamment ordonné. (certains parlent volontiers de son « anarchie »), un ordre nouveau, plus rigoureux. Un renforcement des contraintes qui régissent la machine sociale, un meilleur contrôle, seralent nécessaires et possibles. Mais les grèves du zèle rénitent par l'absurde cette illusion, d'où la réticence à y recourir. Enfin, la même idée — l'efficace de la faille — ne vautrétiones à y récourir. Entit, la fireme idée — l'efficace de la faille — ne vaut-elle pas pour les systèmes de pensée ? Plutôt que d'ironiser sur les contradictions et déficiences de telle théorie, on devrait et déficiences de telle théorie, on devrait alors reconnaître qu'elles senies lui assurent un fonctionnement productif. On accepterait aussi l'hétérogénété intrinsèque de foute doctrine, et on éviterait de la critiquer en lui imposant une homogénété artificielle, visant ainsi une cible trop facilement atteinte. Nous en sommes là, peut-être. Une nouvelle parole se chercherait. La rhétorique deviendrait (avec l'éthique ?) une forme essentielle de la politique. Il s'agirait de pratiquer une dialectique sans casuistique, une tolérance sa u e passivité, une pluralité sans éclectisme, une rigueur sans cohérence.

(1) Naturallement. la conclusies logique de ces développements est la remise es cause de la cetion même de système social, et plus généralement de touts pensés systèmique.

# comment...

Par JEAN-MARC LEVY-LEBLOND \* -

Dans ce numéro :

par Jacques Capdevielle.

par Sálim Turquie.

Ben Jelloun.

droit d'asile? par Heribert Golsong.

L'eurocommunisme et la crise de la gauche, par Lilly Marcou. Suite de l'article de Jean Ziegler sur la social-démocratie.

LA CONVENTION EUROPEENNE POUR LA REPRESSION DU TERRORISME : Recul du droit et . vestiges d'inculture .. - Le glas du

Pouvoir militaire et sécurité nationale en Amérique latine (un livre de Joseph Comblin), par Jean-Pierre Clerc.

L'acteur et le système », ou l'art d'évacuer les rapports de classes,

LA JUNTE CHILIENNE EN QUETE DE LEGITIMITE, par Armando

VERS UN NOUVEL ORDRE REGIONAL AU PROCHE-ORIENT : Réticences arabes et perspectives de règlement séparé. Les points de vue d'un député israéllen : Amnon Rubinstein ; d'un intellectuel égyp-

tien: Mohamed Sid-Ahmed: d'un Palestinien de Cisjordanie: Backir Barghouti. — L'alliance conflictuelle entre la Syrie et les Palestiniens.

POLITIQUE ET LITTERATURE : La poésie palestinieme, par Tahar

L'intégration économique des pays arabes est-elle possible? par Xavier Greffe. — Suite de l'article de Patrice de Bear sur les échecs

Le Soudan, grenier du monde arabe? par Christophe Batsch.

d'une politique antisubversive en Asie.

PAGE 2:

PAGES 6 à 8:

PAGE 9:

PRINCEPES théoriques, réalisation pra-tique, organisation sociale, autant d'aspects séparés. Hien là qui soit particulier à l'électronucléaire : il ne fait que porter à un degré supplémentaire la socialisation machinale de la technologie inaugurée au dix-neuvième siècle par le capitalisme. C'est sans doute avec les voies ferrées, puis les réseaux de distribution de l'électricité qu'apparaisent pour la pre-mière fois des objets techniques d'échelle proprement surhumaine. Les machines à vapeur, les automobiles elles-mêmes (en leurs débuts au moins), restent à portée de main individuelle : leur fonctionnement, entretien, réparation (sinon leur produc-tion), peuvent encore être maîtrisés par l'artisan ou l'amateur isolé. Mais l'étendue spatiale et la complexité organisationnelle du chemin de fer, de l'électricité ou du du chemin de fer, de l'électricité on du téléphone, avant même leur sophistication technique, en font des systèmes directe-ment sociaux. La maîtrise et la connais-sance des processus y échappent au tra-vailleur individuel, sans que personne ne les récupère; à la différence de la manu-facture ou même de l'usine traditionnelle. elles se diluent dans la structure collective et perdent jusqu'à leur signification propre.

'Al peur des centrales nucléaires, beaucoup moins à canse des dangers d'accident que de leur possible fonctionnement normal J'ai peur, non tant perce qu'elles menacent de ne pas marcher, mais parce qu'elles pourraient bien marcher, et que je ne comprends pas pourquoi. Devant des systèmes complexes et gigantesques, intégrant des tonnes de béton, des myriades de minuscules transistors, des kilomètres de tubulures, échangeant des flux d'électricité, de vapeur et d'argent, reposant sur le travail de milliers d'ouvriers et ingénieurs, les décisions de centaines de politiciens et technocrates, le vertige me prend. Je ne comprends pas pourquoi e ca marche », parce que je ue comprends pas comment. Physicien, le connais pourtant les principes de l'énergie uucléaire, ceux de la thermodynamique, ceux de l'électricité — l'ai le privilège de possèder presque tout l'arsenai nécessaire à la compréhension théorique du fonctionnement d'une centrale uucléaire. Théorique seulement : c'est qu'il y a loin des principes à leur mise en œuvre, des livres de physique et leurs équations aux réscteurs et leurs barres de contrôle. De la physique théorique à la physique expérimentale, déjà un hiatus; de la physique expérimentale, déjà un hiatus; de la physique expérimentale, de l'électronique, de l'hydrodynamique appliquées — sans parler de la plomberie et de la maçonneme —

de la metalurgie, de l'electronique, de l'hydrodynamique appliquées — sans parler de la plomberie et de la maconnerie —
qui se réalisent dans une centrale uveléaire au même titre que la physique fondamentale? Comment donc parler de compréhension lorsqu'il s'agit d'une prise aussi 
unilatérale (du côté de la théorie) et partielle (du noirt de vue de la physique)

tielle (du point de vue de la physique) sur la réalité?

ce qui pourrait u'être qu'anxiété person-uelle, due à l'insuffisance de mes moyens individuels, se transforme en interrogation universelle lorsque je réalise qua personne ne possède cette compréhension qui me manque. Les plus impliqués dans une entre-prise de cette ampleur n'ont chacun qu'une vuc extrémement limitée : l'ingénieur mé-tallurgiste ne sait rien sur les normes de sécurité du béton, le spécialiste de la radio-protection ne connaît pas les pro-blèmes d'échange de chalcur à haute température, et les administrateurs du pro-jet n'en maîtrisent que l'organigramme de papier. Il n'y a plus de perception globale possible.

'AI peur des centrales nucléaires, beaucoup moins à cause des dan-

nique de tout système socio-tech-nique tel l'électronucléaire, entraîne la dissolution de toute notion de respon-sabilité. Pulsqu'il u'y a plus de vue d'en-semble du projet, plus de coutrôle global, les décisions ne sont plus que ponchuelles (politiques ou économiques ou techniques, séparèment) et deviennent automatique-ment irréversibles : chaoun peut s'abriter

Des lors, les accidents inévitables n'ont jamais de responsables, tout au plus des

PAGE 12: La Guinée-Bissau après le III. congrès du P.A.I.G.C., par Howard L' « internationalisme libéral » à la conquête de l'Afrique australe, par Micheline Pannet

#### PAGES 13 à 18:

LA JUSTICE EN QUESTION : Le juge, le marchand et le débiteur, par Yves Dezalay. — Le patron introuvable, ou le règre de l'irresponsabilité, par Bernard Rettenbach. — La délinquance, un ordre nécessaire et bien utilisé, par Pierre Lascoumes. — Fétichisme du droit et mode de production, par Michel Miaille. — Le développement de la société bourgeoise et le dépérissement du droit, par Henri Nallet et Claude Sarvolte. — Le mariage et le tropail pour résultation de la la confidence de la confid Servolin. — Le mariage et le travail non rémunéré, par Christine Delphy. A quoi, à qui servent les prisons? par Manrice T. Maschino.

Les grandes idéologies toujours présentes (recherches universitaires), par Charles Zorgbibe. - Correspondance. - Dans les revues. PAGE 20:

Les livres du mois.

PAGES 21 à 24: L'activité des organisations internationales.

#### PAGES 25 à 27 :

Index des articles publiés en 1977.

Le numéro du « Monda diplomatique » de décembre 1977 o été tiré à 115 000 exemploires. Comme toutes les publications du « Monde », sauf « le Monde des philotélistes », « le Monde diplomatique » est interdir au Maroc depuis la fin du mois de janvier 1977.

*Janvier 1978* 



POPORCO METRO : LOUVRE BORDEO

